Ce Transce

Cahier Initiatives-Métiers

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 15877 - 7 F

MARDI 13 FÉVRIER 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBAN

■ Les salaires en 1996 : un peu plus que l'inflation

Inquiètes du climat social et de la léthargie de la consommation, certaines entreprises ant décidé d'accorder en 1996 des hausses souvent comprises entre 2 % et 3 %, soit davantage que l'inflation prévue cette année. p. 15

■ René Bonnell quitte Canal Plus

Grand argentier de la profession, le tout-puissant patron du cinéma à Canal Plus quitte la chaîne. Il estime que le système des subventions en vigueur doit être réformé pour faire face aux défis technologiques du futur. p. 22

■ Le Front national étend son influence

Dans un entretien au Monde, Bruno Mégret, délégué général du FN, explique que son parti entend se doter d'un discours social « crédible ». Il s'y prépare en resserrant le maillage territorial de son parti et en s'implantant dans le monde professionnel.

Les évêques français jugent « nécessaire » l'usage du préservatif contre le sida

Pour la première fois, l'épiscopat se rallie à la position des médecins

L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS a rendu public, lundi 12 février, un document concernant l'épidémie de sida, intitulé La Société en question et rédigé par sa commis-sion sociale, présidée par Mª Albert Rouet. Il marque une évolution importante dans la prise en compte de la nécessaire prévention de cette maladie sexuellement transmissible: pour la première fois, en effet, les évêques de France admettent que l'usage du préservatif peut être « nécessaire » à la prévention de la transmission du virus.

«Le préservatif se comprend pour les cas où une activité sexuelle déjà intégrée à la personnalité a besoin d'éviter un risque grave », reconnaissent les évêques français, qui précisent, par ailleurs, qu'«il faut maintenir que ce moyen n'est pas une éducation à une sexualité adulte ».

Ce document entend lever les équivoques sur la position de l'Eglise catholique face à cette maladie, parfois considérée dans certains milieux intégristes comme « un châtiment de Dieu ».



Président du Comité catholique des médecins français, le professeur Marc Gentilini s'est réjoui de cette « avancée » qui, dit-il, « lève un certain nombre d'ambiguités ». L'Eglise, ajoute-t-il, « ne peut pas être contre le préservatif, moyen de prévention empêchant la transmission de la mort ».

Dans un entretien accordé au Monde, le professeur Luc Montaguier estime que la prise de position de l'Eglise de France consti-tue « une évolution importante ». Pour le découvreur des virus du sida, ce texte « a le mérite d'aborder très franchement le problème et d'en finir avec les allusions ou les propos indirects ». Selon le professeur Montagnier, des blocages importants demeurent au Vatican sur cette question essentielle. « je ne pense pas que Jean Paul II changera d'opinion », ajoute-t-il, en espérant que les évêques d'Afrique et d'Amérique latine rependront rapidement à leur compte les déclarations de leurs homologues français.

Lire page 9

Blocage politique et regain de violence en Algérie

LE REGAIN DE VIOLENCE Observé en Algérie depuis le début du ramadan s'est spectaculairement manifesté, dimanche 11 février, avec deux attentats à la voiture piégée, au coeur de la capitale algérienne. La première explosion, contre la mairie de Bab el-Oued, a blessé une quarantaine de personnes, dont sept grièvement. La seconde, contre la Maison de la Presse, qui abrite les rédactions de la plupart des journaux indépendants, a fait au moins 18 morts et 52 blessés. Le rédacteur en chef du quotidien Le Soir d'Algérie et deux de ses collègues figurent parmi les victimes. Il s'agit là du deuxième attentat le plus meurtrier à Alger, en quatre ans d'affrontements entre les groupes armés islamistes et les forces de sécurité. Ces explosions out eu lieu, alors que la situation politique est plus que ja-

Lire page 2

Un entretien avec Dominique Méda



Dominique Méda est responsable de la recherche au ministère du travail. Dans un entretien au Monde, elle estime que le travail ne doit pas être le seul fondement du lien social.

Les marchés oublics à Paris

La chambre régionale des comptes critique la manière dont le Centre d'action sociale a fait appel à Bouygues. De leur côté, les socialistes s'inquiètent du renouvellement en faveur de Decaux de l'exploitation des panneaux publicitaires de la capitale. p. 10

L'aide aux pays pauvres stagne

Jamais depuis près d'un quart de siècle les pays riches ne se sont montrés aussi peu généreux à l'égard des pays en développement. En 1994, l'aide au tiersmonde a globalement stagné. p. 3

■ La Poste se réorganise

La Poste réorganise ses 17 000 bureaux. Une opération dont la direction et les syndicats devaient discuter jeudi 15 février et qui tend à réorienter ce service public vers une logique de marp. 28



La dernière séance de l'American Center de Paris

fixé lundi 12 février sur les portes de l'American Center, rue de Bercy, à Paris (12°). Dimanche, dans un altime retour aux sources, il projetait l'œuvre récente de Jonas Mekas, un de ces irdans les années 60, au temps où l'underground. new vorkals venalt faire surface dans ses locaux ouverts boulevard Raspail depuis 1934. Le cinéaste s'était proposé d'aller jeter les clefs de l'American Center dans la Seine, dans un happening protestataire, mais après avoir dédié la séance « au courageux peuple de Tchétchénie », il avait laissé l'écran aux figures emblématiques de Julian Beck et du Living Theatre scandant en 1966: «Arrêtez les bombes l », et

« Liberté tout de suite ! » En passant de la rive gauche à la rive droite en 1994, l'American Center ne se trompait guère de terrain, il se trompait d'époque. Ce déménagement est à inscrire au débit des greedy eighties (la décennie cupide) où la valeur du point d'une toile contemporaine épousait si étroitement l'ascension du mêtre carré de bureau qu'on avait pu les croire produits interchangeables. L'investissement dans les murs avait vidé les ressources de la création. Vendu à

« A VENDRE. » Tel devrait être le placard | la hausse boulevard Raspail, l'immeuble sera | manche, les spectateurs ont quitté la dernière soldé rue de Bercy. Seuls les artistes et leurs spectateurs seront débités de la différence.

Trop grand, trop cher, trop tard. En vingtmois, le palais de la culture de Frank Gehry est quingols garderont toujours un peu de l'esprit californies, une dissonance réussie à l'orée d'un iardin où l'on a aligné tout ce qui porte un nom dans l'architecture française. Mais l'essential aurait ou encore être sauvé si les Américains avaient suivi. Ils invoquent, hors de toute réalité, une récession économique qui aurait réduit les possibilités de mécénat, alors que c'est la récession des idées qui est en cause. L'ombre du rigorisme sans âme qui investit les Etats-Unis s'est abattue sur les bords de Seine. Son désintérêt, voire son hostilité, pour les cultures non marchandes. Sa volonté de laisser en friches des pans entiers des arts. comme un quelconque secteur économique inadéquat à la conquête des marchés plané-

taires. . « Il n'y a pas si longtemps, la fermeture d'un tel lieu eut appelé pétitions et manifestations », commente Nelcya Delanoë, auteur du Rospail Vert, une histoire de l'American Center. Diséance sans un regard en arrière. La classe po-litique s'est tue. L'affaire est privée, dira-t-on. Comme si cette disparition pouvait s'ajouter presque anonymement aux faillites et aux ressement n'avait d'autre vocation que culturelle, qu'il symbolisait le pari généreux de rencontres et d'échanges en liberté des deux parts de l'Atlantique. On ne lui aura même pas laissé le temps

d'installer dans le langage des années 90 ce qui faisait son succès durant les trépidantes années 60 et 70 du boulevard Raspall, lorsque ses couloirs grouillaient d'une vie et d'une créativité toujours renouvelée. Une certaine idée internationaliste, le goût de l'expérimentation, l'assurance qu'il existe toujours une avantgarde à venir et une image désintéressée des Etats-Unis disparaissent avec lui. Le Centre continuera hors les murs, nous dit-on. Un Centre sans centre. De quoi être désorienté. Les artistes reprendront la route. Ailleurs. Un espoir de repaissance très américain sans

Jean-Louis Perrier

Vers la « deuxième République » d'Israël

JERUSALEM

de notre correspondant Ygal Amir et ses acolytes d'extrême droite ont échoné. De l'aveu du jenne assassin en kippa, les deux balles de 9 mm tirées dans le dos de Itzhak Rabin, le

jectif: stopper net le lent processus de restitution, aux Palestiniens, d'une partie des territoires qu'israël occupe militairement depuis le 6 iuin 1967. Les deux balles mortelles, sanc- du « Grand Israel » serait sortie

choquer le pays, déstabiliser l'arène politique nationale, au pire déclencher une guerre civile entre juifs dont seule l'idéologie

tifiées par des rabbins intégristes

qui courent toujours, devaient



vainqueur. Trois mois après, alors que Shimon Pérès vient d'annoncer sa décision d'avancer au printemps les prochaines élections générales et que celles-ci donneront lieu à la première élection directe au suffrage universel du chef de l'exécutif, interprétée par certains commentateurs comme la naissance de la « deuxième République » d'Israël, l'échec de la stratégie du fou, chère aux ultras,

apparaît presque complet. Tétanisé, l'échiquier politique israélien a viré au centre, et c'est là, à mi-chemin entre les partisans d'une accélération rapide du processus de paix et ceux qui préféreraient un ralentissement, voire un arrêt des retraits militaires de Cisiordanie et de Gaza, que se jouera la consultation annoncée.

De retour en arrière, d'annulation des accords conclus jusqu'ici avec Yasser Arafat, de reconquête militaire des neuf enclaves autonomes concédées au contrôle interne exclusif des Palestiniens, il n'est plus question. Impossible, comme disent les Américains, de remettre le dentifrice dans le tube.

Patrice Claude

Lire la suite page 14 et nos informations page 2

Les faux pas à répétition du PSG



LUIS FERNANDEZ

L'ENTRAÎNEUR du Paris-SG a assisté, abasourdi, à un retourment de situation fatai à son équipe, dimanche 11 février lors de la vingt-septième journée du championnat de France de football. Les Parisiens, qui menaient 2-0, se sont laissé rattraper puis dépasser en quatre minutes par Montpellier, vainqueur 3-2. Cette première défaite de la saison au Parc des Princes à Paris, quatre jours après une autre déconvenue à Monaco, place désormais le PSG sous la menace directe de ses poursuivants. Après un début de saison euphorique, qui promettait un titre facile au PSG, et avant le rendez-vous européen avec les Italiens de Parme, cette mauvaise série place Luis Pernandez dans l'obligation de revoir sa tactique, notamment défensive, de plus en plus contestée par ses joueurs.

Les championnats du monde de ski alpin se sont ouverts, lundi 12 février, en sierra Nevada (Espagne), par le super-G féminin. Au cours de cette compétition, initialement prévue en 1995 et reportée pour manque de neige, les meileures chances françaises seront défendues par le descendeur Luc Alphand, vainqueur de trois épreuves de la Coupe du monde cette saison, et par le slalomeur Sébastien Amiez.

Lire pages 18 et 19

Mots croisés

18 morts et 52 blessés, a été commis contre la Maison de la presse, une ancienne caserne abritant les locaux de la plupart des journaux indépendants. Il s'agit du deuxième attentat

le plus meurtrier, dans la capitale algérienne, en quatre ans d'affrontements entre islamistes et forces de sécurité. • DANS LA MATINÉE, l'explosion d'un premier véhicule, dans l'enceinte de la mairie de Bab-el-Oued avait blessé une quarantaine de personnes. • CE REGAIN spectaculaire de violences se produit alors que toute ouverture politique paraît

impossible, sous l'effet des menées des radicaux des deux camps. • LES SYNDICATS, au même moment, menacent de lancer des mots d'ordre de grève pour la défense des salaires.

Deux attentats à Alger défient l'immobilisme gouvernemental

Les explosions de deux véhicules piégés ont fait au moins 18 morts et près d'une centaine de blessés dans la capitale ; l'attaque la plus meurtrière, dans le quartier de Belcourt, a visé la Maison de la presse, siège de la plupart des journaux indépendants

DIMANCHE sanglant à Alger. Les groupes islamistes armés ont frappé deux fois en plein cœur de la capitale, à quelques heures d'intervalle, mettant les Algérois dans un état de chor proche de la panique. Le bilan de ces deux attentats sanglants et spectaculaires, à la voiture piégée, qui ont visé la Maison de la presse et une mairie, est très lourd : au moins dix-huit morts et cinquante-deux blessés, seion des sources officielles.

La première explosion s'est produite, dimanche 11 février en début de matinée, dans le quartier très populeux de Bab-el-Oued, qui, après une période d'accalmie, est redevenu l'un des hauts lieux de l'activisme des islamistes. La voiture piégée était garée dans la cour intérieure de la mairie, ce qui semble expliquer le bilan relativement « léger » - quarante et une personnes blessées, dont sept grièvement –, aucun passant, dans les rues avoisinantes, ne semblant avoir été touché. Une partie des locaux de l'hôtel de ville ont été endommagés ainsi que des magasins alentour. Rapidement bouclé par les forces de sécurité, le quartier a vécu plusieurs heures d'angoisse.

La tension était à peine retombée que la capitale était une nouvelle fois secouée, en début d'après-midi, par une très forte explosion, qui replongeait ses habitants dans un climat de terreur. L'attentat visait cette fois-ci une ancienne caserne abritant les locaux de la plupart des journaux privés, comme El Watan, L'Opinion et Le Soir d'Aigérie, à l'entrée du quartier de Belcourt, à l'est d'Alger. Le

La presse, able privilégiée

L'attentat contre la Maison de la presse, à Alger, confirme que les médias sont l'une des cibles privilégiées par les terroristes. Depuis mai 1993, 48 journalistes ont été tués par balles on à Parme blanche, dans des attentats attribués aux groupes Islamistes. La télévision a payé le plus lourd tribut : onze morts.

La première attaque contre le siège d'un journal, après l'instauration de l'état d'urgence en sévrier 1992, a été commise contre PHebdo libéré (indépendant), le 24 mars 1994, et a fait trois morts. En 1995, un média faisait pour la première fois l'oblet d'un attentat à la voiture piégée: l'explosion devant un bathment de la télévision, le 5 septembre, à Aiger, faisait trois morts et plusieurs blessés. Par ailleurs, deux attentats semblables contre le siège du quotidien Le Matin avaient été déjoués, les 14 septembre et 31 octobre. - (AFR)

siège du quotidien Le Soir d'Algérie a été en partie détruit. Trois de ses journalistes ont été tués : le rédacteur en chef, Alloua Aît Mebarek, Mohamed Dorbane, chroniqueur et caricaturiste, et Djamel Deraza, qui s'occupait de la page magazine. L'attentat a également causé la mort d'une quinzaine d'autres personnes et a fait plusieurs blessés.

« LA PEUR AU VENTRE » « C'était un carnage, comme un

tremblement de terre », a raconté un journaliste qui errait, hagard, au milieu des gravats et des dossiers éparoillés, à l'intérieur de la Maison de la Presse. Durant quelques heures, la rue Hassiba ben Bouali. cienne caseme, a été le théâtre du hallet incessant des ambulances. girophares allumés et sirènes stridentes, des voitures de nompiers et des grues s'activant à débiayer les

Lors de l'explosion de la voiture selon un témoin, elle aurait été abandonnée précipitamment par plusieurs hommes, queiques minutes avant la déflagration -, une douzaine de véhicules ont pris feu. D'un autobus, il ne restait plus que l'armature métallique, tordue et noircie par les flammes. Ouelques paraphiles abandonnés ouverts sur les trottoirs témoignaient de la paníque qui a saisi les passants, dont beaucoup ont été blessés par des éclats de verre. Dans la soirée, la télévision d'Etat a montré avec insistance des images terribles de l'attentat : celles de corps écrasés

ou déchiquetés, de flaques de sang. « Nous nous attendions à une action de ce genre », a expliqué, à un correspondant de l'AFP, un journaliste encore sous le choc. « Nous vivons la peur au ventre. Pénétrer dans les locaux de la Maison de la presse, bien au'elle soit sous haute protextion policière, est une épreuve quoti-

dienne extrêmement angoissante », a précisé un autre. La plupart des journalistes, dans la craînte d'attentats individuels, préférent d'allleurs « camper » sur place, des jours durant, plutôt que d'affronter la rue.

Les groupes islamistes armés accusent la presse de « collaborer » avec le pouvoir. Depuis mai 1993, quarante-buit journalistes et une quinzaine d'employés de presse ont été tués dans des actions attribuées aux « terroristes ». Samedi 10 février, Abdallah Bouhechek, rédacteur à l'hebdomadaire Révolution et Travail, a été assassiné à Ouled Yaich, près de Blida, à cinquante kilomètres au sud d'Alger. Un mois auparavant, le 10 janvier, Mohamed Mekati, cadre du quotidien gouvernemental El Moudjahid, était criblé de balles près de son domicile à Alger.

Le double attentat de dimanche s'inscrit dans une recrudescence nettement perceptible des violences depuis le début du mois de jeune du Ramadan, le 21 janviet. Alger et sa proche banlieue sont particulièrement visées par les actions des groupes islamistes qui trouvent toulours gite et couvert dans les quartiers populaires, mal-gré une répression brutale des forces de sécurité. En près d'un. mois, douze attentats à la voiture piégée ou à l'explosif, qui ont visé

moins une soixantaine de morts et plus de deux cents blessés. Plusieurs dizaines de civils ont aussi été assassinés et mutilés, le plus ouvent à l'arme blanche. Les autorités affirment que cette recrudescence des attentats - no-

des édifices publics ou des sièges

de gardes communales, ont fait au

amment ceux à la voiture piégée, essurés d'un large écho médiatique - sert à masquer l'échec des groupes armés, qui auraient essuyé écemment de lourdes pertes. Mais le renforcement de la censure sur les informations liées au « terrorisme » semble indiquet, a contrario, que le régime est loin d'avoir remporté une victoire décisive sur ses ennemis. Le gouvernement vient de décider d'installer des « comités de lecture » au sein de chaque rédaction pour contrôler sévèrement les articles relatifs à la

 situation sécuritaire ». Enfin, déjà confronté à la dure réalité de la lutte contre un terrorisme apparemment en pleine expansion, le premier ministre Ahmed Ouyahia dolt, également, affronter un mouvement de protestation sociale qui s'amplifie. Plusieurs syndicats ont menacé, en effet, de lancer des grèves pour protester contre sa décision de procéder à des retenues sur l'ensemble des salaires du secteur public supérieurs à 6 000 dinars (environ 600 francs). Cette mesure est destinée à assurer le versement des traitements de près de 200 000 salariés, impayés depuis plusieurs

Ali Habib

Multiplication des attentats à la voiture piégée

Les deux attentats à la voiture piégée commis dimanche 11 février, à Alger, ont eu de nombreux précédents depuis un an : le plus meurtrier demeure celui qui a en lieu, le 30 janvier 1995, devant le commissariat central d'Alger (42 morts et

● 19 janvier : deux personnes sont tuées et 209 blessées sur le marché de Bougara, fief islamiste au sud-est d'Alger. • 30 janvier : 42 morts et 286 blessés devant le commissariat central d'Alger. Le Groupe islamique armé (GIA), qui revendique cet attentat, évoque pour la première fois l'existence de « commandos-suicide » dans

• 30 juin : au moins neuf morts dans la localité de Bouinan, au sud d'Alger. • 24 inillet : 5 morts et 7 blessés dans le centre de Meftah, à 35 kilomètres au sud-est d'Alger. • 6 août : 11 personnes - huit civils et les trois membres d'un commando islamiste - meurent dans l'explosion d'un camion près d'Alger. L'attentat visait une centrale électrique à Boufarik. • 17 août : les groupes islamistes armés frappent au cœur de l'appareil d'Etat avec un double

attentat à la voiture piégée au Club des pins, près d'Alger, la plus importante résidence d'Etat : deux morts, sept blessés. • 31 août : 10 morts et 15 blessés devant le siège de la police nationale, dans le quartier de Bab el Oued, à Alger.

plusieurs dizaines de blessés à Meftah, près de l'aéroport international d'Alger. • 5 octobre : 9 morts et 19 blessés, dans un hôtel, à Draa Ben Khedda (50 kilomètres à l'est

• 2 septembre : 6 morts et

d'Alger). 22 octobre: 11 morts et 82 blessés dans le centre de Relizane (200 kilomètres à l'ouest d'Alger). • 29 octobre : au moins 6 morts

et 83 blessés, dans l'explosion d'un camion piégé, en plein centre de Rouiba, à une quinzaine de kilomètres à l'est d'Alger. • 12 décembre : 15 morts et 35 blessés dans la cité Ain Naadja,

à Alger.

• 15 janvier : 5 morts et 25 blessés à Blida (50 kilomètres au sud d'Alger). • 5 février : 5 morts et 22 blessés dans le service d'urgence d'un hôpital proche d'Alger. C'est le premier attentat meurtrier contre un établissement hospitalier en

quatre ans d'affrontements. 7 février : de 6 à 10 morts à Millana (70 kilomètres au sud d'Alger). • 11 février : une quarantaine de blessés, dont sept graves, dans

une attaque à la voiture piégée contre la mairie de Bab el Oued. Un second attentat, à Alger, dans le quartier de Belcourt, fait au moins 18 morts et une cinquantaine de blessés

COMMENTAIRE LE TEMPS **DES RADICAUX**

Depuis l'élection de Liamine Zéroual à la présidence, le 16 novembre demier, la politique s'est arrêtée en Algérie : il ne s'est rien passé. Dire cela, constater ce vide, n'est pas excuser l'ignoble attentat à la voiture piégée perpétré dimanche 11 février au cœur d'Alger : les seuls responsables, ici comme à Londres, sont les poseurs de bombe. Il n'en est pas moins vrai que le quasi-plé biscite obtenu par le général Zéroual n'a permis aucune ou

E---

Dr. and

4:16

動物です。

SER LE

Dec. 01....

Paule Lin

Charett: .

orbital:

UNIV.

The Late

765±

legation of

2100 E

Ou to Division to

de bord:

ker_{ing}

chinoses .

Commercial Commercial

Mem. 6

hickney)

Charles .

de more

CUCE -

C30000

1989, file:(*)

All Control

2 新店 - . . .

· La violence a retrouvé son nà veau d'avant l'élection présidentielle. Dimanche, c'est l'immeuble de la presse - une presse de plus en plus muselée par le régime - qui était visé. Mais les semaines précédentes ont été à l'avenant : attentats, répression, souvent aveugle, attentats... (Le Monde du 916vrier). L'Algérie ne s'enfonce pas dans la violence; elle vit avec depuis quatre ans. En se rendent massivement aux urnes, les Algériens avaient pourtant adressé un message sans ambiguité : halte aux tue-

Mais pour que cet appel débouche sur un début de traduction politique, il aurait fallu que, dans l'un et l'autre camp islamistes -, les « politiques » l'emportent sur les radicaux. Ce n'est apparemment pas le cas. Du côté du pouvoir, s'il est vrai que Liamine Zéroual est partisan d'une relative ouverture envers les islamistes du PIS - ce qui reste à prouver-, alors le président ne s'est pas imposé aux éléments les plus durs de l'armée, ceux qui croient en l'e éradication » des islamistes Du côté de ces derniers, s'il y a bien eu auelaues offres de dialoque en direction du pouvoir, alors elles ont été faites sans que l'ex-FIS soit en mesure d'arrêter une violence terroriste aul rend difficile toute amorce de négociation.

Au milieu, Il y a la populetion dvile, souvent admirable de courage, une population qui, pour reprendre le mot de l'Algérois Albert Camus - cité dans la biographie que lui consacre Olivier Todd - « refuse en même temps d'exercer et de subir la terreur ».

14° EXPOLANGUES



Les élections anticipées auront lieu fin mai en Israël

Le premier ministre travailliste, Shimon Pérès, entend profiter de l'actuel désarroi de la droite

JÉRUSALEM

de notre correspondant Les élections générales en Israel se tiendront entre le 21 mai et le 4 juin et ne freineront pas la bonne marche du processus de paix. Ainsi en a décidé, dimanche 11 février, Shimon Pérès, le premier ministre en exercice depuis cent jours. M. Pérès n'a pas dévoilé la date précise du scrutin, oui doit faire l'objet de négociations entre les deux grandes formations de l'échiquier politique. Un des principaux responsables de la campagne travailliste, le ministre de l'intérieur, Haim Ramon, s'est tout de même chargé de préciser la pensée de M. Pérès, en expliquant que « les élections auront lieu lorsque les Israéliens seront en Israel », autrement dit avant les grandes vacances.

L'annouce du chef du gouvernement n'a pas surpris. Les ré-

cents sondages démontrent que le soutien dont bénéficieront les travaillistes fin mai ou début juln sera de loin supérieur à celui dont ils auraient joui, fin octobre, à l'échéance du mandat de la Knesset. La lenteur des négociations israélo-syriennes a convaincu M. Pérès qu'une photo avec le président Hafez El Assad n'était pas envisageable dans les prochains mois. « Il s'est avéré que les questions des arrangements de sécurité dans le Golan et du partage des eaux de ce territoire avec les Syriens nécessiteront beaucoup de temps pour être réglées. On ne peut négocier avec la Syrie sous la contrainte d'une election qui approche », a-t-il déclaré, lors d'une conférence de

« J'ai donc cessé d'hésiter. J'ai anticipées le plus rapidement pos- a une chance de voir enfin une des travaillistes. - (Intérim.)

sible », a dit le premier ministre, en donnant, à l'occasion, le coup d'envoi de la campagne électorale. « Après le meurtre d'Itzhak Rabin, j'ai décidé qu'il fallait sor-tir le pays de l'état de choc dans lequel il avait été plongé. Mais le travail n'est pas achevé. Le peuple a exprimé sa volonté farouche de poursuivre son chemin vers la paix, dans la prospérité. »

LE LIKOUD DONNÉ PERDANT

Pour expliciter encore mieux son message électoral, M. Pérès a rappelé que « l'accord avec les Palestiniens est appliqué à la lettre », avant d'ajouter : « Les élections palestiniennes se sont parfaitement déroulées et le terrorisme bat de l'aile. Notre programme politique est le seul qui puisse contribuer à la paix et à la décidé de procéder à des élections sécurité. La preuve est faite qu'il y solution de rechange à l'action

paix globale s'instaurer au Moyen-Orient. » Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Benjamin Netanyahu, le chef de l'opposition de droite, a été contraint de réagir à ces propos. Donné largement perdant dans tous les sondages, «Bibi» a donné sa bénédiction à des élections anticipées, tout en estimant ou'il s'agissait d'une « exploitation cynique de l'assassinat d'Itzhak Rabin ». La campagne du Likoud, qui a choisi de ne pas faire dans la nuance, sera centrée sur le processus de paix « Votez pour Pérès, vous voterez pour le partage de Jérusalem, pour la création d'un Etat palestinien au cœur d'Israel et pour le retrait du Golan », a lancé M. Netanyahu, à qui ses propres lieutenants font le reproche de ne proposer aucune

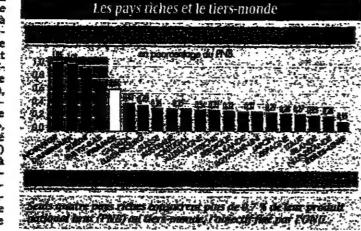
Quatre pays seulement consacrent plus de 0,70 % de leur PNB au tiers-monde

L'aide publique au développement a stagné en 1994

Les pays développés continuent de se montrer à l'Afrique subsaharienne – a globalement peu généreux envers les pays du tiers-monde : complètement stagné en 1994. La frilosité des leur aide financière – qui pour plus d'un tiers va pays riches n'a pas été seulement financière : d'asile satisfaites.

JAMAIS DEPUIS près d'un quart de siècle les pays riches ne se sont montrés aussi peu généreux à l'égard des pays en développement. En 1994, le montant total de l'aide publique au développement (APD) des pays membres de l'OC-DE n'a pas dépassé 59 milliards de dollars (295 milliards de francs), un chiffre très légèrement supérieur à celui de l'année précédente mais «inchangé en termes réels», observe le rapport du Comité d'alde au développement (CAD) de l'OCDE publié hindi 12 février à Paris. Plus du tiers de l'aide est aliée en 1994 à l'Afrique subsaharienne, un peu moins à l'Asie, tandis que l'Amérique latine, le Proche-Orient et le Maghreb se partagent le soide.

Autre signe de frilosité : le nombre d'admissions au sein de l'Union européenne a été plus que divisé par deux entre 1992 et 1994. Seuls quatre pays - tous nordiques - atteignent l'objectif fixé par l'ONU et consacrent au tiersmonde plus de 0,70 % de leur produit national brut (PNB): la Nor-



le Danemark, la Suède, les Pays-Bas. Les autres pays sont au-dessous de la barre, certains de très peu, comme la France, tandis que d'autres en sont fort éloignés. Lanterne rouge du classement, les Etats-Unis qui, en dépit des 9,9 milliards de dollars consacrés à l'ADP, ne lui auront consacré que

Le souci de réduire les déficits budgétaires explique pour partie la réduction de l'aide de pays comme l'Italie, la Finlande, l'Allemagne ou les Etats-Unis, note l'OCDE. Dans d'autres cas, c'est l'impossibilité de débourser l'aide destinée à certains « gros » bénéficiaires qui est en cause. Les événements au Rwanda ont ainsi empê-

ché la Belgique de tenir ses engagements en matière d'APD. Rares sont les pays riches à avoir accru leur aide en 1994, dernière année pour laquelle des comparaisons sont possibles. Dans leurs rangs se retrouvent la France - « le seul grand pays (du G 7) dont le budget de l'aide excède 0,5 % du PNB » -, le Japon, le plus gros donneur d'aide au monde en chiffres absolus (13,2 milliards de dollars), ainsi que quelques Etats nouveaux adhérents du CAD : l'ir-

lande, le Portugal, le Luxembourg. Phénomène malsain: certains pays développés ont de plus en plus tendance à lier l'aide accordée à un Etat du tiers-monde à l'achat de biens auprès de leurs entreprises nationales. En Espagne, plus de 85 % de l'aide est une « aide liée », alors que la proportion ne dépasse pas 10 % aux Pays-Bas.

Autre risque des comparaisons: les remises de dettes ne sont pas comptabilisées. Seuls le sont les intérêts qui auralent dû être versés. Pour le Canada, la Suède, ou l'Italie, l'incidence est dérisoire. Ce n'est pas le cas pour un pays comme la France, qui, dans la fou-lée de la dévaluation du franc CFA, a effacé en 1994 pour plus de 10 milliards de francs de dettes.

Les chiffres de l'OCDE n'incluent pas davantage les contributions aux opérations de maintien de la paix des Nations unies. Au 15 janvier, sur les 2,3 milliards de dollars d'artiérés dus par les Etats membres à l'organisation internationale, 1,2 milliard provenaient des seules activités de maintien de

Côte-d'Ivoire : l'opposition confirme son implantation dans l'Ouest

ABIDJAN. Le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI) du pré-sident Henri Konan Bédié a confirmé ses succès des élections pré-sidentielle et législatives lors des municipales organisées dimanche 11 février. Le PDCI conserve Bouaké et Daloa (deuxième et troisième villes du pays), alors que l'opposition de gauche confirme son implan-tation dans l'Ouest. Le Front populaire ivoirien a remporté la mairie de Gagnoa, une ville où les élections législatives avaient été reportées en raison des violences qui avaient marqué le scrutin présidentiel. Dans le Nord, les centristes du Rassemblement des républicains ont gagné Korogho. Le scrutin s'est déroulé dans le calme et la participation a été faible. On attendait toujours lundi matin les résultats des grandes communes populaires d'Abidjan. - (Corresp.)

■ NIGER : la famine menace deux millions de Nigériens, a affirmé dimanche 11 février le premier ministre, Boukari Adji, nommé par la junte au pouvoir depuis le 27 janvier, qui a demandé aux bailleurs de fonds internationaux de reprendre leur aide. Par ailleurs, plusieurs directeurs de journaux indépendants sont entrés dans la clandestinité après que l'un d'entre eux a été passé à tabac par les militaires. - (AFP,

BAHREIN: trois personnes ont été blessées, dimanche 11 février, par l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale dans un grand hôtel de Manama. Un attentat du même genre avait eu lieu le 17 janvier dans un autre établissement hôtelier. Bahrein est secoué depuis décembre 1994 par des manifestations antigouvernementales réclamant la restauration de la vie parlementaire. - (AFR)

■ IRAK : les négociations plénières avec l'ONU sur « la formule pétrole contre nourriture » devaient reprendre lundi 12 février au siège des Nations unies à New York. Des commissions spécialisées ont tenté de déblayer le terrain durant le week-end pour tenter de garantir le succès de ces pourpariers dont on ignore la durée.- (AFP.)

■ IRAN : le dirigeant noir américain Louis Farrakhan, a rendu dimanche 11 février un vibrant hommage au régime iranien, « avantgarde de la révolution islamique qui est en train de balayer le monde ». A l'occasion d'un rassemblement organisé pour le dix-septième anniversaire de la révolution islamique, M. Farrakhan a salué « l'une des plus grandes révolutions spirituelles de l'histoire moderne ». – (AFP.)

Un membre de la communauté baha'ie, Dhabihoullah Mahrami, a été condamné à mort pour « apostasie » à Yazd par le tribunal révolutionnaire islamique, ont annoncé dimanche 11 février les Baha'is de France. Il est accusé d'être revenu à sa religion d'origine après s'être converti à l'islam chitte en 1981 pour garder son emploi. - (Reuter.)

■ CORÉE DU SUD-JAPON : le gouvernement de Séoul va organiser très prochainement des manœuvres militaires autour d'îlots revendiqués également par le Japon, ont annoncé lundi 12 février des responsables du ministère de la défense. La controverse sur la souveraineté des flots Tokdo - Takeshima en japonais - envenime les relations entre les deux pays. - (AFP.)

■ INDE-PAKISTAN: les troupes indiennes et pakistanaises ont échangé des tirs violents sur la frontière qui traverse le Cachemire, blessant au moins un civil du côté indien, dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 février. Des accrochages à l'arme lourde s'y étaient déjà produits du 19 au 30 janvier. - (AFP.)

L'Asie, priorité diplomatique de M. de Charette

de notre envoyé spécial

Le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, a entamé, hindi 12 février, une visite officielle en indonésie après avoir achevé, la veille, un périple chinois qui l'a conduit de Pékin à Hongkong en passant par XI'an (Centre) et Canton (Sud). Cette tournée, placée sous le mot d'ordre de « Priorité à l'Asie à l'aube d'un nouveau septennat » français, a vu M. de Charette confronté à deux logiques qui cherchent à cohabiter : celle du Nord, que représente Pékin ; et celle du Sud, qu'incament diversement la colonie britannique, en voie de rétrocession, et sa voisine Can-

La première logique nouvrit une ambition résolunent nationale, sut le mode autoritaire. Elle s'est exprimée quand se sont ouvertes, à XI an, devant la délégation française, en visite dans une usine aéronautique, les énormes portes d'un vaste hangar où se trouvaient en fabrication une demi-douzaine de bombardiers stratégiques d'un âge technologique vénérable. Il y avait là quelque ironie pour le chef de la diplomatie d'un pays qui s'apprête, l'été prochain, à livrer les premiers exemplaires de chasseurs-bombardiers Mirage-2000 achetés par Taiwan, « l'fie

chinoise rénégate », aux yeux de Pékin. Ce genre de tourisme semble à la mode pour les vi-siteurs occidentaux : en 1995, le chanceller allemand Helmut Kohl avait inclus, lors d'une visite officielle en Chine, l'inspection d'une caserne. Il s'agit pour Pékin de montrer qui est le patron dans le pays - et de faire saliver éventuellement les industriels occidentaux du secteur militaire qui se doutent que les interdits à l'exportation vers la Chine en la matière, remontant à 1989, finiront par tomber.

Au reste, le ministre français n'avait-il pas assuré à ses interlocuteurs qu'outre ses ventes de matériel la France considérait les transferts de technologie comme « la meilleure marière de forger un vrai parte-nariat » entre les deux pays ? Pareils transferts intéressent plus encore le gouvernement central que les achats d'équipements finis comme la commande de quarante Airbus promise à M. de Charette.

NOUVELLE PRONTIÈRE »

La seconde logique porte sur l'élaboration d'un pôle méridional regroupant-l'ensemble Canton-Hongkong. On l'a vu à la visite hautement symbolique que les autorités de Canton avaient ajoutée au programme du bref séjour dans leur ville de M. de Charette: le monument érigé à la mémoire de Si Yat-sen, fondateur de la république en Chine (en 1911), respecté par Pékin, qui ne s'imposait pas vraiment. Il s'agissalt, sans ulcérer la capitale nationale, de marquer une certaine différence, essentiellement régionale. A Hongkong, M. de Charette a déclaré que, si la France est « confiante », elle doit rester « attentive » à la manière dont la Chine va reprendre le contrôle de la colonie : il s'agit d'un « test » pour son intégration à la communauté internationale.

Il n'en a pas moins essaimé son séjour chinois de proclamations optimistes pour l'avenir de ce pays au cœur d'une Asie qui doit devenir « la nouvelle frontière de la diplomatie française ». Selon le ministre français, « la bataille de l'emploi se gagne aussi en Chine ». Pour autant, a-t-il dit à propos des droits de l'homme, la France ne saurait « échanger une usine contre une faiblesse en renonçant à ses valeurs ».

Le pape a encouragé les efforts de justice sociale en Amérique centrale et au Venezuela

CARACAS

de notre envoyée spéciale Après une ultime messe à Caracas, suivie par 700 000 fidèles, le pape a quitté, dimanche 11 février. dans la soirée, le Venezuela pour regagner Rome. Des 24 000 kilomètres parcourus en une semaine, au Guatemala, au Nicaragua, au Salvador et au Venezuela, et des vingt-deux discours délivrés, il reschaleur et la fatigue évidente d'un voyage épuisant, mais qui, en re-vanche, n'accusait aucune faiblesse intellectuelle, aucune faille dans sa volonté presque exaspérée de délivrer à l'Amérique centrale, meurtrie au sortir des guerres civiles et de la violence, le plus spirituel de ses messages de « réconciliation ».

Du voyage hil-même, on retiendra trois images fortes. La première sera celle de la rencontre, dans Managua pavoisée, entre le vieux pape, champion de la lutte contre le totalitarisme, et la présidente du Nicaragua, Violeta Chamorro, veuve d'une victime de la dictature, propulsée à la tête d'une démocratie balbutiante. Rencontre politique et spirituelle qui marquait, treize ans après le premier voyage de Jean Paul II où les commandants sandinistes l'avaient conspué en pleine messe, la « revanche » de

et chrétiennes, mais aussi leur fragilité dans un pays qui retourne avec incertitude aux umes. D'où la mise en garde du pape qui s'adresse à toute la région : la guerre civile est vaincue. Reste une autre bataille à mener, autrement plus difficile, contre « les plaies de

la pauvreté et de l'ignorance ». Ces plaies, comment et avec qui en venir à bout ? C'est le thème du second temps fort du voyage : l'hommage de Jean Paul II, agenouillé devant le tombeau de l'archevêque de San Salvador, Mgr Oscar Romero, assassiné en 1980 par les Escadrons de la mort. Geste doublement symbolique : d'une part, Jean Paul II reconnaît le courage de l'engagement social d'une Eglise proche du peuple; d'autre part, il la met en garde contre les dérives politiques qui, au Nicaragua notamment, ont conduit certains prêtres dans l'aventure sandi-

En d'autres termes, la reprise en théologie de la libération est tombée avec le communisme, dit Jean Paul II; la doctrine sociale de Prolise, en revanche, est là comme « ciment » de la « nouvelle évangéli- l'Eglise. Celles aussi de pareil sation », pour contribuer à la réconciliation nationale, à une économie et une politique « tou-

certaines valeurs morales, éthiques jours plus au service de l'homme » et axées autour de la notion de « nation », cette identité faite d'une culture et de valeurs communes, qui transcendent les Etats et les idéologies « souvent imposées par la violence ».

Reste enfin la dernière image, la

plus terrible, celle de Jean Paul II à Caracas, perché sur un pont d'autoronte à quelque trois cents mètres de la prison Reten de catia, où, à travers les barreaux, on disles deux mille détenus en attente de procès, entassés dans un lieu prévu pour six cents places. Une jungie qui échappe à tout contrôle et où, dira un des quarante-sept prisonniers libérés en l'honneur du pape, «il faut un couteau pour survivre ». Devant cette prison symbole du Venezuela d'aujourd'hui, des grandes disparités sociales et d'une violence aveugle, le pape, venu apporter réconfort et espoir de conversion, a été contraint, pour sa sécurité, à rester main de l'Eglise est accomplie : la au large. Et dans cette non-rencontre entre un Jean Paul II meurtri d'impuissance et ces prisonniers à demi abandonnés pouvaient se lire à la fois le défi et les limites de

Marie-Claude Decamps

TOUT LE MONDE CHERCHE À VOUS REDONNER ENVIE DE CONSOMMER...

La Caisse d'Epargne **Ile-de-France Paris** vous aménage un crédit sur mesure!

PRÊTS ÉQUIPEMENT **DE LA MAISON** 7,80 %



Offre de crédit non affecté valable jusqu'au 30 avré 96, sous rèserve d'acceptation de voere dossier. Exemple de financement donné à tiere indicatif : pour 10 000 F emprunçés par 3 avs : 36 mentazilisés de 314,04 F (assurance comprise) coêt total du crédit : 1 405,44 F - reg : 8,83%.

المحدد من الإمل

Belgrade et Sarajevo veulent poursuivre le processus de paix malgré les tensions

Accusé de génocide, Radovan Karadzic a franchi librement des barrages de l'IFOR

L'Américain Richard Holbrooke a déclaré di-manche 11 février avoir reçu des assurances de l'arrestation de militaires serbes par les autori-Belgrade et Sarajevo sur la poursuite du proces-

Bosnie, Radovan Karadzic, a désavoué le géné-ral Mladic, qui avait appelé à rompre tout

L'émissaire américain Richard Holbrooke, qui effectue depuis dimanche 11 février une nouvelle tournée dans l'ex-Yougoslavie afin d'« apaiser les tensions qui existent depuis quelques jours dans la réeion », devait être de retour lundi à Sarajevo, après une visite à Belgrade et avant une étape à Zagreb. L'arrestation de huit militaires serbes par les autorités bosniaques, il y a quelques jours, et l'appel du chef militaire des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic, à suspendre tout contact avec la force de paix multinationale (IFOR) représentent, selon l'émissaire américain, le « premier défi sérieux pour l'accord de

Malgré la libération, samedi dans la soirée, de quatre des militaires serbes arrêtés, les autorités bosniaques détienment toujours le général Djorde Djukic et le colonel Aleksa Krsmanovic, ainsi que deux autres militaires soupconnés de crimes de guerre. Le porte-parole du ministère bosniaque des affaires étrangères, Mirza Hairic, a indiqué dimanche à ce sulet : « La procédure continue, avec l'aide d'avocats du TPI (Tribunal pénal international de La Have) qui se trouvent en ce moment à Saraievo, » Selon Mirza Hairic, le secrétaire d'Etat adjoint américain aux droits de l'homme, John Shattuck, a rendu visite, dimanche, aux deux officiers serbes et les a trouvés « en très bonne santé ». A l'issue

d'une réunion extraordinaire à Pale durant le week-end, les dirigeants serbes de Bosnie out multiplié les déclarations contradictoires. Le vice-ministre des affaires étrangères de la « République » serbe de Bosnie, Radomir Lukic, a ainsi annoncé que son gouvernement ne participerait pas, les 13 et 14 février à dans le cadre du plan de paix de Dayton, et l'état-major général de l'armée a de nouveau exigé la « libération immédiate » de ses deux offi-

APPARENTE CACOPHONIE

Le « premier ministre » du gouvernement de Pale, Rajko Kasagic, a pour sa part estimé que les militaires n'avaient pas compétence pour décider de la nature des relations avec l'IPOR. Il a notamment déclaré: «Le président Karadzic a averti l'état-major général de l'armée qu'il n'était pas habilité à prendre une telle décision », et il a affirmé que son gouvernement « continue à coopérer avec PIFOR et l'ONU ».

cacophonie - reflet des divisions internes, réelles ou entretenues, entre les différents responsables de la République » serbe de Bosnie – les agissements de Radovan Karadzic, accusé par le Tribunal pénal de La Haye de génocide et de crimes de guerre, ont de nouveau provoqué embarras des militaires de l'IFOR. La révélation, samedi par le Washington Post, du voyage accompli par le chef des Serbes de Bosnie entre Pale et Banja Luka, dans la plus grande tranquillité, malgré la présence de quatre points de contrôle de l'IFOR sur la route, a contraint les porte-parole de la force multinationale à un difficile

« La Haye n'a pas le droit de juger des Serbes »

« Il n'y a pas eu d'exécutions massives [en Bosnie]. S'il y en avait eu, je l'aurais su », a déclaré, contre toute évidence, Radovan Karadzic, dans un entretien au Sunday Times du 11 février. « Il y a eu tout au plus des actes de vengeance personnelle », a-t-il ajouté. Il n'a toutefois pas nié l'existence de charniers, comme ceux qui ont été découverts dans la région de Srebrenica, et s'est même déclaré favorable à ce que ces charniers soient ouverts « si c'est nécessaire ».

M. Karadzic, qui est inculpé de génocide et de crimes de guerre par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, a une nouvelle fols déclaré qu'il ne reconnaissait pas l'autorité du tribunal. « Nous ne reconnaissons pas le droit de La Haye de juger les Serbes. S'îls ont des preuves, ils peuvent nous les envoyer, et nous jugerons nos hommes dans notre République serbe », a-t-il dit.

numéro d'équilibristes. « Il n'a peutêtre pas été reconnu », affirmait ainsi l'un d'eux, contre toute évidence, dimanche lors du point de presse quotidien, en précisant que la force multinationale n'avait « pos diffusé de photos, car un tel geste s'apparen-terait à une chasse à l'homme qui n'est pas dans [son] mandat ». La capture de crimineis de guerre n'est certes pas formellement prévue dans l'accord de paix. Le commandant en chef de l'IFOR, l'amiral Leighton Smith, a cependant publiquement affirmé à plusieurs reprises qu'elle s'imposait si les personnes recherchées se trouvaient face à des militaires de l'IFOR. M. Holbrooke a refusé de faire le moindre commentaire sur les mo-

La situation à Mostar, où Croates et Musulmans bosniaques n'artaire général de l'OTAN, Javier Solana, devait se rendre hundi dans la ville. Cependant, face à ces difficultés, l'émissaire américain Richard Holbrooke affichait malgré tout clairement son optimisme. Estimant que les différentes parties avaient tout intérêt à maintenir le calendrier prévu par l'accord de paix, il a ponctué sa première déclaration d'un involontaire jeu de mots, en français, disant qu'il n'avait «jamais désespoir, mais toujours de l'espoir ».

Denis Hautin-Guiraut

La recherche d'une solution politique en Irlande reste à l'ordre du jour

Deux morts ont été retirés des décombres de l'attentat de Canary Wharf à Londres

de notre correspondant Tandis que Londres évalue les dégats de la bombe posée par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) vendredi 9 février dans le quartier de Canary Wharf - deux morts retrouvés dans les décombres et des dommages estimés à 100 millions de livres -, les premiers ministres britannique et irlandais ont réitéré leur refus de discuter avec le Sinn Fein. la branche politique de l'IRA, avant un retour à la trève. Gerry Adams, chef du Sinn Fein, a, pour sa part, demandé une reprise immédiate des pourpariers de paix. Les services de sécurité des deux pays ont pris des mesures pour empêcher de nouveaux attentats, craignant que l'IRA, ayant rompu dix-sept mois de cessez-le-feu, ne se contente pas d'un unique geste spectaculaire. Et, depuis vendredi soir, Loudres retentit à nouveau du bruit des sirènes de

Londres et Dublin, tout en condamnant sans appel la violence, ont toutefois réaffirmé leur désir

à la crise triandaise. John Major, qui a, dimanche 11 février, réuni son cabinet, avait déclaré dès la veille : « l'ai l'intention de poursuivre ma recherche de la paix avec le gouvernement irlandais et les partis démocratiques. L'IRA et le Sinn Fein doivent dire maintenant que leur campagne de violence est terminée et qu'elle ne reprendra jamais. »

OBSTINATION BRITANNIQUE

Ignorant les appels de M. Adams - qui affirme que PIRA reste « ouverte à la persuasion » -, John Bruton, le premier ministre irlandais, a déclaré dimanche que seul « un orret absolu de la violence » permettrait la reprise des contacts ministériels avec le Sinn Fein. Il a souhaité rencontrer au plus vite M. Major, ne seralt-ce que pour apaiser la crise entre Dublin et Londres. Le taoiseach n'a pas caché son inquiétude devant l'obstination britannique à réclamer des élections. Il a qualifié le rappel de cette proposition dans les circonstances présentes de

sur le feu ». L'exigence d'élections par les unionistes protestants, reprise fin janvier par M. Major, est en effet jugée inacceptable par les nationalistes comme par Dublin.

Les relations anglo-irlandaises ont, depuis l'automne, perdu la dimension de confiance instaurée en 1993 par M. Major et le prédécesseur de M. Bruton, Albert Reynolds, qui avait abouti au cessez-le-feu de l'IRA du 31 août 1994. M. Reynolds a regretté dimanche que « le dogmatisme ait remplacé le pragmatisme », que les « engagements pris n'aient pas été tenus » (sous-entendu, ceux pris par Londres de négocier avec le Sinn Fein). Pour l'ancien premier ministre irlandais, si Dublin et Londres « ne peuvent se mettre d'accord, il faudra demander la mé-

diation du président Clinton ». Cette perspective est loin d'enchanter Londres, et on ne sait pas si elle enthousiasme le président améticain. Mais les responsables irlandais, très inquiets de voir que la stratégie de Londres est essentielle-

d'une solution pacifique et politique . « grave erreur » qui « jette de l'huile ... ment guidée par des considérations. si la paix n'est pas rapidement rétablie, le conflit risque de s'exporter an Sud.

Pour l'instant, l'IRA semble vouloir concentrer ses opérations en territoire anglais: les répercussions y sont plus spectaculaires et il n'y a guère de risques d'y tuer des Irlandais du Nord, catholiques ou protestants. La mort de protestants déclencherait sans doute une riposte des terroristes loyalistes, qui appellent pour le moment leurs partisans au calme. Or, on croit savoir que œux-ci auraient l'intention, s'ils reprenaient les hostilités, de frapper des cibles au Sud. Et les « provos » catholiques n'ignorent pas que, dans la guerre que se sont livrée terroristes des deux camps, les loyalistes ont aligné un «tableau de chasse » plus fourni que celui de l'IRA en 1993-1994.

Pourquoi donc PIRA a-t-elle décidé de revenir à sa stratégie de la violence? En plus des frustrations dues à l'absence de résultats des pourparlers de paix, certains, en ir-lande, se demandent si FTRA, menacée d'une scission des plus durs, n'a pas choisi - pour maintenir son unité - de reprendre elle-même les hostilités. S'il se confirmait que cette décision a été prise à l'unanimité - et non pas à la majorité relative, comme celle concernant l'instauration du cessez-le-feu -, il s'agirait alors d'une unité de façade, les modérés ayant cédé aux fana-

Tout dépendra donc, ajoutent ces sources irlandaises, de l'étendue des réactions à l'attentat de vendredi : plus elles seront fermes, plus l'IRA se retrouvera isolée, diplomatiquement et au sein de la population catholique, et plus les risques d'éclatement du mouvement deviendront possibles entre ceux qui veulent poursuivre la lutte autour de la table de négociations et ceux qui, poussés par une sorte de nihilisme. n'ont pas renonce à la voie des

En attendant, les républicains auront du mal à rétablir un dialogue avec M. Major, dont la marge de manoeuvre est très étroite : on voit mal désormais comment une opinion publique indignée accepterait tout geste qui pourrait apparaitre comme une concession aux terro-

Les manifestants tchétchènes ont quitté le centre de Grozny

Au moins dix personnes ont été tuées

MOSCOU de notre correspondante

La manifestation des hommes des fernmes et des enfants tchétchènes qui ont défié, sept jours et sept nuits durant, les forces russes à Grozny, a pris fin dimanche 11 février. La dispersion a été obtenne par des « moyens exclusivement pacifiques », out affirmé les agences de presse russes, citant des militaires. C'est-à-dire que les chars et lesarmes lourdes finalement amenés sur place et les hélicoptères qui tournoyaient au-dessus des quelques centaines de manifestants encerclés de toute part, ne sont pas entrés en action. Toutefois, l'explosion, vendredi, de deux grenades au milieu de la foule, ainsi que phisieurs assauts « pacifiques », samedi - lancers de gaz fumigenes et lacrymogènes, tirs « en l'air » de salves d'armes automatiques –, out fait au moins dix morts parmi les manifestants, dont une femme et un garçon de douze ans, touchés par balles. Depuis quarante-huir heures, un triple cordon de soldats

Des rassemblements de soutien, reformés à l'extérieur, ont aussi été bloqués. Les journalistes et le Comité International de la Croix-Rouge, qui entendaient les tirs, mêlés aux cris « Allahou akbar! » (Dieu est grand!), venant de la place noyée dans la fumée, étalent arellement interdits de passage. Personne n'excluait un nouveau carnage, après ceux de Boudieutroupes russes avaient tenté, sans succès, de «libérer » des otages à " l'artillerie. Samedi soit, il y a donc sont repartis, dans des bus, avec leurs drapeaux de l'indépendance. ils ont ahandonné leurs abris de . squeletrique « palais présidentiei » prise des négociations, mais l'élimibrûlé, où un immense portrait de son ancien occupant, Djokhar Boris Eltsine, à quatre mois de Dondaev, a flotté une semaine du- l'élection présidentielle, à

intendisait tout accès aux manifes-

Ce demier a ainsi démontré qu'il des actions « obligées » et qu'il veut n'était pas un loup aux abois dans mettre fin à la guerre qu'il a iancée. ses montagnes, réduit à ordonner des prises d'otages en Russie, mais

le symbole de la volonté des Tchétrhênes de voir les troupes russes quitter leur pays. Ils étalent des dizaines de milliers à défiler dans Grozny sous ce slogan, il y a une semaine, avant que l'armée russe ne ceinture et ne quadrille la ville. Ce qu'elle n'a pas pu faire dans tous les villages, où des manifesta-tions semblables se déroulaient depuis des semaines, alors que les hélicoptères et l'artillerie russes continuaient à y faire quotidiennement des victimes.

Les indépendantistes ont aussi prouvé, cette semaine, que le gouvernement prorusse installé à Grozny est impulssant sans l'appui des chars russes et que toute paix passe par des négociations avec eux. Mais, au Kremlin, Boris Elisme reste toujours aussi sound à ce défi. Vendredi, il s'est élevé contre son fidèle gouverneur de la province de Nijni Novgorod, Borls Nemtsov, qui a en l'audace de réunir un million de signatures en faveur de la paix: « C'est du pur populisme nemtsovien *, a-t-il dit. Boris Eltsine a aussi fièrement annoncé que son « conseil présidentiel » consultatif (abandonné le mois dernier par quatre de ses demiers membres démocrates) a ajouté un « huitième » plan de paix aux sept dejà exami100 m

DOT ...

2500

005

H.C:

严益: - -

Witte .

tout at a ..

date Rive

de la det.

Galast a

A Belleville

cont.

nés par son Conseil de sécurité... Pas un de ces plans n'augmente les chances de paix, car ils semblent ignorer le seul qui ait été élaboré, l'été dernier, avec les combattants tchétchènes. Ces derniers, en effet, ne sont plus considérés comme des interlocuteurs valables mais, à nouveau, comme des « bandits », selon une déclaration, publiée vendredi. par le premier ministre, Viktor ine synthèse de ces plans La finalination de l'adversaire. Il reste, pour " convaincre l'opinion que ce sont là

La contre-attaque de Simon Wiesenthal

BONN. Le chasseur de nazis Simon Wiesenthal, dont l'action a été mise en cause récemment (Le Monde daté 11-12 février), a répliqué dans l'hebdomadaire Der Spiegel, paru lundi 12 février. Tout en se demandant « à qui tout cela profite, sinon aux néo-nazis », il conteste point par point les accusations selon lesquelles il aurait en fait entravé la recherche et le jugement de criminels de guerre. « Il ne sera pas dit que l'œuvre de ma vie sera anéantie par quelques personnes qui elles-mêmes ont si peu fait », répond-il dans Der Spiegel en rappelant plusieurs de ses succès. Justifiant son attitude vis-à-vis de l'ancien président autrichien Kurt Waldheim, au passé controversé dans la Wehrmacht, M. Wiesenthal réaffirme qu'« il n'est pos un criminel ». -

ESPAGNE: la droite creuse l'écart avec les socialistes, selon les sondages publiés dimanche II février. Le Parti populaire (PP, droite) de José Maria Aznar augmenterait son avantage sur le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Felipe Gonzalez (actuellement au pouvoir), dans la perspective des élections législatives du 3 mars, avec 41,7% des intentions de vote contre 32,6% (El Pais) ou 41,8% contre 31,5 % (El Mundo). - (AFP.)

BULGARIE: l'ancien dirigeant communiste Todor Jivkov, puatre-vingt-cinq ans, condamné en 1992 à sept ans de prison pour létournement de fonds en faveur de ses proches, a été acquitté, vendredi 9 février, par la Cour suprême. Celle-ci a jugé « inconsistantes » les accusations de détournement de fonds de 21 millions de dollars et d'abus de pouvoir qui pesaient contre M. Jivkov, qui avait dirigé le pays pendant trente-cinq ans jusqu'en 1989.- (AFP.)

GRÈCE: après le naufrage d'un navire battant pavillon panaméen, dans la mit du 9 au 10 février au large de Kyparissia, au sudouest du Pélopounèse, les recherches se sont valuement poursuivies dimanche pour retrouver d'éventuels survivants. Le navire, parti de Gênes (Italie), transportait dix-huit hommes d'équipage, tous indiens, et 7000 tonnes de liquide alimentaire à destination d'un port turc-

■ EUROPE: Il est inconcevable que l'emploi « n'ait pas un chapitre propre du traité de Rome » et que « des programmes spécialement destinés à promouvoir des postes de travail n'aient pas été créés », a déclaré vendredi 9 février le premier ministre portugais, Antonio Guterres. -

■ BRÉSIL : la production industrielle a augmenté de 1.7 % en 1995, contre 7,5 % en 1994, en raison d'une chute entre les mois de mars et d'août consécutive au freinage décidé par le gouvernement, a indiqué l'Institut bréalien de géographie et de statistiques vendredi 9 février.

Gerry Adams pris entre deux feux

LONDRES

de notre correspondant Avec sa barbe taillée court et son fort accent de l'Ulster, Gerry Adams personnifie le Sinn Féin, qu'il dirige depuis le début des années 80,



plus que son compère Martip McGuinness, pourtant plus proche de l'état-major de l'IRA. Porte-parole des républi-

cains, il a falt de la prison, a été victime de deux tentatives d'assassinat et a été élu député de Beifast-Ouest en 1983, sans jamais sièger aux Communes. Entré dans la résistance après le « Bloody Sunday » (massacre de civils à Londonderry par l'armée), il est convaincu au début des années 90 par John Hume - chef des nationalistes modérés du SDLP - d'opter pour la lutte politique. Il parviendra à faire passer ce message à l'IRA, qui proclamera la cessation de la lutte armée le 31 août

cielle : n'est-il pas celui qui a permis aux fusils de se taire et dont l'on sait qu'il a l'oreille de l'IRA? Le voilà invité en janvier 1995 à Dublin, où il est reçu par John Bruton, puis en mars à la Maison Blanche, où il serre la main du président Clinton. En mai, il rencontre Sir Patrick Mayhew, le secrétaire à l'Irlande du Nord, et entame bientôt des contacts officiels avec Londres. Mais pas de véritables négociations entre toutes les parties, comme il s'y attendait. Car, entre-temps, sous la pression des unionistes protestants, John Major exige désormais que l'IRA commence de désarmer avant de

UNE POSITION IMPOSSIBLE Les contacts sont difficiles et,

vite, la tension renaît entre la fermeté de Londres et les menaces de M. Adams d'une reprise des hostilités. Si Dublin est sensible à ces craintes de la part d'un homme que l'on croit sincère, Londres ne se laisse pas fléchir, La reprise des hostilités met Gerry Adams dans une position impossible. Il n'a ap-

ploré » l'attentat, mais ne l'a pas condamné, comme l'exigent Iriandais du Sud et Britanniques. En le faisant, il se couperait des terroristes et perdrait toute influence sur eux: s'il s'y refuse, il se retrouve hors circuit, MM. Major et Bruton en faisant une condition à la reprise du dialogue. Gerry Adams représente-t-il encore quelque chose, alors que sa

politique n'a pas tenu la route face aux obstacles mis sur la voie des négociations, et qu'il a été désavoué par l'IRA? Deux thèses s'opposent, celle qui exige un retour à la paix comme préalable et celle qui conseille de maintenir coûte que coûte le dialogue, y compris avec les représentants de terroristes, ne serait-ce que pour littiter les dégâts. Mais, alors, avec qui faut-il négocier si l'on veut espérer un retour à la paix ? D'Afrique du Sud au Proche-Orient, c'est bien avec ceux qui tiennent le fusil qu'il a fallu parler pour sortir d'un conflit sans fin. Même si Gerry Adams, cet ancien barman devenu dirigeant politique, n'est al un Arafat ni un Mandela.

A quarante-cinq ans, il obtient paremment été ni consulté ni préenfin une reconnaissance offi- venu par PIRA. Certes, il a « dé-· Patrice de Beer

MM. Christopher et Primakov constatent leurs divergences sur l'extension de l'OTAN

Les deux hommes ont préparé le voyage de M. Clinton à Moscou

HELSINKI

de notre envoyé spécial Il n'y a pas de « crise » dans les relations entre Washington et Moscou, out tenu à souligner le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, et le nouveau chef de la diplomatie russe, Evgueni Primakov, à l'issue de plus de six heures d'entretiens, vendredi 9 et samedi 10 février, dans la capitale finlandaise. Pas de « crise », mais les deux hommes n'ont pas caché que ces discussions avaient quand même révélé et confirmé de sérieuses divergences de vues sur plusieurs dossiers d'actualité, à commencer par l'avenir de la sécurité en Europe. Le ministre russe a rappelé – ce n'était pas une surprise - que la Russie était opposée à un élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale, mais ce n'était pas un «niet» aussi catégorique

qu'on aurait pu le penser. Cet élargissement n'est pas « souhaitable », a-t-il déclaré par exemple à la radio finlandaise, « nous devorts poursuivre nos discussions afin de trouver une solution appropriée dans l'intérêt de tous et des pays d'Europe centrale et orientale en particulier. Les problèmes sur lesquels nous ne sommes pas d'accord doivent être résolus sans confrontation », tandis que M. Christopher insistait, lui, sur le fait que l'élargissement de l'Alliance atlantique « ne constituait en aucun cas une menace dirigée contre un autre Etat ».

M. Primakov s'est exprimé, en tout cas, en des termes plus modérés sur ce sujet que le ministre de la défense, le général Pavel Gratchev qui, deux jours plus tôt à Belgrade, avait laissé entendre trale et signeralt avec eux des accords de défense bilatéraux si FOTAN mettait à exécution son projet d'extension de l'Alliance à

Pour les Américains, cette ren-contre d'Helsinki devait être également l'occasion de déceler un éventuel durcissement de la politique russe, après le départ de plusieurs réformateurs du gouvernement et le limogeage du « libéral » Andrei Kozyrev, le mois dernier, et son remplacement par Evgueni Primakov, l'ancien chef du contre-espionnage du RGB.

Sur ce point, Warren Christo-pher s'est dit rassuré: son homo-

logue a indiqué que les récents remaniements ne signifiaient absolument pas l'arrêt des réformes. « Elles vont continuer », a clairement déclaré M. Primakov, samedi, lors de la brève conférence de presse commune: «Les choix ne sont pas remis en question, il faudra cependant apporter certaines corrections de façon à soulager la partie de la population la plus faible que les réformes ont le plus durement touchée. » Le secrétaire d'Etat américain s'est, en outre, dit impressionné par l'esprit d'« ouverbure » et la « sincère volonté de discuter tous les problèmes » de son interlocuteur qui, à plusieurs reprises, au cours des entretiens, a assuré que «la guerre froide était terminée » et que la Russie n'aspirait pas à re-

devenir l'Union soviétique. Pour M. Primakov, « les relations entre les Etats-Unis et la Russie sont de première importance, mais,

connaître

que la Russie chercherait elle pour que ces relations soient utiles, même des alliés en Europe cenun pied d'égalité pour éliminer déent les restes de la guerre froide. Nous avons des désaccords, nous devons en parler ouvertement et il serait dangereux pour le monde entier de vouloir les régler

par la confrontation ». Ces désaccords, hormis le dossier de l'élargissement de l'OTAN, portent notamment sur la réduction des armes nucléaires et la ratification du Traité Start 2, les transferts de technologie russe à Firan, le rapprochement de Moscou avec l'Irak. Sur ces deux derniers points, Warren Christopher a rappelé que les Etats-Unis étaient hostiles à toute transaction économique avec des pays qui soutiennent le terrorisme international ou qui sont soumis à des sanctions de PONU.

M. Primakov a certifié, de son côté, que les livraisons de matériel. russe à Téhéran ne pennettraient pas à l'Iran de se doter de l'arme nucléaire et que les contrats envisagés avec Bagdad n'entreraient pas en vigueur avant une éventuelle levée de l'embargo interna-

Après cette première rencontre d'Helsinki, qualifiée par M. Christopher de «bonne introduction» aux rapports bilatéraux futurs, les chefs de la diplomatie des deux pays doivent se retrouver vers la fin du mois de mars à Moscou. Il s'agira alors de préparer la visite du président Bill Clinton dans la capitale russe, prévue les 19 et 20 avril. à l'occasion d'un sommet de huit pays consacré à la sécurité

Bonn presse Paris de maintenir leurs programmes d'hélicoptères

En échange, l'Allemagne participera à des satellites de reconnaissance

Les industriels associés dans la conception des hélicop-tères Tigre et NH-90 viennent de faire savoir que la France ne renoncera pas à produire les deux appareils,

du terme la condition sine qua non de sa récente décision de participer aux programmes Helios-2 et Horus de satellites européens de reconnaissance, l'Allemagne a instamment demandé à la France de s'engager à soutenir, en retour, les programmes Tigre et NH-90 d'hélicoptères de combat pour lesquels les deux pays sont associés. Ces deux programmes sont, à des titres divers - et davantage le NH-90 que le Tigre -, sur la sellette dans le cadre des réflexions que la France mène sur son projet de programmation militaire 1997-2002. Sur l'insistance de l'Allemagne, la France ne renoncera pas à produire ces deux hélicop-

C'est à Baden-Baden, lors du «'sommet » franco-allemand, le 7 décembre 1995, que les bases de cet arrangement ont été jetées. Mais, jusqu'à présent, nul n'en avait fait état, et ce sont les industriels concernés dans les deux pays qui, aujourd'hui, viennent d'y faire aliusion au Salon de l'aéronautique de Singapour, avant sa fermeture dimanche 11 février.

LE NH-90 DANS LA BALANCE

Selon Arthur Paecht, député UDF-PR du Var, rapporteur de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, la participation de la France à ces deux programmes est la suivante: 45 milliards de francs (dépenses d'études, de développement, de construction en série et de maintien en condition opérationnelle) pour l'hélicoptère d'attaque Tigre, commandé à quelque deux cent quinze exemplaires par commandé Alain Debove la seule armée de terre, et 40 mil-

SANS EN FAIRE au seus strict liards de francs (aux mêmes convenus qu'ils pourraient ne pas conditions) pour l'hélicoptère logistique NH-90, commandé à cent soixante exemplaires par l'armée de terre et à soixante autres par la marine, qui doit les embarquer sur ses frégates.

appel à une technologie autrement plus sophistiquée et modeme, répond à un besoin exprimé par l'armée de terre pour l'attaque au sol et l'appui aérien rapproché, le NH-90 est en revanche, depuis des années, dans la balance, en partie parce que cette même armée de terre peut se satisfaire - mais avec des performances nettement moindres des hélicoptères Cougar (une version modernisée du Super-Puma) qu'elle a déjà commandés. A la conception du NH-90, l'Italie et les Pays-Bas ont été associés.

Du maintien de ces deux programmes, en développement sous l'égide du groupe franco-allemand Eurocopter, l'Allemagne, qui y tient absolument, a fait une monnaie d'échange pour sa propre participation à la mise au point des satellites de reconnaissance Helios-2 (optique et infrarouge) et Horus (détection radar), en coopération financière et industrielle avec l'Espagne et l'Italie. Bonn a exercé sur la France des pressions que les industriels impliqués ont qualifiées de «très fortes ». DASA, le partenaire allemand dans Eurocopter, et la Bundeswehr, qui a exprimé des besoins supérieurs à ceux des armées françaises, sont particulièrement attachés à la continuation des deux programmes d'hélicop-tères. Les deux pays sont toutefois

acheter le nombre de « mavraisons si les prix par exemplaire n'étaient pas diminués de 20 %.

Dans la mesure où ces deux hélicoptères offrent des versions qui Si le Tigre, qui prendra la relève seront personnalisées par pays, il des Gazelle armés, mais qui fait existera deux chaînes de producseront personnalisées par pays, il tion de part et d'autre du Rhin, pour le Tigre et le NH-90. Eurocopter a, de son côté, pris une participation (à hauteur de 1%) dans le capital de la filiale commune European Missile Systems (EMS) - détenue à 49,5 % chacun par DASA et par Aérospatiale -, qui fabriquera les missiles

UN DÉDIT IMPORTANT

Si la France s'était retirée unllatéralement du projet NH-90, il lui aurait fallu verser des pénalités à ses partenaires, dont le coût aurait été a priori plus élevé que la simple reconduction des dépenses liées au développement de l'hélicoptère. Dans les milieux compétents, on évalue le dédit contractuel éventuel à quelque 1,6 milliard de francs.

Pour symboliser leur volonté de coopérer, l'Allemagne et la France envisagent de concentrer Eurocopter en une seule société, si le droit européen le permet. Aujourd'hui, les équipes du groupe sont intégrées - il existe un seul directeur responsable par fonction -, mais la nouvelle structure aura pour but d'éviter les doubles capacités industrielles, créatrices de coûts supplémentaires non négligeables, et de favoriser la production dite en « source unique ».

Jacques Isnard

Voulez-vous

Plus de 470 000 souscripteurs individuels ont décidé de prendre part au développement de Pechiney. La demande de titres par les particuliers, d'un montant de 2.7 milliards de francs, a été supérieure à l'offre initialement proposée. Pour répondre à cette demande, l'Etat a pu exercer son droit de reprise allouant à l'OPV une offre complémentaire

La réaction du grand public.

de 13 % du capital, portant ainsi à 13,2 millions le nombre d'actions offertes.

L'attitude des salariés.

Les salariés de Pechiney ont témoigné leur confiance dans l'avenir de l'entreprise puisque leur demande d'actions a dépassé de 75 % la part qui leur était destinée, soit 1,7 million d'actions.

précisément les

résultats de la privatisation?

> Le choix des anciens actionnaires.

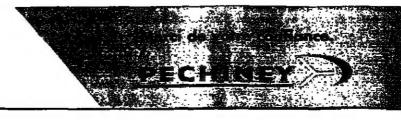
Les actionnaires de Pechiney International et des porteurs de certificats d'investissement privilégiés ont choisi d'exprimer leur confiance en Pechiney : environ 92 % d'entre eux ont échangé leurs titres contre de nouvelles actions.

La privatisation et sa souscription dans le monde.

11,6 millions d'actions ont été allouées à des investisseurs institutionnels, dont 19 % en France, 32 % aux Etats-Unis et 49 % dans le reste du monde. Ces résultats traduisent la dimension internationale de Pechiney et confirment l'intérêt de sa cotation à New York.

La nouvelle répartition du capital.





presse d'Europe 1 » qu'il prévoit maintenant entre 1,5 % et 2 % - a plus près de 1,5 % » - d'augmentation de l'activité durant l'année.

● LA RÉFORME FISCALE reste d'ac-tualité, avec celle de la taxe profes-• LA MOBILISATION SOCIALE resionelle, dans un premier temps, puis celle de l'impôt sur le revenu, dont les grands principes doivent

cherchée par la CGT et la FSU s'est traduite, samedi 10 et dimanche 11 février, en province et à Paris, par

des manifestations d'ampleur moyenne, à la veille d'une semaine marquée par des négociations salariales dans plusieurs grandes entreprises (lire page 15).

Le gouvernement situe autour de 1,5 % la croissance prévisible en 1996

Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, annonce une réforme de la taxe professionnelle et, à plus long terme, une refonte de l'impôt sur le revenu, qui mettra à contribution une partie des ménages actuellement exonérés

LA CONJONCTURE a beau être plus morose que prévu, le cap de la politique économique française ne sera pas modifiée: pour lapidaire qu'elle soit, la formule résume le message que le gouvernement s'applique à délivrer depuis

En clair, même si le moteur de l'économie tourne toujours au ralenti, il est exclu que les objectifs de réduction des déficits ne soient pas tenus.

Sur le front de la croissance, les nouvelles ne sont effectivement guère rassurantes. Alors que le gouvernement a construit son budget de 1996 en retenant l'hypothèse d'une hausse de 2.8 % du produit intérieur brut, l'activité reste faible et, depuis plusieurs mois, la prévision officielle apparait irréaliste. Jusqu'à présent, le gouvernement s'était refusé à donner une indication précise sur ses nouvelles estimations de croissance et avait indiqué qu'il ne procéderait officiellement à une révision qu'au début du mois de mars, à l'occasion du traditionnel rendez-vous de la Commission des comptes de la nation. Considérant que l'annonce précipitée de mauvais chiffres pourrait accroître le pessimisme ambiant, il avait seulement laissé entendre que la croissance pourrait être inférieure à

Invité du « Club de la presse d'Europe I », dimanche 11 février. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement, a cependant levé une partie du voile sur le scénario officiel. Il a admis que le nouveau taux de croissance prévisible, retenu par le gouvernement, se situerait a entre 1.5 % et 2 % » et « probablement plus près de 1.5 % » que du haut de la fourchette.

M. Lamassourre s'est toutefols montré rassurant. « Si par hasard, a-t-il dit, nous constations que les recettes rentralent un peu moins



M. Delors approuve l'évolution européenne du président de la République

INVITÉ du « Grand Jury RTL-Le Monde». Jacques Delors, ancien président de la Commission de Bruxelles, a décerné un satisfecit modéré à Jacques Chirac sur sa politique

Selon lui, l'évolution de l'engagement européen de M. Chirac est « plutôt bonne ». « Depuis quelques mois, a observé M. Delors, le président de la République française à marqué par des touches son engagement européen. »

Toutefois, il a invité le chef de l'Etat - comme l'avait fait Valéry Giscard d'Estaing le 4 janvier londe du 6 janvier) ~ à donner une « grande conférence de presse » pour expliquer sa conception de l'Europe. « Ayant rassuré les éléments pro-européens de l'Allemagne, à partir de là, nous pourrions discuter avec eux », a expli-

qué M. Defors. « Avec l'Allemagne, a dit M. Delors, il faut parjois parler durement, mais, pour le faire, il est nécessaire que les Allemands nous considèrent comme des amis. Il faut que la France apparaisse comme celle aui (...) apporte des idées nouvelles sur l'Europe pour la faire avancer. » Selon l'ancien président de la Commission européenne, l'annonce conjointe, fin janvier, de mesures de relance par la France et l'Allemagne « ne doit pas masquer l'absence de réelle concertation » entre les deux pays. «La politique économique de la France, comme de l'Allemagne, ne peut pas se conduire à coups de coups de pouce, a-t-1 ajouté. Tout les deux mois, un nouveau plan économique. Le résultat, c'est que les acteurs de l'économie attendent le prochain plan. Il fallait que la France dégage des règles du Jeu pour deux

DES « REMÉDES GÉNÉRAUX »

nité, journal du Parti communiste, M. Calvet, président de PSA (Peugeot-Citroën), prône la mise en place de « systèmes d'écluses aux frontières », tout en réaffirmant son hostilité à l'égard du traité de Maastricht.

« La coexistence entre un marché unique, c'est-à-dire totalement ouvert entre les pays de l'Union européenne, et des monnales qui ont des parités d'une extrême variabilité sons justification depuis 1992 ne peut plus durer, explique jacques Calvet, car on voit des branches entières, comme le textile, mises en difficulté par les producteurs italiens, de même que notre production aéronautique souffre à cause d'un doller sous-évalué. »

d'abandonner « partiellement le marché unique pour tenir compte de cette mauvaise concurrence des monnaies ». « Ce sont des remèdes généraux, dit-il, mais ils prouvent qu'il existe des movens pour essayer de lutter contre le niveau excessif du

M. Calvet réaffirme son bostilité au traité de Maastricht, ajoutant qu'il ne croit pas un instant à la réalisation prochaine de la monnaievenir à une conception moins administrative de la mise en place de la monnaie unique, estime-til, mais elle ne se mettra pas en place s'il n'y a auparavant d'Europe politique, et celle-ci n'existera pas si on ne définit pas un projet commun et si les peuples ne le votent pas. On ne peut pas prétendre que l'Europe actuelle ait été définitivement approuvée. »

« si les abandons de souveraineté nationale se révélaient trop forts ». Il se prononcerait de nouveau pour le « non ». Lire aussi notre éditorial page 14

Le président de PSA estime nécessaire

Il précise qu'en cas de nouveau référendum.

bien du fait d'un raientissement de l'économie en début d'année, nous maintiendrions la rigueur et le déficit dans les normes prévues, non pas en augmentant les impôts, mais en faisant un effort supplémentaire sur

les dépenses, » Autrement dir, après un premier plan de gel de crédits budgétaires de 20 milliards de francs, décidé en janvier, d'autres mesures d'économie pourraient être décidées.

UN TEST DÉCISIE

Dans un entretien publié par le nuotidien allemand Die Welt lundi, Alain Juppé, qui devait s'entretenir ce même jour avec Helmut Kohl (Le Monde daté 11-12 février), donne l'assurance que la France respectera les critères de convergence du traité de Maastricht et, particulièrement, ceiui qui a trait à la réduction des déficits publics. «Beaucoup de gens, explique le premier ministre, ont intérêt à ce que l'Union monétaire ne se fasse pas. La ligne du gouvernement français n'a pas bouge. Nous tiendrons

nos engagements. » Au passage, M. Juppé critique implicitement Valery Giscard d'Estaing. Estimant « très perverse » l'idée avancée par le président de l'UDF, selon laquelle « un assouplissement des critères nous faciliterait la tilche ». Il affirme qu'en réalité « ce serait le meilleur moyen d'étrangler la monnaie unique ».

M. Juppé refuse donc « d'entrer dans le débat sur les solutions alternatives ». « La France et l'Allemagne, conclut-il, ont déclaré qu'elles sont décidées à en remplir les conditions. Et c'est ce que nous ferons. Le reste, c'est une recherche de facilité ou un manque de cou-

115---

سدون

أنب المناجع

. Orifici

E8855 -

12

12 HA

OLD C

orest:

i wan is "

ம்றா: à : .

COMPOSE: 2 T

les reporting

*Colife :

AMAZE PUT

Destination of the

47.7

Cide College

Torong ...

With the

SUTTRE TO

ONTRE LES

iër. (: 👍 · · ·

Pieder :: ् . **व्या**त्वन । - - -

qui post....

CO005:3:4

Datiers of the

ாட்ள நூரு... * Pout _{district}

Designation of condent,

grande West

SCHOOL CO.

pan icana.

somes de F

Cossen de la presenta de la presenta de pr

pourtaing the later of the ta Prance relie SPORT de grande de

terrorists: "

भारत क्ष ethem .:

Ferme, le propos est-il pour autant convaincant? Le ralentissement de l'activité pose au gouvernement beaucoup plus de difficultés qu'il ne veut bien l'admettre. D'abord, il va freiner les rentrées de cotisations sociales et il rend très improbable le respect des objectifs de réduction des déficits sociaux. Ensuite, la politique budgétaire risque d'être prise dans la tourmente.

Dans une conjoncture parelle, le gouvernement, qui durant les prochains mois va s'atteler à dessiner les contours du prochain projet de loi de finances pour 1997, pense-t-il vraiment qu'il parviendra à abaisser le déficit budgétaire de 290 milliards de francs en 1996. à près de 240 milliards l'année sui-

En aparté, de nombreux ministres admettent que l'objectif est hors de portée, mais ils ajoutent qu'il est impossible de l'avouer publiquement. Dans tous les cas de figure, ce sera le test décisif.

Laurent Mauduit

Des pistes pour réformer l'impôt sur le revenu

Même si la réforme de l'impôt sur le revenu, au plus fort de la lée. Alain Lamassoure, ministre délègué au budget, l'a clairement confirmé sur Europe 1, dimanche : « 48 % des Français ne payent pas l'impôt sur le revenu, c'est une situation anormale. Il faut revenir à une situation où la plus grande partie des Français payent l'impôt sur le re-

venu et en même temps il funt que le teux d'impôt soit plus fuible. » Le ministre a toutefois précisé que la priorité du gonvernement est la réforme de la taxe professionnelle. Celle-ci devrait être engagée des cette année. Le gouvernement a l'intention de regarder « comment on peut changer l'assiette » de cet impôt. « A l'heure actuelle, a indiqué M. Lamassoure, l'assiette, c'est essentiellement l'outillage et les salaires, c'est-à-dire l'emploi, et nous étudions la possibilité d'introduire ou de remplacer l'un de ces éléments ou de le compléter par la valeur ajoutée. »

La CGT et la FSU n'ont pas réussi à relancer la mobilisation syndicale

Les rassemblements régionaux ont réuni, selon les estimations, entre 30 000 et 55 000 personnes

APRÉS l'ampieur du mouvement social de novembre et de décembre, remobiliser celles et ceux qui avaient manifesté, deux mois auparavant, relevait de la gageure. Quels que soient les chiffres - de 13 000, selon la police, à 25 000, selon les organisateurs, à Paris : de 30 000 à 55 000, selon les mêmes estimations pour l'ensemble des manifestations du week-end -, les manifestants du samedi 10 et surtout du dimanche 11 février n'ont pas répondu massivement à l'appel lancé par la CGT, la Fédération syndicale unitaire (FSU) et plusieurs autres syndicats et associa-

Est-ce pour ne pas avoir à relever ce défi que Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, avait annoncé deux jours avant la manifestion parisienne qu'il ne pourrait s'y rendre? François Dutell, secrétaire de la CGT, a coupé court à toute polémique, en assurant que M. Vlannet était absent pour a rai-

sons familiales ... Toujours est-il que, peu de temps avant le départ du cortège parisien, on remarquait surtout la forte présence de la FSU. Michel Deschamps, son secrétaire général, était accompagné de Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES, et Daniel Le Bret, secrétaire général du SNUTPP, les deux principaux syndicats parmi les dix-sept qui forment la FSU. En début de manifestation, M. Deschamps a jugé que « la mobilisation était certes insuffisante, compte tenu de l'ampleur de ce qu'il y a à faire bouger. mais nous savions que cela serait difficile, et nous allons continuer.

ommes, mais pas encore ce que nous voulons », a-t-il conclu.

Dans le cortège parisien, pour la première fois sous une banderole « CFDT en lutte », des représentants d'organisations cédétistes en désaccord avec la ligne confédérale (transports et SGEN) défilaient avant la délégation du Groupe des dix, composée du SNUI (Impôts) et de SUD-PTT et qui comprenait. également pour la première fois, une délégation de SUD-Rail (ex-

CFDT), tout récemment créé, Des militants d'AC! (Agir ensemble contre le chômage), venus de départements limitrophes de l'Ile-de-France formaient plusieurs délégations, ainsi que des militants de DAL, de l'APEIS et d'autres associations.

Au milieu du cortège, Arlette La-guiller était là avec une petite intersyndicale CGT-FO-CFDT du Crédit lyonnais. Pour la CGT, Joël Biard, secrétaire général de la CGTlle-de-France, était accompagné de

piusieurs nouveaux membres du bureau confédéral, élus en décembre 1995, Jean-François Perraud, Daniel Prada et Pierre-Jean Rozet et par le secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, Bernard Thibault. Les gros bataillons étaient constitués d'agents de la fonction publique.

AU-DELA DU « PLAN JUPPÉ » Dans les principales villes de province, les manifestions interrégionales ont rassemblé plusieurs

milliers de manifestants. A Lyon, 7 000 personnes, selon les organisateurs, environ 4 000, selon la police - essentiellement des ensejgnants, mais aussi une petite délégation de cheminats, venus de plusieurs départements de Rhône-Alpes, de Bourgogne et d'Auvergne - ont défilé dans le calme. A Marseille, de 3 000 à 5 000 manifestants ont défilé dimanche à l'appel de la FSU; tandis que la CGT avait préféré faire cavalier seul samedi. A Bordeaux, de 5 000 à 6 000 ma-

nifestants, venus des régions Aquitaine et Poitou-Charentes, ont aussi défilé, dimanche, sans incident à l'appel de la FSU et de la CGT. Contre le plan Juppé sur la protection sociale - « On a déjà trop donné pour les riches » - et pour

agir contre le chômage, 10 000 persomes - un record pour un dimanche en Bretagne - ont manifesté dans le calme à Rennes, où les têtes de file étaient la FSU, loin devant la CGI, et les associations de défense des personnes privées d'emploi. A Caeu, à l'appel de la CGT, de la FSU et de l'Union régionale CFDT, les manifestants - 2 500 seion les syndicats, 1500 seion la préfecture du Calvados - ont élargi leurs revendications au-delà du « plan juppé » .

A Strasbourg et à Lille, les ras-semblements régionaux se sont tenus le samedi. Le cortège strasbourgeois, d'environ 350 personnes, était composé essenellement d'enseignants et de salatiés d'entreprises en difficulté. Une délégation CGT-CFDT de Danone. dont l'unité strasbourgeoise va disparaître, a participé au cortège. Les Verts du Bas-Rhin ont aussi rejoint le défilé. A Lille, le rassemblement régional a réuni, samedi, un bon millier de personnes. La présence en tête du cortège des salariés de l'usine Danone de Seclin, condamnée à la fermeture par la direction du groupe (220 salariés), conférait à cette manifestation autre chose qu'un simple goût de réchauffé.

> Alain Beuve-Méry avec les correspondants régionaux du Monde

« Le roi Chirac et ses ministres écrasent le peuple »

11 février, une légère brise d'ouest souffiait sur les grands boulevards, à Paris, où étaient conviés à manifestation par la CGT, la FSU, une partie de la CFDT et maints autres syndicats, à l'exclusion de Force ouvrière, tout ou partie du corps social qui s'était embrasé en décembre dernier.

Le manifestant qui sortait du métro à Strasbourg-Saint-Denis, pensant avoir loupé le départ place de la République, tombait sur un boulevard Saint-Martin désert, où une camionnette diffusait par haut-parleurs la chanson de Boris Vian J'suis snob. Un groupe d'anarcho-syndicalistes attendait paisiblement que la tête de la manif veuille bien décoller de la République, pour se méler à ses rangs. « Les militants CGT nous regardent avec sympathie, maintenant. assuraient-ils. Surtout depuis que la CGT a réformé ses statuts et supprimé l'article où il était question de changer la société... C'est devenu clairement un syndicat réformiste, qui vise à gérer le système tel qu'il est. Nous sommes les héritiers de ce qu'était la CGT au

IL FAISAIT frais et ensoleillé, dimanche | leurs négocient directement avec les patrons, sons intermédiaire. »

La tête du cortège piétinait depuis un bon moment à la sortie de la place de la République, à la hauteur d'un magasin de farces et attrapes. Au clown de la République. Des ballons colorés portaient les noms du Snesup, de la Fédération syndicale unitaire. On chantait: « François Bayrou, prends garde à toi ! » sur l'air de Sambre et Meuse. Sous une pançarte indiquant: «Financer les solidarités, c'est possible », un monsieur en canotier jouait à la trompette un air de cirque. Un autre, Jean, venu en sandales, expliquait qu'il n'avait plus de quoi se payer de chaussettes.

« TAXER LE CAPITAL.»

Son ami, Maurice, un retraité brandissant un panneau alarmant - «La patrie est en danger! La royauté absolue est revenue! Le roi Chirac et ses ministres écrasent le peuple sous les impôts pour engraisser leurs courtisons ! » - déclarait qu'il sentait bien que ça allait redémarrer, « mais plus violemment, début du siècle, nous voulons que les travail- | over ce qui se passe dans les banlieues, parce

que c'est pas possible que des gens planquent des milliards à l'étranger et que nous, les pauvres cloches, payions tant d'impôts ». Une voix de femme reprit ses imprécations contre François Bayrou sur la mélodie

du toréador de Carmen. Dans la fumée acre des chipolatas, on scanda: « Il faut taxer le capital et les revenus financiers », et le cortège s'ébrania en direction de l'Opéra. L'Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie (ACTIT), réclamant l'égalité des droits, la disparition du plan Vigipirate et celle du pian Juppé, fermait le ban.

Il y avait un peu tout le monde, et pas grand-monde en même temps. L'ambiance, la fièvre du mois de décembre, semblaient très loin, comme une époque révolue, mais en recueillant ce dernier slogan: « Juppé, as-tu bien vu? Tout ça, tout ça pour la Sécu!», on avait l'impression, pour l'instant invérifiable, que l'on ne s'était pas déplacé ainsi que pour le premier ministre et sa réforme, mais pour autre chose; qui cherche encore ses mots.

Michel Braudeau

« Le FN entend soutenir les mouvements sociaux En porte-à-faux lors du mouvement social de dé-cembre 1995, le Front national cherche au-jourd'hui, comme l'explique son délégué général, Bruno Mégret, à se doter d'un discours social dans une démarche rénovée »

venir, explique M. Mégret, « un mouvement po-parti et en pénétrant le monde professionnel.

« crédible ». Il oppose au « socialisme » une conception « identitaire » de la défense des sala-riés. L'objectif du parti d'extrême droite est de de-prépare en resserrant le maillage territorial de son

velopper un programme social et soutenir les mouvements sociaux,

mais dans une démarche rénovée.

faire de socialisme. Ainsi, les socia-

listes considèrent que la propriété,

c'est le mal. Nous, nous pensons

que la propriété, c'est social, car

c'est un facteur d'enracinement et

de sécurité, et nous voulons per-

mettre aux habitants français de

slogan « ni droite ni gauche », de

vous marginaliser et de réduire

un établissement politique qui se

marginalise lui-même par rapport

à la population n'est pas un handi-

cap majeur, c'est même un atout.

Cela ne fait qu'amplifier notre dif-

férence et notre aptitude à incar-

ner l'alternative par le grand chan-

gement. En ce qui concerne les

alliances, l'histoire montre qu'elles

sont presque toujours nécessaires

pour prendre le pouvoir, mais

nous ne pouvous envisager des al-

liances qu'avec des fractions de la

classe politique qui se seraient

émancipées du « politiquement correct » imposé par les grandes

» Regardez en Italie : l'alliance

avec le MSI s'est faite par le tru-

chement de M. Berlusconi, qui in-

carnait une fraction rénovée de la

Démocratie chrétienne. Une telle

alliance électorale est d'ailleurs.

compte tenu du mode de scrutin.

la seule possibilité pour une frac-

tion rénovée de la classe politique

d'exister aux prochaines élections

Propos recueillis par Christiane Chombeau

structures RPR, UDF, PS.

- Se marginaliser par rapport à

HLM d'acquérir leur logement. – Ne craignez-vous pas, avec le

vos possibilités d'alliance ?

Nous voulons faire du social sans

social?

 Nous nous trouvons actuellement dans une situation prérévolutionnaire, d'abord en raison de la rupture entre le peuple et ses élites institutionnelles – et, tout particulièrement, la classe politique. Le mouvement social de l'automne en a été une expression flagrante. A cela s'ajoute la volonté, qu'expriment de plus en plus de Français, au travers des enquêtes, de voir survenir un grand changement de type conservateur, allant dans le sens des valeurs du Front national: plus d'identité, d'ordre, de morale, de sécurité. Or cette aspiration ne trouve pas son expression dans l'alternance politique Mitterrand-Chirac, qui n'a débouché sur aucune rupture.

- Comment comptez-vous exploiter la situation que vous dé-

- Le divorce entre l'établissement et le peuple, la volonté de changement des Français, ce n'est pas nouveau. Ce qui est très nouveau, c'est l'apparition de phénomènes déclencheurs. Pendant des décennies, les gouvernements qui se sont succédé ont pratiqué la méthode des demi-mesures. Celleci présente le gros avantage de régler les problèmes partiellement et ì court terme, sans mettre en cause de facon brutale les avanages acquis et les privilèges; elle imite donc les troubles et les mécontentements, mais elle comporte le gros inconvénient de es repousser en les amplifiant. Or on est actuellement au bout des

» C'est vrai en matière de firen (fig.) grances publiques, avec un gouverement qui prend conscience des éficits majeurs, notamment dans lale. C'est vrai en ce qui concerne immigration et les banlieues, où, quelle que soit l'importance des ommes mises pour acheter la paix

rivile, la violence ne cesse de moner. Ce qu'on peut redouter, à ⇒résent, c'est un «mai 1968 » des munigrés : il suffit de penser à ce - qui pourrait se passer si l'on . connectait émeutes et attentats terroristes. C'est vrai, enfin, en pourra pas éternellement dire que la France reste souveraine et s'engager de plus en plus dans l'Europe en aliénant notre souveraine-

» Pour qu'un grand bouleversement intervienne, il faut plusieurs conditions: une rupture entre le peuple et ses dirigeants, une sentiment que seul ce changement peut résoudre les problèmes personnels des Français, et l'existence



d'une force alternative. Les deux premières conditions sont à l'évidence réunies ; la troisième est en passe de l'être, et le grand défi du Front national est d'incamer la solution alternative.

- Comment avez-vous l'intention de convaincre?

- Par une stratégie en quatre points. Il nous faut, tout d'abord, créer un troisième pilier de crédibilité. Pour beaucoup de Prançais, le Front national apporte des solutions en matière d'insécurité et existe entre les aspirations de

français, à l'image de ce qu'avait tenté le RPF, le Rassemblement du peuple français du général de Gaulle. Nous allons intensifier la présence du Front national dans la société française en renforçant son tissu d'implantation locale et en élargissant son impact dans les milieux professionnels.

» Après la police, nous allons mener des actions à la RATP et. sans doute, dans les transports en province, ainsi que dans le monde enseignant, où nous serons certainement portés par les actes de violence perpétrés dans les établissements. Enfin, nous voulons être présents aux élections professionnelles des chambres de commerce, des chambres des métiers et aux scrutins prud'homaux, portés dans ce cas par la déception du monde économique - surtout des artisans et commerçants, qui ont beaucoup attendu du nouveau pouvoir et qui sont déjà décus.

cembre a montré le décalage qui

Un électorat hostile au gouvernement

Le Front national et son président bénéficient depuis un an d'un « matelas » stable d'opinions favorables. Selon la Sofres, exception faite du mois de mai (31 %), le pourcentage de Prançais qui sou-baitent voir jouer à Jean-Marie Le Pen un rôle important dans l'avenir a oscillé, au fil des mois, entre 17 % et 22 %. L'institut CSA situe ce volume de bonnes opinions entre 14 % (en janvier)et 18 % (en novembre 1995). Quant au potentiel électoral, il a varié, selon la Sofres, entre 15 % et 20 % depuis l'élection présidentielle, entre 11 % (en Janvier) et 15 % (en novembre 1995), selon BVA.

Les sympathisants du Front national – qui, selon CSA, sont les plus nombreux parmi les patrons de l'industrie et du commerce (27 %), les ouvriers (25 %) et les retraités (24 %) -- sont très largement hostiles à l'exécutif. Selon le « baromètre » BVA de janvier, 33 % d'entre eux ont une boune opinion de Jacques Chirac, 22 % d'Alain Juppé et 15 % de la façon dont la France est gouvernée.

la même manière, être crédibles sur la question de l'emploi et, plus globalement, sur la question so-

» Nous voulons, en même temps, œuvrer à la « dédiabolisation » du Front national, et, pour cela, nous comptons utiliser le contre-effet Carpentras. Dans cette affaire, la pire ignominie, encore pire peut-être que la profanation elle-même, c'est celle de la classe politique, qui a désigné le Front national comme coupable en le sachant pertinemment in-

» Nous allons également œuvrer au rassemblement du peuple français. Nous avons pour ambition d'être un mouvement populaire, transcendant les clivages politiques anciens de la fausse droite et de la ganche archaïque pour rassembler l'ensemble du peuple

matière sociale. - C'est faux de laisser croire que

samer à un conflit de type ancien entre le gouvernement et les syndicats soutenus par les partis de gauche. En réalité, c'est, globalement, le monde du travail qui s'est manifesté pour exprimer son inquiétude face à la déstabilisation de notre société et de notre économie, liée à la mondialisation et à Maastricht. Ce n'est pas un hasard si la carte des plus grandes manifestations correspond à la carte du « non » à Maastricht. Nous avons parfaitement compris et soutenu ce courant de mécontentement, mais il n'était pas question pour nous d'intervenir dans le débat artificiel qui a été plaqué sur ce mouvement

➤ Le Front national entend dé-

Joseph Ostermann (RPR) réélu sénateur du Bas-Rhin

JOSEPH OSTERMANN (RPR) a été réélu sénateur, dimanche 11 février, dès le premier tour. Cette élection partielle a été provoquée par une décision du Conseil constitutionnel, qui avait jugé, vendredi 15 décembre, que son suppléant, Guy-Dominique Kennel (UDF-FD), était inéligible en raison de sa profession d'inspecteur de l'éducation nationale dans le département (Le Monde daté 17-18 décembre). Le suppléant de M. Ostermann est André Klein-Mosser (UDF-FD), vice-président du conseil général et maire de Bischeim.

Premier tour. I., 2399; V., 2359; E., 2309. Joseph Ostermann (RPR), s., c. g., m. de Wasselonne, 1 233 Gilbert Estève (PS), c. g., c. r., m. de Sélestat, 822. Yvan Blot (FN), c. r., c. m. de Strasbourg, 91. Robert Spieler (ext.d.), c. r., c. m. de Strasbourg, 68. Magdeleine Brom (Verts), 67. Damien Bresse (div.d.), 21.

[24 septembre 1995. L. 2 401. Premier tour : V., 2 373 ; E., 2 340. Un.d.: Daniel Hoeffel. UDF-FD, 1212, ELU; Philippe Richert, UDF-FD, s., 1207, REELU; Francis Grignon, UDF-FD, 1096; Ostermann, 1038. Un. g.: Estève, 735; Marie-Hélène Gillig, div. g., 660; Robert Metz, div. g., 548; Jean-Paul Wantz, div. g., 527. Isoles: Klein-Mosser, 357; Yvan Blot, FN, 118; André Vierling, UDF-FD, 118; Robert Spieler, ext.d., 79; Damien Bresse, div.d., 30. UDF-RPR diss. : Xavier Muller, UDF-FD, 333 ; Jean Waline, RPR, 259 ; Esther Sittler, div.d., 194; Hugues Kraemer, div.d., 152. Écol.: Magdeleine Brom, Verts, 60; Hugues Stoeckel, Vens. 39 : Anne Vonesch, MEI. 36 : Hugues Geiger, GE diss., 34. Second rour : V. 2 369 : E. 2 290 - Francis Grignon, UDF-FD, 1 237, ELU; Ostermann, 1 170, REELU; Estève, 860; Xavier Muller, UDF-FD, 378; Yvan Blot, FN, 95; Damlen Bresse, div.d., 22; Marie-Hélène Gillig, div. g., 9; Klein-Mosser, 2; Robert Spieler, ext.d., 1.]

■ ABUS DE BIENS SOCIAUX. Alain Lamassoure, porte-parole du gouvernement, a estimé, dimanche 11 février sur Europe 1, que la réforme de la législation sur le délai de prescription de l'abus de biens sociaux était « un sujet sur lequel il est tout à fait normal que ce soit le Parlement qui soit en première ligne, et non pas le gouvernement ». Une proposition de loi de Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) qui se proposait de réformer l'abus de biens sociaux, a été abandonnée à la suite d'une vive polémique (Le Monde du 8 février).

■ GAUCHE. Jean-Claude Gayssot (PCF) prone « une union nouvelle » à gauche, qui « mette les partis à l'unisson des exigences des citoyens ». Invité de RTL, lundi 12 février, le député de Seine-Saint-Denis a estimé que cette « démarche d'union » doit « respecter le pluralisme, refuser toute hégémonie à gauche ».

■ SERVICES PUBLICS. M. Borotra, ministre de l'industrie, a estimé qu' « il n'existe pas de consensus » pour inscrire les principes du service public dans la Constitution, et qu'« il faut probablement utiliser une autre voie ». M. Borotra a précisé samedi 10 février que « la totalité des organisations syndicales ne sont pas favorables » à cette disposition, car elles craignent « une réglementation du droit de grève, ce qui n'a jamais été dans l'esprit du gouvernement » et qu'il existe une « forte opposition [...] d'un certain nombre de parlementaires ».

■ EMPLOI. Le régime d'assurance-chômage a lancé, lundi 12 février, une campagne de communication sur les « conventions de coopération », qui doivent favoriser le retour des demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Ces conventions passées entre l'entreprise et l'assurance-chômage prévoient que l'Assedic verse à la société embauchant un chômeur inscrit depuis au moins huit mois une aide équivalente à l'allocation qu'il percevait, l'employeur versant la différence pour arriver au minimum conventionnel. Cette campagne s'adresse en priorité aux PME et aux responsables d'organismes interprofessionnels et consulaires. Renseignements au 05-112-112.

d'immigration. Nous voulons, de l'électorat populaire et les prises

le mouvement social pouvait se ré-

Jusqu'au 30 mars.

M. Giscard d'Estaing demande aux candidats à sa succession de définir un projet politique pour l'UDF gérer au mieux les investitures. Pas-face à lui, qu'ils sont porteurs, outre LA COMPETTION pour la succal Clément, secrétaire général du

cession de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de l'UDF a provoqué de nouvelles prises de position. François Léotard a enregistré le soutien de Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, alors que, le 28 janvier, le maire de Marseille avait annoncé qu'il ferait « tout » pour éviter un affrontement entre Alain Madelin et M. Léotard, tous deux membres du PR. En apportant son appui à M. Léotard, dimanche, sur TF1 à l'émission «7 sur 7» M. Gaudin a démontré que le président du PR a su le convaincre de la vanité de cette ambition.

La composition du conseil national qui, le 31 mars, élira le président du l'UDF, donne un avantage certain à M. Léotard. Toutes les clauses de l'accord entre le président du PR et François Bayrou, son principal soutien, ne sont cependant pas rédigées. Reste en suspens la principale, à savoir la date à laquelle M. Léotard céderait sa place à M. Bayrou. Le président de Force démocrate entend prendre le relais de son allié avant les élections législatives de 1998, afin de pouvoir

PR, a confirmé que tien n'était décidé : la question de la date sera posée « après l'élection » de M. Léotard, a-t-il indiqué dimanche, sur Radio-J. « Il y aura (...) un président de l'UDF et un président délégué et, le moment venu - la décision n'est pas prise parce que c'est au nouveau président de faire en sorte que nos statuts actuels soient renouvelés -, il sera décidé quand le président actuel démissionnera et que l'on fera élire François Bayrou », a-t-il ajouté.

UN TROISIÈME PRÉTENDANT?

déplaire à M. Giscard d'Estaing. Tout en laissant entendre, dimanche sur France 3; qu'il avait renoncé à briguer sa propre succession, l'ancien président de la République n'en demeure pas moins à l'afft d'une éventuelle faille dans le camp de ceux qui ont juré de le déposséder de son fauteuil de miers mois à Matignon. M. Cléprésident de l'UDF. Sans prendre parti entre M. Madelin et M. Léotard, il a confirmé qu'il ne se prononcerait que le 15 mars. Il a prévenu les compétiteurs qu'ils devront faire la démonstration, au besoin

d'une ambition, d'un projet politique pour PUDF. Jean-Pierre Raffarin (UDF-PPDF), secrétaire général de l'UDF, et proche de M. Giscard d'Estaing, a pronostiqué, sur France 2, qu'il y aurait, « dans les prochains jours », un troisième candidat à la présidence de

Cette échéance interne n'a pas empêché les responsables de l'UDF de critiquer de nouveau l'exécutif. Dans un entretien au Figuro du 12 février, M. Giscard d'Estaing estime que l'« on a pris des mesures à la fois trop compliquées et trop Cette incertitude n'est pas pour faibles ». « Jacques Chirac a pris des mesures. Moi, je hui dis qu'il faut changer les données. Toutes ces mesures, les gens s'y perdent », ajoute le président de l'UDF. M. Clément a estimé qu'Alain Juppé avait voulu « aller trop vite » en augmentant les prélèvements pour réduire les déficits publics au cours de ses prement a souhaité qu'un « gouvernement de combat » soit mis en place dans les six mois précédant les législatives.



M. Toubon réaffirme qu'« il n'y a pas de destin séparé » pour les Corses

AJACCIO

de notre correspondant Après le message délivré vendredi (Le Monde daté 11-12 février) publique inquiète du fonctionnement de la justice en Corse - fonctionnement dénoncé d'ailleurs par beaucoup de ceux-là mêmes qui administrent cette justice (lire aussi page 14) -, Jacques Toubon a lancé, samedi 10 février à Ajaccio, pour la seconde journée de sa visite dans l'île, un message poli-

Le ministre de la justice l'avait esquissé à Bastia, en déclarant que « le potentiel du statut actuel est très riche (...) et pas entièrement ex-

Il l'a confirmé à Ajaccio, dans les salons archicombles de l'hôtel de ville, où il était reçu par le maire bonapartiste Marc Marcangeli: « C'est à partir de l'investissement de l'Etat sous toute ses formes, en conformité avec le statut particulier, que nous pouvons agir avec beaucoup d'efficacité. »

Reprenant les thèmes développés à Bastia, le garde des sceaux a réaffirmé son credo en matière de justice: «Le contrat social impose que tous les citoyens se rassemblent pour assurer une justice collective à la place de la justice privée, primitive et orchalque. L'Etat, qui est à vos côtés, se veut solidaire, juste, rassembleur. Cela implique une justice et une police incontestables, une lutte contre la délinquance implacable et sans concession », a-t-il notamment affirmé.

« LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE » Mais M. Toubon a souligné aus-

si: «Aujourd'hui, afin de faire avancer l'avenir de la Corse sur le chemin de son nouvel horizon, dans tution et de nos lois, il ne faut laisser personne sur le bord de la route. Les valeurs de la République peuvent seules nous rassembler dans cette voie. C'est dans la France que vous trouverez la solution aux difficultés qui sont les vôtres. Il n'y a pas de destin séparé. C'est le destin commun qui fera notre fortune. »

Commentant le discours de Bastia, le radical François Giacobbi. sénateur de Haute-Corse, avait dit sa satisfaction que « Jacques Toubon ait bien confirmé qu'aucune mesure institutionnelle n'était à l'ordre du jour ».

A Ajaccio, le député (UDF-PR) de Corse-du-Sud et président du conseil général José Rossi s'est montré plus nuancé : « Le gouvernement semble non seulement vouloir sortir d'une situation de crise. mais aussi trouver une solution qui arrime définitivement la Corse à la République », a-t-il affirmé.

Le président de l'Association des maires de France critique M. Juppé

Jean-Paul Delevoye (RPR) relaie le mécontentement des élus locaux

L'« appel à la mobilisation » en faveur de l'emploi que le premier ministre vient de lancer aux élus suscite la grogne de nombreux maires. Après le débat autour du renvoient l'Etat à ses propres responsabilités.

UNE FOIS DE PLUS, l'in- augmenter. Difficile d'imaginer de Parti socialiste local ne lui avait pas

compréhension semble totale entre le premier ministre et les élus locaux. Mercredi 31 janvier, Alain Juppé lançait, à l'occasion de publication de la 1000 Lettre du maire, un «appel national » aux maires pour qu'ils se mobilisent en faveur de l'emploi des jeunes en « construisant le devoir national d'insertion au niveau de chaque commune ». Quelques heures pius tard, Jean-Paul Delevoye, président (RPR) de l'Association des maires de France (AMF), répliqualt : « Les maires sont déjà des partenaires actifs de la solidarité nationale, mais ils ne peuvent s'engager davantage sans une véritable réforme de l'Etat, une redistribution et une déconcentration des moyens, ainsi qu'une répartition nouvelle des dotations de l'Etat avec une fiscalité non pénalisante pour l'élan de solidarité nationale. »

Après avoir fait appel aux préfets et aux entreprises, Alain Juppé entendait mobiliser les maires sur le front de l'emploi : « Je crois [qu'ils] doivent être les chevilles ouvrières de cette mobilisation. » Il n'a fait que braquer, une nouvelle fois, les élus locaux, contre la tendance du gouvernement à faire appel à eux en période de difficultés. Ces derniers rappellent que l'emploi n'est pas de la compétence des communes, mais des régions et surtout de l'Etat. «Il faut comprendre le ressentiment de l'AMF, quand on voit les dotations diminuer et les transferts de charges créer des emplois si on serre les cordons de la bourse », sonligne un responsable de la gauche au sein de l'association.

La grogne, souvent classique entre un gouvernement et le lobby des élus locaux, semble cette fois prendre un tour plus critique. Ce ne sont plus seulement quelques arbitrages qui sont critiqués, mais bien une gestion giobale qui est mise en cause. Dans son communiqué, Jean-Paul Delevoye mettait les points sur les « i » en déclarant que « seule la mise en place d'une économie solidaire complémentaire de l'économie marchande peut, à présent, rétablir notre économie ». Il y a quelques années, le discours aurait pu surprendre de la part d'un élu RPR. Certes M. Delevoye n'en est pas à sa première délaration iconoclaste. Déjà lors du dernier congrès de l'AMF, en novembre 1995 à Paris, il avait appelé ses collègues à un « sursqut républicain pour réintroduire la fraternité nécessaire », pour recréer un lien social en train de se déliter.

BON SENS PAYSAN

Le propos avait détonné dans un tel rassemblement. Il est vrai que le parcours de ce négociant en grain et céréales, devenu maire de sa commune natale, conseiller général et sénateur RPR du Pas-de-Calais - après avoir vagabondé dans d'autres cercles politiques - est fait la place qu'il espérait? Nul doute en tout cas qu'il soit imprégné de la vieille tradition minière

de ces terres de gauche. Aujourd'hui, cet homme au solide bon sens paysan, devenu un séguiniste « de terrain », qui se revendique «plus gaulliste que RPR », a gardé ses distances avec un gouvernement dont il ne partage pas toujours les orientations. Depuis les demières élections municipales, l'équilibre politique s'est quelque peu modifié au sein de son association: la gauche a remporté plusieurs grandes mairies, et elle pèse plus au sein de l'AMF. Son président est obligé d'en tenir

Mais, en applaudissant à la diversification des sensibilités au sein de son association, cet élu rural trouve une occasion supplémentaire de se démarquer de la politique d'Alain Juppé, qu'il ne se prive pas de critiquer : « Le gouvernement est en train de répéter l'erreur commise par la gauche avec la politique du franc fort. Il faut arrêter de se comporter comme des huissiers de justice qui disent « il faut payer pour avoir moins », expliquet-il, préoccupé qu'il est par « l'absence de projet politique global et de souffle dans la politique gouvernementale ». Certains élus socialistes, qui se réjouissent de voir leur président monter au front, ne renie-

Sylvia Zappi

Le maire de Perpignan veut prendre l'Etat au mot

nation tout entière nous permettra d'échapper au dé-région : pour lui, il est possible de généraliser, dans mieux qu'il partira de la base, de vos communes, et non pas du sommet. » En lançant récemment son « appel national » aux maires, Alain Juppé a probablement rencontré un auditeur, à la fois attentif et critique, en la personne de Jean-Paul Alduy, maire UDF-FD de Perpignan, dans les Pyrénées-Orientales : pour la première fois dans le cadre de la lutte contre le chômage et la « fracture sociale », le maire d'une ville de plus de 100 000 habitants se fixe l'objectif d'une durée hebdomadaire de 32 heures (au lieu de 39 aujourd'hui), effectuée en quatre jours, avec pour ambition d'associer l'Etat à cette initiative.

PLUS DE 20 % DE CHÔMEURS DANS LA RÉGION

Centriste, Jean-Paul Alduy se range dans le camp des « girondins ». A ce titre, il entend faire de sa ville le terrain d'une « expérimentation », dans le droit-fil de la décentralisation : il s'agit pour lui de faire admettre au gouvernement que la réforme peut se propager en France « de bas en haut », et non l'inverse. C'est le sens du courrier qu'il a adressé au premier ministre pour lui exposer son idée. Le maire de Perpignan fait valoir qu'une collectivité publique est le meilleur terrain d'expérimentation conjointe avec l'Etat: contrôlé de bout en bout, un tel partenariat écarte les « chasseurs de primes » à l'emploi, qui abondent dans le privé. Le maire ne cache pas, au de-

« SOYONS bien conscients que seul un sursaut de la meurant, que son ambition dépasse Perpignan et la la fonction publique territoriale. Avec, à la clé, un gisement de 200 000 emplois.

Le dispositif imaginé par M. Alduy est le suivant : le personnel communal passerait progressivement de 39 à 32 heures, en étant payé 37 heures. Pour que les agents proches de l'âge de la retraite ne solent pas pénalisés, M. Alduy a prévu de maintenir sa cotisation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) sur la base de 39 heures hebodmadaires. M. Alduy juge que 10 % d'emplois nouveaux pourraient être créés. Dans une région, le Languedoc-Roussillon, en pleine léthargie économique, la mairie de Perpignan est le premier employeur de la commune ; le taux de chômage y dépasse les 20 %. M. Alduy attend de l'Etat une aide - de 45 000 à 55 000 francs par embauche-, soit le coût d'un chômeur ou d'un RMIste. Avec des gains de productivité raisonnables, M. Alduy juge qu'il peut boucier > son dispositif sans surcout financier pour la mairie. Les syndicats du personnel communal sont loin d'approuver toutes les propositions de leur maire. Mais l'important, pour ce dernier, semble surtout, avec cette interpellation publique de M. Juppé par un maire de sa majorité, d'obliger l'Etat à remettre en cause son propre fonctionnement.

Jean-Louis Andreani

L'effort récompensé 'ou la conquête d'une langue' Vivre une ou plusieurs semaines à Oxford, Bristol, Cambridge, Dublin ou Heidelberg... suivre un enseignement rigoureux, exigeant, ciblé sur les besoins professionnels, universitaires, scolaires. L'effort est constant... les progrès probants. Pour des informations sur les stages d'anglais on d'allemand, contacter: 21. rue Théophraste Renaudot 75015 Paris Tel- 1 44 19 ob 66 Lyon: 78 24 60 74 Bordenex: 56 75 38 31 Toulouse: 52 20 29 40 Head Office, Binsey Lane, Oxford OX2 OEY, England INTENSIVE LANGUAGE SCHOOLS

Crest réduit le temps de travail de ses employés communaux pour alléger son endettement

Ce n'est pas pour créer des emplois, ni pour faire un cadeau aux salariés de la ville, mais pour réaliser des économies que le député (UDF-AD) et maire de Crest (Drôme) Hervé Mariton a proposé à son personnel communal de ne travailler que trente-deux heures par semaine. payées trente-cinq. Actuellement, les employés communaux effec-tuent trente-huit heures de travail hebdomadaire, payées trenteneuf. La nouvelle formule leur offrirait un jour de repos supplémentaire par semaine, tout en permettant à la ville de réaliser 8 % d'économies sur les salaires et les charges liées à l'emploi de chaque personne qui accepterait la proposition. « L'objectif n'est malheureusement pas de creer des emplois, mais de fuire des économies », admet Heryé Marlton, qui souligne qu'un audit financier révèle que l'endettement de sa ville s'élève à 65 millions de francs, et qu'il faudrait trente-sept ans pour l'apurer. Toutefois, la formule des trente-deux beures payées trente-cinq ne sera appliquée qu'aux salariés volontaires. -- (Corresp.)

ADMISSIONS PARALLELES ISG: NATIONAL - EUROPÉEN - MULTINATIONAL

ÉCCLE DE COMMERCE EN 3 ANS CYCLE DE MANAGEMENT ACCÉLÉRÉ

FOUR LES TRULARES D'UNE LICE Contacter Marion de la Taille au (16-1) 53 70 70 06

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION - 6/8, que de Lote 75116 Paris
ELABORGOMO O SUPÉRIEUR TECNIQUE PRIM RECORDE PAR L'ÉTAT

L'extrême droite à plus de 25 % dans un canton du Val-d'Oise

UNE ÉLECTION CANTONALE PARTIELLE organisée dimanche 11 février dans le canton de Garges-lès-Gonesse, à la suite de l'entrée au Sénat du maire de cette ville, Nelly Olin (RPR), en septembre 1995, a permis à l'extrême droite de rassembler plus de 25 % des voix. Aux 16,29 % obtenus par le candidat du Front national, Jean-Michel Dubois, s'ajoutent en effet 9,05 % recueillis par Louis Girard qui, à son habitude, n'a pas fait campagne et s'est borné à apposer sur les panneaux officiels une affichette: « Trop d'immigrés, la France oux Français ! » Au second tour, le 18 février, les électeurs de MM. Dubois et Girard, plus les abstentionnistes du premier tour, arbitreront le duel entre Francis Parny, le candidat communiste, et Jean-Bernard Chocat, celui du RPR, seuls en mesure de se maintenir. La gauche, avec 45,25 % au total (PCF, PS et Radical) progresse par rapport à 1992, mais elle ne peut pas, cette fois, compter sur des réserves écologistes, puisque aucun candidat ne représentait cette famille.

L, 8 429; V., 2 654; A., 68,51 %; E., 2 583. Francis Parry, PC, c.r., c.m. de Garges-lès-Gonesses, 763 (29,53%); Jean-Bernard Chocat, RPR, 759 (29,38 %); Jean-Michel Dubois, FN, C.L., C.m., d'Enghien-les-Bains, 421 (16,29 %); Pierre Pecorella, PS, 371 (14,36 %); Louis Girard, ext. d., 234 (9,05 %); Sylviane Rouch, Radi-

[22 mars 1992: L, 6 012; V., 4 961; A., 38,08 %; E., 4 796; Nelly Olin, RPR, 1411 (29.42 %); Francis Parny, PC, I 221 (25.45 %); Christian Boundois, FN, 743 (15.49 %); Denis Février, PS, 728 (15,17 %); Jeanne Meunier, Verm, 497 (10,36 %); Pietre Ouvry, ext. d., 266

100

40.0

the ...

4:-

To.

20

Re. ...

Direction . . .

Du a maintre 💖 🗈

ale restriction

Wilderstein ...

100.55

* (%3* *

西跨图 1

100

107.

Red !!

Ju on

indug.

SOR OF ...

ra:

filler in a

fear

Mar J

HAUTES-ALPES

Canton de Briançon-Sud (2e tour). L, 6 378; V., 3 136; A., 50,83 %; E., 2 91&

Alain Bayron, s., UDF sout. RPR, m. de Briançon, 1 615 (55;34 %) ÉLU. Antoine Guardabascio, PC, 1303 (44,65%).

[M. Bayron, dont l'élection précédente, dès le premier tour, avait été anuniée par le Consell d'Etat en raison de l'inscription dans ce cauton de 16 électeurs qui dépendaient en réalité de celui de Briançon-Nord, est réélu sans surprise. M. Guardabascio fait le plein des voix de ganche, et l'emporte même dans trois des six communes du canton.

4 févelet 1996 ; L, 6 379 ; V., 2 849 ; A., 55,33 % ; E., 2 740 ; Alain Bayron, i 257 (45,87 %) ; Antoine Guardabascio, 510 (18,61 %); Robert de Caumont, PS, 496 (18,10 %); Joël Provot, Verts, 191 (6,97 %); Vanessa Bickers-Garcia, PN, 154 (5,62 %); Philippe Pellorce, RPR diss.

Canton de Ruynes-en-Margeride (2e tour).

L, 2880; V, 2233; A, 22,46%; E, 2199. Louis-François Fontant, div. d., m. de Favenolles, 949 (43,15 %) FLU. Marc Petitjean, div. g., m. de Celoux, 805 (36,60 %); René Cussac, div. g., m. de Saint-Just, 445 (20,23 %).

[Bénéficiant de la division de la ganche, M. Fontant remporte le second tour de ce serotin provoqué par la démission de l'UDF Louis Cavilier, à la suite d'un jugement du tribonal de commerce de Clermont-Ferrand entraînant son incapacité à exercer une fonction publique. M. Caviller avait été inis en liquidation judiciaire à titre personnel après la fullite d'une SARL dont il était le gérant.

4 février 1996 : L, 2 880 ; V, 2 145 ; A., 25,52 % ; E., 2 095 ; Louis-François Fontant, Giv. d., m. de Favenolles, 585 (27,92 %) ; Marc Petitjesm, dir. g., m. de Celoux, 451 (21,52 %) ; Ressé Cristac, div. g., m. de Saint-Just, 448 (21,38 %); Bernard Prégnar, div. d., 344 (16,42 %); Gérard Deipy, div. d., 244 (11,64 %); Christiane Gudack, PC, 23 (1,09 %).

. 27 mars 1994 : 1., 2 913 ; V., 2 338 ; A., 19,73 % ; E., 2 275 ; Lonis Claviller, UDF-PR, 1 178 🐙 (51,78 %); René Cussac, div. g., 1097 (48,21 %).]

Canton de Bouchaia (2e tour). L, 18 476; V., 6 450; A.; 65,08 %; E., 5 143.

Albert Despres, PC, m. de Rœulz, 5 143 🗆

(Senis les deux candidate de la ganche avalent la possibilité de se us tour de cette élection organisée pour pourvoir au remplacement de Jean Dhollande (PC), décédé. Après le désistement du socialiste Marc Montuelle. M. Destres restait seul en lice 4 Sévrier 1996; L, 18 485; V., 9 018; A., 51,21 %; E., 8 803; Albert Despens, PC, m. de niz, 4 081 (45,79 %) ; Marc Montuelle, PS, 1 851 (21,03 %) ; Jean-Marie Huart, RP2, 1 387 (15,75 %); Lionel Clémenceau, FN, 775 (8,63 %); Albert Leduc, dis. d., 349 (3,96 %); Thé-

rèse Legoti, Verts, 277 (3,14 %) ; Stéphane Zarembaki, div. g., 130 (1,47 %). : 29 mars 1992 : L, 18 794 ; V., 12 397 ; A., 34,03 % ; E., 11 152 : Jean Dhollande, PC, 6 527 (58,52 %); Bernard Trionx, UDF-rad., 4 625 (41,47 %).]

Canton de Clary (2e tour). L, 21 585; V., 12 335; A., 42,85 %; E., 11 453.

Guy Bricout, div., m. de Caudry, 7 752 (67,68 %)

Gérard Devaux, PS, m. de Beauvois, 3 701 (32,31 %). [Le PS perd le canton de Clary au profit de M. Bricont: M. Devaux, maire d'une petite commune expérieure au canton, n'a pas réussi à rassembler les voix qui se portaient tradjoent sur la ganche dans ce secreur. Il est vrai que jacques Warin (PS), décédé, avait déjà pendu, aux élections municipales de julo, la mairie de Cauriry, la ville la pius importante du canton, au bénéfice de M. Bricout, un ancien socialiste qui avait alors constitué une liste très ouverte. La droite, qui n'avait pas présenté de caudidat au premier tour, a préféré laisser le champ libre à M. Bricout afin de priver le PS d'un canton qui aurait pu

ui être précieux dans ses espoirs de reconiquête de la majorité au conseil général. 4 février 1996 : L, ZI 585 ; V., 12 269 ; A., 43,15 % ; E., 11 732 ; Guy Bricourt, div., m. de Caudry. 5 302 (45,19 %) : Gérard Devaux, PS, m. de Beauvois, 2 191 (18,67 %) : Gérard Bezin : PC, 1295 (11,83 %); Jacques Discher, FN, 1112 (9,47 %); Christian Maire, div., m. de Bertry, 1 054 (8,98 %); Norbert Poulain, div. g., 778 (6,63 %).

27 mars 1994 : L, 21 504 ; V., 16 372 ; A., 23,86 % ; E., 15 395 ; Jacques Warin, PS, 8 611 (55,94 %); Yves Coupé, UDP-CDS, 6782 (44,05 %).]

Canton de Vielmur-sur-Agout (2e tour). L, 3 606 ; V., 2 721 ; A., 24,54 % ; E., 2 659.

Robert Clarenc, div. g., m. de Vielmur, 1089 (40,95 %) £LU. Monique Collange, PS, m. de l'Albarède, 880 (33,09 %); Raymond Gardelle, div. d. sout. RPR et UDF, m. de Guitalens, 682 (25,64%). [Arrivée en tête (de 3 voix) au premier tour, et maigré un bon report des voix com

iiste, Mª Collange est devancée nettement par M. Clarenc. Celui-ci a pleinement bénéficié du désistement en sa faveur du divers gauche Alain Cèbe, qui était pourtaut en posi-

4 février 1996 : L, 3 613 ; V., 2 564 ; A., 29,03 % ; E., 2 486 ; Montique Collange, PS, m. de [Albarède, 633 (25,54 %); Robert Clarenc, div. g., m. de Vielmur, 630 (25,34 %); Raymond Gardelle, div. d. sout. RPR et UDF, m. de Guitaless, 464 (18,66 %); Alain Cèbe, div. g., 462 (18,58 %); Bernard Racaud, div. d., 181 (7,28 %); Georges Ricardou, PC, 116 (4,66 %). 27 mars 1994: L. 3 569; V., 2 961; A., 17,03 %; E., 2 851; André Aussaguès, PS, 1 93 (41,84 %); Bernard Racand, div. d., 969 (33.98 %); Alain Cèbe, div. g., 689 (24,16 %).]

Canton de Sucy-en-Brie (2e tour). L, 15 790; V., 5 731; A., 63,70 %; E., 5 432.

(62,40 %); Michèle VIBc, PS, 3 026 (37,59 %).]

Danielle de Valence, UDF-FD sout. RPR, adj. m. de Sucy-en-Brie, 2 900 (53,38 %) Michèle VIlle, PS, 2532 (46,61%).

[M= de Valence (UDF-FD) remporte comme prévu le duel qui l'opposait à M= Ville pour la succession de Jean-Marle Poirier, maire (UDF-FO) de Socy-en-Brie, élu sénateur en septembre, mais la candidate socialiste obtient largement plus de voix que celles qui

s'étaient pontées sur les deux candidats de ganche au premier tour, probablement grân à un report d'électeurs du Pront national 4 février 1996 : L, 15 794 ; V., 5 651 ; A., 64,22 % ; E., 5 543 ; Danielle de Valence, LIDF-FD sout. RPR, adl. m. de Sury-co-Brie, 1 888 (34,06 %); Michèle Ville, PS, 1 493 (26,93 %); Ro-

land Paure, FN, 750 (13,53 %); Jean Heurtebise, RPR diss., 672 (12,12 %); Hervé Osstaki, div. d., 433 (7,81 %); Denis Recognition, PC, 310 (5,59 %); 27 mars 1994 : L, 15 810 ; V., 8 578 ; A., 45,74 % ; E., 8 050 ; Jean-Marie Pointer, 1705 ; 5024

préservatif est « nécessaire » à la prévention de la transmission du virus du sida. Cette évolution de la position de l'Eglise de France sur ce

prise aux critiques qui l'accusaient de vouloir contrecarrer les camposition de l'Eglise de France sur ce pagnes de prévention. • DANS UN sujet essentiel traduit la volonté de ENTRETIEN accordé au Monde, le

professeur Luc Montagnier salue cette « évolution importante ». Le découvreur du virus du sida analyse par ailleurs les a blocages » qui

tourage du pape. • LE PROFESSEUR MARC GENTILINI, président du Comité catholique des médecins français, se « réjouit de cette avan-

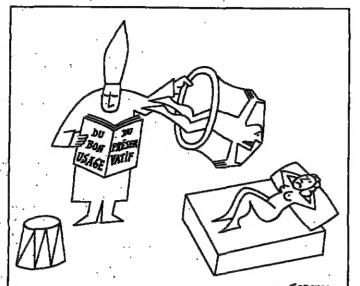
L'épiscopat français juge « nécessaire » l'usage du préservatif

Dans un rapport intitulé « La Société en question », la commission sociale de l'épiscopat admet, pour la première fois, que la prévention de la transmission du virus du sida nécessite le recours au préservatif. Une prise de position saluée par les professeurs Montagnier et Gentilini

LA COMMISSION SOCIALE de l'épiscopat français, présidée par Mgr Albert Rouet, évêque de Poitiers, a rendu public, hundi 12 février, un document sur le sida, intitulé La Société en guestion. Pour la première fois, l'épiscopat français y admet que l'usage du préservatif est « nécessaire » à la prévention de la transmission du virus. Si la hiérarchie catholique s'était déjà expliquée sur son attitude face à cette maladie, jamais elle n'avait autant cherché à démontrer la dimension sociale de l'épidémie et ainsi tenté de lever les équivoques sur sa position.

Le principal malentendu que ouhaite lever l'épiscopat touche à la prévention. Dans un document officiel qui - il faut le souligner – ne se réfère pas une seule fois aux interventions du pape et du magistère romain, le président de la commission sociale, Mar Rouet, rend compte de l'évolution et du consensus désormais établi, semble-t-il, au sein de l'épiscopat français sur ce sujet. Tout en soulignant combien le

débat est mal posé, il écrit que le préservatif est « nécessaire » et se réjouit qu'il ait permis *« pour une* part » la relative stagnation de l'expansion du sida en France. Mais ii s'explique aussi longuement sur les raisons qu'a l'Eglise catholique de défendre principalement une autre solution – la fi-



délité de la relation amoureuse et de tenir un autre discours que celui des médecins, notamment celui de l'éducation des jeunes à l'amour, qui ne peut pas se réduire, souligne le texte, à des campagnes de prévention fondées sur le seul préservatif.

Telle est l'originalité principale de ce texte. On ne peut plus laisser dire et croire, écrivent en subs-

tance les évêques, qu'une telle maladie ne relève que de comportements individuels et d'une morale privée sur lesquels l'Eglise n'aurait pas à se prononcer. Elle est même le reflet de tendances lourdes de la société: «Le sida n'est pas la maladie des autres, est-Il écrit. Tout le corps social en est affecté. Parler du sida oblige à prendre en compte et l'histoire de

chacun et l'état d'une société. » Et c'est bien parce que le préser-

vatif répond « au seul plan individuel » de la prévention qu'il ne peut être à la hauteur, écrit Mr Rouet, de l'ampleur du phénomène. Il fait l'analogie avec le chômage : « De même que notre société veut éliminer le chômage en gardant le fonctionnement qui a produit ce chômage, de même elle pense vaincre le sida en prenant des mesures dépendant de la personne, sans changer les représentations de la vie qui en favorisent la

« EXORCISER LES PEURS »

La structure même du livre, qui intègre des témoignages d'experts, de malades, de parents, de soignants et même d'un homosexuel – ce qui est une première dans un texte officiel de l'Eglise catholique – montre que, bien loin de rester à distance d'une épreuve encore confondue parfois avec la sanction de « comportements déviants », voire un « châtiment de Dieu », les chrétiens, dans la diversité de leurs mouvements et des services d'Eglise, sont présents sur les lieux de la maladie et actifs dans les débats qui l'entourent. Le sont-ils assez? C'est

une autre question. On pourra ainsi regretter que cette juxtaposition de témoignages ait semblé dispenser les évêques d'une réflexion plus globale sur l'expérience spirituelle des séropositifs et des malades, sur la faible mobilisation des paroisses chrétiennes, sur leur nonparticipation (à quelques exceptions près) à des manifestations comme la Journée mondiale du sida, le 1ª décembre 1995, sur la déception parfois provoquée par les célébrations d'obsèques, enfin sur les difficultés de la prévention dans les écoles catholiques et le rôle des aumôneries d'hôpitaux (traité ici par un aumônier protestant!). Quoi qu'il en soit, l'appel lancé aux communautés catholiques « à exorciser les peurs » et à tout faire pour vaincre l'isolement des malades du sida » traduit une voionté d'engagement beaucoup plus nette.

En s'arrêtant sur la dimension sociale de l'épidémie, l'épiscopat rompt avec des jugements et un ton trop souvent abrupts sur cette question. Une association volontiers critique comme Chrétiens et sida ne s'y trompe pas: Antoine Lion, son président, a réagi plutôt favorablement en notant que « ce texte est bien intentionné et témoigne d'une pensée officielle plus

* Sida: la société en question, Bayard Editions-Centurion,

COMMENTAIRE UN LANGAGE DE RAISON

S'il est un domaine où la position de l'Eglise a été caricaturée, c'est bien celui, pourtant dramatique et qui ne devrait préter à aucune interprétation fantaisiste, du sida. Le soupçon de non-assistance à personne en danger était choquant. lean Paul II lui-même n'a jamais condamné le préservatif, pour la simple raison, il est vrai, qu'il n'a jamais fait mention de ce mot, ni dans ses discours, ni dans ses écrits.

Mais, à faire de la chasteté r l'unique manière sûre et vermie, comme disait le pape à Kampala (Ouganda) en 1993, la hiérarchie catholique prenait le risque d'être accusée de ne pas souhaiter défendre explicitement le seul moyen de prévention reconnu comme efficace et, surtout, de contrecarrer les campagnes de prévention en cours. C'est contre cette interprétation que l'épiscopat français entend aujourd'hui réagir. Depuis longtemps, des évêques parlaient du préservatif comme d'« un moindre mal ». Ne pas se protéger, disalent-ils, revient à ajouter le crime à la faute.

La commission sociale de l'épiscopat va plus loin encore et estime que le préservatif est « nécessaire ». Elle ne met pas en cause l'action des pouvoirs publics et des professionnels de la santé. Elle s'abstient surtout de ce discours de missive », dominant dans des cardes étendus de l'Eglise et au Vatican. Mais on ne saurait oublier le deuxième volet de sa prise de position : ce moven de prévention « individuelle » qu'est le préservatif donne l'illusion à la société qu'elle est protégée. C'est faux, disent les évêques, pour qui le sida traduit un désarroi moral collectif et des carences affectives et éducatives dont souffre principalement la jeunesse. Sans doute cet appel lancé à l'ensemble de la société sera-t-il d'autant mieux entendu que l'épiscopat adopte désormais une position plus raisonnable sur la préven-

Du « moindre mal » à la « responsabilisation »

● 12 décembre 1988 : à L'Heure de Decourtray, archevêque de Lyon (aujourd'hui décédé), dit : « Quand il faut choisir entre la mort et prendre un mayen qui n'est.. pas bon, il vaut mieux le moyen qui n'est pas bon que de donner la mort. Cela s'appelle le moindre mal. Mais en faire une théorie générale et une publicité, cela me paraît disproportionné par rapport à l'événement. Et surtout le fait qu'on ne dise jamais que la fidélité coniugale, que la maîtrise de soi, sont aussi une manière de lutter contre le sida. Que moins il y aura d'expériences passagères et multíples, moins il y aura de sida, pourquoi ne le dit-on pas? Si on dépense des millions pour une publicité en faveur des préservatifs, pourquoi pas autant de millions en

faveur de l'éducation, de l'amour et • 9 janvier 1989 : dans me

les rapports sexuels avec une personne contaminée, « des moyens prophylactiques existent ». Et ajoute : « Il est contestable de réduire la prévention à leur seul

• 24 mars 1993 : dans une note intitulée « Sida : éduquer, accompagner », le Père Olivier de Dinechin, délégué de l'épiscopat aux questions éthiques, écrit : « // nécessaire de faire comprendre aux intéressés que se protéger soi-même, et protéger d'éventuels contamination cachée ou non encore dépistée, et cela en utilisant un préservatif, constitue une toute responsabilisation ».

Prévention « nécessaire », mais « réponse insuffisante »

« Beaucoup de médecins compétents affirment que le préservatif de qualité fiable est actuellement le seul moyen de prévention. A ce titre, il

est nécessaire. Plusieurs campagnes de publicité en ont informé la population. Après un temps de réaction très lente, il apparaît que les jeunes l'utilisent davantage. Les responsables de la santé publique soutiennent cet usage. L'Eglise, susceptible d'y être op-

posée, se voit accusée d'œuvrer pour la mort. » Le problème est mai posé parce qu'il confond plusieurs domaines qui n'ont pas la même qualification morale. Sous couvert de prévenir l'infection, se glissent des revendications ou des requêtes qui dépassent largement la seule question du sida. Il est normal que l'Eglise, qui est plus nuancée qu'on ne le dit, soit attentive à ces débordements. Une prévention individuelle ne répond pas aux difficultés sociales. Penser qu'une généralisation du préservatif

Dans la partie centrale du document diffusé par la enlèvera tous les risques, c'est s'en tenir aux consécommission sociale de l'épiscopat, son président, MF Al-quences, sans examiner les causes et les conditions de

» Il faut avouer, même si on répugne à le reconnaître, que se répand l'idée d'une banalisation de l'acte sexuel, comme si la multiplication et la diversité des rapports sexuels étaient indispensables, donc normales, pour découvrir l'amour. On passe insensiblement de la prévention à l'induction d'un comportement initiatique donné pour habituel et même pour normatif. La réponse est ici perverse (...). Elle entretient une confusion entre un moyen de prévention, le seul connu, et une approche éducative. Elle laisse entendre que la protection matérielle du sexe suffit pour découvrir la qualité de l'amour. En conseillant le préservatif à de jeunes adolescents, loin de les aider à comprendre leur identité sexuelle, on les enferme sous l'autorité de leurs pulsions.

» Autant, donc, le préservatif se comprend pour les cas où une activité sexuelle déjà intégrée à la personnalité a besoin d'éviter un risque grave, autant il faut maintenir que ce moyen n'est pas une éducation à une sexualité adulte. »

Le professeur Luc Montagnier salue une « évolution importante »

POUR le professeur Luc Montaguier (Institut Pasteur de Paris), la nouvelle analyse que font les évêques français de la place qui peut être faite au préservatif dans la lutte contre l'épidémie de sida constitue une « évolution importante ». «Le document de la commission sociale de l'épiscopat, ajoute-t-il, rejoint ce que de nombreux médecins et scientifiques pensent, à savoir que le préservatif est un moyen mécanique de prévention de l'infection, mais qu'il n'est pas le seul. A ce titre, c'est une évolution importante. » « Ce n'est pas pour autant une ré-

455253--

volution à 180 degrés, déclare au Monde le professeur Montagnier. On peut notamment souligner que ce ne sont pas les évêques euxmêmes qui disent que le préservatif est nécessaire en tant que moyen de prévention, mais qu'ils reprennent, en les approuvant, les propos de « médecins compétents » et les actions des responsables de la santé publique. »

Pour le découvreur des deux virus du sida, le texte épiscopal « a le mérite d'aborder très franchement le problème et d'en finir avec les allusions ou les propos indirects; de ce point de vue, cette initiative est très positive ». Selon lui, la très

s'est jamais faite l'apôtre d'un discours «tout-préservatif», à la différence de ce que certains responsables catholiques se sont plu à canicaturer.

« Nous n'avons jamais dit que le préservatif était le seul moyen de prévention contre l'infection par le virus du sida, précise-t-il. Nous avons toujours souligné, en revanche, que ce moyen ne devait pas être exclu pour des motifs religieux. Nous avons dans le même temps toujours rappelé que l'essentiel était d'obtenir des changements durables de comportements sexuels de manière à réduire les risques infectieux. C'est redire à quel point il est urgent d'agir auprès des plus jeunes, de les responsabiliser. »

BLOCAGE AU VAITCAN

Très préoccupé par l'attitude négative adoptée par les autorités religieuses, le professeur Montagnier s'est rendu à plusieurs reprises au Vatican. « J'y ai eu la surprise, en novembre 1993, lors d'un discours que j'ai fait sur ce thème, d'être très chaleureusement par la suite que l'auditoire était constitué des représentants des congrégations religieuses travaillant

grande majorité des médecins ne sur le terrain. J'ai alors compris que ces applaudissements signifiaient que j'avais dit tout haut ce que beaucoup pensaient, mais ne pouvaient dire. *

Comment comprendre ce long

décalage entre la base et le dis-

cours officiel de l'Eglise catho-

lique? Pour le professeur Montadans l'entourage immédiat du pape et chez le pape lui-même, qui est d'une autre génération et qui a été formé dans un pays, la Pologne, par une Eglise demeurée très traditionaliste. En fait, il faut bien comprendre que la condamnation du préservatif par le Vatican était prononcée au nom du refus à la contraception. l'ai bien tenté de faire valoir mes arguments, mais sans succès, compte tenu du poids de l'entourage de Jean Paul II. Je ne pense pas que ce dernier changera d'opinion. Mais le fait qu'il laisse des dignitaires de l'Eglise catholique tenir un discours différent est un progrès. Il faudrait surtout que, très vite, en Afrique et en Amérique latine, les régions du monde les plus touchées par l'épidémie, les évêques, forts de l'exemple applaudi, rappelle-t-il. J'ai appris français, se réunissent et tiennent le même discours. C'est essentiel. »

Marc Gentilini, président du Comité catholique des médecins français « Pour l'Eglise, le mot préservatif n'est plus tabou »

« En tant que spécialiste du sida et médecin catholique, que pensez-vous de la récente prise de position de l'épiscopat fran-

- Je me réjouis de cette avancée qui lève un certain nombre d'ambiguités. J'ai d'ailleurs été interrogé à plusieurs reprises par la commission sociale de l'épiscopat

français qui a rédigé ce texte. » Concernant l'Eglise et le préservatif, ma position est connue depuis longtemps. Je pense que le préservatif est un problème de santé publique. Sur le plan moral. l'Eglise catholique romaine peut être contre le préservatif en tant que moyen de contraception empêchant la transmission de la vie, elle ne peut pas être contre le préservatif, moyen de prévention empêchant la transmission de la

- La prise de position de l'épiscopat français met-elle fin au sentiment que l'Eglise catholique refusait de prendre en compte la réalité de la pandémie

– Le pape, à qui l'on a fait dire beaucoup de choses, n'avait jamais prononcé le mot préservatif. Il a pêché par omission. Mais est-Jean-Yves Nau ce au pape de descendre à ce niveau de détails? Je ne le crois pas. En tout cas, ce texte de l'épiscopat français montre que, pour l'Eglise, le mot préservatif n'est plus tabou. Le père Di Falco [ancien porte-parole de l'épiscopat français] avait déjà admis que le préservatif pouvait être un moyen de prévention contre le sida quand les deux autres possibilités, la chasteté et la fidélité, n'étaient pas accessibles. De la même manière, le Père Joinet, Père blanc qui officie en Afrique, où le sida fait des ravages, a déclaré que chacun devait choisir sa barque pour échapper à cette maladie : la barque de la chasteté, celle de la fidélité ou celle du pré-

» On le voit, il n'y a pas eu d'opposition affirmée de l'Eglise au préservatif. Et, en face, un certain nombre d'ayatollahs n'ont pas hésité à diaboliser la position de l'Eglise. Des groupes de pression, notamment, ont focalisé le débat et n'ont pas toléré la discussion. Ainsi, lors du Sidaction, on a diffutien avec l'abbé Pierre dans lequel Il expliquait sa position, logique pour un religieux, en faveur de la chasteté et de la fidélité. Il v a eu un tollé dans la salle. Cela a choqué de nombreux chrétiens. Le sida est une maladie dans laquelle le respect de chacun est nécessaire. c'est une maladie qui appelle la solidarité et la tolérance.

> Propos recueillis par Michele Aulagnon

Calculez vos impôts

3615 LEMONDE

Le conseil général du Loiret au centre de plusieurs affaires de malversation

Le directeur général adjoint des services a été écroué pour corruption

Après les poursuites engagées contre le cen-triste Kléber Malécot, son ancien président, no-tamment soupçonné d'avoir favorisé des entre-

prises appartenant à certains de ses proches, et l'incarceration d'un élu accusé d'avoir détourné les fonds d'un centre de formation, le conseil

général du Loiret est cette fois atteint par une affaire de corruption mettant en cause le direc-teur général adjoint des services.

ORLÉANS

de notre correspon Directeur général adjoint des services du conseil général du Loiret. Claude Boucheron, 48 ans. a été mis en examen le 7 février pour corruption active sur un magistrat de la chambre régionale des comptes. Jean-Claude Paradis, 59 ans. Mis en examen pour corruption passive et violation du secret professionnel, le magistrat qui encourt en outre une procédure disciplinaire - aurait livré des informations confidentielles sur les contrôles opérés par la chambre. Les deux hommes ont été écroués le 7 février. Dans un communiqué, Pietre Joze, premier président de la Cour des comptes, avait fait savoir le 6 février que la chambre régionale et la Cour des

diciaires et la gendarmerie ». Le 1= février, M. Boucheron avait été mis en examen une première fois pour corruption et placé sous contrôle judiciaire. La justice s'intéressait aux conditions de réalisation d'une opération industrielle, menée à Chécy (Loiret), à partir de 1990, par l'Agence de développement économique du Loiret (ADEL), émanant du conseil géné-

comptes coopéraient « depuis plu-

sieurs semaines avec les autorités ju-

biens, Yves Noublanche, et un architecte, Pierre Bassaisteguy, ont été mis également en examen et

L'incarcération de M. Boucheron accentue le malaise au sein du conseil général, que préside le député RPR Eric Doligé. L'assemblée se trouve dans le collimateur de la justice depuis depuis plusieurs mois, à la suite notamment de contrôles effectués par la chambre régionale des Comptes. Chargé de la prospection économique du département et reconnu pour son efficacité, M. Boucheron, directeur de l'ADEL, avait été promu, il y a quelques semaines à peine, directeur général adjoint des services

Mais cette « affaire » s'ajoute à d'autres qui secouent l'assemblée départementale depuis plusieurs mois. Patron du département durant quinze ans, de 1979 à 1994, le sénateur Kléber Malécot (Union centriste), 81 ans, est aujourd'hui doublement inquiété par la justice. M. Malécot a été inculpé le 13 janvier 1993 par le juge parisien Martine Anzani pour « violences et Il lui est reproché, alors qu'il était encore maire de Neuville-aux-

cette affaire, un marchand de Bois, d'avoir injurié et menacé su téléphone, de nuit et de façon anonyme, des administrés de sa commune hostiles à l'implantation d'une usine. La chambre d'accusation de la cour d'appei de Paris a ordonné le 15 janvier dernier le renvoi de M. Malécot devant le tribunal correctionnel, mais le sénateur a depuis introduit un pourvoi en cassation.

L'ancien président du conseil gé-

péral, qui est aussi membre de la Haute Cour de justice, devra surtout s'expliquer devant le tribunal correctionnel d'Oriéans le, 22 avril prochain, sur la manière dont certains marchés publics ont été passés lorsqu'il était à la tête du département. Le sénateur du Loiret est en effet cité à comparaître pour « atteintes à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, et prise illégale d'intérêts ». Entre juillet 1991 et juin 1992, une entreprise locale de bâtiment, Sabam - dont le PDG, Claude Seccouni, est le gendre de M. Malécot – aurait réalisé plus de 70 % de son chiffre d'affaires avec

les seuls chantiers du département. Lors de la même audience, M. Malécot devra aussi éclairer la justice sur un autre marché: une importante vente de matériels effectuée par la société Leodiga en faveur du syndicat mixte qui gère

l'aérodrome de Saint-Denis-del'Hôtel (Smaedaol). M. Malécot présidait alors ce syndicat mixte et la société Leodiga avait pour PDG le propre fils du sénateur. Ce sont deux rapports de la chambre régionale des comptes, rendus publics en 1993 et en 1995, qui ont incité l'autorité judiciaire à se pencher sur la régularité de ces marchés. Par ailleurs, pour des raisons qui n'ont pas encore été précisées. Claude Gaborit, 48 ans, ancien directeur de la société d'économie mixte pour l'équipement du Loiret (Sempel), dépendante du département, a été mis en examen le 25 janvier et placé sous contrôle judiciaire. M. Gaborit avait été licencié de la Sempel en novembre

Enfin depuis le 13 décembre, Pierre Lamarque (UDF-PR), conseiller général de Saint-Jeande-la Ruelle est sous les verrous (Le Monde du 15 décembre). Il lui est reproché d'avoir utilisé les fonds d'un centre de formation, qu'il présidait en tant qu'élu régional, pour tenter de remettre à flot les entreprises de son épouse. M. Lamarque a remis son mandat de conseiller régional, mais conserve celui de conseiller géné-

Régis Guyotat

La Ville de Paris est mise en cause sur deux marchés publics

en cause la Ville de Paris sur sa manière de gérer les marchés publics et les concessions. Selon Le Parisien (daté 10-11 février), la chambre régionale des comptes critique, dans un rapport qui devalt être remis lundi 12 février au centre d'action sociale, la manière dont cet organisme a attribué au groupe Bouygues, en inillet 1989, un marché pour la construction > d'une résidence pour personnes agées et d'une crèche dans le 14 arrondissement. « Dans la plupart des cas, la commission d'appel d'offres de l'établissement public n'était pas composée régulièrement lors de ses réunions, puisqu'un seul membre de l'assemblée délibérante était présent, situation particulièrement criticable lorsqu'il s'agit de se prononcer sur des offres relatives à la passation de marchés de plusieurs dizaines de millions de francs », estime la chambre régio-

Cette affaire vient juste après celle des panneaux Decaux, déclenchée par les socialistes et relayée par la chambre syndicale de l'affichage. Dans une question posée lors du conseil de Paris du 22 janvier, Jean-Yves Mano, conseiller de Paris (PS), s'inquiétait des conditions de renouvellement de la convention pour l'exploitation

conseillers de Paris étaient, en effet, invités à se prononcer sur une prolongation de onze années de la convention liant la ville et la Somupi, filiale du groupe Decaux, alors que la convention actuelle ne vient à terme qu'en 2003.' qui, de surcroît, escompte dés recettes « en regression de 0,5 % par rapport à la période 1996-

Ce débat n'a pas échappé aux professionnels. « Cela signifie que le domaine public de la Ville de Paris est fermé à tous les autres afficheurs jusqu'en 2015 », explique Jean-Pierre Duval, président de la chambre syndicale de l'affichage, qui regroupe notamment Avenir, Girandy et

Cette profession est un peu agacée des positions acquises par Decaux dans la capitale. « Sur les Champs-Elysées, où la publicité est interdite, les seules annonces se trouvent sur du mobilier Decaux, colonnes Morris, Abribus, etc. », fait remarquer M. Duval, qui estime que les quelque trois mille emplacements publici-

DEUX AFFAIRES mettent une nouvelle fois des panneaux publicitaires de la capitale. Les taires de Paris pourraient intéresser au moins vingt-cinq entreprises du secteur. « Il n'est pas normal qu'il n'y ait jamais d'appels d'offres sur le marché de l'affichage en France », estime par ailleurs M. Duval. En février 1995, la chambre syndicale a déposé une plainte globale contre M. Mano a fait part de son « étonnement » face · le groupe Decaux, pour abus de position domià « la précipitation » dont ferait preuve la Ville, naînte, devant le conseil de la concurrence. Lors de son conseil d'administration, jeudi 15 février, elle décidera de l'opportunité de déposer un recours en annulation de délibération (y compris une procédure pénale pour « favori-

tisme ») contre la Ville de Paris. Les responsables de la Ville ont préparé leurs arguments. Dans sa réponse à M. Mano, Jean-François Legaret (RPR), adjoint au maire de Paris chargé du domaine et des concessions, avait justifié la prolongation de la convention avec le groupe Decaux : redevance annuelle de 15 millions de francs pour la Ville, travaux à la charge du concessionnaire et non monopole de la société Decaux à Paris. A ces justifications, M. Legaret ajoute cependant qu'il souhaite, « désormais », que « pour tout renouvellement de concession, on fasse un appei à candidature »...

Bernard Tapie s'en prend à Pierre Méhaignerie

BERNARD TAPIE, député (RL) des Bouches-du-Rhône, s'exprime, dans un entretien à Libération du 12 février, sur ses déboires politiques et financiers. « C'est mon engagement politique qui a entraîné ma perte», estime l'ancien président de l'OM. Comparant le garde des sceaux actuel, M. Toubon, et son précédesseur, M. Méhaignerie, fi déclare: « Jacques Toubon ne me fait aucun cadeau, il est neutre. Ça n'a quand même rien à voir avec Méhaignerie, qui était en service commandé et avait promis à Noël Le Graét (président de la Ligue nationale de football) qu'il auruit ma pezu et à Gaudin qu'il auruit ma mairic de Marseille. C'est lui qui a déclenché les appels du parquet pour que je sois mis en liquidation. L'équipe Juppé est infiniment moins malveil-

M. Tapie précise qu'il s'était lancé en politique pour être « un jour » premier ministre et maire de Marseille. Il revient également sur le conflit qui l'oppose au Crédit lyonnais : « D'ici peu, justice sera faite. Je me sentiral alors autorisé à dénoncer les attitudes impunies d'une institution qui s'est crue tout permis et se prête à des opérations scandaleuses compte tenu des sommes en jeu. »

Violence scolaire: M. Bayrou réclame « des moyens juridiques »

FRANÇOIS BAYROU, ministre de l'éducation nationale, a réitére, dans un entretien au journal du dimanche du 11 février, sa volonté de voir rétablir un dispositif législatif pour empêcher l'entrée d'éléments entérieurs dans les établissements scolaires (Le Monde du 8 février). «En 1992, en même temps que l'on a abrogé la loi anti-casseurs. on a supprimé le délit d'intrusion qui permettait aux chefs d'établissement d'en interdire l'entrée, Je demande que l'on rende à l'école les moyens 1

A Late .

100 Charles .

£ 55%

1832 · - - -

DISPARITION.

TE CAN

LAND

网络金字。

Comb ...

b guric : ... de the

Conduction . Pros de la la Polen :

27 anj j

gent for the second

juridiques de se protéger », a-t-il indiqué. Plusieurs nouveaux actes de violence ont été commis la semaine dernière. Une enseignante du lycée professionnel Marie-Marvingt, dans la banlieue de Nancy (Meurthe-et-Moselle), a porté plainte pour coups et biessures volontaires contre une élève de troisième qui Pavait rouée de coups de pied, mardi 6 février. Ce professeur de lettres a bénéficié d'un arrêt-maladie de huit jours, tout comme une enseignante du lycée technique Levasseur de Dombasle, frappée elle aussi par une élève. A Belfort, un ancien lycéen du lycée Raoul-Foliereau a été condamné, vendredi 9 février, à deux mois de prison feune par le tribunal de grande instance pour des violences commises dans

■ FICHIERS ÉLECTORAUX : les listes électorales du troisième arrondissement de Paris ne seront pas révisées dans leur intégralité. selon une décision du tribunal d'instance de Paris rendue mardi 6 février. Saisi par l'opposition (PS, PC et écologistes), qui estime que des fichiers informatiques abandonnés par la précédente municipalité menée par Jacques Dominati, actuel premier adjoint au maire (UDF) de Paris, faisaient entrevoir des irrégularités dans la constitution des listes électorales (Le Monde des 22 décembre 1995 et 19 janvier), le tribunal a estimé qu'il ne pouvait examiner une telle demande portant « sur l'ensemble des électeurs de la liste » et qu'il ne pouvait se prononcer que sur des réclamations portant des électeurs clairement dé-

LOGEMENT: une centaine de militants de l'association Droit au logisment (DAL) et du Comité des sans-logis ont occupé, di-manche II février, un immeuble de la rue Béatriz-Dussane à Paris, dans le quinzième arrondissement. Trois familles, avec huit enfants et neuf célibataires ont été installés dans cet immeuble appartenant à un grand groupe financier. De même, à Toulouse, le DAL 31 a « relogé », samedi 10 février, dix-huit personnes dans une ancienne clinique vide du quartier périphérique de la Faourette.

■ VIOLENCES : cinq policiers ont été pris à partie et blessés par un groupe d'une trentaine de jeunes gens, dimanche 11 février, dans une banlieue de Besançon. Neuf policiers au total étaient intervenus, dimanche, vers midi, dans le quartier des Clairs-Solells, pour régier un violent différend entre deux habitants de la cité, à propos d'une voiture garée devant un garage. Alors qu'ils s'apprétaient à interpeller un homme pour « outrages à représentant de la force publique », ils ont été pris à partie et frappés par une trentaine d'adolescents.

m MEURTRE: un adolescent de quinze ans, soupçonné du meurtre d'une femme de soixante-sept ans dont le cadavre avait été déconvert, le 16 décembre 1995, à Jumelles (Maine-et-Loire), a été arrêté et incarcéré, vendredi 9 février, à Angers. L'adolescent, qui s'était introduit chez Yvette Fivaz le 11 novembre pour dérober de l'argent,

La mise en examen de l'investisseur étranger Bisser Dimitrov provoque une controverse politique à Belfort

La justice reproche à l'homme d'affaires américano-bulgare d'avoir transféré illégalement des capitaux en Californie

BELFORT de notre correspondant

Au terme de quarantehuit heures de garde à vue et d'une audition de neuf heures au palais de justice, l'investisseur américano-bulgare Bisser Dimitrov a été mis en examen pour « escroquerie, abus de bien social et de confiance, faux et usage de faux en écritures commerciales » par le juge d'instruction, Christiane Schlumberger, et écroué. La justice reproche à cet investisseur internationalement connu dans le monde de l'informatique d'avoir transféré de manière illégale des capitaux entre le siège de la société Gigastorage, située dans l'exusine Bull à Belfort, et son centre de recherche américain (BMI) à Los Gatos, en Californie.

En 1983, Bisser Dimitrov, qui est à la recherche d'un site d'implantation, hésite entre l'Allemagne et l'Ecosse. Son choix se porte finalement sur Belfort, encore sous le traumatisme de la disparition de Bull. Le 1º février 1994, une rencontre est organisée avec un représentant de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). Le 25 avril 1994, Gigastorage est officiellement constitué, avec un siège social à Belfort et un capital de 5,5 millions de francs. L'objectif est de fabriquer des disques durs de haute capacité d'une mémoire de 1,2 gigaoctets. En octo-bre 1994, une filiale américaine à 100 % de Gigastorage, Los Gatos, est constituée aux Etats-Unis. En raison de l'évolution « positive » du projet, le maire de Belfort, Jean-Pierre Chevènement, et le président du conseil général, Christian Proust, s'y rendent, en janvier 1995, en voyage d'études. La société constituée par les collectivités locales, Bull et l'État pour reconvertir le site Bull. entrent dans le capital à hauteur de 1,5 millions de francs. Ce ne sont pas les seuls fonds publics engagés dans cette affaire: outre les 13,5 millions de l'Accord pour une prime à l'aménagement du territoire, les collectivités locales

propriétaires des bâtiments déboursent trois millions de francs pour l'aménagement des locaux. six pour les salles blanches et 600 000 francs au titre du démar-

rage de l'opération. En septembre 1995, Bisser Dimitrov semble avoir besoin de nouveaux capitaux pour lancer la production au plus vite, en raison de l'explosion du marché. Il affirme n'avoir que neuf à douze mois d'avance sur la concurrence. Le capital social est alors porté à 21 millions de francs grâce à l'entrée de deux banques étrangères : une filiale de la Banque centrale de Hongrie, dont le siège est à Vienne, et une filiale de l'OPT hongroise qui détient 30 % du ca-

Travailleurs malais sans contrat de travail

Cette affaire a débuté en raison d'un incident. Le 25 janvier, quarante-sept travallleurs malais sans contrat de travall sont interceptés à la frontière franco-allemande. Bisser Dimitrov explique qu'il s'agit de techniciens chargés du lancement de la production, mais le préfet du territoire de Belfort, Jacques Reiller, s'oppose à leur entrée au motif que « la description des emplois ne met nullement en évidence le besoin en qualifications spécifiques ». « Les postes de travail décrits peuvent tout à fait être occupés par le personnel recruté par l'ANPE et formes de façon appropriée. L'analyse de la situation de l'emploi dans la profession demandée et dans la zone géographique où l'activité doit s'exercer est, en matière d'introduction de main-d'œuvre, le critère principal sur lequel doit se fonder la décision du préfet ». Cette position, vivement critiquée par les élus locaux, a fait l'objet d'une motion du conseil municipal demandant aux représentants de l'Etat « de tout faire pour préserver l'emploi sur le site ».

pital d'une société de droit irlandais représentée notamment par un ancien conseiller du Centre de programme présidentiel de l'ad-ministration de la présidence de la

Bisser Dimitrov avait-il véritablement l'intention de créer 270 emplois d'ici avril dans le créneau des disques durs de haute capacité? Ou cette société constituée avec l'aide des collectivités locales et de l'Etat, était-elle une « coquille vide » permettant de transférer des capitaux vers les Etats-Unis? Quelques jours avant l'augmentation de capital, en septembre 1995, 19,5 millions de francs transitent vers les Etats-Unis. Selon le PDG, il s'agissait de couvrir les dépenses de montée en puissance du centre de recherche. L'avocat de Bisser Dimitrov,

Me Emile Gehant, conseller municipal sur la liste de Jean-Pierre Chevenement, estime que « les accusations portées en l'encontre de son client relèvent de la conjecture et du procès d'intention ». «Les fait portent sur des flux financiers qui étaient connus de la DA-TAR et qui avaient été estimés réguliers >, note-t-il. Pour sa part, Jean-Pierre Chevenement explique dans un communiqué diffusé dimanche, que « ce coup a été porté sur la base de présomptions ». « Il y a quelque chose que je ne comprends pas. D'un côté, l'Etat

encourage au plus haut niveau les investissements étrangers dans le Territoire de Belfort - l'accord d'une prime à l'aménagement du territoire [APAT] à Gigastorage (qui reste d'ailleurs à verser). De l'autre, il met en œuvre des procédures ou niveau des finances et de la justice dont l'effet pratique est d'empêcher l'usine de démarrer ».

Cette société constituée avec l'aide des collectivités locales était-elle une « coquille vide »?

Le passé de Bisser Dimitrov soulève queiques interrogations. Cet aventurier du marketing informatique de quarante-huit ans est le fils d'un général des services secrets bulgares qui entretenait d'étroites relations avec le KGB. Scion le journal l'ex-Parti communiste, le quotidien Douma, il aurait joué un rôle important dans projet destiné à transférer vers l'ex-URSS des hautes technolo-

gies occidentales acquises par une firme électronique balgare. En 1989, il fait 120 jours de prison dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin, liée à des importations de matériel défectueux. Il est alors exclu du Parti communiste et part vers les Etats-Unis, où il obtient la nationalité américaine. Il garde cependant des contacts avec les pays de l'Est, où il a le projet de monter des unités de fabrication de disques durs. Le procureur général bulgare, Anguel Ganev, s'est déclaré « prêt à fournir des informations à la justice française sur Bisser Dimitrov ». Avant l'accord pour l'attribution de la prime pour l'aménagement... du territoire, la DST avait d'allleurs émis un avis réservé sur le

Au-delà des syndicats, qui s'étaient vigoureusement émus de l'emploi d'une main-d'œuyre étrangère sous-payée, la polémique a pris, depuis, une tournure politique. Dans un communiqué diffusé dimanche, l'opposition départementale RPR-UDF demande à Jean-Pierre Chevenement de s'expliquer publiquement. Le secrétaire départemental du RPR, Damien Meslot, affirme même que le président du conseil général, Christian Proust, doit démissionner.

Bernard Payot

Les parents d'élèves fuient une école privée réputée liée à l'Ordre du Temple solaire

Cet établissement de Haute-Savoie a perdu deux tiers de ses écoliers

Un doute pèse aujourd'hui sur La Planète bleue, école privée de Peillonnex (Haute-Savoie). Certains membres de l'association qui gère ce petit établissement de par les responsables ne suffit pes à rassurer les parents.

de notre bureau régional Une rumeur, des bruits et entin un début d'enquête policière ont suffi à vider en quelques jours de la phipart de ses élèves l'école privée La Pla-nète bleue, installée à Peillonnex (Haute-Savole). Une quinzaine de familles ont retiré précipitamment leurs enfants de cet établissement scolaire créé en 1988 et géré par Passociation Ré. Celle-ci propose à ses élèves, àgés de trois à douze ans, la méthode d'enseignement Montessori, une pédagogie active qui en-tendfavoriser l'adaptation de l'enfant à la vie sociale.

« Un doute pèse aujourd'hui sur l'appartenance de certains membres de l'association Ré à l'Ordre du Temple solaire. Toute la polémique est venue de là, explique le maire de Peillonnex, Jean Hudry. On aurait retrouvé en Suisse une liste dans lad'enfants scolarisés dans cette école et qui ont pu être en relation avec cette. responsables de l'établissement, qui assurent qu'aucun lien n'existe avec la secte, n'ont pas été suffisants pour rassurer les parents. Une vingtaine d'élèves sur les trente-deux qui suivaient régulièrement les cours ont été inscrits dans d'autres établissements de la région.

Seion M. Hudry, la première « alerte » est venne aussitôt après le premier massacre d'adeptes de POTS, en Suisse, au mois d'octobre 1994. Aussitôt après le second « suicide collectif », qui se dérouta dans le Vercors dans la nuit du 15 au 16 décembre 1995, d'autres informa-

Ainsi fron des enfants retrouvés carbonisés à Salvan (Suisse). aurait affirme avoir rencontré après chacun de ces drames l'institutrice de La Planète bleue et convoqué le président de l'association Ré. Laurent

Terrier, L'un comme l'autre ont réfuté tout lien entre La Planète blene et

ciation depuis 1987 et qui a scolarisé quatre de ses enfants dans cet établissement, déplore « le vent de folie qui s'est installé en quelques jours dans le village. Certains parents d'élèves n'ont pas su doser entre la qualité de la scolarité dispensée et une rumeur qui a pris comme une trainée de poudre ». Selon lui, rien ne justifie une telle attitude à l'encontre de cette école «largement ouverte », dirigée par des personnes bénévoles « qui n'ont rien à cacher » et qui sont toutes très impliquées dans la démarche pédagogique, « je n'ai jamais entendu parler d'endoctrinement. l'ai une certaine admition pour le travail effectué par l'institutrice de cette école et aucun soupçon ne pèse sur le fonctionnement de l'association », relève le maire de Peillonnex.

Lundi 12 février, M. Terrier a écrit au procureur de la République de Thonon afin d'obtenix des explications. Il affirme que, dans cette affaire, « il n'y a rien d'officiel, rien de palpable et pas de véritable enquête » et que l'école de Peillonnex, aufourd'hui désertée par ses élèves, est condamnée « sans preuves », « Pri-vée d'élèves, La Plonète bleue ne pourra pas survivre », assure le président de Ré.

Claude Francillon fessionnel » par un juge

Le procureur général de Lyon rejette une requête en dépaysement dans l'affaire Noir

Les avocats de l'ancien maire souhaitaient que le procès sur le détournement de subventions municipales ait lieu dans une autre ville

UNE REQUÊTE en « dépaysement » déposée par les avocats de Michel Noir, Mª François Saint-Pierre et Mario Stasi, a été rejetée, lundi 12 février, par le procureur général de la cour de l'appel de Lyon, Jean-Louis Nadal. La défense de M. Noir souhaitait que le procès sur le détournement des subventions municipales, qui doit se tenir devant le tribunal correctionnel de Lyon du 11 au 13 mars, ait lieu dans une autre ville de France. Elle considère que la mise en examen de l'ancien procureur adjoint de Lyon, Paul Weisbuch. pour « destruction de pièces judiclaires, violation du secret de l'Instruction et violation du secret pro-

d'instruction de Dijon (Le Monde justice » prévue par l'article 663 du des 21 et 22 janvier)« affecte l'exercice de l'action publique de Lyon ».

Mis en examen le 10 janvier, M. Weisbuch est soupçonné d'avoir fait disparaître une pièce de la procédure, en novembre 1992. Il s'agit d'un document rédigé par un ancien collaborateur de M. Noir, Bernard Sarroca, qui retracait les liens entre l'ancien maire de Lyon et son gendre, Pierre Botton. Ce texte a été saisi par le parquet de Lyon mais le document lui-même ne figure plus dans les archives du parquet. Invoquant la notion d'« intérêt d'une bonne administration de la

nière décision. Les avocats de M. Noir ont désormais la possibilité de saisir directement le procureur général près la Cour de cassation. Ils avaient utilisé cette procédure, en vain, à la veille du procès Botton-Noir-Poivre d'Ar-

code de procédure pénale, les avo-

cats de M. Noir demandaient le

dépaysement du prochain procès

Monsieur T., l'homme qui se croyait Français depuis quarante ans

A QUARANTE ANS, M. T. pensait la question tranchée depuis longtemps. Depuis toujours, en vérité. Né d'un père françals sur un térritoire - Madagascar - alors sous souveraincté française, sa nationalité lui semblait aller de soi. Passeport, carte nationale d'identité, certificat de nationalité, il ne s'était d'ailleurs jamais heurté au moindre problème pour obtenir des docu-ments officiels des autorités françaises. Ni à son arrivée en métropole, ni à sa majorité, ni même en 1991, lorsqu'il avait perdu sa carte d'identité et qu'il avait falle la refaire. jamais, jusqu'à cet été 1995.

Au départ, une histoire idiote : une carte oubliée dans un blouson qui passe à la machine à laver. Le nom, l'adresse et la photo restent lisibles, mais M. T. préférerait un document d'identité un peu plus présentable. Une formalité, pense-t-il. Pourtant le 29 décembre, la réponse transmise par le tribunal de grande instance de Paris par l'intermédiaire d'un huissier de justice l'avertit qu'il n'en est rien.

*A Thonneur d'informer... » Les premiers moins empreinte de civilité. M. T. n'en comprend pas tous les termes, mais quel« Un procès lui est intenté »... « Juger que M. T. n'est pas français »... « Annuler le certificat de nationalité délivré le 28 septembre

Le raisonnement de l'administration tient en un mot : erreur. C'est en effet par erreur que pendant quarante ans, il a été considéré comme français. Par erreur également que son père s'est vu attribuer, en 1953, un certificat de nationalité française par le tribunal d'instance de Majunga Certes, ce demier était bien né en 1917 à Madagascar, colonie française, d'un père lui-même né sur cette île en 1874. Le « double droit du sol », en vigueur en France, lui avait donc été appliqué... Mais cette décision était « erronée ».

Non seulement, explique l'administration, Madagascar n'est officiellement devenue une colonie qu'en 1896, mais surtout, il convenait, pour déterminer la nationalité de ce père, de lui appliquer les textes en vigueur lorsqu'il avait dix-huit ans. Le tribu-nal de Majunga avait retenu le décret du 5 novembre 1928, comme le fera d'ailleurs d'établir un certificat de nationalité au fils... Or un décret, daté du 6 septembre 1933, n'étant pas français, le fils n'aurait jamais dû être considéré comme français. CQFD. Quarante ans plus tard, la décision peut

paraître humainement choquante, voire totalement absurde. En effet, le code civil offre le droit de réclamer la nationalité française « aux personnes qui ont joui, d'une façon constante, de la possession d'état de Français pendant les dix années précédant leur déclaration ». La loi reconnaît ainsi la nationalité française aux personnes qui en ont eu les attributs, de bonne foi, pendant dix ans. Autrement dit, pour peu que M.T. en fasse la demande, le tribunal d'instance de Paris lui attribuera sans difficulté la nationalité française. « A quoi rime cette volonté d'aller à tout prix au contentieux alors que les parquets se plaignent d'être surchargés?», s'interroge son avocat, M° Gérard

La réponse est double. D'abord, la natio-nalité prend alors effet non plus à dix-huit ans, mais une fois la déclaration de possessonne concernée ait déjà eu des enfants, ceux-ci, puisqu'ils sont nés d'un père étran- d'ici un an. ques éléments de la conclusion suffisent à lui en faire percevoir les conséquences: l'application du double droit du sol. Le père ; ne sont plus automatiquement fran-

nalité est « un droit de l'Etat souverain » qui, explique-t-on au ministère de la justice, ne connaît pas de prescription et ne supporte pas l'erreur.

Indiscutable, ce principe n'en provoque pas moins, chaque année, quelques centaines de cas pratiquement révoltants. Ainsi, par exemple, ces Maliens qui travaillaient en France lorsque leur pays devint indépendant en 1960. Ceux qui se trouvaient alors en métropole eurent le droit de demander la nationalité française. Certains le firent. Vingt ans plus tard, lors d'un banal renouvellement de carte, ils découvrirent que la loi de 1960 ne donnaît la nationalité qu'à ceux qui étaient en France avec leur familie, soit une Infime minorité. Ceux qui étaient bien conseillés demandèrent et obtinrent de bénéficier de la « possession d'état ». Les autres ont dû reprendre la nationalité malienne. Au ministère de la justice, on estime que quelques centaines de cas, « comparés aux 200 000 certificats de nationalité attribués chaque année », c'est peu. Mais on reconnaît que ces décisions dables ». M. T. devrait être fixé sur son sort

Nathaniel Herzberg

DISPARITION

 $g_{\rm max}(x) = g_{\rm max}(x)$

建工品级的

j.

and the same of t

WILE GÉNÉRAL ADOLF GAL-LAND est décédé, vendredi 9 février, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à son domicile de Remagen, près de Bonn. Intégré en 1935 dans l'escadre Richthofen, il avait combattu en 1937 et 1938 pendant la guerre d'Espagne avec le rang de chef d'escadrille dans la légion Condor, dépêchée par Hitler auprès des troupes fascistes du général Franco. C'est cette unité qui a violemment bombardé, le 27 avril 1937, la ville de Guernica, dans le Pays basque espagnol, dont le martyre a inspiré la célèbre toile de Pablo Picasso. En novembre 1941, Adolf Galland fut nommé inspecteur des unités de la chasse, un an avant de devenir, à trente ans, le plus jeune général de division de l'armée du Reich. Avec plus de cent victoires dans des combats aériens, il était l'un des meilleurs pilotes allemands, célébré par le régime en « héros de la guerre ». En janvier 1945, il prit ses distances avec Hitler. Détenu par les Américains jusqu'en 1947, Adolf Galland était devenu ensuite conseiller auprès de l'aviation argentine avant de revenir en Allemagne en 1955, où il devint conseiller auprès d'entreprises aéronautiques américaines, canadiennes et allemandes.

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du samedi 10 février est publiée: • Comptabilité: la situation résumée des opérations du Trésor au 30 novembre 1995.

Au journal officiel du di-

manche 11 février sont publiés: · Météo-France: un décret instituant un complément indemnitaire variable versé aux personnels de Météo-France, ainsi qu'un arrêté en fixant les conditions d'attribution et les modalités de

Taux: un décret fixant à 6,65 % le taux de l'intérêt légal pour l'année 1996.

calcul.

AU CARNET DU « MONDE »

- M. Albert Cohen, Nicote et Pierre Nordon, Marcel et Roselyne Cohen, Chande et Leou Smith, Alain et Martine Cohen,

Clémentine Nordon, Emmanuelle, Céline et Offvier Smith, Laure, Edouard et Pierre Cohen,

Alexandre Bony, ses petits-enfants et arrière-petit-file, Mª Julie Hamou, M. Gaston Karila.

M. Jacques Karita, M. Gabriel Karila, ses frères, Les familles Karila, Cohen,

Hamon, Lévy et Stem out la douleur de faire part da décès de

Mª Rese-Enther COREN, née Karila, surveum le 10 février 1996 dans au 85° an-

Les obsèques auront lieu mandi 13 fé-vrier à 12 heures au cimotière du Père-Lachaise.

Rendez-vous au funérarium de l'hôpi-tal Tenon, à il heures, pour la levée du

46, rue Planchat.

M. et Mine Plerre Dessaix
M. lean-Michel Dessaix,
M. Gérard Dessaix,
M. et M. Bernard Dessaix,

Marie et Alice, Sa famille et ses amis, out la grande tristesse de faire part de

M= Denise DESSAIX,

survenu le 8 février 1996.

La cérémonie religiouse sera célébrée le mardi 13 février à 14 heures, à l'amphithéâtre de l'hopital Lariboisière,

18 bis, me de Bruxelles, 75009 Paris. 12, roe du Delta, 75089 Paris.

- Eugène Chiche, Jean-Pierre Stora.

CARNET

Et trus ceux qui l'out aimé, out.l'extrême douleur de faire part de le

Guy GILLES.

son cousin,

mort de

le 3 février 1996, à 18 h 40, à l'hôpital Bi-

Il sera incinéré le jeudi 15 février à 10 h 45, au crématorium du camenère du Phro-Lachnise, où l'on se réunira.

46, quai du Port ENOS Massello 28, boulevard Bear 73011 Paris. (Le Monde du 6 février.)

- M- Marie-Antoinette

Metayer-Amanana Metayer-Ostier, son épouse, Jacques et Brigine Ostier-Otivier, La Père Brienne Ostier, Arthur et Chantal Ostier, Adrien et Lucc Ostier-Barbier,

Anne Emelring-Ostier, es enfunts, Piorence, Sylvie, Caroline, Gilles, Alexandra, Cécile, Ariane, David,

Clarisse, Ludovic, Xavier †, Andres, Ernst-Brik et Sophie Elisabet ses petits-enfants, Et ses sept arrière-petits-enfants, Les familles Ostier et Zuzz,

M.Paul OSTIER,

servenn le 6 février 1996, dans sa quatre

Les obsèques religieuses out en la dem l'intimité famillale.

Nos abonnés et nos actionmaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions sont priés de bien voulois sous communiquer leur mangéry de référence.

- M^{ns} Jean Perrotia, Françoise et Jean-Michel Galy, Michelle Perrotia, M= Germain Brulliard, M-André Mondot, M. et M-Didier Clivier

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PERROTIN, agrégé de l'Université, maître-assistant honomire à Boviennt-III,

servens in 2 fewtor 1996.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité 1 Becces (64),

3, rue Georges-Bizzt,

33400 Talence.

- Pierre-André et Martine Picon, François-René Picon et Elizabeth Vignati, set enfants,

Yadira Picon, an petite-fille, Nicole Picon

Olivier, Maryvonne, Clément et Romain Picou, sea neveux et mèces, Marie-Thérèse, Raysaond et Pierre-Autoine Saint-Audoé, sex consins.

Ariadoe Elisacell, ast fillenic, out la douleur de faire part du décès de

née LAGUEUNIÈRE.

La tevée du corps anna lieu mercredi 14 février à 9 houres à l'hôpital Xavier-Bichat, 15, rue Louis-Pasheur-Vallery-Radot, 79018 Paris.

Les obsèques se dérouleront à 16 heurs à la collégule du Dorst (Haute-

Ils rappellent le souvenir de son époux, Gaetan PICON.

décèdé le 6 noût 1976. Pierre-André Picou

75013 Paris.

- Michel et Vincent Possompès, Nicole et Anne Possompès, Toute leur famille.

Marthe POSSOMPES,

stavena le 9 février 1996.

Nous lui rendrons un dernier hom à Iriberry, le 13 février, à 16 beures.

Jamegnia, Bustince-luiberry, 64220 Saint-Jean-Pied-de-Port.

Anniversaires de décès

- Aix-en-Provence Le 11 février 1991,

Georges COTTEREAU, près la cour d'appel,

quittoit les siens.

Vons qui l'avez connu et aimé, souve-

- Il y a un an,

François SCHWEISGUTH

Pour sa famille et ses amis, il est toujours présent.

Débats

La revue Paranger et l'Association des Amis de Paranger et l'Association des Amis de Paranger et l'Association sur le thème : Les repports de la psychiatrie et de la psychanalyse, les avatars des institutions et de la santé merotale en France.

Cetto rencontre action d'Emile Malet et de la rédaction de Paranger se tiendra le mardi 13 février, à 20 h 15, dans nos locaex, 17, me Simone-Weil, 75013 Paris (à heuteur du 79/83, avenue d'Ivry). Avec les interventions du professeur Roger Mises et des psychiatres et psychanalystes Charles Melman, Claude Dumezil, Roger Zagdom et Patrick Delaroche.

A cette occasion, le peintre Piotr Barsoay exposera ses derniers travaux (vernis-

ny exposera ses derniers travaux (vernis-tage à 19 heures en présence de l'artiste). Pour tous renseignements et réservations léléphonez à la revue Passages :

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL

François Baimes: Du Père à l'Autre, Dieu dans la psychanalyse, 20 février, 26 mars, 16 avril, 21 heures-23 heures, talle Jean-XXIII, USIC, 18, rue de Vatenne, Paris. Didier Vaudène, René Gui-tan, François Baudry, René Lew : Psy-chanalysa et « réforme de

entendement », II. 21 février, 20 mars, 10 avril. 21 levrier, 20 mars, 10 avrii, 21 heures-23 heures, salle RCI, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris. Guy Lardreau : La Mélancolle : étndes or-dennées d'histoire de la pensée, 17 fé-vrier, 23 mars, 6 avril, 14 h 30-16 h 30, salles P-Celan et J-Cavaillès, ENS, 45,

saues P-Cetan et J-Cavanies, Eres, 45, 122 de l'Uni, Paris.
François-David Sebbah : La mabjectivité dans la phénoménologie française contemporaine, 22 février, 21 mars, 4 avril, 18 heures-20 heures, salle JA 05, salle de débats B, carré des sciences, 1, ne Descrites Paris. rue Descartes, Paris.

otioque Pluralisme, souveraineté et identité nationale, sous la responsabilité de C. Audard et J. Charvet, 16 février, I heures-18 heures avec M-freeder, P. Manennt, P. Raynaud et J. Crowley, Center for the Philosophy of the Social and Natural Sciences, London School of Economics, Houghton Street, Londres, WC1.

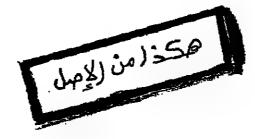
Enigmes, le moment égyptien dans la so-clété et dans l'art de Mario Perniola avec R. Bellour, P. Fabbri, M.-C. Lala, M. Maf-fesoli, J.-P. Marcos. Jeudi 19 février, à 18 h 30, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne, Paris. Toutes les activités du Collège inter-uational de philosophie sont libres et

gratuites.

Renseignements sur salles, répondeur: 44-41-46-85. Autres renseignemann : 44-11-45-30.

Maison de l'hébreu 15-20 : 47-97-30-22, 45-67-39-43. Enseignement indivi-duel express du langage moderne et bi-blique, lecture apprise en une leçon. Pro-

première librairie franco-hébraique de l'Ouest parisien. 9, rue de l'Amiral-Roussin, 15º: 45-67-39-43. Tout sur le judaïame et l'hébreu. Spécialité: ou-vrages rabbiniques rares sur commande. 10 heures-19 heures, sauf vendredi après12/LE MONDE/MARDI 13 FÉVRIER 1996



nous sommes). En même temps,

ils n'ignorent pas qu'ils n'ont pas le choix. Les étrangers contribuent

largement au financement du sys-

citent l'exemple de l'entreprise ja-

ponaise TDK, qui s'est implantée

'an dernier. Sur huit cents em-

plois pour les frontaliers. Juste pour

entretenir la machine économique

et maintenir à un niveau-élevé les

ocquis de notre protection sociale.

Va-t-on pouvoir continuer? >, s'in-

A Larochette, les reproches à

mots converts concernent l'instal-

Bancos Portugueses, alors qu'il y a

déjà plusieurs banques luxem-

bourgeoises. Ou la sous-représen-

tation portugaise parmi les pom-

piers (un seul sur trente

volontaires). « Ils ne s'identifient

pas au village, c'est un peu mal

quiète un expert.

HORIZONS

Portugais et Luxembourgeois côte à côte dans le Grand-Duché

élément statistique perturbe actuellement le climat bucolique du Luxembourg. Ce n'est, bien sûr, pas le chiffre du chômage, dérisoire, quoique en augmentation d'un demi-point de temps en temps, pour s'établir aux environs de 3 %. Ce n'est pas non plus le niveau de l'épargne. gouifment placée par les investisseurs étrangers dans l'une ou l'autre des deux cents banques de la capitale. Encore moins l'indice de pollution, augique, du fait des soixante mille frontallers qui viennent travailler de France, de Bélgique ou d'Allemagne, l'asphysie guette deux fois par jour les entrées de la ville. Non, le chiffre qui suscite la perplexité de la classe politique est le nombre d'étrangers. Il est élevé.

Pour une population de 400 000 personnes, on compte 130 000 résidents étrangers. Un habitant du pays sur trois, autrement dit, n'est pas luxembourgeois. En ajoutant les frontailers, la population active est majoritairement composée d'étrangers (53 %), qu'ils soient « eurocrates », travailleurs immigrés ou employés de banque.

A ce rythme, selon les statistiones officielles publiées en décembre 1995, les Luxembourgeois seront minoritaires en leur pays dans cinquante ans. Soulagement sans bornes: ces expatriés sont chrétiens. Une « chance », expliquent les Luxembourgeois, en racontant avec une sorte de candeur comment le gouvernement avait envisagé un accord d'immigration avec la Tunisie en 1975 pour remplacer les Italiens. Accord qui n'a jamais été appliqué, et c'est comme cela que les Portugais sont

Dans le laboratoire de l'Europe sans frontières qu'est le Grand-Duché, la commune de Larochette fait figure d'avant-garde. Les Luxembourgeois y sont désormais minoritaires. Sur 1 650 habitants,

la secrétaire de mairie recense 57,4 % d'étrangers. Et 672 Portugais pour 686 Luxembourgeois. Le village se situe à l'orée de la « petite Suisse luxembourgeoise », à 27 kilomètres de la capitale, passée la forêt grand-ducale où la cour vient parfois chasser le cerf ou le chevreuil. Pierre Wies est « bourgmestre » de Larochette depuis cinq ans. Entre deux « réunions échevinales », il est ingénieur technicien des autoroutes. Au pied des murailles dentelées de la maison de Créhange, le château fort de Larochette, on s'attend à croiser une Frédégonde médiévale sur son cheval. Mais c'est le maçon Daniel Cardoso qui surgit, de retour du travail qui le réveille dès 5 heures du matin.

Les Portugais ont commencé à

arriver dans cette vallée à la fin des années 60, « parce que c'était joli », comme dit Daniel Cardoso, le plonnier. A Larochette, ils se sont installés dans les maisons de la rue Mersch délaissées par les ouvriers luxembourgeois que le textile n'employait plus. Aujourd'hui, ils possèdent leurs maisons, dûment rénovées, plusieurs cafés où l'on sert des scampi et les deux épiceries du village, les autres ayant fermé. Pour Daniel-Cardoso, II est logique que les «épiceries iuxembourgeoises » alent pilé bagages. Elles n'ont pas su s'adapter à la loi du marché. Le client ne pouvait y trouver ni sardines ni pain portugais. Quant aux « harlcots luxembourgeois », ils étalent « importés du Maroc » et durs comme des pietres. Au moins sa sœur, qui tient le magasin Les Caves du Portugal, fait tout venir du pays, même les pommes de

Au fil des années, les deux communautés ont trouvé un modus vivendi qui a évité les incidents. «L'intégration est absente. Simplement, on vit harmonieusement les uns à côté des quires », tésume le maire. Les Portugais ont monté leur ciub de football, les Lusitanos. Ils ont également leur

du dimanche à l'église Saint-Donat, désormais dite en portugais par le padre Renato, alors que la messe en luxembourgeois se tient le samedi. Les mariages et enterrements portugais sont organisés directement par la communauté.

S'il fallait caricaturer, on verralt donc d'un côté une vie animée, très communautaire, voire autarcique. Et un grand mélange de générations au café Fielser Stuff, avec des joueurs de cartes et deux télévisions qui hurient des pro-

vu », explique le médecin, René Pour être bourgmestre, il faut au moins bien parler la langue et prendre ... la nationalité. On ne peut pas avoir

grammes différents. « Quand ils sont ensemble, les Luxembourgeois sont dans une chapelle. Nous, on parle trop et très fort. C'est une foire. Mais on commence à se comprendre », dit Daniei Cardoso. E l'autre côté, ce serait

le cœur de deux côtés »

plutôt l'amertume, les reproches à mots couverts. Aucune polémique agressive, mais on s'interroge : une « certaine limite » ne serait-elle pas atteinte? Ne conviendrait-il pas d'engager une « réflexion nationale > ? Doté du revenu par habitant le plus élevé du monde, le Grand-Duché n'a engendré nulle extrême droite féroce, et le petit parti Nazional Bewegung, qui avait cru pouvoir faire carrière sur des thèmes anti-européens et antiimmigrés, vient de s'auto-dissoudre. De peur d'être accusés de racisme dès qu'ils évoquent des questions de proportion de population, les Luxembourgeols récriminent peu, mais ils rappellent souvent ce que dit la devise du pays: « Mit welle bleiwen wat mer

Rischette. Davantage que leur nombre, c'est le refus des Portugais d'adopter la nationalité qui choque les Luxembourgeois. Même la deuxième génération n'adhère pas, et il n'y a que cinq ou six naturalisations par an dans la commune. Pour Isabel Nascimento, vingt-quatre ans, c'est une question de principe. Titulaire de tous les diplômes requis, elle pourrait être institutrice si elle optait pour la nationalité luxembourgeoise, Elle refuse. « On parle sans cesse de l'Union européenne. Pourtant, on continue à refuser un poste à cause de la nationalité. Pour moi, changer serait une trahison. » Son attitude est jugée « vexante » par certains Luxembourgeois, qui citent l'exemple des cent trois Vietnamiens « qui sont venus comme boat-people et aui sont tous hosembourgeois ». Mais isabel persiste: « je ne veux pas faire-n'importe quoi pour avoir un emploi. La société luxembourgeoise est très at-

tachée à l'argent. On se détache des valeurs de la famille. Mes racines sont là-bas. » Isabel a tenté l'an dernier de retourner au Portugal pour exercer. Mais son diplôme de lettres modernes n'a pas été homologué. La moyenne d'âge du village est

de 19,6 ans. L'école est devenue trop petite et les enfants sortent sinn » (nous voulons rester ce que par roulement dans la cour de récréation. En primaire, l'Europe des citoyens n'est pas compliquée. Les écoliers sont polyglottes sans le savoir. Quand François parle à sa voisine Amandine, il s'exprime en français. Avec Joao, il emploie le dialecte luxembourgeois. Mais Paul Flies, le directeur de l'école, s'inquiète. Depuis que le village capte le canal international de la télévision portugaise, l'allemand ployés, cinquante seulement sont est en perte de vitesse. Encourauxembourgeois. « On crée des emgées par Lisbonne, les associations d'immigrés font pression pour que les Portugais puissent suivre une «filière francophone» particulière, moins ardue pour eux que la scolarité bilingue avec rédactions en allemand. « Etant majoritaires, ils finiront par obtenir satislation de l'agence de l'Uniao de

faction », soupire le directeur. Pour la plupart des Luxembourgeois, ce serait une concession grave. Une fracture identitaire dans un pays qui se veut au carrefour « des mondes latin et germanique ». Renoncer à l'allemand obligatoire pour tous, proteste le maire de Larochette, ce serait « risquer de devenir comme la Belgique, un pays divisé ». Mais là aussi le système comporte des absurdités « On refuse un CAP de boulanger à un élève qui a raté l'examen d'allemand. Et en même temps on importe un boulanger de Longwy qui ne parle que français », relève Serge Kollweiter, qui dirige l'association de soutien aux immigrés

(ASTI). Depuis le 1º janvier, les Luxembourgeois souffrent d'un nouveau recul de leurs privilèges. Les Portugals ont désormals le droit de vote aux municipales, en vertu du traité de Maastricht. Le Luxembourg a obtenu des dérogations qui limitent sérieusement la portée des principes inscrits dans le traité, dès lors que la proportion de non-ressortissants dépasse 20 %. Ainsi, les étrangers ne seront pas éligibles aux postes de bourgmestre ou d'adjoint. Ils devront être résidents

depuis plus de six ans. Aucune liste ne pourra comporter plus de 50 % d'étrangers... Et, au conseil municipal, on devra obligatoirement parier le luxembourgeois, un dialecte mosellan instauré langue officiellé en 1984 seulement, comme sous l'ingence de le préserver. « Imaginez que j'ale un Portugais et un Nécriandais

au conseil municipal, bougonne le maire de Larochette. On peut être généreux, mais il ne faut tout de même pas créer des situations baby loniennes ! »

A trois ans des prochaines municipales, le village est politiquement des plus tranquilles. Seuls soixante-dix-sept étrangers se sont fait inscrire pour l'instant sur le registre electoral. Et Daniel Cardoso, qui est membre du Parti socialiste luxembourgeois, n'affiche pas de prétentions déraisonnables. « Pour être bourgmestre, dit-il, il faut au moins bien parler la langue et prendre la nationalité. On ne peut pas avoir le cœur de deux côtés.» Mais délà les Portugais ont le sentiment d'être nettement mieux écoutés. La preuve, les Lusitanos out désormais le droit de s'entraîner sur le terrain de football municipal, tout comme l'équipe subventionnée par le mairie.

RIX d'excellence européen Luxembourg n'est pas le seul à avoir réussi à détourner les dispositions du traité de Maastricht sur la citoyenneté qui visaient à donner à cinq millions d'expatriés européens le droit de participer à la démocratie locale dans leur lieu de résidence. Si quelques bons élèves, comme la Grande-Bretagne, ont décide de se conformer strictement au traité européen, s'il y a des précurseurs, comme le Danemark, l'Irlande ou les Pays-Bas, qui ont admis depuis longtemps le droit de vote de tous leurs étrangers aux municipales, plusieurs pays restent à la traîne, arguant de leur « spécificité ».

En France, où 1,1 million d'étrangers sont concernés, dont près de la moitié de Portugals, Charles Pasqua avait réussi à retarder l'entrée en vigueur de la directive européenne au 1º janvier 1996, soit après les municipales. Pour les prochaines elections, en 2001, Paris ne pourra éviter d'accorder le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers, mais ils seraient exclus des fonctions de maire et d'adjoint, seion un projet de loi d'août dernier qui n'a pas encore été adopte par le Parlement. Quant à la Belgique, elle a fait une lecture encore plus personnelle de la « clause incemcommunes flamandes où lis « pèsent » pour plus de 20 %, les étrangers se verront soumis à des conditions de résidence plus restrictives que dans le reste du pays. Prancophones, ces nouveaux électeurs risqueraient en effet d'influencer le résultat de l'élection...

> Corine Lesnes Dessin de Serguei



CURP CO. forme "L" garde : अस्तित " :1:73: : force '... Bertham to

REMARKS :

desir - in

miles-

0.7500

Le trava 👉 🔀 au XVIII 1616 gAGC LECOL 1 et l'emergen de l'indi; 🚉

ne le 🚎 Cook to 1 6540 Office Property PRO ANDERS .

Dominique Méda, philosophe

Réduisons la place du travail et de l'économie dans nos sociétés

Les activités productives ne doivent pas être considérées comme le seul fondement du lien social. Elles ne sauraient faire oublier les occupations politiques, culturelles et privées, qui sont tout aussi indispensables à l'homme et à la collectivité

«Alors que le chômage apparaft actuellement comme la principale préoccupation des Français et que chacun cherche à rendre la croissance davantage créatrice d'emplois, vous dites dans votre ouvrage *Le Travail*, une valeur en vole de disparition, que l'on fait fausse route. l'our-QUOL P

 La plupart des personnes qui réfléchissent à ces questions tentent de résoudre le problème à très court terme au lieu de se poser la question fondamentale de la nature du lien social et des conditions de la cohésion sociale et, plus généralement, de notre capacité à faire perdurer ce que l'on pourrait appeler une « bonne société ». Nous ne parvenons pas à nous départir d'une manière sommaire de raisonner, fondée sur une espèce de syllogisme de base, qui se présente ainsi: nous avons un problème de lien social, le travail est le seul moyen de créer du lien social, donc il faut plus de travail. Il faut considérer avec beaucoup de circonspection l'idée selon laquelle le travail serait l'unique support

Vous montrez que le travall n'a pas toujours constitué le fondement des sociétés.

On entend souvent dire que le travail est une caractéristique anthropologique, une sorte d'« essence » qui aurait toujours existé, mais qui aurait pris une forme particulière au XVIII siècle : celle du travail salarié. Il y aurait ainsi d'un côté une essence éternelle (le travail), et des formes historiquement déterminées. Le XVIII siècle aurait inenté simplement le travail sala-

Le travail s'invente au XVIII^e siècle avec l'économie et l'émergence de l'individu

1825

rié. Je défends la thèse inverse: c'est le travail lui-même que l'on a inventé au XVIII* siècle. Certes, on ne peut nier qu'auparavant les gens produisaient, tentaient de transformer leurs conditions de vie, mais ils ne percevaient pas leurs activités comme du travail. De nombreux éléments qui entrent aujourd'hui dans notre conception du travail n'existaient pas avant le XVIII siècle. L'idée du travail que nous avons aujourd'hui est une espèce de « monstre », un objet très complexe constitué de différentes couches qui se sont sédimentées. Il y a, d'une part, des éléments objectifs, dont la coexistence est d'ailleurs contradictoire et, d'autre part, du rêve, du fantasme.

- Quels sont ces éléments ?

 Ils ont été « déposés », me semble-t-îl, au cours de trois périodes. Le travail s'invente au XVIIIº siècle avec l'économie et l'émergence de l'individu. Il constitue, même s'il n'est pas inventé pour cela, une solution formidable aux problèmes du fondement et du maintien de l'ordre social. Le XVIIIe siècle est le moment où nos sociétés, auparavant très hiérarchisées, se sont résolues en individus : l'économie et le travail vont être les moyens de tenir ces individus ensemble et de la manière la plus solide qui soit. L'économie, c'est en effet la science qui dit la nature des liens qui tiennent les individus ensemble. Mais au XVIII siècle, chez Adam Smith, le travail n'est pas valorisé, glorifié. Il apparaît comme un simple facteur de production.

» Deuxième époque : au début du XIX siècle, dans les textes philosophiques et politiques français et allemands, le travail apparaît soudainement comme liberté créatrice et comme pouvoir transformateur de l'homme sur le monde. Cette conception trouve son apogée chez Hegel et bien sûr chez Marx. Paradoxe : c'est au moment même où se déve-

loppent des conditions de travail épouvantables que l'on construit le mythe du travail conçu comme summum de l'activité humaine Marx rêve la société future sous la forme de travail. Lorsqu'il sera libéré, le travail sera le premier besoin vital, dit-il. S'opère à ce moment une sorte de fixation des énergies utopiques sur la sphère du travail et de la production.

» La troisième étape, dans laquelle nous sommes toujours, c'est ce que j'appelle le moment social-démocrate. A la fin du XIX siècle, en Prance, mais surtout en Allemagne, la social-dé mocratie conserve la croyance socialiste dans le travail, toujours conçu comme moyen individue! de réalisation de soi et lieu idéal de coopération sociale (c'est le rêve des « producteurs associes »), mais en oubliant les conditions que les socialistes y avaient mises: l'abolition du salariat et la mise en œuvre des réformes nécessaires à une vraie coopération. Un nouveau système se met en place, où, comme le dit Jürgen Habermas, l'Etat a pour rôle de garantir un taux de croissance toujours plus élevé et le plein emploi. Le travail devient le système privilégié de distribution des revenus, des protections et des statuts. On conserve la croyance que le travail est fondamentalement épanouissant, alors même que le plaisir du travail ne vient plus, comme le souhaitait Marx, de l'acte même, mais du revenu et du pouvoir de consommation qu'il procure.

» Aujourd'hui, nous restons empêtrés dans ces trois dimensions, qui sont contradictoires : si le travail est un facteur de production, il faut le rendre toujours plus efficace, donc rendre le facteur humain toujours plus réduit ou efficient. C'est totalement contradictoire avec l'idée qu'il est la source de l'épanouissement in dividuel et avec le fait qu'il constitue un pur système de distribution des revenus, protections et statuts.

- Yous n'êtes donc pas favorable à la notion de pleine activi-

- On peut faire deux critiques à l'idée de pleine activité. La première, c'est que, conçue d'une certaine manière, cette idée peut se révélei source de « dualisation »: il ne s'agit pas d'autre chose que de donner le nom de travail à des activités qui ne sont pas des emplois classiques et qui risquent d'être moins bien protégées, moins bien payées et de reconvrir souvent de la précarité. La deuxième critique, encore plus importante à mon avis, c'est que l'on ne sait pas penser l'activité himaine dans sa diversité. Chez cenz qui promeuvent cette idée, pleine activité veut dire plein travail. Ce que j'essaie de dire, c'est que l'activité humaine ne se réduit pas au seul travail.

- 51 le travall est une valeur en voie de disparition, par quoi la

- On sait blen que les gens sont aujourd'hui de plus en plus attachés au travail, parce que celvi-ci manque et parce que les autres supports du lien social sont aussi en voie de raréfaction. Je voudrais revenir sur la notion d'activité humaine. A relire Aristote ou Hannah Arendt, on peut distinguer au moins quatre grands. types d'activités: les activités productives, qui recouvrent le travail, et doivent permettre de satisfaire les besoins des gens; les activités politiques, qui contribuent tout autant à la cohésion de la société et qui, chez les Grecs, ou dans une certaine philosophie allemande, sont encore plus à même de faire lien social que les premières ; les activités culturelles; et les activités familiales, amicales, amourenses... Quand on dit que l'on vise la pleine activité, il faut entendre l'exercice de l'ensemble diversifié de ces activités et l'entendre à l'échelle de chaque individu, et non de la société prise en général. L'idéal régulateur que



- Tel est votre idéal ?

Ce n'est pas seulement mon idéal. C'est une des conditions pour qu'une société soit viable. Le seul lien économique ne suffit pas à rendre harmonieuse et liée une société. Au contraire. Toute une tradition allemande explique que si l'on compte sur le seul lien économique, cela conduit à l'atomisation et l'éclatement de la soclété. Il faut donc contenir le lien économique et l'inclure dans un lien plus large: le lien politique, qui est celui dans lequel les individus parient, débattent, discutent des fins de la société et se mettent d'accord (ou pas) sur les choix et les movens de les atteindre.

- Vous reprochez aux hommes politiques de ne pas jouer leur rôle et d'être trop liés à l'écono-

- Individuellement, ils n'y penvent pas grand-chose. Cela est plutôt imputable à l'organisation de nos sociétés. Je reprends l'expression de Habermas, qui explique que le développement de l'économie va nécessairement de

pair avec la dépolitisation des gens. Actuellement, il y a un discours économique dominant et les activités politiques sont inexistantes pour la majorité des individus. Mais il faut analyser cela, procéder à une généalogie critique de la place de l'économie dans notre société. On ne le fait pas assez. Il y a dans notre religion de l'économie une espèce de démission. On croit que l'économie nous dicte des lois naturelles, alors que cellesci n'existent pas.

 Vous dites que notre conception de l'Etat-providence est accidentelle. Qu'entendez-vous par là et ne pourrait-on essayer d'y remédier?

– C'est en effet un accident – et une sorte de miracle - que la théorie économique dominante de l'après-guerre (le keynésianisme) alt rencontré une certaine idée du social. Nous continuons aulourd'hui à vivre avec une pensée économique et une philosophie politique (je pense à Rawls, par exemple) qui restent enfermées dans une conception individualiste

et contractualiste de la société : la société est considérée comme une « collection d'individus » qui ont dû abandonner quelque chose d'eux-mêmes en « rentrant » en société. Dès lors, on ne parvient pas à penser la société comme un tout, ni à avoir une conception adéquate de la richesse sociale. Ce que nous disent encore aujourd'hui nos indicateurs de « richesses », c'est que la richesse sociale n'est que ce qui est issu de l'échange marchand entre des individus, mais jamais de la qualité de ces individus eux-mêmes ou de la richesse constituée de leur être

» Notre Etat-providence est schizophrène parce qu'il accepte cette concention individualiste de la société léguée par le XVIII siècle, où la richesse n'est issue que de l'échange économique interindividuel, tout en promouvant un certain nombre d'actions (corrections des inégalités, protection) au nom d'une conception plus « collective » de la société, qui n'est pourtant pas théorisée.

- avec brio - que, contrairement

à une idée reçue, le travail n'a pas toujours été au cœur du lien

social des sociétés occidentales,

mais que son invention remonte

au XVIIIe siècle. Dès lors, tout

s'enchaîne : au lieu de nous en-

gager dans des recherches de so-

lution au chômage, Dominique Méda préconise de réfléchir sur

le sens du travail ainsi que sur le

primat de l'économie.

ensemble.

Notre Etat-providence n'a pas encore la philosophie politique qui le fonderait, c'est-à-dire qui penserait la société non pas comme une collection d'individus, mais comme une communauté ayant un bien propre. Comme il n'a pas de théorie politique cohérente, il vit sous une menace perpétuelle : que la théorie keynésienne soit remise en cause, et c'est le retour au néolibéralisme actuel.

Qu'appelez-vous richesse so

- Une série de textes philosophiques du début du XIX siècle m'ont beaucoup intéressée : c'est une controverse entre Malthus et Say sur la richesse, que Malthus rapporte dans Principes d'économie politique. Malthus dit : c'est l'ensemble des talents, des hommes en bonne santé, des œuvres de Shakespeare, qui constitue la richesse. Mais ce qui l'intéresse, c'est de calculer l'accroissement de cette richesse d'une année sur l'autre. Or l'augmentation de toutes ces qualités ne peut se mesurer. Si nous voulons que la science économique fasse des progrès, dit-il, il ne faut appeler richesse que ce que nous pouvons compter, donc les objets matériels et échangeables. Mais alors, on a oublié en chemin tout ce qui fait la richesse d'un individu et tout ce qui lie une société, qui est bon pour elle (la qualité de l'air, l'absence de violence, un haut niveau d'éducation... la capacité à être en paix et à promouvoir celleci), mais ne vient pas de l'échange économique,

» C'est ce que nous montre notre comptabilité nationale, pour laquelle la richesse de notre pays se réduit au produit intérieur brut. C'est à mon avis beaucoup trop restrictif. Une société peut avoir un PIB important, mais être en train de se dissoudre sous le coup des inégalités et de la violence C'est parce que nous avons une mauvaise représentation de la société et de la richesse sociale que

Il faut instituer une redistribution volontaire et anticipée du travail sur l'ensemble de la population active

nous n'arrivons pas à trouver d'autres solutions à nos maux que l'agementation du travail ou l'occupation des gens.

- Peut-on encore aulourd'hui demander quelque chose aux entreprises en matière d'emploi ou est-ce totalement vain?

- Il ne me semble pas que la tâche première des entreprises soit de donner de l'emploi. Elles sont faites pour produire des richesses de la façon la plus efficace et donc visent à rendre le facteur travail le plus efficient possible. On voit bien, historiquement, que l'on a trop « chargé la barque » du travail et de l'entreprise. Celle-ci ne peut pas, à elle seule, assumer l'ensemble du lien social. Dès lors, que faire? Reconnaître notre héritage et donc la double dimension du travail, trop chargé d'illusions, certes, mais en même temps, dans notre société actuelle, absolument nécessaire à chacun. Il faut substituer à l'espèce de « partage » naturel qu'on observe aujourd'hui les gens étant exclus du marché du travail selon le hasard - une redistribution volontaire et anticipée du travail sur l'ensemble de la population active, comme ce qui se passe par exemple en Allemagne. Ce pays est en avance dans la réflexion sur le travail, même si ce que j'appelle de mes vœux n'est pas encore présent dans les discours : c'est-à-dire réduire le travail au nom d'autre chose que les problèmes que nous rencontrons dans le travail, donc d'une manière enthouslaste et optimiste. »

Propos recueillis par

Frédéric Lemaître

De l'ENS au ministère du travail

AGÉE DE TRENTE-TROIS ANS seulement, Dominique Méda présente un double profil : celui d'une ancienne élève de l'Ecole normale supérieure, agrégée de philosophie, et celui d'une énarque aujourd'hui responsable, au ministère du travail, de la mission animation de la recherche, au sein de la Dares (direction de l'animation de la recherche, des études et des sta-

Disposant d'un poste privilégié pour étudier l'évolution du travail et de l'emploi, elle a été rapporteur de la commission, présidée par Jean Boissonnat, chargée de présenter au commissariat du Plan un rapport sur « le travail dans vingt ans » (Le Monde du 6 octobre 1995). Parallèlement, elle entamait la rédaction, « à titre

personnel », précise-t-elle, d'un ouvrage, Le Travail,

une valeur en voie de disparition (Aubier). A l'heure où chacun tente de créer des emplois « à tout prix ». Dominique Méda propose d'élargir



Comme Hannah Arendt, elle reprend la distinction établie par Aristote entre quatre grands types d'activités : les activités productives, politiques, culturelles et privées. Croire que le lien social ne passe que par le développement des premières constitue, selon elle, une erreur: mieux vaut tenter de revaloriser les trois autres. Cessons de réduire la richesse nationale à la seule richesse produite. La cohésion sociale, la pureté de l'air, un haut niveau d'éducation, ne constituent-ils pas quelques critères parmi de nombreux autres qui mériteraient d'être pris en compte dans le calcul de la «richesse des na-

le débat. Certains reprocheront à la responsable du l'on pourrait donc se donner, pour parler comme Kant, c'est ministère du travail de ne pas avancer de pistes que chacun ait accès à la gamme concrètes contre le chômage, mais là n'était pas

REDACTION ET SIÈCE SOCIAL : 15, RUE FALQUIÈRE 75801 PARIS CEDER 1

Es avertissements pleuvent de lons les côtés : l'Europe doit enfin être elle-même! Certains sincères, d'autres moins. Richard s-secrétaire d'Etat américain et principal négociateur des accords de Dayton sur l'ex-Yougoslavie, pleure des larmes de crocodile sur l'impuis péenne. Il a beau jeu de se gansser de ces alliés qui ne penvent régler leurs propres problèmes sans le leadership des Etats-Unis. La Bosnie, où l'heure de vérité sonnera à nouveau pour l'Europe avant la fin de l'an-

née quand Washington retirera ses troupes est l'exemple le plus flagrant mais il n'est pas le seul. Le président Clinton était intersenu de manière décisive en faveur de la trève conclue entre l'IRA et la Grande-Bretagne et moi doute qu'il s'efforcera de renouer les liens rompus par l'attentat de Londres, la semaine dernière, ne serait-ce que pour s'attirer les bonnes grâces électo-rales de la communauté irlandaise des

Dans la dispute digne de Clochemerie our un caillon inhabité de la mer Egée, c'est le même Richard Holbrooke qui a ramené à la raison les esprits échauffés d'Athènes et d'Ankara. L'Union euroEn attendant l'Europe

éenne, quant à elle, s'est fendue d'un nunique... tane bonne semaine après le début d'une querelle qui aurait fort bien pu nérer entre un de ses Etats-membres et un de ses associés.

La publication de con leurs la principale manifestation de la poli-tique extérieure et de sécurité commune en Europe (PESC), depuis qu'elle a solennellement été instituée par le traité de Maas-tricht. Un des objectifs de la Conférence intergouvernementale qui s'ouvre le 29 mars à Turin est de lui donner un pen plus de consistance. Encore fandraft-ii que les grands pays de l'Union européenne alent des conceptions similaires de cette PESC, ce qui est loin d'être le cas. An moins Français et Allemands ont-fis fait, récemment, quels progrès vers une position concertée, dont témoigne l'initiative commune de Jacques Chirac et de Helmut Kohl en de cembre au sommet de Baden-Baden. Mais il manque encore une vision globale

de l'avenir européen, une vision partagée et surtont expliquée aux opinions qui ne comprennent plus grand-chose aux débats byzantins sur la monnale unique et ses critères, sur l'intergonvernemental et le supranational, sur Pécheveau des procédures qui font de l'Europe un facile bouc émissaire. Le président de la République a montré au cours des derniers mois qu'il ne pensait pas la politique de la France en dehors de la « dimension » européenne. Cette conviction ne suffit pas. Jacques Delors comme Valéry Giscard d'Estaing l'exhertent à développer un grand dessein et à le pro-poser au chanceller Kohl, qui est certaine-ment l'interiocuteur le mieux disposé. Jusqu'à maintenant, Jacques Chirac s'est borné à placer quelques touches éparses, dans les domaines politique, monétaire, économique, militaire, etc., lançant même des signaux contradictoires. L'ouverture de la Conférence intergouvernementale est une bonne occasion de montrer que la Prance a une grande politique europe Tout laisse à penser qu'il va la saisir. Il est

Vers la « deuxième République » d'Israël

Condamné par les sondages au pragmatisme, votre à une certaine et nhabituelle modération du propos, Benjamin Netanyahu, le chef de la droite parlementaire Likoud, l'a annoncé début février : pas question de renvoyer Tsahal à Naplouse, Ramallah ou Djenine, où les soldats se beurterzient immanquablement aux troupes armées de l'Autonomie palestinienne. «Oslo 1 et 2, le vocable sous lequel sont commentés à Jérusalem les accords signés jusqu'ici avec l'OLP, sont une erreur grave pour l'avenir d'israel. Mais ils existent, on ne peut pas les effacer. » Première victoire posthume d'Itzhak Rabin, à l'exception du parti d'extrême droite Moledet (trois élus à la Knesset) et de quelques groupes de colons racistes, les accords d'Oslo sont désormais ratifiés, noiens, voiens, par la quasi-totalité de l'arène politique is-

Yasser Arafat règne, désormais élu et bien élu, à la tête du Conseil de l'Autonomie, « Aux veux de notre opinion, résume Nahoum Barnéa, Pondes melleurs commentateurs israéliens, l'ancien terroriste apparaît maintenant comme domestiqué. » Mieux encore, comme le garant, dans une certaine mesure, de la sécurité personnelle des citoyens de l'Etat juif. Depuis six mois, il n'y a plus d'attentats en Israél et de moins. en moins d'attaques individuelles de colons ou de soldats dans les territoires encore occupés. Osio commence à porter ses fruits. Majoritairement, les Israéliens comme les Palestiniens continuent de soutenir le processus en cours.

Israël apparaît comme un homme du passé. Mai remis dans l'opinion de l'accusation lancée contre lui et son parti d'avoir en quelque sorte entretenu le climat de haine qui a abouti à l'assassinat de Rabin, le chef du Likoud se traîne encore à près de dix points derrière l'actuel premier ministre. Nul doute qu'an-delà des considérations de type international, notamment la langueur des négociations avec la Syrie, lesquelles ont peu de chances d'aboutir avant des mois et des mois, les sondages favorables ont « aidé » Shimon Pérès à prendre la décision d'avancer de cinq mois les élections générales.

« Je maintiendrai contre vents et marées l'héritage d'Itzhak », répète à l'envi Shimon Pérès

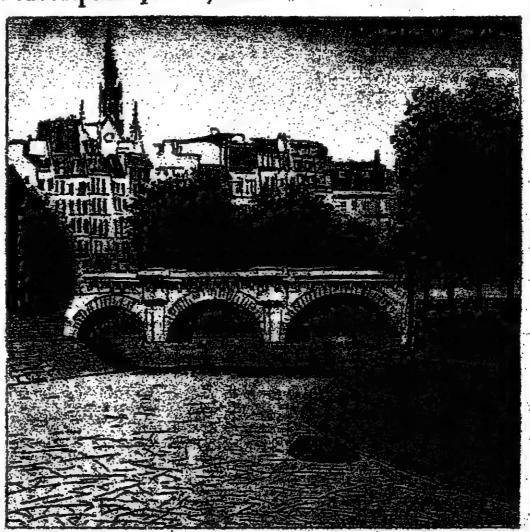
de son vieux rival assassiné - « je maintienarai contre verts et maré l'héritage d'Itzhak », répète-t-il à l'envi -, le vieux virtuose de la politique israélienné a enfin sa chance. Il ne la laissera pas passer, car, après cinquante années de carrière et quatre échecs successifs à la tête de son vieux parti, Shimon Pérès sait qu'il s'agit là de la demière que l'Histoire hi offre. Jusqu'ici, avec un calme et une tristesse dignes qui out beaucoup impressionné ses compatriotes, l'homme d'Etat le plus mal-aimé

d'Israèl a fait un parcours sans faute. Le fibt très poussé qu'il avait entamé avec les partis religieux, sionistes et a-sionistes, dès après la mort de Rabin, ce qui avait beaucoup choqué dans les rangs de ses alliés laics de gauche, n'a apparemment den donné de concret en termes d'alliance. Mais les promesses faites en matière de statu quo religioux, lequel garantit aux intéressés des fonds publics pour leurs institutions, de même qu'un monopole de fait sur les affaites civiles concernant les citoyens juifs, ces promesses semblent avoir assuré au gouvernement une sorte de garantie de non-belligérance qui lui sera fort utile pour gagner les

A eux trois, les partis des «hommes en noir» représentent autour de deux cent mille voix, soit 7 à 8% de l'électorat. « Si nous obtenons un tiers de ce vote, disait M. Pérès en décembre, nous avons gagné. Si nous mobilisons tous les religieux contre nous, nous sommes perdus, » Alors, prédit Haim Ramon, le nouveau ministre de l'intérieur, « le processus de paix risquerait fort de s'arrêter : il faut savoir ce que l'on veut ».

Patrice Charde

Pont suspendu par Guy Billout



DANS LA PRESSE

THE WASHINGTON POST Les tensions qui moment en Bosnie à propos des crimes de guerre.

apparaissent comme un authentime: moment de vérité pour la communanté internationale. La mission de TOTAN a obtenu un important succès en maintenant un cessez-le-feu. global, en séparant les forces autagonistes et en permettant les échanges de territoires. La question est anjourd'hui de savoir si elle aidera'à mettre sur pied les procès pour crimes de guerre - en arrêtant les auspects, en protégeant les enquêteurs, en préservant les preuves sur les lieux de massacres (...). Ce serait une parodie si les criminels de guerre ne passaient pas en juge-

Pierre-Luc Séguiion I Le général Zeronal a pu faire illusion. Un temps. Trois mois à peine (...). Il n'a pas compris que les élec-teurs l'avaient, par leurs sufrages, encouragé à tires profit de sa victoire pour entances une ouverture poline andaciense en direction de sei adversaires. Les bombes et le sang viennent de lui rappeler son en en e.

social

de decembre

[450 F . T. A.

Miles Commence

late.

Company :

dent (see

化:::. . ~

No.

60P-1511

comp.

interior -

福建设。

Mary 1

April ...

True .

Copi_{est}

d colin de contra

the.

rit.

De la Company

Page 1

 0.633 ± 0.003

Piete:

EUROPE 1

Alain Duhame L'attentat spectaculaire de Londres était beaucoup moins prévisible que ceux d'Alger. Il est beaucoup moins compréhensible et a fortiori beaucoup moins excusable (_): il fant espérer qu'il ne s'agissait là que d'un avertissement sauvage de FIRA et que l'Année républicaine se ra sensible à l'indignation générale.

Les ambiguïtés de la justice en Corse

« LES JUGES ne sont pas des héros... » Cette semi-boutade, due à un observateur assidu de la scène judiciaire, pourrait être assortie d'une seconde observation de bon sens: les magistrats ne sout pas non plus des politiques. La façon dont s'est déroulée la visite de Jacques Toubon en Corse, vendredi 9 et samedi 10 février, illustre l'inévitable ambiguité des rapports entre l'Etat et ses juges dans une situation qui échappe, pour partie, aux règles communes de la

tépublique. Etre juge en Corse, confronté au mur du silence qui s'élève face à tonte investigation officielle, n'est certes pas facile. Il est naturelle-ment scandaleux de s'en prendre par l'explosif ou l'arme à feu aux magistrats qui exercent leur activité sur une parcelle du territoire français, quelle qu'elle soit. L'Indignation des juges est légitime. Mais elle ne suffit pas à épuiser le débat. Il est même étonnant de les voir dévaloriser leur propre travail, ainsi que celui des policiers, en dressant un bilan catastrophiane de leur action dans l'île.

Les magistrats en poste en Corse s'élèvent-ils contre « une négation du principe d'égalité des citoyens » devant la loi? Que ne sont-ils entendus par leur hiérarchie parisierme! Quelques classements sans suite d'affaires, notamment immobilières, dans la capitale, impliquant des personnalités de la majorité, pourraient - s'il en était besoin - incliner cerpour trouver de profondes en-

traves à ce principe. Il y a en outre, Dès lors, dans une situation certes de la part des magistrats, quelque chose de - faussement? - naif à s'étonner que les affaires mettant en cause des nationalistes aient été, jusqu'à maintenant, traitées de façon particulière. Tout le monde sait que, depuis 1988, les gouvernements successifs n'ont pas choisi la voie de la répression à tout crin pour tenter de régier le problème corse, mais celui du dialogue politique et de l'action, notamment économique. On peut contester, condamner ce choix. Mais la pratique judiciaire sélective dénoncée par les juges n'en est que la conséquence directe.

« lci une poursuite inopportune peut causer un trouble à l'ordre public plus grave que l'infraction de départ »

En Corse, l'Etat. doit constantment se garder de tomber dans le cycle provocation-répression-tolidanité, arme classique des mouvements clandestins violents. Les juges n'admettent-ils pas implicitement cette contrainte lorsque l'un d'eux affirme: «lci, une poursuite inopportune peut couser un trouble à l'ordre public plus grave que l'Infraction de départ » (Le Monde du 10 février)? commerciales. Quant la justice ne

regrettable, la mission de l'Etat, garant de l'ordre public, est-elle de s'en prendre aux racines du mal - c'est-à-dire d'appliquer un traitement politique du problème en agissant de façon indistincte?

En choisissant le dialogue, le pouvoir politique n'entend pas faire en sorte qu'une telle situation se perpénne: il se propose au contraire de sortir progressivement de la schizophrénie qui hi est imposée. Si un processus politique se développe, comme Paris le souhaite, avec la réintégration progressive de la plus grande partie de la monvance nationaliste dans le jeu démocratique, ce retour au droit commun devrait s'accompagner d'une fermeté accrue en matière de répression de

la violence politique. Au demeurant, la question ne se résume pas au traitement particulier accordé, dans certains cas, aux nationalistes en infraction avec la loi. Les policiers ont identifié certains des meurtriers de militants nationalistes: ils sont tout simplement en cavale, et la Corse est un endroit idéal pout prendre

De plus, il est de notoriété publique que, parmi les 603 explosions recensées en 1995, settle une minorité a été revendiquée par les nationalistes. La plus grande partie de ces attentats, souvent de très faible puissance, relèvent d'affaires purement crapuleuses, voire, banalisation de la violence -aidant, de simples rivalités

parvient pas à mettre la main sur un pizzaiolo ou un épicier qui ne s'embarrasse pas de scrupules pour éliminer un concurrent, la raison d'Etat n'y est pas pour grand-chose.

De même, il est très réducteur de s'en tentr au seul phénomène nationaliste pour dénoncer les dysfonctionnements de l'Etat de droit en Corse. En privé, un ancien ministre du gouvernement Balladur, très au fait des affaires corses, juge urgent de s'attaquer à la corruption dans l'île et précise qu'il ne vise pas au premier chef les nationalistes. Il ajoute qu'à chaque tentative pour s'en prendre aux coupables le pouvoir s'est heurié aux pressions de ses amis politiques dans l'île pour faire cesser les poursuites...

Jean-Louis Andréani

PRÉCISION.

MICHEL BARNIER

A la suite de notre article indiquant que Michel Barnier a été charge, pour la France, du suivi des négociations sur la réforme des institutions européennes (Le Monde du 7 février), celui-ci conteste notre affirmation selon laquelle Hervé de Charette « voit le dossier européen lui échapper largement». Il nous précise que, s'il 🎉 est amené à suivre ces négociations, « c'est bien entendu comme ministre des affaires européennes, mais aussi en qualité de représentant du ministre des affaires Etran-

Sulte de la première page

Condamné à un combat d'amièregarde, M. Netanyahu tente de conserver une partie de l'héritage idéologique du Likoud et fixe les « lignes rouges » autour desquelles tourne déjà sa campagne électorale. « Nous devons arrêter les dégâts. contentr l'Autonomie là où elle existe, empêcher une situation mauvaise de devenir pire. » Thème nouveau et récurrent dans la dialectique de la droite pariementaire: «La politique du gouvernement mêne tout droit à un Etat palestinien. Nous seuls, par une stratégie de fermeté, pouvons en empêcher l'émergence. » Au dernier pointage d'opinion, un peu moins de 30 % seulement des Israéliens accepteraient la naissance d'un tel Etat...

Un quart de siècle plus jeune que Shimon Pérès, soixante-treize ans bientôt, celui qu'on appelle Bibi en

RECTIFICATIFS

MULTIMÉDIA

Contrairement à ce que nous avons écrit dans Le Monde daté 11-12 février, c'est le groupe America On Line qui a créé une société commune avec le groupe de communication allemand Bertelsmann pour aborder le vieux continent, et non CompuServe.

TAUX ET DEVISES

Le titre de l'article consacré à la semaine sur les marchés de taux et de devises dans Le Monde daté 11-12 février était incomplet. Il fallait lire : Les investisseurs croient à une fin de la détente monétaire en Al-

LA GATTÉ-LYRIQUE

Contrairement à ce que nous avons écrit dans Le Monde du sentants du personnel de se distin-10 février, ce n'est pas le scéno- guer des deux premiers votes en tains à penser qu'il n'est pas négraphe Jean Launay qui projette de s'abstenant ou en votant pour cessaire d'aller jusqu'en Corse transformer la Gaîté-Lyrique en un M. Miot. »

musée du théâtre, mais Bernard Jaunay, hui aussi scénographe.

Dans notre article sur les magistrats en Corse (le Monde du 10 février), nous avons mal orthographié le nom d'un avocat du barreau d'Ajaccio. Il s'agissait de M' Antoine Sollacaro, et non Sula-

SNJ ET SNJ-CGT

Une erreur s'est glissée dans l'ar-ticle consacré à l'élection de Jean Miot à la présidence de l'AFP (Le Monde du 6 février), à propos de la position du SNJ-CGT et du Livre CGT. Il fallait lire: « Le SNJ-CGT et Le Livre CGT sont restés discrets, des membres du SNI-CGT let non du SNJ, Syndicat national des journalistes] auraient demandé aux repré-

ENTREPRISES

SOCIAL Renault et la SNCF doivent ouvrir cette semaine des négociations sur le augmentations salariales 1996 dans un contexte chargé. Les autres entreprises qui ont déjà

conclu des accords essaient d'offrir senti par les entreprises, celles-ci des hausses supérieures à l'inflation restent prudentes étant donné le di-prévue cette année, soit 1,8 %.

MALGRÉ le besoin de relance de la consommation par les salaires, res-d'exploitation attendus et un rajout

tives restent sombres.

CLAUSE POUR HAUTS SALAIRES

un accord prévoyant 1,75 % d'ang-

mentation générale et, si le résultat

courant opérationnel au premier

semestre atteint 168 millions de

francs, une nouvelle hausse de

0,25 % en septembre. Le cas

échéant, les salariés n'auront droit

Démarche comparable chez Sex-

tant-Avionique où l'accord 1996 si-

gné avec la CFTC et la CFE-CGC

prévoit 2,5 % d'augmentations gé-

nérale et individuelle mais aussi

des augmentations à effet à partir

du le janvier 1997 si le résultat

d'exploitation est, cette année, su-

périeur ou égal à 107 millions de

qu'à une prime de 400 frança.

est possible en cours d'année. DANS UNE SITUATION difficile, certaines branches s'arrangent quand même pour augmenter légèrement les assurances, l'UAP va augmenter sa masse salariale de 3,5 %. En revanche, les syndicats s'attendent à de très difficiles négociations au GAN

Les augmentations de salaires devraient s'étager entre 2 % et 3 % en 1996

Inquiètes du climat social les entreprises accordent des hausses supérieures à l'inflation. Mais les gains semblent insuffisants pour faire sortir nettement la consommation de sa léthargie

RENAULT ET LA SNCF doivent ouvrir, mardi 13 février, des négociations salariales. Le constructeur automobile pourrait y intégrer des négociations sur la réduction du temps de travail tandis qu'un comité central le 20 février devrait étndier un plan social de 1750 suppressions d'emplois et de 1000 reclassements internes... Dans les deux cas, les directions savent combien le contexte est délicat. En 1995, l'échec des négociations chez Renault avait été à l'origine d'un long conflit dont les traces sont encore visibles. A la SNCF, la nouvelle politique salariale de la direction avait constitué une des mèches de l'explosion sociale que l'on sait.

Si des négociations sont encore en cours dans de nombreuses entreprises, un certain nombre ont déjà abouti. Inquiètes de la morosité du climat social et de la léthargie de la demande que le Remboursement de la dette sociale (RDS) ne pourra qu'amphifier, les entreprises ont été tentées d'augmenter légèrement le pouvoir d'achat des salariés. La plupart des hausses de sa-

peu supérieures à l'inflation prévue repris en 1995 par Plastic-Omnium, 1,8 %). Mais l'importance des fait partie des entreprises qui ont primes et des augmentations liées privilégié les primes. L'accord signé aux résultats montre que, dans dès octobre 1995 avec la CGT, la nombre d'entreprises, les perspec-CFDT et FO, prévoit 300 francs d'augmentation en 1996, plus une « prime exceptionnelle de bons ré-sultats » de 900 francs, ainsi qu'une Ainsi chez Ugine (6 500 salariés), augmentation des primes d'équipe, la direction a signé avec deux syn-dicats minoritaires (CFTC et FO) de moit et de panier de 4 %. Autre sous-traitant automobile pré-

vovant des résultats « conve-

Dumez Rhône-Alpes privilégie l'emploi

Dans un contexte difficile pour le secteur du BTP, la direction de

Dumez Rhône-Alpes (anciennement Malllard et Duclos) a signé

avec la CFDT, syndicat ultra majoritaire, un accord privilégiant l'em-

ploi piutôt que les salaires. En échange d'un gel des salaires en 1996, le temps de travail hebdomadaire passe de 39 heures à 37 heures,

payées 38 heures. « Chacun donne une heure », résume un syndicaliste. Par ailleurs, les heures supplémentaires seront réduites de ma-

nière importante grâce à une mesure psychologique que les signa-taires espèrent efficace. Avant d'y recourir, le chef d'équipe ou de chantler devra demander l'accord de la direction de l'entreprise.

Dernier point de l'accord : l'entreprise embauchera des Jeunes (10 % de l'effectif ouvrier) en contrat de qualification ou d'adaptation avec une rémunération équivalente au SMIC.

nables » en 1995, Leroy-Somer (6 000 salariés) a signé avec FO et tation générale cette année et (6 000 salariés) a signé avec FO et la CGC un accord prévoyant 3,03 % d'augmentation en 1996. Dans la chimie, où les résultats escomptés en 1995 et 1996 sont bons, Total SA a obtemi la signa-

ture de quatre syndicats (CFDT, CGC, CFTC et FO), en proposant des augmentations générales de 2% et une prime de 1000 F pour tous, sauf les cadres dirigeants.

au le mars. Dans une struction difficile, cer-De leur côté, Rhône-Poulenc taines branches s'arrangent pour augmenter légèrement le pouvoir

d'achat des salariés. Dans les assurances, l'UAP va augmenter sa masse salariale de 3,5 % (hors mesures liées à l'ancienneté), en accordant des augmentations générales représentant 2 % pour la grande majorité des agents et 1,5 % d'augmentation individuelle. La Coface (1 200 personnes) a obtenu l'accord des quatre syndicats (CFDT, CGT, CFTC et FO) en accordant 2 % dès le 1ª janvier plus des augmenta-tions individuelles. La Scor (réassurance) a conclu un accord original

à côté des 1,9 %, qui prévoit que

Rhône-Poulenc Agro 3 %. Dans la

branche Pétrole, la valeur du point augmentera de 2,2 %. A BP Lavéra,

les cinq syndicats ont signé un ac-

cord prévoyant 3 % d'augmenta-

tion des salaires, toutes origines

confondues, ainsi qu'une prime ex-

ceptionnelle de 1500 francs versée

pour les catégories concernées par l'individualisation des rémunérations. « le taux de bénéficiaires se situera aux alentours de 85 à 95 % de la population concernée au lieu de 35 % dans la formule tradition-

En revanche, les syndicats s'attendent à de très difficiles négociations au GAN et aux AGF. Soumises à la tutelle de l'Etat, ces entreprises ne pourront pas augmenter leur masse salariale de plus

de 3,2 %. Mais chacun le sait bien : entre le texte écrit et la réalité, li y a parfois une marge. Ainsi, chez Schneider Electric, FO a signé avec la direction un accord prévoyant 1,4 % seulement d'augmentation générale et, en moyenne, 1,5 % d'augmentation individuelle. Mais seion la CFDT, non-signataire, cette relative rigueur est illusoire. Oraiement, la direction de cette filiale du groupe Schneider se serait engagée à indexer, de fait, les salaires sur...

Frédéric Lemaître

Un diagnostic sur le mouvement social de décembre 1995

surer les conséquences du conflit. social de la fin de l'année 1995. Les auteurs, Jean Dubois et Gérard Donnadieu, insistênt sur l'effet de surprise causé par l'ampleur du mouvement, la complexité de ses origines et sur ce qu'ils appellent l'« énigme centrale » ou comment un conflit au départ localisé a trouvé un aussi

Ils renvoient dos à dos ceux qui considèrent ces événements comme un simple « mouvement corporatiste, défensif et conservateur » et ceux qui ont vu là un nouveau mai 68. Pour cux: «Lo vigueur et l'ampleur du mouvement ont révélé que des problèmes avec lesquels nous étions plus ou moins habitués à vivre étaient devenus littéralement insupportables. Qu'il s'agisse de la façon d'entrer dans la mondialisation, de construire l'Europe, de trouver de nouveaux modes de travail, de

revitaliser le jeu démocratique... » Les auteurs considèrent que sur ces questions le statu quo est désormais impossible. Ils soulignent également la modération politique du mouvement, qui n'a pas connu de dérive ou de récupération politicienne.

FO DESTABILISÉS

\$10000

100 P. C.

gartin - e

1 mm _ 1 mm

L'étude souligne deux conséquences du mouvement : sur le positionnement des syndicats et sur le climat social. Le paradoxe du conflit est qu'il a permis aux syndicats de faire un retour en force mais a, dans le même temps, souligné leurs faiblesses. lls en ont profité mais ont suivi un mouvement qui les a surpris

La CGT est considérée comme « gagnante à court terme et pôle d'attraction possible pour le syndicalisme traditionnel de luttes ». La CFDT pourrait être « gagnante à moyen terme et pôle d'attraction possible pour un syndicalisme d'inspiration "rhénane" ». Seule FO est jugée déstabilisée et en quête de stratégie.

Pour les auteurs, le mouvement est aujourd'hui « suspendu plutôt que terminé ». Ils soulignent que les syndicats sont très vigilants, le contexte économique déprimant, et que le secteur public regorge de « bombes marché intérieur, ont raté le virage.

Le prix de la pâte à papier a baissé de près d'un tiers en quatre mois

méro un mondial, aura tenté à nouveau de résister, mais il a dil se soumettre aux forces du marché et s'aligner sur ses concurrents : le 8 février, il informait ses clients qu'il réduisait ses pux de 150 dollars pour les porter à 725 dollars (3 625 francs) la tonne pour la pâte à papier de référence (NBSE). Il y a un mois à peine abgrer-L'ASSOCIATION Entreprise et ..., hauser, comme tous les autres productions, personnel vient de réaliser une : availaté à simulaisseme diminution de 100 doides prix de la pâte à papier. En quatre mois, il a perdu plus de 27 % », reconnaît un courder.

Ce décrochage est, en partie, la correction de la spéculation qui s'est emparée du monde papetier au cours de 1995. En quelques mois, les producteurs avaient angmenté leurs prix de plus de 40 %, créant une véritable panique chez leurs clients. Par peur de manquer de papier et de devoir payer toujours plus cher leurs livraisons, ceux-ci ont constitué des stocks impressionnants. Mais, lorsque la pâte à papier a franchi en octobre le seuli psychologique de 1 000 dollars par tonne, les acheteurs ont décidé de ne plus suivre cette course effrénée. Ils out arrêté net leurs achats et ont poisé sur leurs ré-

Depuis, les producteurs sont déboussolés. Certains out essayé de réduire leurs capacités pour tenter de tenir les prix. Mais, dans le même

débouchés nous leur production de pâte nor-malement infliée dans leurs usines pour des produits finis, ont déversé leurs surplus sur le marché. Partout, l'offre est excédentaire. Pin décembre, les stocks de pête atteignaient plus de 3 millions de tonnes, soit 8 % environ de la production mondinger ils devraient ètre epcore plus élevés en février propositique un observateur.

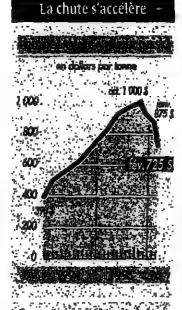
Oublieux des leçons du passé, les producteurs de pâte out vite retrouvé leurs vieilles habitudes : la guerre des prix. C'est Georgia-Pacific, numéro deux sur le marché américain, qui le premier a décienché les hostilités. Le groupe, qui a profité de l'embelle de l'an passé pour reconstituer ses finances, a décidé en décembre de casser ses tarifs pour conserver ses parts de marché en Asie face à la concurrence indonésienne. Les autres ont suivi. Sur le marché spot, la lutte est encore plus apre. Les fabricants rosses et asiatiques sont prêts à vendre 100 à 150 dollars au-dessous des prix de référence pour écouler leurs productions. « Tout est possible désormais. Les prix de la pâte pourraient facliement tomber autour de 550 à 600 dollars la tonne, ce qui correspond au point mort des producteurs occidentates », dit un intervenant sur le

La baisse est dorénavant dans tous les esprits. Alors que le début de l'année est traditionnellemment une période très active dans le monde papetier, cette année, les cifents passent le uninimum de commandes. Pour ne pas trop s'engager à un moment où les perspectives d'activité sont floues mais aussi pour profiter des réductions à venir. «La baisse des prix est inévitable pour relancer la demande », note un spécialiste.

-Pour l'instant, les groupes papetiers (qui sourde oreille. Bien décidés à reconstituer des marges mises à mal l'an dernier par les hausses brutales de leur matière première, ils n'entendent pas aulourd'hui répercuter la diminution de la pâte dans les priz de leurs produits.

Cette position est risquée. Les papetiers pensent pouvoir la tenir jusqu'au printemps. A cette date, les producteurs de pâte ont prévu de fermer de nombreux sites de production, ce qu'ils ne peuvent faire en ce moment en raison de l'hiver, sous peine de détériorer leurs équipements. Le marché, selon eux, retrouverait alors un équilibre. Cette analyse pourrait se trouver contrarier par l'attitude des clients. Ceux-ci sont désormais dans une logique baissière. Et ils ont encore des stocks disponibles pour tenir face à des producteurs récalcitrants.

Martine Orange



pète à popier à recuié de

Comment General Motors et Ford accroissent leurs ventes dans un marché plat

Plutôt que de casser les prix, les constructeurs automobiles changent leur gamme

angles, a son avenir derrière elle. Pollution, embouteillages, prix d'achat croissant tandis que le revenu des ménages stagne... autant de facteurs contraires. Le marché américain de la voiture a enregistré en 1995 une baisse de 4 % à 8,6 millions d'unités. En Europe, les ventes ont plaformé. Au mieux, le marché est qualifié de « renouvellement ». Pourtant, les grands constructeurs américains, General Motors et plus encore Ford, parviennent à vendre plus de voitures et à se sortir de ce contexte déprimé: + 12 % pour GM entre 1991 et 1995, + 25 % pour Ford sur la même période.

Après quelques années pendant

lesquelles les constructeurs américains, désemparés, se sont fait une terrible guerre des prix, épuisant leurs marges et plongeant dans le rouge, au grand profit des Japonais, ils ont décidé de modifier leur stratégie en rénovant du tout au tout leur gamme. GM, Ford et Chrysler ont (re)découvert les light trucks -les monospaces, 4×4 et autres pick-up-, dont les ventes représentent désormais 42 % des nouvelles immatriculations aux Etats-

Unis, contre moins de 25 % en 1980. Ce changement est payant face aux Japonais, qui, n'ayant pas l'utilité de ce type de voiture sur leur Lesu part du marché américain pla-

L'AUTOMOBILE, sous certains foume à 23 %. Entre les Américains aussi les cartes se sont redistribuées. A la suite de Chrysler, premier parti, Ford a pris le tournant plus vite que son éternel concurrent, GM : l'an dernier, les ventes de light trucks Ford out dépassé celles de General Motors, ce qui n'était pas arrivé depuis 1970. Pour la première fois de son histoire, le numéro deux américain a vendu plus de light trucks (52,8 % de ses ventes) que de voitures, ce qui lui a permis de stabiliser ses résultats commercianx et de gagner des parts de marché. Chez GM, près de deux véhicules sur trois demeurent des voitures particulières.

IDENTITÉ DES MARQUES

Les light trucks permettent à Ford de poursuivre son rattrapage de GM, entamé voici dix ans. Entre 1985 et 1995, la part de marché du numéro deux est passée de 21,3 % à 26 %, celle du numéro un a été réduite de 40,3 % à 32 %. « Nous avons les capacités industrielles d'élever notre part du marché américain à 30 % », selon Alex Trotman, président de Ford.

Le virage marketing est réussi audelà des espérances. Ford comme General Motors out du mal à répondre à l'engouement des Américains pour ce nouveau type de vé- bauché à grand prix de chez hicules moins conventionnel. Bausch & Lomb, où il était PDG, «Notre usine au Texas vient d'être pour supprimer ces doublons en

convertie pour produire des light trucks à la place de voitures », explique John F. Smith, PDG de GM. Ford a rajouté des chaînes de moutage dans les usines existantes. Les nouveaux produits fleurissent en

permanence.

Pour les berlines, Ford comme General Motors ont adopté des stratégies défensives. Comme le phénomène des lights trucks démontre que les automobilistes rejettent maintenant les voitures trop banales, la réponse passe par une meilleure identité des marques. « Ford reste l'adepte des formes biorondes, ce qui le rend clairement identifiable », commente un expert en matière de design. General Motors doit d'abord simplifier son portefeuille de sept marques aux Etats-Unis: Pontiac, Oldsmobile, Chevrolet, Cadillac, Buick, GO et Saturn. Sans parler des filiales Isuzu et Saab. Si certaines s'adressent à une clientèle très ciblée - Chevrolet est traditionnellement la marque populaire de General Motors -, d'autres, comme Buick et Oldsmobile, se différencient beaucoup moins bien et entrent en concur rence directe. Ron Zarella, arrivé en 1994 chez General Motors pour prendre en charge les ventes et le marketing aux Etats-Unis, a été dépositionnement propre.

Deuxième axe de résistance: la révision de la distribution. «Aujourd'hui, on compte 80 types de concessions General Motors, vendant l'une, l'autre ou plusieurs de nos marques. Aucune logique ne règle ces regroupements, qui sont parfois antiéconomiques », développe Jacques Pasquier, directeur du développement et de la formation en Amérique du Nord chez GM. Le groupe de John F. Smith va rationaliser son réseau en séparant Isuzu et Saab du reste et en limitant les combinaisons possibles: Pontiac, Buick et GMC Trucks d'une part, Chevrolet et Oldsmobile d'autre part, Cadillac et Oldsmobile par ailleurs, et enfin, dans les villes de 15 000 à 50 000 habitants seulement, Chevrolet, Oldsmobile et Cadillac. Chacun de ces regroupements offre une gamme complète, de plus ou moins haut de gamme. Le nombre de concessionnaires aux Etats-Unis de General Motors devrait ainsi baisser de 8 500 actuellement à 7 000 en 1998.

LES MARCHÉS ÉMERGENTS

Reste, au-delà du renouveau de l'offre, que l'avenir le plus prometteur pour General Motors comme pour Ford repose sur les marchés émergents. Alex Trotman comme John F. Smith y multiplient les pro-

définissant pour chaque marque un jets. « La région asiatique devrait représenter plus de 30 % du marché mondial en 2005, soit 20 millions de véhicules, plus que le marché européen ou américain », estime John F. Smith. Au Brésil, les ventes d'automobiles l'an dernier se sont élevées à 1.437 million de véhicules, soit 6,5 % de plus qu'en 1994. « Dans les cinq dernières années, General Motors s'est implanté industriellement dans douze pays », résume John F.

> A ce sujet, les deux groupes n'ont pas opté pour le même type de développement. Ford croit à la voiture mondiale, dont la première concrétisation est la Mondeo. Le projet Ford 2000 doit lui permettre au toumant du siècle d'acquérir une organisation mondiale et d'économiser ainsi 2 à 3 milliards de dollars par an. General Motors souhaite également centraliser le plus grand nombre de fonctions, comme les achats par exemple, mais ne croit pas à la voiture mondiale. Le numéro un américain a pour credo de développer le maximum de produits sur une base commune : le design doit répondre aux spécificités de chaque pays. La politique de GM semble aujourd'hui avoir fait plus d'adeptes que celle de Ford, fréquemment critiquée pour ses résultats lents à venir.

> > Virginie Malingre

Le financement des écoles des télécommunications n'est toujours pas assuré par l'Etat

LES ARBITRAGES interministériels sur le projet de loi définissant le cadre réglementaire qui s'appliquera en France à compter de 1998 dans les télécommunications sont en cours. Parmi les points à trancher figurent le statut et le degré d'indépendance de l'autorité de réglementation. Un autre sujet suscite aussi des discussions serrées : le financement des écoles d'ingénieurs en télécommunications, a Sur ce dossier. nous sommes depuis début 1994 dans l'illégalité », relève-t-on chez France Télécom, l'exploitant public à qui incombe l'essentiel de la charge de ces écoles.

La réforme de 1990, qui a transformé l'opérateur en établissement public autonome, prévoyait que le financement de l'enseignement public dans les télécommunications serait repris par l'Etat au 1º janvier 1992. «Le ministère des finances s'y est refusé, et la période transitoire accordée jusqu'à début 1994 dure toulours », explique la direction de France Télécom. Au ministère de la poste, des télécommunications et de l'espace, on explique ce « retard » par des

France Télécom coiffe les Ecoles nationales supérieures de télécommunications (ENST) de Paris. Brest et Evry, ainsi que trois groupements d'intérêt économique: l'Ecole nationale d'ingénieurs en communication (ENIC) à Lille, Eurecom et Theseus à Sophia Antipoils. . Des trois ENST sortent 750 diplômés par an. Nous en recrutons 15 % », note-t-on chez France Télécom, où l'on chiffre à 410 millions de francs par an la subvention versée aux trois ENST, à l'ENIC et Eurecom au titre de la mission de service public, le budget total de ces écoles étant de 580 millions de francs.

« Nous avons défini avec le ministère des P & T un cadre pour ramener la subvention à 450 millions, mais pas avant trois à quatre ans », indique-t-on chez l'opérateur. Le projet de loi traçant les contours de la future réglementation devra stipuler que ces écoles « reièvent de l'enseignement public », affirme-t-on au ministère des P & T, le financement devant être partagé avec les différents acteurs du secteur. Sous forme de taxes d'apprentissage spécialisées, par exemple, notifiées dans les licences d'exploitation.

Déjà, SFR et Bouygues dans le radiotéléphone sont temus de verser 7 % des montants hors taxes de leurs investissements en infrastructures et logiciels à l'enseignement, la recherche et la normalisation, les sommes ne pouvant être inférieures à 25 millions de francs pour la SFR et 42 millions pour Bouygues. « Les contributions de France Télécom et des autres nouveaux acteurs n'iront probablement pas au-delà de 150 millions, prévient-on chez l'opérateur, et l'Etat devra consocrer au moins 200 millions à ce poste. »

Après l'accident de Saint-Domingue, Bonn réclame l'établissement d'une « liste noire » des transporteurs dangereux

Les règles de sécurité aérienne sont devenues insuffisantes face aux sous-traitances en chaîne des compagnies et des voyagistes

ter depuis quelques années. Selon les statis-tiques de Boeing, 414 accidents fatals ont eu

lieu entre 1959 et 1994, dont 132 entre 1965 et 1994. La moyenne annuelle atteint ainsi 13,2 autralent pu être évities si le contrôle des des équipages avait été plus strict. Il y a 2,5 fois plus d'accidents sur les lignes non régulières années contre 10,8

morts, dont 172 touristes allemands. Le bilan de l'accident d'avion survenu dans la nuit du 6 au 7 février au large de la République dominicaine illustre dramatiquement l'imbroglio des compagnies et des responsabilités dans le transport aérien déréglements. Le voyagiste de Hambourg Oeger Tours faisait voyager ses clients dans un Boeing 757 qui appartenait à la compagnie turque Birgen Air et était affrété par la compagnie de charters dominicaine Alas Nacionales (ALAS) depuis la mi-

Ot « ALAS est interdite de survol aux Etats-Unis », selon François Grangier, expert technique du Syndicat national français des pilotes de ligne. Aucune demande d'autorisation de voi en Aliemagne n'avait, en outre, été faite avant le décollage de l'avion accidenté, qui devait joindre Berlin puis Francfort au départ de Puerto Plata. Enfin, Birgen Air avait déjà frôlé la catastrophe en mai 1994 avec un DC-8: selon le quotidien allemand Der Spiegel paru lundi 12 février, un morceau de fuselage s'était détaché du DC-8 en question alors qu'il voiait entre Vienne et Paris, provoquant une brutale dépressurisation de l'appareil. La catastrophe avait été évitée.

sont pas encore identifiées, il souligne combien sont devenues insuffisantes les rècles européennes en matière de sécurité aérienne. Surtout lorsun'elles sont confrontées au type d'organisation - m vovagiste et deux sous-traitants choisi par Oeger Tours.

Le drame de Saint-Domingue n'est, hélas, pas le premier. En février 1992, l'accident qui avait fait 30 morts au Sénégal présentait de nombreuses similitudes: le Club Méditerranée avait confié à Air Sénégal le soin de transporter ses gentils membres » de Paris à Cap Skirring, en Casamance. La compagnie sénégalaise avait affrété un transporteur gambien, Gam-Crest, pour effectuer le tronçon Dakar-Cap Skirring, L'appareil affrété par GamCrest s'est avéré être obsolète, son pilote, selon l'Express du 9 février, être myope, sourd et âgé de soizante-sept ans...

VÉRIFICATIONS SUR PIÈCES

Toute compaguie originaire de l'Union européenne doit posséder une licence européenne de transporteur aérien, qui garantit à son utilisateur le respect de critères de navigabilité et de solidité financière. Durant sa vie, l'avion et son équipage se voient régulièrement contrôlés. « En France, le GIE

constitué par la DGAC (direction générale de l'aviation civile) et le bureau Veritas vérifie que les règles d'entretien technique des avions sont bien respectées, que les méca-niciens sont bien certifiés... L'Office de contrôle des vols (QCV) s'assure, pour sa part, que l'équipage en vol est bien en règle », rappelle t-on à la DGAC. Chaque autorité nationale est compétente pour les avions immatriculés sur son sol, mais les règles qu'elle doit appliquer pour exercer ses fonctions sont les mêmes pour les quinze pays européens. Dans ces conditions, un transporteur (ou un voyagiste) européen peut affréter n'importe quelle compagnie européenne sans faire de démarche particulière.

Certains considèrent cependant que les règles européennes sont moins bien respectées dans certains pays, comme la Grèce, que dans d'autres. Quoi qu'il en soit, limité à l'Europe, le système choisi par les Etats membres a fait ses preuves. Certaines compagnies ont été contraintes d'arrêter toute exploitation dès lors qu'elles ne présentaient plus les garanties suffisantes. C'est le cas du Point Mulhouse, qui a fermé ses portes en 1988 sur ordre de la DGAC, laissant des milliers de clients sans retour malt en vie.

C'est pour les compagnies extranautaires, qui ont un droit de trafic en France en vertu d'accords bilatéraux ou qui sont affrétées par des compagnies ou des voyagistes hexagonaux, que le bât blesse. « Nous vérifions que les procédures de garantie de la sécurité du pays d'immatriculation de l'avion sont respectées : révisions à intervalles réguliers, pilotes en règle... Nous ne travaillons pas directement sur la sécurité », développe-t-on à la DGAC, qui ne peut opérer des vérifications sur pièces que si l'avion est en France.

En clair, cela signifie que la DGAC fait confiance à son homologue extracommunautaire pour établir et respecter des règles strictes et efficaces. Le coût n'est pas mince. Pour l'Etat comme pour les compagnies. La DGAC emploie 7 000 personnes à plein temps à la sécurité-sûreté pour un budget annuel de 600 millions de francs. Air France consacre 800 millions de francs par an à la formation de son personnel navigant technique.

Tous les pays n'ont pas de tels moyens. «Un récent rapport de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationnale) a montré que les conditions d'exploitation des avions en ex-URSS étaient catastrophiques », raconte François Gran-

giet. Mais tant que la compagnie russe respecte la loi de son pays... Avec la levée du monopole d'Etat du transport aérieu dans le monde, y compris dans des pays comme ceux d'Europe de l'Est ou la Turquie, une multitude de petites compagnies se sont créées. Birgen Air, née de la libéralisation en 1988, illustre cette nouvelle génération. Or il y a deux fois plus d'accidents sur des lignes non réguilères que sur des lignes régulières. Les statistiques publiées par Boeing montrent que le taux d'accidents sur les charters remonte depuis 1993.

· Le ministre allemand des transports, Mathias Wissmann, a déciare, samedi 10 février au Bild, soubaiter que l'Europe établisse une « liste noire » du transport aérien. Les Etats-Unis publient une liste de toutes les compagnies qui doivent payer des amendes pour non-respect des règles en vigueur, ceci quel que soit la faute. Le consommateur peut ainsi choisir en conséquence.

Mais l'essentiel de la sécurité repose sur la vigilance des compagnies et des voyagistes lorqu'ils affrètent à l'étranger. Dans les vingt prochaines années, le trafic sérieu mondial devrait doubler.

V. Ma.

COMPTANT

TRADICT STATES

SECOND

MARCHE

Ung sandling of the

LUMDI 12 PER PARA

BIBLIOGRAPHIE

décembre 1995...

Tous patrons?

jadis en suggérant aux chômeurs de créer leur propre entreprise. Que dira-t-on de William Bridges, consuld'être traduit

en français? Sa

recette pour

éradiquer le

Supprimer le

chômage?



salariat... William Bridges a BIBLIOGRAPHIE poussé son raisonnement, sinon jusqu'à l'absurde, du moins hisqu'à l'« économie-fiction » parce que c'était tentant du fait des impasses qui nous sont pro-

posées aujourd'hui. Son point de départ se situe sur un terrain ferme : Il constate qu'il existe moins d'emplois aujourd'hui et que les travaux à réaliser, eux, qui ne manquent absolument pas, ne coincident plus avec les descriptions traditionnelles de postes. L'effet d'éboulement technologique est amplifié par les stratégies qu'adoptent les entreprises pour y faire face : réduction du nombre des décideurs, tendance à sous-traiter, délocalisations, reconfiguration du travail avec émergence d'équipes polyvalentes et autogérées qui se disloquent une fois le projet réalisé, recours plus fréquent à l'intérion, etc.

Du fait de cette turbulence, l'emploi de type classique devient un grand inhibiteur du changement. Le salariat a été le fruit d'un long ac-

RAYMOND BARRE avait choqué conchement historique, il en fandra d'évoluer. Les compétences demanun autre pour le remplacer. Par dées ne sont pas plus pointues que quoi ?- William-Bridges rève d'un celles d'un épider de quartier, de l'ormonde où le travailleur desiendrait : ganisateur d'une garderie d'emants, dans une entreprise ou à l'extérieur. Il doit acquérir son indépendance, en élaborant un pian de développement pour toute sa carrière et en prepant en charge l'essentiel de sa couverture

> Notre auteur n'est pas naîf au point de croire que cette transformation se fera sans mal. Aussi, l'essentiel de son propos portera sur la manière dont on pourrait faciliter la période de transition. Tout l'art est de gérer la dialectique ordre-changement. Dans un monde en pleine mutation, la seule facon de tenir le coup est de « développer sa solidité personnelle ». William Bridges s'appuie sur quatre mots : désir, aptitudes, rempérament, atouts, c'est-à-dire les DATA (seules qualifications qui comptent). Il faut aussi préserver des îlots d'ordre : la famille, un hobby, etc.

LIBERALISME À TOUT CRIM

Les institutions sociales et politiques ne devront pas être en reste pour faciliter cette transformation. Ne cherchons pas à récupérer les emplois perdus, à réduire le temps de travail. La meilleure solution est de créer des entreprises, et l'ancien salarié peut fort bien s'imagines comme une entreprise individuelle qui veut se placer sur un marché où les besoins de la clientèle ne cessent

un prestataire de services, qu'il soit ... du fondateur d'une association eur d'un... petit revendeur de stupéfiants.

L'Etat se doit aussi de revoir la législation fiscale pour permettre d'exploiter pleinement le potentiel de... « Moi S. A. » et de remplacer le filet de sécurité usé en prévoyant notamment un « revenu complémentaire conçu pour pallier momentanément les fluctuations de recettes que subissent tant de travailleurs indépen-

Quant aux syndicats, ils n'agiront plus que comme des groupes de pression, à la manière de ceux des médecins, des avocats, etc.

Certes, on ne s'ennuie jamais à suivre la description d'un autre monde que celui dans lequel on vit. Mais lorsqu'on bâtit une utopie, il faut savoir aussi prendre du recul. Ce n'est pas le cas de notre anteur. Pourquoi ne serait-ce pas le libéralisme à tout crin dans lequel se meut très à l'aise William Bridges qui pourrait s'effiondrer et non le salanat? Supportera-t-on longtemps que les sociétés dites développées sécrètent à la fois de plus en plus de richesses et de plus en plus de pauvres?

* La Conquête du travail, de William Bridges, Ed. Village mondial, 296 p., 138 francs.

OPA amicale sur le premier gisement mondial de nickel

LE GISEMENT DE VOISEY BAY dans le Labrador (nord-est du Canada) découvert îl y a à peine un an et recelant les plus grandes réserves mondiales de nickel, suscité les convoitises. La compagnie minière canadienne Falconbridge, numéro deux mondial du nickel, a lancé vendredi (14,8 milliards de francs) sur son compatriote Diamond Fields Ressources, exploitant de Voisey Bay. Ce dernier a donné son accord à la proposition de fusion. Mais une contre-offensive boursière est possible. Le canadien inco, premier producteur mondial de nickel, a des vues aussi sur Voisey Bay. Il détient 7 % de Diamond Fields Ressources et 25 % du gisement. Il s'est réservé le droit de faire une contre-proposition d'ici à

MÉNERGIE: Le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, a amponcé vendredi 9 février trois mesures qui seront mises en cenvre cette année afin de développer les sources d'électricité peu polluantes : lever les obstacles réglementaires à la coefnération (production simultanée d'électriché et de chaleur); doubler la puissance éolienne installée en dix ans pour la porter à 500 mégawatts ; encourager le développement des énerales renouvelables et de la cogénération en Corse et dans les départements d'outre-mer (DOM), régions où les coûts de production d'EDF sont les plus élevés...

EUROTUNNEL: l'Association de défense des actionnaires d'Eurotunnel (ADACTE) a demandé « au président de la République la nomination d'un arbitre chargé de déterminer les responsabilités des différents acteurs du scandale financier ». Dans un communiqué publié dimanche 11 février. à l'issue de la réunion de son bureau, l'ADACTE refuse que les petits actionnaires soient les «victimes d'un accord de complaisance entre Eurotunnel et ses banques ». L'association s'oppose à toute conversion de la dette en actions sans un abandon de créances de la part des banques équivalent à la perte des petits porteurs, soit 75 %,

BOEING: le premier avionneur mondial devrait embancher an moins 7 000 ouvriers de production supplémentaires d'ici au début de 1997 pour répondre aux nombreuses commandes euregistrées en 1995, rapporte le Wall Street Journal daté du vendredi 9 février. De plus, les départs à la retraite devraient laisser vacants 3 000 emplois de plus pendant la même période, portant le nombre des embauches à 10 000, ce qui représente une hausse de 15 % des effectifs de ses unités d'assemblage d'avions commerciaux qui totalisent actuellement quelque 71 000 per-

PRATT & WHITNEY: le motoriste américain a annoncé lundi 12 février la création d'une joint-venture en Chine d'un montant de 22 millions de dollars (110 millions de francs). Formée avec la Chengdu Engine Company, filiate du groupe Aviations industries of China (AVIC), cette société, qui fabriquera des pièces de moteur d'avious de ligne, est la première joint-venure en Chine dans le domaine de la production aéro-■ FRANCE TÉLÉCOM : l'exploitant téléphonique français a annoncé,

vendredi 9 février, la création de Prance Télécom Interactive, filiale de France Télécom Multimédia, qui commercialisera, à partir du printemps 1996, une offre d'accès aux services en ligne, y compris au réseau internet. Les abonnés accéderont à la plate-forme de France Télécom Interactive par le réseau téléphonique au tarif d'une communication locale. II TELEPONICA: Pexploitant telephonique espagnol a indiqué vendirecti 9 février, qu'il pense supprimer 7 000 postes, soit 10 % environ de ses effectifs, d'ici à 1999-2000, « Cela se fera en ramenant l'âge de la retraite à 57 ans et en mettant en place un programme de départs volontaires », a indiqué un porte-parole.

■ ESSILOR: la filiale américaine du groupe trançais d'optique, a conclu lundi 12 février un accord en vue de racheter Benson Eyecare Corp. Cette société est spécialisée dans l'optique et notamment dans les lunettes vendues sans ordonnance.-(Reuter)

M L'OREAL: le groupe français détient 98 % de Maybelline, selou un communique du lundi 12 février. L'Oréal avait lancé sur la société américaine de cosmétiques une offre publique d'achat amicale, qui s'est ache-

II PORTUGAL TELECOM: le gouvernement portugals a indiqué vendredi 9 février avoir l'intention de ramener la part de l'Etat dans le capital de l'exploitant téléphonique de 73 % à 51 % cette année.

COMPTAVALOR

Pour ves disponibilités

COMPTAVALOR est placée par le réseau du Trésor public

TRÉSOR PUBLIC

SICAV COURT TERME MONÉTAIRE

Afin que les actionnaires qui le souhaitent puissent bénéficier de la distribution des revenus, le conseil d'administration de COMPTAVALOR a proposé la transformation de cette sicer de capitalisation en sicer assortie de deux catégories de titres : des actions de distribution et des actions de capitalisation. Cette proposition a été ratifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 février 1996.

Le 15 mars 1996 après-midi, COMPTAVALOR disposera de deux catégories d'actions : des actions D dont les revenus seront distribués. des actions C dont les revenus seront capitalisés dans la valeur liquidative.

De 15 février en 15 mars 1996 matin (détai d'option), les actionnaires pourrent opter sans frais pour l'échange de tout ou partie de leurs actions actuelles de capitalisation contre un nombre identique

d'actions de distribution. À défaut, ils conserveront leurs actions de capitalisation. L'échange d'actions qui sera réalisé le 15 mars 1996 n'aura aucune conséquence fiscale pour l'actionnaire au regard de l'imposition des plus-values.

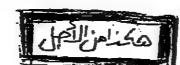
Après cette date, l'échange restera possible à tout moment, mais il sera soumis à la fiscalité des opérations d'échange, c'est-à-dire assimilé à une cession à titre onéreux susceptible de dégager une plus-value imposable.

COMPTAVALOR est gérée par CDC TRESOR, filiale de la Caisse des dépôts et consignations.

vee vendredi 9 février

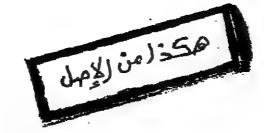
Jan.

3615 LEMONDE Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26



4

Ĵ.



AUJOURD'HUI

NEIGE Les équipes représentant cinquante pays participent aux championnaits du monde de ski alchampionnats du monde de ski al-pin qui se disputent du 12 au 25 février en sierra Nevada, au sud de

vier 1995 pour manque de neige, la compétition, inaugurée lundi par le super-G féminin, devrait se disputer sans véritables problèmes, estiment

épreuves, est généreuse ; le froid devrait glacer et donc accélérer des

pistes aux dénivelés un peu trop doux. • LA SÉCURITÉ est l'un des soucis des organisateurs. La police, la garde civile et l'armée sont en état d'alerte. Quatre équipes, dont

la France, l'Espagne et les Etats-Unis, disposent de gardes du corps. Quatre d'entre eux accompagnent les Françaises et deux seront en compagnie des Français.

La sierra Nevada accueille enfin les championnats du monde de ski

Huit milliards de francs ont été investis pour ce rendez-vous qui avait été annulé en 1995 faute de neige. Les organisateurs comptent maintenant sur l'arrivée du froid pour accélérer les courses

PRADOLLANO (Espagne) de notre envoyée spéciale Pradollano, theatre des champlonnats du monde de ski, est un



dans un vaste été. Pour appréciet le phénomène, il faut grimper vers le point culminant de

la sierra Nevada. A la Veleta, qui culmine à 3 398 mètres, les vents violents font tomber le thermomètre à - 10 degrés. Plus bas, on aperçoit les oliviers, et puis Grenade. Nichée dans la vallée, trente kilomètres plus bas, la ville se réveille par 20 degrés printaniers. A l'horizon, il y a la mer, le rocher de Gibraltar et les côtes marocaines. De l'autre côté du massif, il n'y a pas de neige, les vents marins chauds favorisent la pousse des cactus. Là furent tournés les westerns de Sergio Leone.

Depuis trois ans, Pradollano semblait céder devant le soleil. La sécheresse et la douceur venaient lusqu'à la station. Le pire était survenu en 1995. Devant le manque de neige et d'eau pour actionner les canons à neige dans un climat de toute facon trop chaud, les Andaious, consternés. avaient été contraints d'annuler les championnats du monde. Ils n'avaient rien pu faire contre le destin. Ils avaient défilé en processions religieuses et beaucoup pleuré. Même le roi d'Espagne, luan Carlos, était venu. Le clel était resté obstinément bleu et le monde avaient été reportés.

avec la nouvelle lune, à la fin du mois de décembre. Après le soulagement, les Andalous ont encore eu peur. Début février, un regain de douceur a effacé la neige des pentes et des trombes d'eau se sont abattues sur la région, provoquant des éboulements le long de la nouvelle route qui mène à la station. Le froid revenu. la Fédération internationale de ski (FIS) a donné son avai.

Les championnats du monde 1995, disputés en 1996, seront suivis par les championnats du

au profit de Salbaach (Autriche) et de Morioka (Japon). La FIS lui reprochait d'avoir une station trop modeste pour accueillir une compétition de cette ampleur.

En 1990, l'Andalousie a plus d'atouts. Sa capitale. Séville. s'apprête à recevoir l'Exposition universelle de 1992. La région est un gigantesque chantier. De nombreuses routes nationales sont doublées, des tronçons d'autoroutes sont ouverts, les voies de chemins de fer, comme les communications par satellite, sont renforcées. L'Espagne at-

Deux semaines pour dix titres

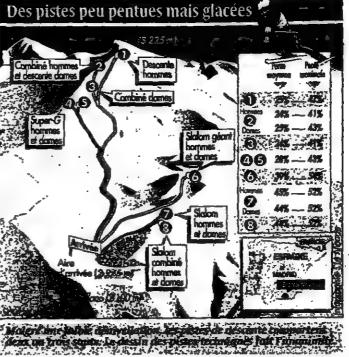
Les championnats du monde de ski sont interminables : deux semaines sont nécessaires pour distribuer dix médailles d'oc-Après les deux super-G dames et hommes, lundi 12 et mardi 13 février, deux jours sont dévolus aux entraînements réglementaires de descente, avant l'épreuve de vitesse du combiné féminin vendredi, la descente hommes samedi, et la descente dames dimanche. Les deux titres du combiné seront attribués fundi 19 et mardi 20. Les épreuves techniques commencent par le slalom géant dames (jeudi 22) et le géant messieurs (vendredi 23). La compétition sera close par les deux sialoms dames et messieurs samedi 24 et dimanche 25.

Pour pailler l'éventuel mauvais temps, les organisateurs doivent réserver une journée-soufflet, le mercredi 21 février. Même si des épreuves n'out pu être courses, les championnats du monde s'achèveront le 25 février, car la Coupe du monde de ski se poursuit en mars. En 1993 à Morioka, lors des précédents championnats du monde, le super-G masculin avait été annulé. Toutes les épreuves seront retransmises sur Eurosport, et la plupart sur France Télévision (lire par ailleurs nos programmes).

monde 1997 à Sestrières et par les leux olympiques de Nagano en 1998. La FIS avait choisi la sierra Nevada comme site d'accueil des championnats du monde 1995 en massif espagnol désespérément mai 1990, au congrès de Monsombre. Les championnats du treux. Pour la région, c'est le triomphe. Elle a vu lui échapper Cette année, la neige est venue les rendez-vous de 1991 et 1993

tend aussi les leux olympiques de Barcelone de 1992. Quelques infrastructures de ceux-ci seront d'ailleurs réutilisées ici.

Au-delà de la victoire d'une région, il y a aussi l'amitié qui unit Mac Hodler, président de la FIS. et Juan Antonio Samaranch, président du Comité international



olympique. Aux sceptiques, les météorologues annoncent qu'il a toujours neigé sur la sierra Neva-

Jusqu'en 1995, tout est envisagé pour la réussite des championnats du monde. Cent soixante milliards de pesetas (plus de 8 milliards de francs) vont être investis dans l'opération, destinée, une fois encore, à désenclaver une région, qui sort de sa totpeur depuis le début des années 90.

L'Etat injecte 74 milliards de pesetas pour la construction de l'autoroute entre Madrid et Séville, la province andalouse consacre près de 9 milliards de pesetas à la rénovation des voies ferrées entre Séville et Grenade ; 663 millions de pesetas sont destinés à refaire entièrement la route menant de Grenade à la sierra Nevada. Trente-trois milliards de pesetas sont consacrés aux environs de la ville. Le modeste aéroport de Grenade est partiellement refait à neuf. La vogue écologiste est évidenment de la partie : quelques millions de pesetas supportent un plan de « revégétation » des pistes pen-

dant l'été. sultat de sa candidature pour les Jeux olympiques d'été de 2004,

l'Andalousie s'apprête à accueillir

médailles de Göteborg, explique Ha-

tungimana. On avait même organisê

des milliers de visiteurs, et les organisateurs prévoient 850 milions de téléspectateurs à travers

CUVERTS PAR JUAN CARLOS Les championnats du monde espagnols veulent réussir après le honteux fiasco des championnats du monde 1993 de Morioka, où les courses avaient été reportées ou annulées, Le premier ministre, Felipe Gonzalez, et le roi d'Espagne sont venus. Ce demier, en visite officielle pour trois jours, a

présidé, dimanche, la cérémonie d'ouverture. « Le report a été vécu comme un camouflet, raconte un volontaire. Nous étions si fiers de montrer que la sierra Nevada était un site crédible pour le climat, la qualité sportive des pistes et celle des infrastructures. La sécheresse nous a ridiculisés. » Sur la trentaine de partenaires de 1995, deux n'ont pas renouvelé leur accord pour 1996. Au total, le report a coûté 80 millions de francs, L'organisation a acheté de nouveaux canons à neige. Une canalisation

plus importante apporte de l'eau

de la rivière Genil. A Pradollano, la nelge est encore gorgée des pluies diluviennes du début du mois. Préparées, les pistes devraient être glacées et donc très rapides, ce qui compensera les faibles déniveliations. Autre bonne nouvelle, les météorologues annoncent un temps froid et clément pendant les championnats du monde, à l'exception de deux jours maussades durant la deuxième semaine. Le nouveau siogan des championnats du monde annonce: « Nous allons y arriver. »

Benédicte Mathieu

L'équipe de France de Coupe Davis s'est refait un moral face au Danemark

BESANÇON de notre envoyée spéciale Méfiants, les Français se sont hâtés de dissiper le suspense. Dés sa-



du double associant Guy Forget à Guillaume Raoux. Une troisième victoire après les deux sim-

ples (Le Monde daté 11-12 février). La France rencontrerait l'Allemagne, facile vainqueur de la Suisse, du 5 au 7 avril, à Limoges, en quarts de finale de la Coupe Davis. Vendredi 9, après les succès en simple de Guy Forget et Cédric Pioline sur les Danois Kenneth Carlsen et Frederik Fetterlein, le directeur technique national, Patrice Dominguez, faisait déjà des projets: . On pourrait rencontrer l'Allemaene dans le stade de l'équipe de basket du CSP Limoges recouvert de terre battue, et j'espère qu'on attirera autant de monde qu'elle. Il vaut mieux 7 000 places occupées que Paris-Bercy à moitié

Malgré le succès, le capitaine des troupes françaises. Yannick Noah, garde un profil bas. Comme par superstition. « Je suis très content de l'équipe, a-t-il déclaré. Je considere qu'elle a rempli son contrat. » Les Danois, pour ambitieux et bagarreurs qu'ils se soient montrés, sont tout de même des adversaires à la portée des Français. Mais Noah n'est pas dupe. Si Forget - qui souffre à nouveau d'une vieille déchirure intercostale et a donné des signes d'essoufflement en double - avait dû s'incliner en simple, on aurait immanquablement reproché au capitaine la sélection d' « un mec trop vieux ». Si l'Allemagne est nettement supérieure en théorie, l'équipe de France de Coupe Davis affiche une

cohésion exemplaire après les années de flottement qui ont suivi l'euphorie de la victoire de 1991. « je remercie les joueurs d'avoir gaané le match de barrage contre le Maroc qui nous a maintenu dans le groupe mondial, plaisante Noah, comme ca i'ai conservé mon boulot. Il y a vraiment une équipe de gens aul s'apprécient et se respectent.»

CAPITAL-CONFIANCE L'amélioration du climat de travail participe manifestement d'une prise de conscience de tous les protagonistes. Ainsi, Noah mesure-t-il désormais davantage la portée de propos dont la résonance peut blesser ses joueurs ou leur nuire. Il se félicite de prendre de plus en plus aisément le recul qu'exige son rôle de capitaine. « le me suis améliore, dit-il. Quand ca tourne mal, le compétiteur que je suis prend le dessus et calque la tactique par rapport au joueur coaché. sinon l'ami rassure en disant que tout ira bien. »

Grâce au capital-confiance apporté aux joueurs français par cette victoire au premier tour, «l'ami Yannick» a compris qu'avec un peu de chance et beaucoup de travail il dispose d'une possibilité de ramener son collectif là où il était en 1991. Comme par miracle, l'anxieux Guy Forget se sent revivre. « Je mets ces victoires en simple et en double au même niveau que mes víctoires en tournoi, at-il affirmé. Yannick m'a fait confiance quand j'avais envie de prouver que je pouvais gagner des matches diffiles. J'espère continuer à faire de bons résultats pour mériter ma place dans l'équipe.» Début avril, Arnaud Boetsch aura sans doute recouvré la santé. Yannick Noah ne devrait alors avoir que l'embarras du choix pour désigner ses joueurs de simple.

Deux athlètes courent pour modifier l'image du Burundi

POUR ÉGAYER ses champion-nats de France en salle, samedi 10 et dimanche 11 février au Palais omnisports de Bercy, la Fédération française d'athlétisme (FFA) avait – imaginé de faire



appel, dans les limites de ses moyens, à quelques étrangers renommés, Aux côtés des élites locales ont done

ATHLÉTISME conviés à ces Internationaux de France Serguei Bubka, des Cubains et deux Burundais.

Vénuste Niyongabo, net vainqueur du 3 000 m, et Arthémon Hatungimana, premier du 800 m. ne possèdent certes pas l'aura individuelle du perchiste ukrainien. Ils ne sont pas unis nou plus par ces liens idéologiques qui assemblent Javier Sotomayor, Ivan Pedroso et les autres en un régiment d'athetes cubains.

Hatungimana et Niyongabo ne s'en déclarent pas moins « frères », soudés par le même désir d'offrir, par leurs performances individueiles, une notoriété sportive à leur petit pays au bord de la guerre civile (Le Monde du 16 janvier). Ils y sont déjà parvenus aux championnats du monde de Göteborg, en août, où ils out donné les premières médailles de son histoire au Burundi : de l'argent pour Arthémon au 800 m, du bronze pour Vénuste an 1500 m. Ils espèrent y réussir encore en Juillet, à Atlanta, iors des premiers Jeux olympiques anxqueis le Burundi a obtenu l'autorisation de participer.

EXILÉS PRIVILÉGIÉS

Agés de vingt-deux ans, les deux Tutsis ~ l'ethnie minoritaire, comme au Rwanda volsin, au pouvoir depuis l'indépendance du Burandi, en 1965, jusqu'en 1993 - se sont connus il y a cinq années, dans le club d'athlétisme de la capitale, Bujumbura. Leur morpholo-Patricia folly gie, leur mode de vie rural, dans

des villages du sud du pays, les avaient dotés de capacités de coureur de demi-fond très proches de celles des Kenyans des hauts pla-

Les deux hommes n'ont guère tardé à décider de les faire prospérer à l'étranger. En février 1993, Vénuste Niyongabo a pris le chemin de l'Italie, où l'appelait Enrico Dionisio, le manager de Said Aouita. Quelques mois plus tard, Arthémon Hatungimana, doté d'une bourse de la coopération, choisis-

une course pour nous, ce qui est devenu exceptionnel là-bas. » Les denx hommes savent bien que la guerre civile larvée entre extrémistes tutsis et hutus, notamment à Buiumbura, a asphyxié toute forme de vie sportive. Les athlètes demeurés au pays ne se risquent que très rarement à braver l'insécurité des rues, voire du stade, pour s'entraîner. Aucun des deux hommes ne souhaite cependant laisser sa notoriété

Records en salle

La Française Patricia Djaté a amélioxé son record de França du 800 m féminin en salle, en 2 min 1 s 50, dimanche 11 février, au cours des internationaux de France. Elle avait établi le record précédent, en 2 min 2 s 02, mercredi 7 février, à Gand (Belgique). Vendredi 9 fé-vrier, à Reno, le Canadien Donovan Balley, champion du monde du 100 m, avait battu le record du monde du 50 m en 5 s 56. Le précédent record, en 5 s 61, était détenu par l'Allemand de l'Est Manfred Kolot et l'Américain James Sanford. Samedi, à Birmingham, la Mozambicalne Maria Mutola a amélioré le record du monde du 1,000 m en 2 min 32 s 08, détenu par la Russe Lioubov Kremilova depuis le 15 fé-

sait la France, où il s'est installé à l'Insep, dans le bois de Vincennes. Tous deux ont dû affronter le premier ennemi des athlètes africains expatriés en Europe : le froid, cause de nombreuses blessures qui ont ralenti leur progression. Tous deux ont dil apprendre à couler leurs habitudes dans le cadre strict des entraînements bivernaux. Après une rupture, pour incompatibilité de méthodes, avec José Marajo, qui s'occupe du demi-fond à l'Insep, Hatungimana a même dû se résoudre à se préparer seul aux championnats du monde de Gôteborg. Mais aucun des deux athlètes ne songerait à s'appesantir sur ces difficultés d'adaptation. Un récent retour au pays leur a prouvé à quel point leur statut d'exilés volontaires en avait fait des sportifs burundais privilégiés.

« En décembre, nous avons êté accueillis comme des héros, après nos servir à la propagande d'un camp. Les médailles acquises sur la piste appartiennent, assurent-ils, à tous les Burundais. Aux journalistes qui s'enquièrent de leur origine, ils préférent désormais opposer un refus poli. « J'ai la responsabilité de représenter mon pays devant le monde, dit Vénuste Niyongabo, au verbe aussi réfléchi que ses courses. Je ne vais donc pas me réclamer d'une ethnie alors que la situation au Burundi n'évoluera que si l'on échappe de cette question. Il ne faut pas faire le jeu de ceux qui embrigadent des gens sans culture pour les utiliser dans leur lutte pour le

« Nous voudrions simplement modijier ('image de notre pays, renchérit Arthémon Hatungimana. Le Burundi peut faire parler de lui autrement que par des massacres. »

Jérôme Fenoglio : cutive

AUTOMOBILISME: Tommi Makinen remporte le Rallye de Suède, première éprenve du championnat du monde. Un an après avoir dû céder la première place de cette course, sur ordre de la direction de leur écurie, l'équipage finiandais Tommi Makinen - Seppo Harjanne (Mitsubishi Lancer) a remporté l'épreuve, di-manche 11 février. Le pilote espagnol Carlos Sainz, sur Ford, a terminé deuxième, à 27 sécondes. Le champion du monde écossais Colin McRae, sur Subaru, a fini à la troisième place. Les Français Didier Auriol (Subaru) et François Delecour (Ford) sont dizième et onzième. - (AFR)

m BIATHLON: l'équipe de France féminine (Anne Briand-Bouthiaux, Corinne Niogret, Florence Baverel, Emmanuelle Claret) a obtenu la médaille d'argent du relais 4 x 7,5 km, remporté par l'Allemagne, samedi 10 février, aux championnats du monde de biathion à Ruhpolding (Allemagne).

BOXE: après un test positif de dépistage du sida, le bozeur américain Tommy Morrison a été suspendu pour une durée indéterminée, samedi 10 février, par la commission athlétique de l'État du Nevada, alors que l'ex-champion du monde des lourds (WBO), âgé de vingt-sept ans, devait affronter le lendemain, à Las Vegas, son compatriote Arthur Weathers. Le 7 Octobre 1995, Torniny Morrison avait perdu face au Britannique Lennox Lewis, terminant le combat

le visage ensanglanté. - (AFP.) FOOTBALL: Bernard Tapie s'intéresse à la création d'une équipe qui pourrait devenir le club résident du Stade de France, à Saint-Denis. Dans un entretien accordé à Libération, lundi 12 février, Bernard Tapie déclare youloir monter « la deuxième équipe de foot de Paris, celle des banlieues, de ma banlieue, et d'en faire un grand club qui rivaliserait avec le PSG ». MOTOCYCLISME: Arnand Demeester a dominé l'Enduro du Touquet, dimanche 11 février, pour la deuxième année consé-

25.62 **企业报** 1 RÉSULTATS

 $\theta \in \mathbb{R}^{n \times d}$

BLATHLON

Beginner in der Filtrick im COMBINE NOTO SE

FOOTBALL

Le Tournoi international de judo de Paris consacre le retour surprise de Darcel Yandzi

Franck Chambily et Isabelle Beauruelle ont été les autres vainqueurs français

Les judokas français sont montés dix fois sur la ont été les meilleurs dans leurs catégories res- 1º tour, dans cette compétition qui marquait le podium à l'occasion du Tournoi de Paris. Franck pectives. Marie-Claire Restoux, championne du début de sa préparation pour les JO d'Atlanta Chambily, Darcel Yandzi et Isabelle Beauruelle monde des moins de 52 kg, a été battue dès le (Le Monde du 10 février).

courte du Tournoi. Un moment de pure explosion. En douze secondes, à peine le temps de prendre ses marques sur les tatamis. Darcel Yandzi était redevenu lui-même, une force de la nature habitée par un judo d'exception. Djamel Bouras s'était envolé, comète expédiée dans le ciel par le contre de Yandzi et aussitôt rappelée aux dures réalités de l'at-

traction terrestre. ippon. La première action du combat avait suffi à éliminer le malhenreux adversaire, désigné pour faire les frais d'une tonitruante résurrection. Darcel Yandzi prétendait à nouveau au rang de chef de file de la catégorie des moins de 78 kg. Il retrouvait ce goût inné de l'attaque menée jusqu'au bout du risque, signalt une première victoire dans le Tournoi de Paris. Et faisait officiellement acte de candidature pour les Jeux olympiques d'Atlanta.

Vint alors le délicieux moment du laisser-aller. Le vainqueur se piongeait soudain dans un bain d'émotion. Il tombait dans les bras de François Fournier, son

CE FUT LA FINALE la plus «prof» d'Orléans. Il signait des autographes, se laissait photographier avec des copains, des inconnus, tous ceux qui voulaient immortaliser sa joie dans le brouhaha des vestiaires de Coubertin. Il avouait son trouble sur le podium aux premières notes d'une Marseillaise qu'il se reprochait de ne plus entendre depuis trop longtemps. Puis il s'offrait aux questions des journalistes, parce que enfin, riait-il, ils avaient retrouvé l'envie de lui en poser. «Aujourd'hul, j'ai été adulte», confiait Darcel. « Et vous savez, c'est dur pour un adolescent de devenir adulte du jour au lende-

> Avec ses mots, Yandzi raconte l'histoire simple et banale du jeune homme trop doué que l'on a voulu faire grandir trop vite. A dix-neuf ans, il avait déjà conquis Byzance: un titre européen et mondial en juniors, le sacre chez les seniors du Vieux Continent, une troisième place aux championnats du monde de 1993.

Alors, « il a pété les plombs ». Il voulait s'amuser « comme un jeune ». Consacrer du temps aux

amis d'Epinay-sous-Sénart, sa banlieue à lui, le gamin né à Brazzaville. Et il s'est mis à perdre. A ne plus être l'invincible Darcel Yandzi. D'autres, prétendants spontanés à la succession, se sont bousculés pour capter l'héritage. Yandzi n'entendait plus rien. Il n'écoutait plus. « Il a cru que c'était arrivé », diagnostique René Rambier, l'entraîneur de l'équipe de France, pour se féliciter aussitot: « Vous avez vu, il a recommencé à écouter, et il a fait une journée

C'est dans son orgueil que le judoka a trouvé les ressources de son retour. Il en a eu marre. Marre de décevoir. Son père. Sa famille. Tous ceux qui croyaient en lui. Il a d'abord quitté Epinay. A pris ses quartiers à Orléans, un club choisi « pour son approche professionnelle ». Avec François Fournier, il a découvert l'entraîneur qui a su hii redonner confiance. Car, dit-il, « quand on a du judo, cela ne se perd pas. C'est ic mental qui fait la différence, et le mental, je ne l'avais

LES DESSOUNCES DE L'ONGUEIL

le Tournoi de Paris, il s'est retire en Ardèche, en un reposant têteà-tête avec lui-même. Et le miracle a eu lieu. Les premiers signes d'un regain de forme apparus lors de sa victoire en championnat de France ont été confirmés. Comme un fait exprès, Djamei

Bouras était l'ultime obstacle. Djamel, le copain d'Epinay et du sport-études de Châtenay-Malabry, Bouras le rival, celui qui s'était installé aux commandes de la catégorie en son absence. Avec ce succès à Paris, Darcel Yandzi a donné la sensation de fermer la parenthèse d'une année triste et grise comme les défaites. Il n'a plus de problèmes.

C'est au tour des entraîneurs de l'équipe de France de se torturer de questions. Puisqu'il leur reviendra au bout du compte de désigner l'heureux élu pour Atlanta. Hier, Djamel Bouras paraissait le candidat incontestable. Aujourd'hui, Yandzi s'est rappelé à leur bon souvenir. Et il ne lui a fallu que douze petites secondes.

Pascal Ceaux

Battu au Parc des Princes, Paris-SG est pris par le doute

Auxerre se rapproche à trois points

LA POIGNÉE de secondes contenues entre la 77º et la 81º minute du match Paris-SG-Montpellier, dimanche 11 février, pourrait avoir bouleversé la physionomie de la sal-



grâce à des buts de Dely Valdes (49°) et de Francis Llacer (75°), ont réussi à se laisser rattraper puis dépasser par les Montpelliérains. Christophe Sanchez (77°), Fabien Lefevre (79°) et Laurent Robert (81°) ont ainsi Infligé au PSG, en un KO express, sa première défaite à domide de la saison.

Les circonstances de ce retournement de situation pourraient le classer parmi les péripéties malicleuses dont le football aime à truffer ses compétitions. Mais, pour le PSG, l'accident a eu lieu quatre jours seulement après une défaite à Monaco (1-0) lors de la 26 journée. mercredi 7 février. Ces deux dé-

convenues en moins d'une semaine. après une série médiocre depuis début janvier, où les Parisiens n'avaient pris que cinq points en quatre journées, placent désormais le PSG à la portée de ses poursulvants. Auxerre, deuxième, n'est plus qu'à trois points de l'équipe de tête, avec un match en retard. Metz, troisième à sept points, qui n'a encore pu jouer samedi face à Monaco pour cause de pelouse impraticable, pourrait surtout dépasser les Parisiens si le club lorrain gagnait ses trois matches en retard.

Promis à une victoire facile, avec choq points d'avance à la trêve, le PSG se retrouve désormals plongé dans le doute. La qualité de jeu du début de championnat a aujourd'hui cédé la place à des interrogations sur la tactique choisie, notamment en défense, par Luis Fernandez, L'entraîneur à persisté dans sa stratégie malgré les remarques de ses joueurs. Avant la Coupe d'Europe, qui dott opposer son chib à Parme en mars, Luis Fernandez va sans doute revoir ses plans pour remédier au « relachement inadmissible » qu'il dénonçait

RÉSULTATS

BASKETBALL

PASSAGE STATES

新校门制有效 计位

Land State of the State of the

The state of the s

The state of the s A Property of the Control of the Con

And the state of t

10 mg 25 mg

 $(\langle \lambda_{\overline{k}} \rangle)^{1/2} \leq (\langle \lambda_{\overline{k}} \rangle + \lambda_{\overline{k}})^{1/2} \leq (1 + 1)^{1/2}$

The state of the s

 $\sum_{i=1}^{n-1} \frac{1}{n^2} \frac{1}{n^2} \sum_{i=1}^{n-1} \frac{1}$

Samuel Sa

1000

All Carlos Carlos

 $(\hat{Q}_{ij})^{T}(\hat{Q}_{ij}+\hat{Q}_{ij})^{T}(\hat{Q}_{ij$

Cholet - Le Mans Vileurbanne - Lyor

Classement : 1. Pau-Orthez, 40 pts ; 2. Limoges et Wileuthanne, 38 ; 4. Antibes, 36 ; 5. Nancy et Dion, 53; 7. PSS-Racing, 31; 8. Levellois, Evreux et Mompelier, 31; 11. Choist, 28; 42. Le Mars, 27; 13. Lyon, 27; 14. Sesandon, 26; 15. Sesadousy,

CHAMPIORINATS DU MONDE

CHARPERTONNES 20 MARCH Dames Relats 4 x 7,5 km 1. Allemagne 1 h 33 min 59 s; 2. France, 2 2 min .45 s; 3. Ukraine, 2 2 min 49 s.

COMBINE NORDIQUE

COUPE DU MONDE 1 K. Ogiware (Jap.); Z. K. Torn Apelend (Nor.), è 52 s; 3. H. Stord (Nor.), è 7 min 19 s; 4. J. Marilla (Fin.), à 2 min 21 s; 5. S. Guillaume (Fra.), è 2 min 51 s; 6. F. Guy (Fra.), è 3 min 37 s.

CHAMPIONINAT DE FRANCE DE Zirjournée
Dunkerque - Marsalia
Louisans-Cuiseaux - Valence
Angers - Cuiseaux - Valence
Mu:house - Lonent
Toulouse - Narity
Case - Britisy
Case - Britisy

Epinal - Sochusz et Lenel - Alés reportés.
Classement: 1. Caer, 51 pa; 2. Marseile, 49; 3.
Rad Sag, 45; 4. Nancy, 44; 5. Le Mars, 44; 6.
Châteaurous, 49; 7. Lenel, 49; 8. Sochusz, 42; 9.
Purpignar, 40; 10. Toulous, 39; 11. Louhero-Cui-seaus, 35; 12. Polities, 34; 13. Lonert, 34; 14.
Amiens, 32; 15. Epinal, 30; 16: Velence, 30; 17.
Niort, 29; 18. Charleville, 29; 19. Dunizmus, 28; 20. Mulnouse, 25; 21. Angers, 21; 22. ARis, 13.
CHARPIONNAT D'ALLEMASNE
18/journée
18/journée
18/journée
18/journée Pribourg - Bor. Moenchenglischach Karlsnube - Eintracht Franciont

russia Moenchengladbach, 29; 5. Vill Studgart, 28; 6. Bayer Leverlousen, 25; 7. Hansa Rostock, 25; 8. Schalke 04, 25; 9. Munich 1860, 21; 10 25; a. Schasser, 21; 11. PC St. Pauf, 20; 12. SC Karlsruhe, 19; 13. PC Kaiserstautern, 18; 14. PC Cologne, 17; 15. Werder Briene, 17; 16. SC Febourg, 17; 17. KPC Uerdingen, 14; 18. Fortuna Otsseldorf, 13. CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE

26 journée Bolton - Aston Villa

Tottenham-west Harn Linds 12 mms; Classement: 1. Newcastle, 60 pts; 2. Manchessar United, 51; 3. Liverpool, 49; 4. Aston Villa, 45; 5. Tottenham, 42; 6. Blackburn, 41; 7. Assenal, 41; 8. Sverton, 40; 9. Nottingham Forest, 40; 10. Chalses, 39; 11. Leeds, 35; 12. Middlesbrough, 33; 13. Sheffield Wednesday, 29; 14. West Ham, 29; 15. Southampton, 25; 16. Wilmbledon, 24;

17. Coventry, 24; 18. Menchester City, 24; 19. Queen's Park Rangers, 18; 20. Bolton, 13. CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

28/journée PC Barcelone - Raai Medrid Atletico Madrid - Séville Valence - Rayo Vallecano Beds Séville - Oxiedo

ragosa, 29 714, Oviado, 29 ; 15. Gijon, 28 ; 16. Al-bricte, 27 ; 17. Sarrander, 27 ; 18. FC Sévile, 25 ; 19. Rayo Vallacino, 25 ; 20. Mérida, 24 ; 21. Sala-manque, 23 ; 22. Valladolid, 20.

CHAMPIONNAT D'ITALIE Atalants - Milan AC

Priter Miler, 29; 10. Semprioria Génes, 28; 11. Ud-nase, 27; 12. Atalanta Bergarne, 25; 13. Caglari, 24; 14. Pacenza, 23; 15. Torno et Padous, 21; 17. Bari, 18; 18. Cramiorium, 13.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

3-9 17-0 18-18 16-17 reporté Narbonne, Classement: 1. Toulouse, 29 pts; 2. Narbonne, 26; 3. Parpignan, 26; 4. Toulou, 25; 5. Granoble, 24; 6. Agen, 22; 7. Nice, 21; 8. Racing CT; 21; 9. Bayonne, 21; 10. Nimes, 21.

Brus - Bagist Bordhaux 23-15
Dax - Bourgoin 24-24
Rumilly - Pau 6-0
Monderrand - Castres 25-6
Monipellier - Colomers Classement : 1. Brus, 28 pts; 2. Bourgoin, 27; 3.
Begles-Bordeaux, 26; 4. Montferrand, 24; 5.
Castres, 24; 6. Pau, 24; 7. Rustrilly, 24; 8. Dax, 23: 9. Colomers 21: 10. Montrellier, 15

COUPI DU MONDE

Megiant Sialom gent de Hintentod 1. M. Von Gruenigen (Sui.) 2 min 40 s 51 ; 2. U. Kaelin (Sui.), & 0 s 35 ; 3. M. Reiter (Aut.), & 0 s 94 ; 4. A. Tombe (to.), & 1 s 53 ; 5. C. Saloni

TENNIS COUPE DAVIS

G. Forget (Fra.) b. K. Carlsen (Dan.) 6-4, 7-6, 5-7, 7-6; C. Podine (Fra.) b. F. Femerican (Dan.) 4-6, 6-1, 6-1, 6-3; G. Forget-G. Radon (Fra.) b. K. Carlsen-F. Femerican (Dan.) 4-8, 6-3, 7-6, 6-3; C. Podine b. K. Carlsen 7-5, 6-4; G. Radon b. F. Femerican (Dan.) 4-8, 6-3, 7-6, 6-3; C. Podine b. K. Carlsen 7-5, 6-4; G. Radon b. F. Femerican p. F.

Vente de Véhicules récents

Faibles kilométrages

Millésime 96

Garantie 1 an ou 12.000 Km

Possibilité d'essai ou

financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASION

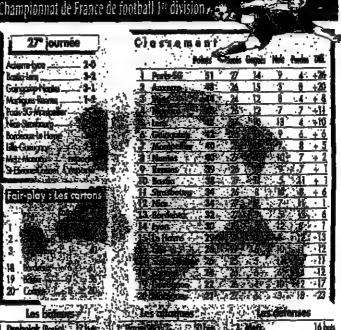
5, rue Bixio - 75007 PARIS

(1) 44.18.10.65

Port. 07.84.10.33

Pascai Bonnet

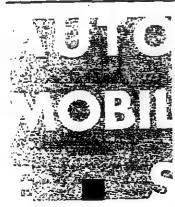
Italie - Russie 3-2; Suisse - Allemagne 0-5; ntalie - Russie 3-2; Suisee - Allemagne 0-5; inde - Pays-Bas 3-2; Suède - Belgique 4-1; Ràpu-blique - Ichèque - Hongne 5-0; Etats-Uns - Mexique 5-0; Afrique du Sud - Autriche 1-1 (la fin du double et les deux derniers samples lunci).



_12 buis | Bestio 128º | comée | sanadi 17 lister | Guergaini-Guingana / Matz-Marigues / Monaco-Saint-Elevan/

Rennes-Auserne / Commes-Boslins / Lyca-Hillian / Montpollier-Boslanian / Strasbourg-Posie SG/

Lens Noutes (le sendrect 16 février) / Le Hovre Lille



CLIO Baccara 1.8

Auto. - 280 Km - 96

GOLF Break STDI 5P.

Airbag - 14.000 Km - 96

ESPACE Cyclade 2.1 DT

Clim. - 14.000 Km - 96

AVIS CENTRE OCCASIONS

(1) 44.18.10.55

Port. 07.84.10.33

TOYOTA FRANCE CENTRE LEXUS - GS 300

- LS 400 de 92 à 95

Garantie 24 mois Crédit exceptionnel Jean Yves PATALANE **2** 46.13.46.72

CABRIO, COCCINELLE 1302 L Noire, capote et sellerle cuir belge, Redio, TBEG, Moteur 50.000 Km NEUF : Freins + Circuit électrique entier + Pneus avants + Rotties REFAITS : Peinture + Capole + Echappement + Embrayage Vendue 62.000 F (experiese 90.000 F) Tél. (1) 42.72.98.81

CITROEN... Véhicules collaborateurs de 6 000 à 15 000 Km

MERCEDES - BMW

PEUGEOT - RENAULT

de - 15 à - 25 % L'engagement qualité

EUROMARK -- AUTOMOBILE --13 mm Xavier Marmier - 25000 BESANCON Tel: 81.41.34.15 - Fax: 81.41.32.90

de 8 à 20 % moins chères Toutes marques tous modèles, nous consulter Mandalaire CEE 123/85
CARS CHEAP IMPORT
86 rue Desnouettes - 75015 PARIS Tél: 45.31.96.00

VOITURES NEUVES TOYOTA FRANCE VEHICULES DE DIRECTION - CARINA - COROLLA

- MR - RAV 4 - HDJ 80 (1) 46.13.46.72

GOLF GTI (1996) 16 Valves - 3 Portes

Bleu métal foncé

Climat. - 860 Km

REPRISE MINIMUM DE VOTRE VOITURE

* OU PLUS, SI SON ÉTAT LE JUSTIFIE,

POUR L'ACHAT D'UNE CITROËN RÉCENTE, ZX, XANTIA, EVASION, XM, 7.000 F* TTC **POUR L'ACHAT D'UNE CITROEN AX**

+ GARANTIE + PRIX INTÉRESSANTS + + CRÉDIT À LA CARTE +

EN ÉCHANGE DE CETTE PUBLICITÉ

10, Place Etienna Pernet PARIS 15e 50, Boulevard Jourdan PARIS 14e

Tél. (1) 45 89 47 47 Tél. (1) 42 08 86 60 59 bis, Avenue Jean-Jaures

Tél. (1) 53 68 15 15

CITROËN FÉLIX FAURE, moi j'aime...

CHAQUE SEMAINE, RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE "AUTOMOBILE" Pour vos atmonces publicitaires contactez Paula GRAVELOT 2 44.43.76.23 (Fax: 44.43.77.31)-

OCCASIONS GROUPE NEUBAUER

229, Bd. Anatole-France

93200 SAINT-DENIS

249.33.60.60

300 OCCASIONS TOUTES MARQUES, GARANTIES Notre sélection, cette semaine :

~~~

à 300 m du métro Mairie de St-Oven

BMW 525 TDS Pack 92 BMW 850i 92, 1e Main ttes opt. 20 M Kms d'origine C 250 Diesel 94

PORTE DE VERSAILLES AUTO 45.31.51.51 BMW 3181 92

• 605 SRDT 93, 1e Main • OPEL CORSA Diese! 5P, 94 R 19 RT DT 94, 1e Main R 25 V6 Inj. Cuir Clim 89 GOLF CL 75 92 Très belle PASSAT CL 90 Rouge 89 Achats - Ventes - Crédits **全** 45.31.96.00

Les bonbons, de la cour de récré au bureau

L'an passé, la consommation moyenne de confiserie de sucre a atteint 3.1 kilos par personne. Aux enfants s'ajoutent un nombre croissant d'adultes qui n'ont pas honte d'acheter des fraises Tagada

LE TEST EST SIMPLE. Entouré de quelques personnes d'age adulte réputées pour leur sérieux. prononcez distinctement les mots suivants: « Malabar, Carambar, Car-en-sac, Dragibus, fraises Tagada, nounours chocolat-guimauve. » La conversation passionnée qui, nécessairement, suivra cette énumération, laissera percer une réalité soumoisement dissimulée aux enfants : c'est aux « grands » que le bonbon doit sa fortune actuelle.

Car. si le nombre d'enfants demeure en France relativement stable, la consommation de « bonbecs », elle, ne cesse de progresser: 2,6 kilos par personne en 1990, 3,1 kilos en 1995. Encore en deçà de la moyenne européenne (5 kilos), la confiserie de sucre ne souffre plus guère de la concurrence de la patisserie et séduit régulièrement deux Français sur trois. Et le bonbon impose partout sa présence réconfortante. De la boulangerie au présentoir à hauteur d'enfant près des caisses des hypermarchés, des nouveaux «coins bonbons» dans les moyennes surfaces (Prisunic, Monoprix) aux distributeurs sur les quais de gare, tout est fait pour favoriser cet achat d'impulsion par

Derniers venus, les magasins spécialisés en libre-service. Glup's, ne en mai 1993, compte délà quatre-vingts boutiques en France. Candy shop, son concurrent le plus sérieux, une quarantaine. « On estime ces maeasins spécialisés à environ trois cents, la plupart appartenant à cinq ou six chaînes », note le créateur de Glup's, Laurent Cordler. Selon les

professionnels de la franchise, le bonbon en libre-service serait même actuellement le secteur le plus porteur, doublant restaura-

DU COLLEGE À L'ESSEC

Cible privilégiée des nouveaux modes de distribution : les adultes. Chez Glup's, on vient au secours des « seize-trente-cinq ans qui n'osalent plus entrer dans une boulangerie pour demander des fraises Tagada ». « Rien, insiste M. Cordier, ne doit rappeler l'enfance dans nos magasins. L'éclairage et la musique sont assez violents, les tubes distributeurs de bonbons volontairement placés haut. La présence d'enfants culpabiliserait les adultes. » Les moins de seize ans ne représentent que 10 % du chiffres d'af-

Le slogan historique de la société allemande Haribo, « Haribo, c'est que pour les enfants », s'est transformé d'un coup en 1992 en « Haribo, c'est beau la vie pour les grands et les petits ». « Chaque semaine, nous recevons 700 demandes pour des clubs ou des fêtes d'adultes, explique Frédéric Schaeffer, directeur du marketing.

Les grands ne se cachent plus pour en manger, ils sont décomplexés. » Les fameuses sucettes Chupa Chups vendent énormément près des lycées, au dire de Jean-Pierre Nause, directeur de la société en

France. Pendant la nuit de l'Essec. on peut acheter des sucettes au bar. Les adultes ont moins honte de montrer leur part d'enfance ».

Le bonheur des fabricants tient d'abord à un simple effet d'âge. La production industrielle du bonbon date des années 60, de même que le succès massif des gélifiés. Arrivent donc à l'âge d'être parents les générations d'enfants qui ont engiouti des monceaux de « bonbecs ». « Une certaine culture du bonbon se transmet de génération en génération, souligne Pierre Auberger, directeur marketing confiserie de Vandamme-Pie qui chante. Aujourd'hui, le bonbon est devenu un produit familial. Le Carambar, par exemple, qui a quarante et un ans, a démarré pour les enfants mais est aujourd'hui beaucoup acheté par les parents.»

Même sentiment chez Haribo, qui réalise 80 % de son chiffre d'affaires avec une poignée de bonbons vieux parfois de trente ou quarante ans. «De produit cariogène, qui fait grossir, piein de colorants, le bonbon est devenu un prodult-plaisir », un « antistress typique de la cible urbaine», que l'on s'accorde pour compenser d'autres sacrifices. « Dans la morosité actuelle, un acte d'achat-piaisir pour 5 à 10 francs reprend toute sa valeur », constate Sophie Camus, de chez Kraft-Jacob Suchard.

François, documentaliste dans

complet, qui combine les deux), fleurissent de nouvelles disciplines plus Indiques : le borse-ball, le poney ou la voitige. Comme l'écrit joliment Jean-Pierre Digard, on passe « du monège à la randonnée, du tweed aux jeans ». « On ne respecte plus le cheval. on l'aime », résume le chercheur. La

montée des sensibilités animalitables = contribue à réduire la consommation de viande de cheval (en baisse d'un tiers entre 1970 et 1990) et à ne pius envoyer les chevaux à la boucherie. On voit se multiplier les maisons de retraite pour chevaux, où trouvent notamment refuge les destriers

de la Garde républicaine. Quant à la Fédération équestre Internationale, elle a adopté un règlement qui limite à trois le nombre de coups de cravache utorisés en compétition...

Michèle Aulagnon

Carambar et avoue volontiers sa faiblesse: «Quand je veux m'arrêter, ça ne dure jamais longtemps... » Des bonbons toujours à portée de main (pour preuve, il dévoite ses cachettes habituelles, ouvre son tiroir, soulève un dossier...), il connaît les plus belles confiseries à l'ancienne de Paris, mais aussi les chaînes modernes, aime les spé-cialités régionales les plus raffinées comme les «trucs chimiques colorés ». « Je ne firme pas. Les bonbons compensent quand fal envie de porter quelque chose à ma bouche. » Les chewim-gums? « Pas question, le goût sucré part

Magnanimes, les enfants ne déissent pas les boubbns que les adultes s'approprient. Les petits le premier poste de dépense pour tous ceux qui disposent d'argent de poche, selon un sondage de l'institut CT-Métrie pour le magazine Stratégies: 63 % des 8-9 ans, la moitié des 10-12 ans, et encore un quart des 13-15 ans placent les

bonbons en tête de leurs achats. Elément de socialisation qui permet d'aller vers les autres, « ils sont une façon d'affirmer son autonomie : ce sont les premiers achais que l'on fait seul », dit Pierre Auberger. Vincent, treize ans, élève piutôt éveillé d'un collège de Bondy (Seine-Saint-Denia), a d'autres mots : « A l'école, le pouvoir, c'est le bonbon. Si t'en as, on fait ce que tu veux. Tout le monde en mange, même les troisièmes. Moi, j'en achète tous les jours. Une fois, je me suis même fait braquer avec un

cutter pour 2 francs de bonbons... » Le bonbon doit toujours être plus mou, de savenr délicieusement artificielle, plus acide surtout. «Il faut que ça pique, que ça donne des sensations, peut-être pour se dire que l'on est grand? », s'interroge le créateur de Glup's. Dernier tri, la «roulette russe », astace des fabricants pour vendre plus chers des produits à plus forte valeur ajoutée, fait un tabac : cinq bonbons à se partager dont l'un a un goût atroce. Mais aussi des sucettes à moteur qui tournent toutes seules dans la bouche, des sucettes qui moussent ou vous laissent la bouche toute bleue... De quoi se persuader d'être né trop tôt.

MOTS CROSSES

171

 Λ :

H0020N74_EVIN

Pascale Krémer

DECODAGE

Le prêt-à-porter féminin ne séduit plus

ON SAVAIT que, depuis plus de trente ans, la part du budget consacré à l'habillement cédait toujours plus de terrain aux foisirs et à l'aménagement des intérieurs. En 1995, les femmes ne se sont pas seulement contentées de diminuer leurs dépenses. Cette fois, c'est le nombre de pièces de vetements vendus qui a chuté. Certes, la morosité ambiante et les mouvements sociaux n'ont pas incité aux dépenses inconsidérées. Osons tout de même la question: et si les clientes ne trouvalent tout simplement pas leur bonheur dans ce qu'on leur propose?

« Quand on regarde les vitrines, on a une impression de déjà vu », assure Guy Javice, de la Fédération française de l'habillement. Dans les années 80, les enseignes de prêt-à-porter bon marché ont fleuri et prospéré sur un principe simple : la copie systématique des

modèles des concurrents. Cela fait des années que les pulls chaussettes et les jupes droites noires paradent en tête de gondole, tandis que les femmes découvrent que l'uniseze-taille unique n'avantage décidément pas la silbouette. Pour Gérard Roudine, de la Fédération du prêt-à-porter féminin, la mode 1995, « minimaliste », a elle aussi participé de la banalisation des vitrines.

« Les coupes épurées, dépoulilées, ont facilité la copie, estime-ts'apercevoir des astuces de coupe qui font les vêtements haut de gamme, il faut être soi-même très averti pour voir la différence. Aussi les vêtements ont-ils l'air inter-

changeables. C'est lassant.» Les magazines féminins ont beau

mode, les coquettes ne s'y rèconnaissent pas. « Les médias créent des envies virtuelles. Ils ne montrent que des fashion-victims. or dans la vie, il n'y a pas beaucoup de femmes 100 % adepte de cette mode », ironise Dominique Peclers, PDG du cabinet de style Pe-L'argument « petit prix », inévitablement lié à une médiocre qualité, a également fait long feu. « Au bout d'un moment, il devient insupportable d'acheter des petites choses pas chères », s'enerve Do-

continuer à consacrer quelques

pages aux nouveautés de la

minique Peclers. Gérard Roudine croit pourtant apercevoir le bout du tunnel. «Le dernier trimestre 1995, avance-t-il, a amorcé un retournement de tendance : le prix il. Tout le monde ne peut pas moyen du vêtement a augmenté. Les femmes recherchent à nouveau la permanence, valeur ajoutée du

Aude Dassonville

Le cheval, « du tweed aux jeans »

La bombe est-elle le dernier rempart des cavaliers contre la modernité? Même si cet accessoire continue de symboliser Péquitation, les cavaliers ont change, Leur panoplie vestimentaire s'est entiorement renouvelée : les classiques culottes de cheval ont presque disparu au profit des jeans, les bottes sont de plus en plus souvent remplacées par des guêtres ou des « chaps », ces ambières en peau portées par les cow-boys et les ganaderos. Puristes et traditionalistes résistent, mais le mouvement s'apparente à une lame de fond. Les conventions vestimentaires ne sont pas les seules à évoluer, révèle Jean-Pierre Digard, du Laboratoire d'ethnologie méditerranéenne et



comparative d'Aix-en-Provence. dans une étude publiée dans le nº 25 de la revue Terrain, carnets du natrimoine ethnologique. L'équitation elle-même est en complète mutation. Quel rapport y-a-t-il entre les 23 000 licenciés de 1949 d'une discipline militaire et aristocratique et les 200 000 titulaires en 1990 d'une carte de la Fédération française d'équitation, sans parier de tous les cavaliers occasionnels? Le nombre de pratiquants a

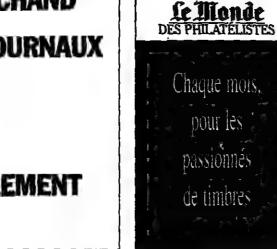
progressé de manière exponentielle, celui des chevaux de selle aussi, passé de 40 000 en 1970 à 150 000 vingt ans plus tard. Ceux qui s'adonnaient autrefois à cette discipline étaient essentiellement des hommes, Aujourd'hul, 63 % sont des femmes et 58 % out moins de dix-huit ans, car la massification de ce sport passe par l'école, ce qui explique un fort taux d'ahandon. La moitié des cavaliers

appartiennent encore aux classes moyennes supérieures (cadres, commerçants ou professions libérales), mais les adeptes de cette discipline se recrutent désormais dans – presque – toutes les classes sociales, estime le chercheur. Ce renouvellement entraine une mutation dans la manière de faire du cheval. A côté des trois activités canoniques toujours plus encadrées (le dressage, le

saut d'obstacles et le concours

La bourse en direct

36 15 LEMONDE





EN VENTE **CHEZ VOTRE** MARCHAND **DE JOURNAUX**

20 F SEULEMENT

AGENDA

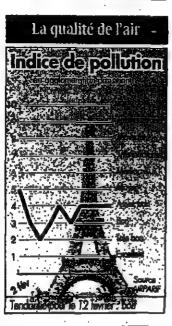
Refroidissement par le nord

s'est rapidement creusée sur l'An-gleterre ; la perturbation associée, très active, a apporté pluies et vents forts sur la majeure partie dn pays au cours de la journée de lundi. L'influence de cette dépression se fera encore sentir mardi: le temps restera incertain sur la phis grande partie du pays. Mardi, sur l'est de l'Île-de-

France, la Champagne, l'Ardenne, la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne,



Prévisions pour le 13 février vers 12h00



UNE PROFONDE dépression la Franche-Comté, l'Auvergne et la région Rhône-Alpes, ce sera une journée de mauvais temps, avec un ciel très nuageux, de la phile ou de brèves averses ; il neigera sur l'ensemble du relief au-dessus de 500 mètres. Le vent de sud-ouest, qui aura souffié fort durant la nuit sur le Nord-Est, s'atténuera dans la matinée. Sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, l'ouest de l'Ile-de-France et la Normandie, les nuages resteront abondants, avec de la pluie par intermittence, jusqu'en milieu d'après-midi ; une amélioration se produira ensuite ; le vent de nord soufflera assez fort : les rafales atteindront 70 à 80 km/h sur

les côtes, 60 dans l'intérieur. Sur la Bretagne, les Pays-de-Loire, le Centre, le Poitou, les Cha-rentes, le Limousin, l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et la vallée du Rhône, nuages et soleil se partageront le ciel tout au long de la journée. Le vent de nord sera assez sensible sur les Côtes-d'Armor. Sur le massif pyrénéen, le ciel restera bouché, avec des chutes de neige au-dessus de 1 000 à 1.200 m d'altitude. Sur le pourtour méditerranéen, quelques nuages traîneront encore dans le ciel au lever du jour, puls un fort vent d'ouest (rafales jusqu'à 80 km/h) les chassera rapidement. En Corse, le passage pluvieux de la nuit prendra fin en début de matinée, et des éclaircies de plus en plus larges se développeront au fil des heures; on ne sera toutefois pas à l'abri d'une averse autour de la mi-journée. Le vent d'ouest souffiera fort, surtout aux extrêmités nord et sud de l'Ile, avec des rafales jusqu'à 80 km/h, localement plus.

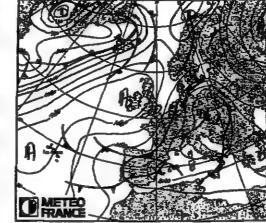
La tendance des températures sera au refroidissement par le Nord; elles seront comprises entre -1 et +7 degrés sur la moitié nord, entre 5 et 10 des côtes bretonnes an Sud-Ouest, et entre 7 et 14 sur les régions méditerranéennes. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-







Situation le 12 février, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 14 février, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS St Monde Les « élections » en URSS

LA DÉMOCRATIE soviétique est ainsi faite que les élections n'offrent aucun élément de surprise. Comme il n'y a aucune compétition entre partis différents, puisque depuis novembre 1917 le monopole de la vie politique est réservé au seul Parti communiste, on sait d'avance que l'Assemblée nouvelle, issue des élections du 10 février, ressemblera comme une sœur à l'Assemblée défunte.

Les électeurs ont une tâche très simple à accomplir : voter pour la liste officielle, pour le « bloc des communistes et des sans parti ». Il n'y a que deux manières possibles de manifester son opposition: s'abstenir de voter ou déposer un bulletin blanc dans l'urne. Mais de telles manifestations sont difficiles

et souvent dangereuses. Il faut d'alleurs rappeler que les adversaires politiques du régime furent supprimés au cours des fameux procès qui, de 1936 à 1938, donnèrent au procureur Vychinski l'occasion d'exercer ses talents, qu'il emploie aujourd'hui pour combattre la politique étrangère de la Grande-Bretagne à la tribune de

Et il importe également de reconnaître que les élections de 1946 ne pouvaient qu'assurer le triomphe de Staline et de sa politique, puisque c'est Staline qui a mené les peuples soviétiques à la victoire, puisque c'est grâce à hui et à ses collaborateurs que l'URSS est devenue une très grande puissance dont le prestige international est égal à celui des Etats-Unis.

Personne ne s'étonnera donc que les records électoraux de 1937 aient été battus. La commission centrale de Moscou nous apprend en effet que sur 99 550 225 électeurs inscrits 99 076 353 out voté. Mais il y a mieux encore à Moscou: 100 % des inscrits ont voté pour Staline et

(13 février 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME Nº 6755

2-787

 $\log \log n \leq n - 2$

 $(p^{-1} + \cdots + p^{-1})^{-1} \otimes (p^{-1} + \cdots +$

 $\chi = \chi^{2} (-i T \nabla + 2i)$

 $\| \varphi^{*}\overline{g}^{*} \varphi^{*} \|_{L^{\infty}(\mathbb{R}^{N})} \leq \varepsilon^{-1/2}$

Landon Company

2000 1940

a street of the

140 miles (140 miles) 180 miles (144 miles)

 $\underline{\underline{\mathcal{A}}}_{i,j} : \underline{\underline{\mathcal{A}}}_{i,j} : \underline{\underline{\mathcal{A}}}_$

gag diameter School

A. 1857

🎉 s sections.

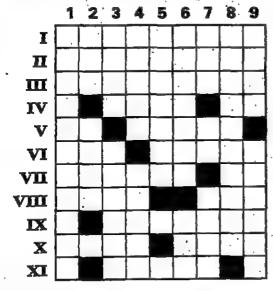
 $\sup_{\lambda \in \mathcal{L}_{\mathrm{max}}(\lambda_{\mathrm{max}})} e^{-\lambda_{\mathrm{max}}(\lambda_{\mathrm{max}})} = e^{-\lambda_{\mathrm{max}}(\lambda_{\mathrm{max}})}$

gigging for the first of the

And the second second

6 15 5 ± 2 ×

Section 1



HORIZONTALEMENT

🗆 1 an

☐ 6 mois

I. Sœur de charité, - II. Se met dans la poche quand il est petit. -III. Injure qui s'adresse au patron. - R. S'élève en Grèce. Partie du

1 890 F

1 038 F

Pérou. - V. Plan d'eau. Pour le gourmet japonais. -- VI. Ruminant disparu. Descend du Caucase. – VII. Région de Palestine. Se met avec tout. – VIII. Sur le golfe de Cuinée. Portait les armes. – Dr. Qui provient de la désagrégation des roches. - X. Traverse plusieurs lacs. Va et vient. - XI. Affluent de la Loire.

VERTICALEMENT

1. Devenus tout confus. - 2. Ce n'est pas de l'essence ordinaire. Calendrier très utile pour un ministre. - 3. Sorte de voiller. Guépe solitaire. -4. Ouvertures sur des tables. Embrouilles. -5. Peut suivre un refroidissement. - 6. Manque de parole. Peut être un produit de laterre. - 7. N'est pas reconnaissant. Interjection. Pays. - 8. Apporte plus de confort que la cuisine roulante. - 9. Berceau du sophisme. Paire des « hi » et des « ho ».

SOLUTION DU Nº 6754

HORIZONTALEMENT

I. Dénonciatrices. - II. Examinateur. Eu. - III. Pl. Emet. Ars. - IV. Age. Amble, Imite. - V. Rus. Epiée. Ataxie. - VI. Tétards. Bras. - VII. Ruée. Baboré - Vill. La. Ane. Errus - IX. Démérageuse. Ca. - X. Errollers. Escrit. - XI. Ton. Ricin. Quitt. - XII. Entomologiste. - XIII. Aminé. Lilis. An. - XIV. Renice. Réel. Une. - XV. Eues. Feus. Oural.

VERTICALEMENT

2960 F

1 560 F

790 F

1. Départs. Déterré. - 2: Exigué. Leçon. Eu. - 3. Na. Tramontane. -4. Omo. Eau. El. Omis. - 5. Ni. Apre. Ni. Mie. - 6. Cnémide. Aéronef. -7. Lambes. Agrile. -8. Atèle. Eneson. Ru. -9. Tête. Bleu. Igues. -10. Rt., Ara., Sénile. - Tl. Imitables. Silo. - 12. Maso. Pots. - 13. Air. Recrue, Ur. - 14. Serti. Email. Ana. - 15. Usées. Tunnel.

EN VISITE

Mardi 13 février

■ DU PONT-NEUF à l'eoceinte de Philippe Auguste (50 F), 10 h 30, sortie du métro Pont-Neuf côté Samaritaine (Paris autrefois). MUSEE D'ORSAY: une œuvre

à voit, Le Docteur Paul Gachet, de Van Gogh (24 F + prix d'entrée), 12 h 30; visite par thème, les impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux). MUSÉE CARNAVALET: Paris au Second Empire et à la Belle Epoque (50 F + prix d'entrée), 14 heures, devant l'entrée (institut culturel de Paris) ; les ponts de Paris (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la

Ville de Paris). **■** DE L'ÉGLISE SAINT-SÉVERIN à l'église Saint-Julien-le-Pauvre (40 F), 14 h 30, devant le portail de Saint-Séverin (Sauvegarde du Paris historique).

LE FAUBOURG POISSON-

NIÈRE (37 F), 14 h 30, angle de la LE CARNET

DU VOYAGEUR

■ CORÉE DU SUD. La Corée du Sud, qui disposait jusqu'à présent de trois aéroports internationaux, à Séoul, à Pusan et sur l'île de Cheju, en a mauguré un quatrième la semaine dernière à Taegu, dans le centre du pays. Les premiers avions, en provenance d'Osaka (Japon), ont atterri le 9 février. Des lignes régulières avec les aéroports chinois de Qingdao et japonais de Fukuoka seront ouvertes prochainement. ~ (AFP.)

■ ÉTATS-UNIS. Pour la quatrième aunée consécutive, Southwest Airlines, transporteur basé à Dallas (Texas), a conservé la première place au classement des meilleures compagnies aériennes dans trois catégories: la ponctualité, le service des bagages, et le nombre de plaintes déposées par les passagers. - (Bloomberg.) ■ MALAISIE. Le groupe hôtelier français Accor vient d'inaugurer un Novotel de 210 chambres à Sungai Petani (Malaisie). C'est le centième établissement d'Accor Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30 dans la région Asie-Pacifique.

du boulevard Bonne-Nouvelle ris). (Monuments historiques).

L'ÉGLISE SAINT-SULPICE (37 F), 14 h 30, devant l'église (Monuments historiques). ILA MAISON DE BALZAC (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, rue

Raynouard (Musées de la Ville de MUSÉE BOURDELLE (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (Musées de la

MUSÉE DE LA VIE ROMAN-TIQUE (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Chaptal (Musées de la Ville de Paris).

■ LA CATHÉDRALE ORTHO-DOXE RUSSE (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Daru (Isabelle Hauller).

MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

PALAIS GALLIERA: exposition

« Costumes à la cour de Vienne, 1815-1918 » (50 F + prix d'entrée). 16 heures, 10, avenue Pierre-I de-Serbie (Tourisme culturel).

Mercredi 14 février ■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F

- prix d'entrée) : Vénus demandant Vulcain des armes pour Enée, de Boucher, 12 h 30 ; les Canaletto de la collection Victor Lyon, 19 h 30; la peinture française du XVII^e siècle, 19 h 30 (Musées natio-

I LA CHAPELLE EXPLATOTRE et 14 heures, dans le square rection du passé).

rue du Faubourg-Poissonnière et Louis-XVI (Institut culturel de Pa-

MUSÉE DU PETT PALAIS : exposition « A l'ombre du Vésuve » (50 F + prix d'entrée), 14 heures, hall du musée (Odyssée); un autre regard sur la sculpture, genèse de l'œuvre (25 F + prix d'entrée), 14 h 45 (Musées de la Ville de Paris); exposition « A l'ombre du Vésuve » (50 F + prix d'entrée). 15 h 15, hall du musée (Tourisme

MHÔTELS DU PRÉ-AUX-CLERCS (50 F), 14 h 30, sortie du métro Solferino (Paris pittoresque et insolite).

M MUSÉE D'ART MODERNE (25 F + prix d'entrée) : exposition Passions privées », 14 h 30 ; pour les six à neuf ans, art abstrait, construction et geste, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

LE PALAIS DE JUSTICE (55 F + prix d'entrée), 15 heures, boulevard du Palais, devant la grille du Palais de justice (Paris et son histoire).

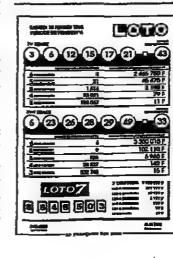
■ L'UNESCO (55 F), 14 h 30, sortie du métro Ségur (Pierre-Yves

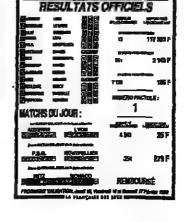
LES CATACOMBES (25 F + prix d'entrée), 14 h 45, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la

Ville de Paris). ML'ABBAYE DU VAL-DE-GRACE et le souvenir d'Anne d'Autriche (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 1, place Alphonse-Laveran (Monuments historiques).

MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, l'église Saint-Augustin (50 F), sortie du mêtro Saint-Paul (Résur-

JEUX





572 F 536 F 3 mois « LE MORDE » (USFS » 0007/29) is published dully for \$ 100 per year « LE MORDE » 1, place Tanbust Serve-Melay 9452 key-sur-Seine, France, second class postage paid at Champiain N.Y. US, and additional mariling offices. POSTMASTER: Send address changes to 105 of N-T Box 1589, Compubio N.Y. 1299-1580 Pour les abstructures yeu USA. INTERMATERIAL MEDIA SERVICE, los. 300 Facilie Amonte Suite-did Vinginia Bouch VA 29451-2963 USA Tel.: 300.4883-049 . Prénom : . Code postal: ---. FF par chèque bancaire ou Ci-joint mon règlement de : ... postal; par Carte bancaire Signature et date obligatoires Changement d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ. FP. Paris DTN par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer voire numéro d'abonné.)
 Renseignements: Portage à domicile ● Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers ◆ Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
 33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lumil au vendradi.
 ◆ Par Minutel 3615 code LE MONDS, accès ABO.

24, avenue du G" Leclere - 60646 Chantilly Cedex - TEL : 16 (1) 49-60-32-90.

Je choists Rouce Sense, Relique, Laxenboure, Pays-Res Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service al

Sinse, Releigne, Autres pays Laxuationeg, Pays-Ras de l'Oulon etropi

1 123 F

LES SERVICES ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO DU Monde

40-65-25-25 Le Monde 3615 code LE MONDE Telématique CompuServe : 36 63 81 22 Adresse Internet : http://www.lemonde.fr 3617 code LMDOC Documentation ou 36-29-04-56 (1) 43-37-66-11 Index et microfilms: (1) 40-65-29-33 Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 Filmin) Ce Pionde es élét par la SA Le Morde, so-ciet accepte avec discussé et consid de suveillance. La reproduction ve ex-l'accord de l'administration. Commission partaire des journaux et publications 5594 : 0395-2037 La reproduction de tout article est interdite sans

Imprimerie du Mande : 12, aue M. Garsbourg, 94852 Jury-Cedex. PRINTED IN FRANCE. Précident directeur parabal/ Jean-Marie Colombani Directeur général: Gérard Morast Membres du comité de direction: Dembigue Alday, Gielle Payon de Mark

133, avenue des Champs-Elysées

qu'elle doit se montrer désormais ne Bonnell, sérieusement réformé, plus audacieuse. ● LE SYSTÈME d'aides qui a contribué à placer la production française en position de force en Europe doit être, selon Re-

pour redynamiser la production et l'exploitation. • CE DÉPART intervient alors que la restructuration du Centre national du cinéma proposée

par son nouveau directeur, Marc Tes-sier, lui aussi un ancien de Canal Plus, se heurte à la méfiance des syndicats et des producteurs et distributeurs indépendants.

Le grand argentier du cinéma français quitte Canal Plus

Dans un entretien au « Monde », René Bonnell explique les raisons de son départ. Il estime que le système de subventions doit être sérieusement réformé pour faire face aux défis technologiques du futur

RENÉ BONNELL, patron du cinéma à Canal Plus, dispensateur en chef d'une manne annuelle de 1,7 milliard de francs, homme redouté mais respecté des créateurs, a quitté son poste le 31 janvier. Il annonce aujourd'hui cette décision et explique au Monde sa vision d'un cinéma français en mutation. Co-président, avec Margaret Menégoz, de la Commission de réforme des procédures d'agrément, il se montre évasif sur son avenir professionnel mais annonce cependant la publication prochaine d'un nouveau roman, la réactualisation de son essai économique La VIngt-Cinquième Image et sa participation à l'écriture de plusieurs scénarios.

« Quelles sont les raisons de votre départ de Canal Plus ?

- Quand les rumeurs de mon départ ont couru, il y a quelques mois, il s'agissalt plutôt de malveillances visant à me déstabiliser que d'une décision de ma part. Maintenant, la décision est prise. Tout homme de pouvoir a eu la tentation de renoncer à ce pouvoir, ce qui peut, sans faire de mysticisme, le grandir à ses propres yeux. If y a eu à Canai Plus, comme dans toute entrenrise qui entreprend, des hauts, des bas. des erreurs à court terme : le crois qu'à long terme on verra que ce ne sont pas des erreurs, des décisions collectives qui ont eu leur sanction. J'ai payé pour voir, je me suis affronté aux Américains, l'al vu leurs forces, leurs faiblesses, leurs fantasmes. l'ai vu le vrai du faux.

» Mon départ intervient à un moment où le cinéma français arrive à une période de mutation et je crois sincèrement qu'il est important qu'il y ait un renouvellement, notamment des décideurs. À l'heure actuelle, Canal Plus permet au cinéma français de survivre. En même temps, le système mis en place empêche la chaîne de réfléchir à son avenir. Mon maintien aux fonctions qui étaient les miennes aurait fait de moi le garant de ce « répétitisme ». Même s'il a été une véritable révolution dans le financement du cinéma révolution, s'est tigé jusqu'à devenir un nouveau pouvoir, c'est-àdire une double alienation. Alienation de celui qui distribuait, aliénation de ceux qui recevaient. Cette espèce d'équilibre pouvait durer longtemps, aussi longtemps que Canai Plus était en bonne santé. » Il est temps de réfléchir non

Un « despote éclairé »

René Bounell, esprit aigu dans un corps rond, accepte volontiers d'être défini comme un despote pourvu qu'on assortisse aussitôt le mot de l'adjectif « éclairé ». Le « Monsieur Cinéma » de Canal Pius, sans qui quasiment aucun de la centaine de films français annuels ne pouvait être financé, est né il y a cinquante et un ans à Bône, en Algérie. Etudiant pauvre arrachant bourses et diplômes comme autant de défis et de revanches, il vérifiera très tôt l'hypothèse rassurante que la fortime sourit aux vertueux.

Juré à Cannes à vingt-deux ans, il voit sa thèse de fin d'études publiée et remarquée. Le Cinéma exploité (1 200 pages) lui ouvre les portes de Gaumont. où Daniel Toscan du Plantier l'appelle et où il restera directeur de la distribution pendant cinq ans. Puls, en 1983, c'est la naissance controversée de Canal Plus. René Bonnell s'y associe, voit sa puissance grandir avec celle de la chaîne cryptée. En 1989, il publie simultanément deux ouvrages chez Gallimard, La Vingt-Cinquième Image, Une économie de l'audiovisuel, et un recueil de nouvelles autobiographiques, dont on souligne la valeur littéraire et l'ironie poi-

pas à l'explosion du système mais à sa mutation intelligente. Il doit garantir et développer l'emploi, protéger la liberté des créateurs et organiser l'industrie européenne. A l'heure actuelle, le système français anesthésie la réflexion. Les films marchent, ne marchent pas, c'est pareil. Il n'y a pas de sanction du marché et, dans le même temps, vingt-cinq ou trente premiers films sont tournés chaque année, ce qui n'est pas mal, comparé à ce qui se passe allieurs. La question est de savoir si, dans les années qui viennent, toutes les conditions structurelles qui permettent ce financement massif de l'industrie du cinéma vont pouvoir demeurer. Je pense que non. Le système se fige, cette profession a du mal à s'autoréformer. Je ne crois absolument plus à la modification d'ordre juridico-politique, qui a eu sa fonction historique. Je crois que l'apparelliage juridique va se fracasser sur les réalités technologiques et économiques. La France est le seul pays européen qui ait les moyens de créer une véritable industrie cinématographique et audiovisuelle.

- Canai Pius ne pouvait-ii pas constituer je fer de lance de

- le ne connais pas la priorité stratégique de Canal Plus sur ce terrain, mais la chaîne a de lourdes batailles à mener sur le front du numérique en Allemagne, du satellite, de la pression américaine, de ses approvisionnements, etc. Canal pourra done accompagner des initiatives, mais risque de ne pouvoir en prendre en raison de sa situation de monopoie. En effet, le pouvoir des diffuseurs va décliner : ils sont confrontés aux nouvelles données technologiques, la crise effrite les rentrées publicitaires et ie prix du talent, matière première indispensable, flambe. Une stratégie spéculative ne suffit plus. Sans une gestion concertée et sensible de ce problème, toutes les grandes constructions bancaires ne serviront à tien. Il est temps de réfiéchir collectivement à la façon de renforcer l'industrie française du cinéma, pour la rendre conquérante sur les marchés étrangers, conquête passant notamment par la prise de contrôle de sociétés européennes.

- Comment définir un cinéma enropéen?

 Il est d'abord d'expression nationale, mais requiert un financement plus large. Il faut permettre à un créateur anglais ou espagnoi d'initier un projet d'envergure sans ou'il soit immédiatement récupéré par les Américains, qui vont mener une bataille meurtrière pour acheter les talents enropéens. Depuis l'été dernier, on est revenu au schéma en vigueur au lendemain de la Première Guerre mondiale, adapté à la technologie actuelle: des conglomérats intègrent studios, chaînes à péage, chaînes en clair, distribution mondiale, vidéo. Quand les Américains dépensent 10 dollars, ils prennent moins de risques que les Européens, leur chaîne d'amortissements étant longue et solide. Donc, le cinéma européen doit désormais s'élargir, conquérir des marchés, c'est possible. Lorsque vous discutez avec des Japonais ou des Coréens, ils veulent des films européens pour nourrit leurs chaînes à péage, parce que c'est leur goût, mais aussi pour échapper à l'emprise d'un fournisseur unique, américain.

Pensez-vous que les intérêts de Canal Plus et ceux du cinéma

français divergent désormais? Non, mais îl y a un problème. Le fait que Canal Plus compte aujourd'hui plus de quatre millions d'abonnés conduit inéluctablement à appliquer la théorie quantitative de la monnaie : Canal Plus met sur la table, au 1ª janvier, 12 % de son chiffre d'affaires, soit environ 1 milliard de francs, auxquels s'ajoutent les obligations des



verses. Les 2,2 milliards ainsi rassemblés doivent être intégralement dépensés dans l'année. Alors, au lieu d'adapter les flux monétaires à la réalité de la production, la production s'adapte aux flux monétaires. D'où l'envolée des coûts. Effets pervers en chaine. Une coproduction minoritaire, par exemple, doit apporter au minimum 20 % du budget du film. Mais 20 % du coût des films français il y a cinq ou six ans, c'était encore jouable. 20 % sur les nouveaux coûts, en pesetas dépré-ciées, en lires dépréciées, en livres sterling dépréciées, c'est injouable

- Étonnant de vous entendre, en caricaturant un peu, dire que le cinéma français a trop

- En caricaturant beaucoup. Il a trop d'argent pour ce qu'il en fait actuellement. Il faut que l'on utilise une partie de cette manne de manière plus collective et plus offensive. Il faut changer de braquet, partir à l'assaut. Canal Plus a des participations en Europe, les Chargeurs également, UGC commence à s'implanter en Espagne, etc. Ceux qui visent la rente n'ont pas intérêt à ce que ça bouge.

~ Au cœur de cette stratégie européenne, êtes-vous favorable à la suppression de la distinction entre cinéma et télévinicos ?

- On m'a fait un mauvais procès car je n'ai jamais dit cela. J'ai seulement affirmé que la meilleure chance d'avoir deux voies de création séparées et originales, c'est précisément de désencombrer le marché des salles des films qui ne méritent pas ce statut d'œuvre cinématographique. Lorsqu'un film, produit pour le cinéma, ne trouve

pas le programmer directement à la télévision, au lieu de le sortir à la vette pour toucher le chèque de Canal Phis et le diffuser un an plus tard, alors que tout le monde l'a oublié ou n'en a même jamais entendu parier?

- Etes-vous favorable à la suppression de l'aide à la distribu-

 Il fant recentrer cette aide sur l'exploitation, pour relancer la frémentation. Lorsqu'on donne 500 000 francs à un distributeur pour ses copies et sa publicité, et que cette somme n'est pas remboursée parce que le film a fait très peu d'entrées, l'aide n'est on'une subvention au prestataire de service, la société de distribution. Option défendable, car cela permet à une petite entreprise de survivre. Mais on pourrait obtenir le même effet s'il y avait des spectateurs en face, pour apporter l'argent, qui remonterait ensuite resqu'à la société de distribution. Il faut soutenir les efforts de relance de la fréquentation et d'animation des salles. Regardez ce qui s'est

très favorable. Il ne faut pas avoir peur de dire que le cinéma est une industrie et doit répondre à l'attente du public. - Mais si le créateur ou l'industriel se conforme au désir tel qu'il est ou non exprimé, le

passé en Grande-Bretagne : en

1945, il y avait plus de 2 milliards

d'entrées, pour une population à

peu près équivalente à celle de la

France. Aucune intervention de

l'Etat, développement de la télévi-

sion, on arrive dans les années 80 à

50-60 millions de spectateurs.

Quelle est la fréquentation britan-

nique de l'année dernière?

140 millions. On peut dire que c'est le modèle libéral pur. Le cinéma

américain a restructuré. D'accord.

mais je pense que le désir est

présent. Parce que la cassette vi-

déo se banalise, que le zapping dé-

précie l'image de télévision, que

I'on est moins patient devant son

poste, le petit écran ne fait pas rê-

ver. Et tout ce qui est fait en

France en ce moment pour rap-

procher le spectateur des salles est

risque n'est-il pas la standardi-

- Ce qui importe, c'est que des univers de réalisateurs éclosent et qu'un regard, une signature apparaissent, à côté des films qui visent une cible plus large. Exemple: Les Apprentis, de Pierre Salvadori. Avec ses défauts, il atteint 120 000 entrées à Paris. C'est cela qu'il faut protéger, même si les cinéastes peuvent parfois paraître emmerdants, égocentriques, morbides : Tom est tout seul, Noublie pas que tu vas mourir, Petits Arrangements avec les morts... Car ce sont ces regards-là qui, se débarrassant de leurs afféteries mais préservant ieur originalité, vont pouvoir prétendre un jour au succès populaire. Le public les suit inconsciemment : la génération qui les a découverts à 120 000 entrées les verra dans quinze ans à 400 000.

- Le système Bonnell survivrat-il au départ de René Bonnell? - Un milliard sept cent millions de francs de budget, c'était cela le système Bonnell. Rien d'autre. »

> Propos recueillis par Pascal Mérigeau et Danièle Heymann

COMMENTAINE

COÍNCIDENCES

Que René Bonnell alt abandonné ses fonctions de directeur du cinéma à Canal Plus le mentradi 31 janvier, soit deux jours avant que Marc Tessier, auparavant directeur général du développe ment de Canal Plus, présente le . sion culturelle, et dont le financenouvei organigramme du Centre

privé de contester peut paraître troublant. Dans un « point de vue » donné

au Monde le 6 avril 1994, René Bonnell écrivait en effet : a il faut (...) supprimer l'aide à la distribution, pour encourages, d'une part. la diffusion des films sur d'autres supports, notamment les chaînes. de service public, et, d'autre part. les salles qui remplissent une misment devrait être en partie "muCentre national du cinéma, l'autre, qui assure s'interroger sur son avenir, tient avec une gourmandise non dissimulée son rôle de chargé de mission, de conseilier, de consultant auprès de diverses instances. Si ses avis n'ont pas été soificités, et entendus, li faut, en effet, parier de coinci-

dence.
As mene moment, Have entre The ateur de 25.% dam de MK2 Holding et prend du groupe dinématographique dirigé teur et exploitant indépendant. Marin Karmitz affirme vouloir

La restructuration du Centre national du cinéma provoque l'inquiétude des syndicats et des associations d'indépendants

DÉCOUPER suivant le pointillé? La formule ne figure pas sur le nouvel organigramme du Centre national du cinéma tel que l'a présenté, le jeudi le février, Marc Tessier, directeur général de l'établissement depuis le 27 septembre 1995. Mais les syndicats de l'entreprise, unis dans le refus de cette restructuration, pensent que la vraie question est là. Et ils paraissent sur le point d'entraîner avec eux les producteurs et distributeurs indépendants, que cette réforme inquiète en premier chef. Source principale de cette in-quiétude, la séparation budgétaire

que semble traduire la nouvelle structure en faisant apparaître une ligne de partage entre les services financés grace au soutien de la profession et ceux qui dépendent majoritairement des subventions du ministère. C'est ainsi que les procédures de soutien à la distrioution et à l'exploitation, confiées par le passé à la direction de l'explonation et de la diffusion culturelle, passeraient sous la responsabilité de la direction du cinéma, hier concernée seulement par l'aide à la production. Cette « direction du cinéma» est une des quatre directions à vocation essen-

ticilement « économique ». La cinquième direction, celle des « affaires culturelles, patrimopiales et des interventions territoriales », qui intègre pour la première fois le service des archives, est désormals directement rattachée à la direction générale. Officiellement, ce rattachement traduit la volonté du directeur général de s'impliquer personnellement dans ce type d'actions. Mais certains considérent que cette nouvelle organisation fait peser une menace grave, particulièrement sur le service des actions culturelles, qui gère dix-sept types d'aides différentes, destinées notamment aux distributeurs, aux festivals, aux associations, aux exploitants, aux cinématographies peu diffusées et au secteur non

RISQUES DE MARGINALISATION Car, si la répartition du fonds de soutien est opérée automatiquement, ce système d'aides, indispensable à la survie de tout un pan de la profession, nécessite l'intervention d'une structure approprice. La limitation de l'action de cette structure à l'attribution des aides sélectives, destinées prioritairement aux secteurs parallèles à la grande diffusion et essentiellement dépendantes des subventions ministérielles, ne risque-telle pas d'accentuer sa marginalisation, voire de conduire à la

remise en question de son exis-La crainte des opposants à la restructuration est qu'à terme, en effet, la gestion de ces aides soit abandonnée par le CNC au minis-

tère de la culture et aux directions régionales de l'action culturelle (DRAC). Cette crainte est avivée par l'affirmation réitérée de la nécessité d'une implication accrué. des collectivités locales. Que se passera-t-il alors si le ministère réduit ses crédits d'intervention, les transfère ou les abandonne?

Conséquences possibles de ce renoncement : la suppression de quelque cent cinquante emplois (sur un peu plus de quatre cents) au Centre national du cinéma et sa transformation en un groupement d'intérêt public (GIP), un établisse-ment public à caractère industriel et commercial (EPIC) où un groupement d'intérêt économique (GIE), dont le rôle se limiterait à la collecte auprès des professionnels des sommes qui leur sont ensuite reversées (principe du compte de soutien). Un établissement public à caractère administratif se trouverait ainsi placé sur la voie de la privatisation.

Les plus pessimistes suspectent que le but non avoué de la manœuvre soit la suppression des aides aux secteurs considérés comme non rentables. Le fait que, parmi ses premières mesures, Mart Tessier ait décidé le maintier du plafond de l'aide automatique (obligation de dépenser pour la sortie d'un film 800 000 francs en à-valoir distributeur, tirage des copies et achat d'espaces publicitaires) - Dominique Wallon, son

prédécesseur, avait le projet de l'abaisser à 300 000 francs - pourrait accréditer les craintes exprimées par les producteurs et distributeurs indépendants, qui considérent que l'argent du cinéma serait désormais destiné aux

seuls « niches ». En 1995, vingt-deux sociétés indépendantes ont distribué quatrevingt-neuf films nouveaux, soit 25,5 % du nombre total des sorties de l'année et 10 % du nombre total des entrées. A ce titre, leur activité génère du fonds de soutien, dont ils entendent bien bénéficier eux aussi en retour et dont ils redoutent d'être désormais privés, insistant sur le fait qu'ils sont las d'être considérés comme des assistés. Pour l'heure, ils se concertent sur les actions à mener, en attendant la rencontre entre leurs représentants et Marc Tessier, qui doit avoir lieu mardi 20 février, et en dépiorant un manque réel de concertation et de transparence.

Soncieux de ne pas crier au feu avant que l'incendie ne soit déclaré, ils craignent cependant que les aménagements structurels annoncés cachent une volonté de réforme profonde du système d'aide au cinéma et entendent obtenir non plus des déclarations d'intention, mais les vraies garanties nécessaires à la survie de leur activi-

P. M.

€.



LE MONDE / MARDI 13 FEVRIER 1996 / 23



aux spectateurs franciliens, agré-

mentés d'animations et d'actions de

terrain. Théâtre d'opéra, mais aussi

salles municipales, cafés ou églises

participent à la diffusion de ces

spectacles. Deux nouvelles produc-

tions lyriques viennent de s'ajouter

au palmarès de cet organisme,

grâce auquel la région parisienne ne

saurait plus être tenue désormais

D'abord vaguement suspicieux, les yeux des élèves ont commencé à

s'allumer. Ce jour-là, Christian Gan-

gneron (metteur en scène de son

état) avait débarqué dans la 1º \$ du

lycée René-Descartes, à Champs-

sur-Marne, pour inculquer aux têtes

blondes quelques radiments d'opé-

ont d'abord écouté, la prunelle

morne, l'exposé liminaire de l'inter-

venant : comment il avait eu l'idée

de son dernier spectacle, commen

de recoupement en recoupemen

(Goethe, Doillon, Wedekind) s'était

forgé le projet de C'est la fauts à

Werther, comment il en avait confié

l'écriture à Christine Laurent et la

musique à Patrice Fouillaud, Puis on

est passé aux travaux pratiques -

tentative d'interprétation théâtrale

Deux heures après, on ne les te-

naît plus : Audrey et Nassim avaient

apprivoisé leurs rôles, les re-

marques fusaient et nos scienti-

fiques de René-Descartes laissalent

échapper des remarques dont la

pertinence laissait Gangneron lui-

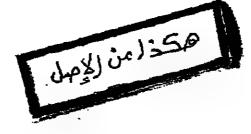
même sincèrement abasourdi. Ce

doit être ce qu'on appelle un cas

d'école. Ce succès est à mettre au

d'un extrait du livret.

pour un désert lyrique.



La construction de l'orgue de Saint-Louis-en-l'Île risque d'être différée

Le budget qui lui était alloué a changé d'affectation

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, la Mairie de Paris a mené une active politique en faveur des orgues de la capitale. Qu'il s'agisse de relevage, de restauration ou de construction d'instruments neufs. les instances municipales ont tout fait pour faire oublier le feuilleton controversé de la réfection de l'orgue de l'église Saint-Eustache, couffre financier et réalisation sulette à critiques, Aujourd'hui, Paris dispose d'un parc d'instruments en état de servir les répertoires les plus divers, de la musique baroque française (Saint-Ferdinand des Ternes) à la musique d'aujourd'hui (Saint-Pierre de Chaillot). Mais II manque un instrument pour jouer le nec plus ultra de la littérature organistique, l'œuvre de Jean-Sébastien Bach. Aussi accueillait-on avec bonheur l'annonce de la commande au facteur allemand Jürgend Ahrend, le « meilleur facteur d'orgue vivant », selon Gustav Leonhardt, d'un instrument de type baroque nordique semblable à ceux qu'il a construits depuis quelques années dans les grandes capitales mondiales (Milan, Tokyo, parmi les derniers achevés).

Un devis fut rédigé en 1993 par le facteur, l'annonce fut faite officellement, le 14 décembre 1994, par Prançoise de Panafleu, alors adjointe au maire chargée de la culture, le planning fut décidé d'un commun accord avec la VIIIe. A la demande de Bernard Fonquernie, architecte en chef des Monuments historiques, Ahrend revoit sa copie afin d'intégrer l'instrument neuf à l'architecture de l'église. On croyait l'affaire réglée, mais il semble que des atermojements se soient mués en volonté d'affecter le budget (10 millions de francs, dont 6,5 millions pour l'instrument lui-même). pourtant provisionné et bioqué depuis quelques années, à d'autres fins (dont la réfection de la façade de l'église Saint-Gervais en vue de la visite du pape en 1997), jean Tiberi, l'actuel maire de la capitale, rappelé à l'ordre au sujet des promesses faites par son prédécesseur, Jacques Chirac, aurait décidé d'approuver cette construction. mais en dépit de cela le dossier

DOCHUIT ANS D'ATTENTE Georges Guillard, l'organiste titulaire de cette tribune encore « virtuelle » (il n'y a plus d'instru-Louis), soutenu par de nombreuses Henri Dutilleux, Gustav Leonhardt ou Marie-Claire Alain, laquelle s'était clairement exprimée à ce sujet dans nos colonnes (Le Monde du 6 octobre 1994), espère toujours que l'orgue pourra être construit pour 1997, date du deuxième Concours international d'orgue de la Ville de Paris.

li serait dommage que pour cette manifestation, consacrée justement aux instruments baroques et classiques, ce joyau annoncé ne puisse être joué par les candidats. De manière plus générale, c'est la notoriété de l'action de la Mairie de Paris en ce domaine, jusqu'alors remarquable, qui souffrirait d'une décision de retrait incomprise par le monde international de l'orgue et des mélomanes parisiens et étrangers, pour lesquels Saint-Louis-en-l'île est un lieu-clé et très court, auquel manque un parfait

Renaud Machart

Opéra en Ile-de-France lutte depuis bientôt sept ans contre le « désert lyrique »

Des spectacles aux quatre coins de la région parisienne

tions, une manière nouvelle de participer à la vie

ventions de chanteurs, de musiciens, de comément des spectacles de qualité, mais des anima-Structure unique en son genre, Opéra en lie-dediens, en milieu scolaire, dans les conservatoires,

France, depuis près de sept ans, propose aux spectateurs de la région parisienne, non seuleculturelle. En organisant notamment des inter-FONDÉ EN 1989, dirigé depuis compte - outre du talent personnel 1993 par Caroline Sonnier, Opéra en de Gangneron - d'Opéra en lle-delle-de-France échappe souvent aux Prance, organisateur de l'opération. yeux parisiens: cette organisation Chaque année, cet organisme (soupropose des spectacles de qualité

tenu aux 4/5 par le consell régional et à 1/5 par la direction de la musique et de la danse) propose en marge de sa programmation lyrique des dizaines d'actions de ce genre, Elles sont de toutes sortes : inter-Les lycéens et Werther

France a su s'attacher le concours de compagnies idoines, rompues aux productions légères conviviales : l'Arcal (signataire de quelques spectacles remarquables, sous la houlette de Christian Gangneron), la Péniche Opéra, ou encore l'Opéra-Théâtre d'André Fornier et Didier Puntos. Mais il faudra sans doute en trouver d'autres, notam-

C'est la faute à Werther est un spectacle assez typique du travai d'Opéra en île-de-France (et de l'Arcal qui le produit). Le livret, inspiré à la fois de Goethe et du Jeune Werther de Jacques Dolllon, a été rédigé par Christine Laurent (scénariste de Jacques Rivette) en étroite collaration avec des lycéens. Il ne s'agit pourtant pas d'un opéra « lycéen ». Le travail final est confié à des professionnels - cinq incroyables chanteurs, notamment, aux voix sûres et au physique d'ados.

Le spectacle est signé Christian Gangneron : la force, la rigueur, qui en émanent sont bien dans la manière de ce grand professi mmage que la musique de Patrice Fouilland soit aussi grise. A trop vouloir être la servante du texte - une servante dévouée, besog cette musique-là oublie d'être présentable. Cela n'empêche pas la salle de ressentir une émotion tangible devant ce Werther transplanté en

★ Prochaines représentations : le 13 février, à Villeparisis ; le 17, à Choi sy-le-Roi ; le 24, aux Ulls ; le 29, à lvry-sur-Seine ; le 23 mars, à Fosses ; le

ventions de chanteurs, de musiciens, de comédiens, en milien acolaire, dans les conservatoires, les médiathèques on les maisons de retraite. Comparées au reste, les animations scolaires restent, seion Caroline Sonrier qui dirige l'ensemble, « simples et gratifiantes ».

Car la vocation de l'IPOB (lie-de-France Opéra et Ballet, qui regroupe danse et opéra) est d'amener l'opéra dans un contexte où il n'est pas a priori chose naturelle : la région parisienne, ce décourageant entrelass où l'expression lyrique s'est trop souvent réduite à des spectacles importés d'Europe de l'Est, ou au néant - si l'on excepte les spectacles parisiens atteignables d'un comp de RER. L'IFOB est la première à s'être attelée au problème à l'échelle régionale (avant le Nord, qui semble anjourd'hui résohi à suivre l'exemple). Il faut dire que la situation est complexe, avec ses théâtres de mille sortes, ses départements composites (des urbains Hauts-de-Seine à la rurale Seine-et-Mame), ses publics hété-

If faut convaincre les artistes d'aller se frotter au terrain

En succédant à Alain Surrans en

1993, Caroline Sontier a moins voulu accroître le rythme des spectacles 1 était déjà assez soutenu. → que. renforcer les liens avec les partenaires locaux: théâtres, établissements scolaires, structures sociales... Il s'agit notamment d'évaluer les modes d'action en fonction des ressources et des besoins propres à chaque site. Telle classe primaire pourra accueillir un conteur, qui la familiarisera avec les histoires bibliques et l'oratorio. Tel département panvre en théâtre (la Seine-et-Marne, encore) se venra proposer de préférence un spectacle « léger » comme Le Pauvre Matelot de Milhaud, qui fit en 1993-1994 la tournée des bistrots franciliens, ou les Nouvelles Histoires sacrées, qui visiteront en mai-join prochain une vingtaine d'églises. Et tel théâtre « riche » (en subventions, en abonnés) pourra se per-mettre un ouvrage plus ardu que la salle des fêtes voisine; du moins pour l'instant : qu'en sera-t-il si les coupes budgétaires obligent les scènes nationales à revoir leurs ambitions artistiques à la baisse? Il faut aussi convaincre les artistes d'opéra d'aller se frotter au terrain - tant pour de longues séries de représentations banlieusardes que pour le travail d'animation. «Ce n'est pas forcément naturel, reconnaît Caroline Sonrier. Les compagnies de danses sont habituées à cela : elles sont pour la plupart issues des théâtres de banlieue. Mais pour l'opéra, cela représente la démarche inverse. » Opéra en île-dement du côté des formations or chestrales, qui restent difficiles à motiver. Il fandra aussi continuer i explorer le répertoire, ce à quoi Caroline Sonrier s'emploie avec une imagination intarissable. «J'aime-

rais développer l'opéra comiquefrançais, l'opérette. L'an dernier, j'al youlu monter un Claude Terrasse, l'auteur de La Fiancée du scaphan árier - sans succès, hélas ! Pour le bicentenaire de la naissance de Schubert, en 1997, je songe aussi à présenter l'un de ses petits opéras. »

les médiathèques ou les maisons de retraite,

Pour l'heure, l'IFOB vient de remporter un joli succès avec La Périchole. La Serva Padrona de Pergolèse silionne à son tour les routes d'île-de-France. Le spectacle est enlevé, malin, régié avec bonheur par Eric Vigié dans un décor truffé de ciins d'oeil à Pizzi (le personnage principal, Uberto, est une sorte de nouveau riche, cela tombe bien). Le chef Gilbert Bezzina et son ensemble savonnent certes la partition presque continuellement, mals les deux chanteurs, Isabelle Poulenard et Philippe Cantor, se sont donné le mot pour rivaliser d'esprit et de bonne humeur. Le soir de la première, à Nanterre, un public jeune et étomamment familial se pressait dans la salle. Si ce n'est pas un argument, c'est du moins, comme les yeux des gamins de René-Descartes, une forme de ré-

Jacques-Emmanuel Fousnaque

★ Prochaines représentations : le 17 février, Ris-Orangis ; le 23, Sartrouville ; les 22 et 23 mars, Bourg-

CONCERTS

MERCREDI 14 FÉVRIER - 12 h 45 THÉÂTRE DU CHÂTELET MIDIS MUSICAUX Nicolas Bône, ato.

Claire Désert, plano SCHUBERT, BRIDGE, BRAHMS

MERCREDI 14 FÉVRIER - 20 h 30 SALLE GAVEAU

Matt HAIMOVITZ

violoncelle Itamar GOLAN/Pieno Schubert - Strause - Schumann -Till. rks. : 49-53-05-07 Une place pour deux

jeudi is février i9 à 30 VEN. 16, SAML 17 VEN. 23 SAM. 24 PÉVRIER - 19 L 30 DIMANCRES 18 et 25 FÉVRIER 15 h LUN. 19, MAR. 24, MER 21 FÉVRIER 19 h 34

THÉÂTRE DES CHAMPS-ELYSÉES **OPÉRA du KIROV**

olistes, orchestre et Chœur du THEATRE MARUNSKI Dir.: Valéry GERGIEV & 15 : VERDI : LA FORCE DU DESTEN les 16, 17, 23, 24 et 25 Février BORODINE : LE PRINCE IGOR les 18 et 23 Dir. : A. POLIANICHKO Les 1, 20 et 21 Février

PROKOFIEV : LE JOUEUR France Musique Partenaire en collaboration avec IMG Artists Rens. et loc. 49-52-50-50 le 15, places de 50 à 550 F autres dates de 60 à 670 F.

JEUDI 15 FEVRIER - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Fournier Productions récital de la pianiste Florence

DELAAGE Mozart - Schubert - Chopin

VENDREDI 12 JANVIER - 12 h 45 THÉÂTRE DU CHÂTELET **MIDIS MUSICAUX Pierre-Laurent Aimard, piano**

Marianne Pousseur, voix Valérie Almard, violoncelle

VENDREDUG FEVRUER - 20 h 30 SALLE GAVEAU

> DOUGLAS plano Debussy, Brahms, Beethoven, Liez Téi. rés. : 49-53-05-07 Une piece pour deux

CINENS

4.3.5

O.T.E.

LUNDE 19 FEVRIER - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHÂTELET MIDIS MUSICAUX Victor Torres, beryton

Sabine Vatin, plano FAURE, CHAIRIER MARDI 20 FÉVRIER - 20 h 30

SALLE GAVEAU DANG THAI SON

Tchalkovsky - Scriabine - Prokoliek . Tel. rée. : 49-53-05-07

MERCREDI 21 FÉVRIER - 20 h 30 SALLE GAVEAU Vadim

REPIN Boris BEREZOVSKY

Brahms - Grieg - Prokoliev Tél. rés. : 49-53-05-07 Une place pour deux

SAMEDI 24 FÉVRIER - 19 h 30 SALLE GAVEAU J.-M. Fournier Productions **Action Musicale** PHILIP MORRIS CS IDC.

L'HEURE DU CONCERTO Orchestre des Concerts LAMOUREUX Direction Philippe BENDER

DUTILLEUX tout un monde lointain concerto pour violonce Xavier Phillips MOZART Tél. rés. : 49-53-05-07 45-53-60-62 Tar# : 130 - 65 F.

Parfums de Femmes Au Grand Rex VAYA CON DIOS: le 12 mars TORI AMOS (1965) Torrest to the 18 mars MAURANE: les 8, 9 et 10 octobre. Chérie FM. Ecoutez, vous allez chanter. Pour connaître la fréquence de votre rille : 36 08 09 50 na 3615 Cherie FW.

Pourquoi et comment peindre aujourd'hui: un débat

Quand les artistes enquêtent eux-mêmes sur leur travail

AUTREFOIS, les débats entre artistes avaient lieu dans les multiples bistrots de Montparnasse. Aujourd'hui, les peintres ne se parlent plus. Ils s'écrivent. Claude Briand-Picard, Christophe Cuzin et Antoine Perrot out contacté une soixantaine de leurs collègues, de par le monde, pour leur demander quelles étaient leurs références culturelles, leurs théories, leurs pratiques. En bref, comment et pourquoi peignent-ils?



Certains ont préféré ne pas répondre. Mais une trentaine d'entre eux, étrangers pour la moitié, out joué le jeu, dont est sorti un livre. Peindre ? Enquête et entretiens sur la peinture abstraite (Editions Positions, 160 p., 60 F) sera présenté le 12 février à partir de 18 heures à la galerie B. Jordan, M. Devarrieux. Relayant les bistrots de jadis, la galerie organise un débat à partir de

★ Galeria B. Jordan, M. Devarrieux, 5, rue Chapon, Paris 3º . Tái. : 42-77-19-61. Entrée libre.

UNE SOIRÉE À PARIS

Le dandy chicano new yorkals s'est installé, il y a quelques années, à La Nouvelle Orléans. Abandonnant ses obsessions européennes au profit d'un thythm'n'blues chamel et épicé qu'on retrouve dans son récent al-

file the file of the state of t

gga jan er

7 194 1

girtar Eyri S

التحق الروا

and the second section

 $(x, x, x, x, x) \in \mathbb{R}^{n}$

San San C

 $(2\pi \mathcal{F}_{i}(\widehat{\mathfrak{g}})^{-1})^{2}$

September 1981 1981

1.39 pm. 1.

Services of the

garlar i de la

HADE BY THE

a by the first

g jaskitikeri.

Market State State

4.00

क्षेत्र स्टब्स्ट सम्बद्धाः स्टब्स्ट स्टब्स्ट स्टब्स्ट स्टब्स्ट स्टब्स्ट स्टब्स्ट स्टब्स्ट स्टब्स्ट स्टब्स्ट स् स्टब्स्ट स

e de la companya de l

· 李 544

Pagagara and

and the second s

Carried States

BARL OF THE PERSON

Supplied to the Supplied States

MARKET TO THE PARK

AND THE PERSON NAMED IN

Will Williams

es es estados de la composição de la com

God to the first the second of the second of the second

burn, Loup Garou. Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris IF. M. Voltaire. 20 heures, le 12. Tél.: 47-00-55-22. Créteil (94). Palais des sports. 20 h 30, le 16. Tél.: 43-99-06-23. 80 F.

Skunk Anansie Le groupe ne se démarquerait pas outre mesure de la frange dure du rock anglais sans la soufflante énergie de sa chanteuse, Skin, noire au crâne rasé, militante lesbienne aux

44.5

muscles tendus et an regard halluci-Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18. MP Anvers. 19 heures, le 12. Tel. : 44-92-45-45.

Cyrus Chestnut Jeune planiste noir américain, Cyrus Chestmut se détache du lot des solistes prometteurs par un jeu à la fois technique et intuitif. Ce jazz là

swingue du feu de clieu dans l'éner-

CINEMA

autant que dans l'attente tranquille de quelques ballades où Chestnut a des talents de maître. La Villa, 29, rue Jacob, Paris & Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 12 et 13, Tel.: 43-26-60-00. De -120 F à 150 F.

gie physique de tempos appuyés

Jean Guidoni et Michel Legrand Bien meilleur en direct que sur disque, Jean Guidoni, magicien de la scène, s'est allié à Michel Legrand le melodiste pour concevoir une nouveile coloration de ses chansons, passant en revue toutes les ten-

dances du swing à la française. Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9. Mº Trinité. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16 et 17 ; 15 heures, le 18. Tél. : 49-95-99-99. De 110 F à 190 R A l'instar de Björk, Lesley Rankine

s'est éloignée des rivages trop sûrs du rock pour explorer une chanson formiste où cohabitent guitares abrasives et lyrisme informatisé. Bysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18. MP Anvers. 19 h 30, le 14. TEL : 44-92-45-45.

NOUVEAUX FILMS A L'ABRI DE LEURS AILES Film indien de Buddhadeb Desgupta (1 h 23). VO : Reflet Médicis I, 5 (36-68-48-24).

COUTE QUE COUTE Film français de Claire Simon, (1 h 35). Saint-André-des-Arts I, 6" (43-26-48-18).

Film smericain de John N. Smith, avec Michelle Pfeiffer, George Dzundza, Courtney B. Vance, Robin Bartiett, Béa-trice Winde (1 h 37).

VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1". (36-68-68-58); UGC Odéon, dolby, 6 (36-(36-68-68-58); UGC Odéon, dolby, 6* (36-58-37-62); Geumont Marignan, dolby, 8* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8* (36-68-43-47); UGC Opéra, dolby, 9* (36-68-21-24); Gau-mont Gobelins Rodin, dolby, 13* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); VF: Rex, dolby, 2* (36-68-70-23); UGC Montroarnasse, dolby, 6* (36-65-70-14); Montparnasse, dolby, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount. Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12: (36-68-62-33); UGC Gobelins, dolby, 13: (36-68-22-27); Gaumont Alé-

sia, dolby, 14* (36-68-75-55; reservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15° (36-68-29-31); Pathé Wepler, 18° (36-68-20-22; riservetion: 40-30-20-10); Le Gambetta, doiby, 20* (46-36-10-96; 36-65-71-44; reservation : 40-30-20-10). MEMOIRES D'UN JEUNE CON

MEMOINES D'UN JEUNE CON Film français de Patrick Aurignac († h 30)-14-Juillet Beaubourg, 3° (36-68-69-23); Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-49); Elysèes Lincoin, 8° (43-59-36-14; réserva-tion : 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 1° (43-57-90-81; 36-68-69-27); Sept Parnas-cions 140 (43-20-22-20) réservation : 40siens, 14° (43-20-32-20; réservation : 40-30-20-10). MIREK N'EST PAS PARTI

Film français de Bojena Horackova

(1 h 17). Studio des Ursulines, 5° (43-25-19-09). MORUROA, LE GRAND SECRET Film français de Michel Daéron, (1 h 14). L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63).

L'Entrepot, 14" (43-43-4)-47-69.

POURVU QUE ÇA DURE
Film français de Michel Thibaud (1 h 30).

UGC Ciné-cité les Halles, 1" (36-68-6858); Rex. 2" (36-68-70-23); Bretagne, 6"
(36-68-04-73; réservation : 40-30-20-10);

Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08;

co co se se se constitue : 40-30-20-10); 36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); George-V, 8° (36-68-43-47); Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13* (36-68-75-55; re-servation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Pamasse, 14" (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18° (36-68-20-22; réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, 20° (46-36-10-30-20-10); Le Gambetta, 20° (46-36-10-

Film américain de Sydney Polisck

(2 h 06). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1° (36-68-75-55; réservation; 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-68-75-55; résenation: 40-30-20-10); 14Juillet Odéon, dolby, 6' (43-25-59-83; 3668-68-12); UGC Rotonde, dolby, 6' (3665-70-73; 36-68-41-45); UGC ChampsElysées, 8' (36-68-66-54); Gaumont
Grand Ecran Italie, dolby, 13' (36-68-7513; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet
Beaugrenelle, dolby, 15' (45-75-79-79;
36-68-88-56; réservation: 40-30-20-10);
UGC Maillot, 17' (36-68-31-34); Pathè
Wepler, dolby, 18' (36-68-31-34); Pathè
Wepler, dolby, 18' (36-68-31-34); Pathè
Wepler, dolby, 18' (36-68-70-23); Bretagns, dolby, 6' (36-68-47-23); Bretagns, dolby, 6' (36-68-47-3; réservation: 40-30-20-10);
YF: Rex, dolby, 8' (36-68-04-73; réservation: 40-30-20-10);
Paramount Opéra, dolby, 9' (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10);
Paramount Opéra, dolby, 9' (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10);
Les Nation, dolby, 12' (43-43-04-67;

10); Les Nation, dolby, 12* (43-43-04-67; 10); Les Nation, coloy, 12 (40-30-20-10); 36-65-71-33; réservation; 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, dolby, 13 (36-68-22-27); Mistral, dolby, 14 (36-68-04-73; réservation; 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 14 (36-68-04-73; réservation); 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 14 (36-68-04-73; réservation); 40-30-20-10);

by, 15° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10)

STRANGE DAYS (**) Film américain de Kethryn Bigelow (2 h 25). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º

mar, 14" (36-58-04-73; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18' (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10). VF: Rex, dolby, 2' (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6' (36-68-70-14); 36-68-70-14); Paramount Opéra, dolby, 9' (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10): LIGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-20-31; 36-68-81-09; reservation: 40-30-20-10); UGC Gobelins, dolby, 13° (36-68-22-27); Mistral, dolby, 14° (36-68-04-73; reservation: 40-30-20-10); UGC Conven-tion, dolby, 19° (36-68-29-31); Le Gam-betta, dolby, 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44: researchim: 40-30-20-10)

TÉMOIN MUET (*)
Film américain d'Anthony Waller (1 h 38). Pilm américain d'Anthony Waller (1 h 38).

VO: UGC Oné-cité les Halles, dolby, 1º (36-68-68-58); UGC Odéon, 6º (36-68-37-62); George-V, dolby, 8º (36-68-43-47); UGC Opéra, dolby, 9º (36-68-21-24); La Bastille, dolby, 11º (43-07-48-60); 14-luillet Beaugrenelle, dolby, 15º (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, dolby, 18º (36-68-20-22); réservation: 40-30-20-10).

VE: 18GC Montparnasse. 6º (36-65-70-14); VF: UGC Montparnasse, 6º (36-65-70-14; 36-68-70-14); UGC Lyon Bastille, 12- (36-68-62-33), UGC Gobelins, 13- (36-68-22-27); Mistral, 14 (36-68-04-73; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, 154

(36-68-29-31).

Une sélection à Paris et en lie-de-France

Francé

MUSIQUE

CLASSIQUE

LUNDI 12 FÉVRIER Blandine Verlet (clavecin) ach : Le Clavier bien tempéré. Bach : Le Clavier bien tempere. Théâtre Grévin, 10, boulevard Mont-martre, Paris 9°. M° Rue-Mont-martre. 20 h 30, le 12. Tél. : 48-24-16-97. Location Fnac, Virgin. De 90 F à

Chœur régional Vittoria d'ile-de-

Œuvres de Boyce, Bridge, Byrd, Elgar, Holst, Morley, Stanford et Vaughan-Williams. Walton: Musique anglaise autour de Benjamin Britten. Nicolas Paul (violoncelle), Christine Lajarrige (piano), Daniel Bargler (direction).

Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4. M° Châtelet-les Halles. 20 h 30, le 12. Tél. : 42-36-13-90. 100 F. Orchestres des conservatoires de

Paris et de Lyon Berlioz : Benvenutto Cellini, ouvere, Te Deum. José Cura (ténor). Maîtrise de Paris, Maîtrise des Hauts-de-Seine, Chœur de l'Or-chestre de Paris, Chœur Saint-Eur-tache, Chœur de l'Orchestre Co-lonne, Chœur d'oratorlo de Paris,

Colin Davis (direction). Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. Mº Porte-de-Pantin. 21 heures, le 12. Tél.: 49-87-50-50. Location Frac, Virgin. 100 F.

MARDI 13 FÉVRIER

The Turn of the Screw de Britten. Anne-Marguerite Werster (la gouvernante), Monique Bars-cha (Mrs Grose), Sébastien Brohler, Emmanuel Lanièce (Miles), Lucie Davienne, Juliette Vergnaud (Flora), Brigitte Görlich (Miss Jessel), ian Ho-neyman (Peter Quint), Marcel Quillevéré (le narrateur), Orchestre régional de Basse-Normandie, Dominique Debart (direction), Staphan Grögler (mise en scène).

Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Spara Conduct Sand Parent, 5, 104

Parent, Paris 2. M RichelleuDrouot, 19 h 30, les 13, 15, 17, 20, 21

at 23, 76i.: 42-44-45-46, De 50 F à 490 F. Paul-Badura Skoda (piano)

Bach : Partita nº 1. Mozart : Sonate pour plano KV 331.Beathoven : Sonate pour plano op. 106. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8: Mº Miromesnii. 20 h 30, la 13. Tél.: 49-53-05-07. De 75 F à 270 F.

Chants de l'Eglise de Rome des VIP et XIII siècles.

Le Perreux (94). Eglise Saint-Jean-Baptiste, sliée de Stalingrad. 20 h 30, le 13. Tél.: 43-24-54-28. De 110 F & 140 F.

MERCREDI 14 FÉVRIER

Idomeneo, re di Creta de Mozart. Anthony Rolfe Johnson (Idoménée), Delores Ziegier (Idamente), Carolyn James (Electre), Dawn Upshaw (illa), Gregory Cross (Arbace), Laurent Naouri (l'oracie), Stefan Margita (le grand prêtre), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Marc Minkowski (direction), Jean-Pierre Miquel (mise en scène), Jean Guizerix (chorègraphie).

Opéra-Bestille, place de la Bastille, Paris 11°. Mº Bastille. 19 h 30, les 14, 17 et 20. Tel. : 44-73-13-00. De 60 F à

Matt Halmovitz (violoncelle), itamer Golan (piano) Schubert: Sonate pour arpeggione et plano. Strauss : Sonate pour vio-ioncelle et plano op. 6. Schumann : Adagio et allegro pour violoncelle et piano. Britten : Sonate pour violoncelle et piano op. 65. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris

8. M Miromesnii. 20 h 30, le 14. Tél.: 49-53-05-07. De 75 F à 230 F.

JEUDI 15 FÉVRIER

Nieuw Sinfonietta Amsterdam Brahms : Sextuor op. 18, version orchestrale de Markiz. Schoenberg : Quatuor & cordes op. 10, version o chestrale. Phyllis Cannan (soprano), Lev Markiz (direction). Musée d'Orsay, 1, rue de Belle-chasse, Paris 7. Mº Solferino. 18 h 45, le 15. Tél. : 40-49-47-17. 70 f.

La Forza del destino de Verdi. Galina Gortchakova (Leonora), Gegam Grigorian (Don Alva-ro), Nicolai Poutiline (Don Carlos), Olga Borodina (Preziosilla), Mikhail Kit (Padre Guardiano), Georgy Zas-tavny (Fra Melitone), Grigori Karassev (le marquis), Chœur et Orchestre sev (le marquis), Choeur et orcheste du Kirov, Valery Gergiev (direction). Théâtre des Champs-Elysées, 15, ave-nue Montaigne, Paris 8°. M° Alma-Marceau. 19 h 30, le 15. Tél.: 49-52-

50-50. De 50 F à 550 F. Quatuor Alban Berg Mozart: Quatuor à cordes KV 421. Berio: Notturno pour quatuor à cordes. Schnittke : Quatuor à cordes

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. MP Porte-de-Pantin. 20 heures, le 15. Tél. : 44-84-44-84. De 100 F à 160 F.

VENDREDI 16 FÉVRIER

Marianne Pousseur (voix), Valérie Aimard (violoncelle), Pierre-Laurent Aimard (piano) Liszt: Die Zelle in Nonnenwerth,

Elégies, Léonore, Der Traurige Mönch, La Lugubre Gondole. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1º. Mº Châtelet. 12 h 45, le 16. Tél. : 40-28-28-40. 50 F.

Fabio Biondi (violon) Telemann : Fantaisie nº 7. Bach : Par-tita nº 2. Paganini : Variation sur « Baruccaba », Biber : Passacaille. « Baruccaba », Biber : Passacaille. Théâtre de la Ville, 2, place du Châ-telet, Paris 4°. M° Châtelet. 18 heures, le 16. Tél.; 42-74-22-77.

Le Prince igor de Borodine. Solistes, ballet, chœur et orchestre de l'Opéra du Kirov, Va-lery Gergiev, Alexandre Titov (direction), E. N. Sokovnin (mise en

scène). Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8. Mr Alma-Marceau. 19 h 30, les 16, 17, 23 et 24; 15 heures, le 25. Tél.: 49-52-50-50. De 60 F à 670 F. Orchestre philharmonique de Radio-

Kagel: Rrrrm, Ein Brief, Musik, Konzertstück. Lucia Meeuwsen (mezzo-soprano), Jean-Pierre Drouet (timbales), Louise Bessette, Hortense Cartier-Bresson, Claude Lavoix, Suzanne Manoff (piano), Mauricio Ka-

ison de Radio-France, 116, avenue Maison de Maiori, Paris 18. MP du Président-Kennedy, Paris 18. MP Passy, 20 heures, le 16. Tél.: 42-30-15-16. Entrée libre. Barry Douglas (piano)

gel (direction).

Debussy: Pour le plano. Brahms: Ballades pour piano. Beethoven : So-nate pour piano op. 90. Liszt : Sonate pour piano. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris

8°. M° Miromesnii. 20 h 30, le 16. Tél.: 49-53-05-07. De 75 f à 230 f. Il Seminario musicale Œuvres de Scarlatti et Vivaldi. Gérard Lesne (direction). Les Lilas (93). Théâtre du Garde-Chasse, 181, rue de Paris. Mº Mairie-

des-Lilas. 21 heures, le 16. Tél.: 43-60-41-89. De 50 F à 110 F.

SAMEDI 17 FÉVRIER

Trio Fontenay Beethoven: Dix variations sur « ich bin der Schneider Kakadu », Trio pour piano, violon et violoncelle nº 2. Dvorak : Trio pour piano, violon et violoncelle op. 90. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris

8°. Mº Miromesnii. 14 h 30, le 17. Tál.: 49-53-05-07. De 90 F à 120 F. Ensemble l'Art pour l'art Kagel: Con Voce, Recitativarie,

Acustica, Phantasiestück, Sérénade. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16-. M Passy. 20 haures, la 17. Tél.: 42-30-15-16. Entrée ilbre.

Ouatuor Arditti Winkler: Kome, création. Radulescu : Infinite to be Cannot be Infinite, Infinite Anti-be Could be Infinite. IRCAM, 1, place Igor-Stravinsky, Paris 4: M* Rembuteau. 20 heures, ie 17. Tel.: 44-78-48-16.

Yuri Boukoff (piano) Beethoven : Sonetes pour piano op. 57, 109, 111 et 27 nº 2. Saint-Germain-en-Laye (78). Théatre Alexandre-Dumes, place André-Mai-raux. 20 h 45, le 17. Tél.: 30-87-07-

07. De 130 Fà 150 F.

DIMANCHE 18 FÉVRIER Régis Pasquier (violon), Bruno Pas-quier (alto), Roland Pidoux (violon-celle), Jean-Claude Pennetier (plano)

Beethoven: Trio pour plano, violon et violoncelle op. 1 nº 1. Britten: Elé-gle. Mendelssohn: Quatuor pour plano et cordes op. 3. Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8. Mª Alma-Marceau. 11 heures, le 18. Tél.: 49-

52-50-50. 100 F. Ensemble Musikfabrik Kagel: Pièces pour la Rose des vents, création. Mauricio Kagel (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16. M

au rresident-tening, le 18. Tel.: 42-30-15-16. Entrée libre. Orchestre national de France

Orchestre national de France
Lancino: Der Abstieg, création. Dillon: Bitzschlag, création. Saariaho:
Graal Theatra, création. Lindberg:
Arena. Pierre-Yves Artaud (flüte),
Gidon Kremer (violon), Paul Daniel
(dispetion)

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^a. Me Passy. 20 h 30, le 18. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

JAZZ

Une sélection à Paris et en lie-de-France

Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14°. Mº Gaîté, Montparnass Bienvenûe. 21 heures, le 12. Têl. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 fi

Сутиs Chestnut Trio La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6. MP Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 12 et 13. Tél. : 43-26-60-00. De 120 f à

Bobby Few Trio Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît, Paris & M. Saint-Germain-des-Prés. 22 h 45, les 12, 13, 14 et 15. Tél.: 45-48-81-84. 120 F.

Totem Tric Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1º. Mº Châtelet. 20 heures, le 13. Tél. : 40-26-46-60. 78 F. Vibracordes Septet de Jean-Marie

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10". Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 13. Tél.: 45-23-51-41. De

Xavier Richardeau Trio Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1°. M° Châtelet. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16 et 17. Tel.: 42-33-22-88. Entrée libre.

Claude Tissendier Quintet Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris 5. Mº 49-95-99-99. De 110 Fà 190 F.

Luxembourg. 21 h 30, le 14. Tél. : 43-26-28-59. De 95 f à 100 f. Carlos Ward Quartet

La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6°. Mº Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 14, 15, 16, 17, 19 et 20. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Valentina Casula Quartet Latitudes Saint-Germain, 7, rue Saint-Benoît, Paris & Mª Saint-Ger-main-des-Prés. 22 h 30, les 14 et 15. Tél. : 42-61-53-53. De 110 f à 140 F. Zoomtop Orchestra, Bertrand Renaudin Onztet Petit Journal Montparnasse, 13, rue

du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14. Mª Gaité, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 15. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Emmanuel Bex, Jean-Philippe Viret Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1º. M° Châtelet. 22 heures, le 15. Tél.:

42-36-01-36. De 50 F à 80 F. **Yad Quintet** Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1". Mº Châtelet. 22 heures, le 15. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 f. Patrice Galas, Marc Fosset

Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. Mª Châtelet. 22 heures, les 16 et 17. Tél.: 42-36-01-36. De 50 F à 80 F. Richard Bona Trio

Baiser saté, 58, rue des Lombards, Paris 1st. M° Châtelet. 22 heures, les 16 et 17. Tél.: 42-33-37-71. De 35 F à

ondo Duintet Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1º. Mº Châtelet. 22 heures, les 16 et 17. Tel.: 42-33-22-88. De 78 F à 100 F. Denis Colin Trie, London Jazz Composers Orchestra Cité de la Musique, 221, avenue

Jean-Jeurès, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 17. Tél. : 44-84-44-84. De 100 F à 160 F. Nguyen Lê, Danny Gottileb, Dieter

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1=. Mr Châtelet. 22 heures, le 17. Tel.: 40-26-46-60. 78 F.

Urs Leimgruber, Fritz Hauser Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. Mª Porte-de-Pantin. 22 h 30, ie 17. Tél. : 44-84-44-84. 75 F.

François Couturier, Dominique Pifar-Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin. 15 heures, le 18. Tél.: 44-84-

44-84, 75 F. Dycotiledone, Henri Texier Sonjai septet Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19-, M° Porte-de-Parrtin. 16 h 30, le 18. Tél. : 44-84-44-

84. De 60 F à 100 F. James Carter Colombes (92). Salle des fêtes et des

spectacies, 88, rue Saint-Denis. 20 h 30, le 17. Téi.: 47-81-69-02. 110 F. Tribulations

Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 14 et 15. Tél. : 42-87-25-91. 50 F.

ROCK Une sélection à Paris

et en lie-de-France Skunk Anansie Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18. M Anvers. 19 heures, la 12. Tél. : 44-92-45-45.

G Love and Special Sauce Au Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Peris 9º. 20 h 30, le 12. Tél. : 44-92-77-56.

Scraemin'Jay Hawkins Jezz Ciub Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17.
Mr Porte-Maillot. 22 h 30, les 12, 13, 14, 15, 16 et 17. Tél.: 40-68-30-42.

Hadden Sayers Band
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie,
Paris & . M Saint-Augustin. 23 h 30,
les 13, 14, 15, 16 et 17. Tél. : 42-25-18-

06. Entrée libre. Ruby Elysée-Montmartre, 72, boulevard

Rochechouart, Paris 18. MP Anvers. 19 h 30, le 14. Tél. : 44-92-45-45. Au Divan du monde, 75, rue des

Martyrs, Paris 9. 20 h 30, le 15. Tél. : 44-92-77-66 Ben Harper Olympia, 28, boulevard des Capu-

cines, Paris 8. Mº Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 15. Tél.: 47-42-25-49.

Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 16. Tél. : 69-43-03-03. 90 F. Wizard of Qoze

Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 17. Tél. : 69-43-

CHANSON

Une sélection à Paris et en lle-de-France

Laurent Puig et ses musiciens Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4°. Mº Bastille. 20 h 30, le 12. Tél.: 44-59-82-82. Entrée libre.

Procédé Guimard Delaunay Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2. M. Sentier. 20 h 30, le 12.

Tél. : 42-36-37-27. 80 F. Victor Racoin Théatre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2. Mº Opéra. 19 heures, du 13 février au 2 mars. Relâche dimanche et lundi. Tél.: 42-

61-44-16, 70 F et 90 F. Jean Guidoni, Michel Legrand Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9- M° Trinité. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16 et 17; 15 heures, le 18. Tél.:

Jean-Claude Drevfus Théatre 13, 24, rue Daviel, Paris 13. Mº Glacière. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16 et 17; 15 heures, le 18. Tél.: 45-88-16-30. Location Fnac. 120 F.

Les Extrors L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17^a. M^a Place-de-Clichy. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16 et 17. Tél.: Fnac, Virgin. De

80 F à 100 F. Marcel Azzola, Emmanuel Bex Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1s. Mr. Châtelet. 22 heures, les 13 et 14. Tel.: 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Dominique Sylvain Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir,

Sentier des Halles, 30, 14t à 1850 Aug. Paris 2°. M° Sentier. 22 h 15, les 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23 et 24. Tél.: 42-36-37-27. Pascal Dubroca et les Vierges noires Horse's Mouth Pub, 120, rue Mont-martre, Paris 2. M Sentier. 21 heures, ie 15. Tél.: 40-39-93-66.

Entrée libre. Doubles d'âmes ivry-sur-Seine (94). Théâtre, 1, rue Simon-Dereure. Mª Mairie-d'Ivry. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23 et 24 ; 16 heures, les 18 et 25. Tél. : 46-70-21-55. 110 F.

Chanson plus bifluorée Romainville (93). Palais des fêtes, evenue Paul-Vaillant-Couturier. 20 h 30, le 16. Tél. : 49-15-55-26. 60 f.

Anne Sylvestre Saint-Germain-en-Laye (78). Théâtre Alexandre-Dumas, place André-Mai-raux. 20 h 45, le 16, Tél.: 30-87-07-

MUSIQUE

07. De 130 F à 150 F.

DU MONDE Une sélection à Paris

et en Ile-de-France Ensemble Kasbek Maison des cultures du monde, 101, bouleverd Raspail, Paris 6°. Mª Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs. 20 h 30, les 12 et 13. Tél.: 45-44-72-

30. 100 F. Lenine & Suzano Hot Bress, 211, evenue Jeen-Jaurès, Paris 19°. M° Porte-de-Pantin. 21 heures, le 13. Tél.: 42-00-14-14.

Les Frères Bebey et leur équipe Espace Quartier latin, 37, rue Tour-nefort, Paris 5°, M° Monge. 20 h 15,

le 15. Tél. : 45-87-39-70. Entrée libre. Khalii Chahine Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4°. Mº Châtelet-les Halles. 20 h 30, le 15. Tél. : 42-36-

13-90, 120 F. Ray Barretto & New World Spirit New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10°. M° Château-d'Eau.

20 h 30, le 15. Tél.: 45-23-51-41. De 110 f à 130 f. Cuba Libre, Raoul Paz Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin.

20 h 30, le 16. Tel.: 42-00-14-14. Maika Munan Group New Morning, 7-9, rue des Petites

20 h 30, le 16. Tél. : 45-23-51-41. De 110 f à 130 f. tejan et Sajan Misra Tháitre de la Ville, 2, place du Châ-telet, Paris 4. M° Châtelet. 17 heures, le 17. Tél.: 42-74-22-77.

Cheb Mami Zénith, 211, avenue Jean-Jaures, Pa-

ris 19. MP Porte-de-Pantin. 20 heures, le 17. Tél.: 42-08-60-00.

Juan Carlos Caceres La Courneuve (93), Centre Jean-Houdremont, 11, avenue du Général-Lecierc. Mª Aubenvilliers-Le Courneuve. 20 h 30, le 17. Tél.: 49-92-61-61. De

DANSE

Une sélection à Paris

et en lie-de-France

Docrnchag Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4. M. Rambuteau. 18 h 30, 19 h 30 et 20 h 30, le 12. Tél. :

44-78-13-15: 90 F. Ballet de l'Opéra de Paris George Balanchine : Sérénade, Pas de deux, Allegro Brillante, Thème et variations.

Opéra-Bastille, place de la Bastille,
Paris 11°. M° Bastille. 19 h 30, les 13, 15, 16, 19, 22, 24 et 26. Tél. : 44-73-13-

00. De 50 F à 370 F. Les Ballets C. de la B. Alain Platel: La Tristeza complice, création. Théatre de la Ville, 2, place du Châ-

telet, Paris 4. M° Châtelet. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16 et 17. Tél.: 42-74-22-77. De 90 F à 140 F. Compagnie Spid'eka Catherine Langlade : La Porte jaune ou le Corps révélateur.

use corps revelateur. Les Ulis (91). Centre culturel Boris-Vian, rue du Morvan. 20 h 30, le 13. Tél.: 69-07-65-53. 40 F. Groupe Dunes Madeleine Chiche. Bernard Misrachi : Heu ! et autres bruits. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11. Mº Bastille, Vol-

taire. 21 heures, les 14, 15, 16 et 17; 17 heures, le 18. Tél. : 43-57-42-14. Compagnie DCA
Philippe Decouflé : Decodex. Sceaux (92). Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau. Mº Bourg-la Reine. 20 h 45, les 15, 16 et 17.

Tél.: 46-61-36-67. De 50 F à 140 F. Compagnie Opinioni in movimento Laura Scozzi : Zapping Movies. Vincennes (94). Théâtre Daniel-Sorano, 16, rue Charles-Pathé. Mª Château-de-Vincennes. 21 heures, les 16, 19 et 21 ; 18 heures, le 18. Tél. : 43-74-

المحدد من الإمل

contenus ! » ■ AUDIENCE : la solvée « Les enfoirés », samedi 10 février sur TF 1, qui célébrait les dix ans des Restos du cœur lancés par Coluche, a atteint des sommets d'audience. Seion Médiamétrie, plus de 10 millions de téléspectateurs, soit 50,3 % de parts de marché, ont regardé la séquence variétés du début de l'émission. Ils ont été un peu moins nombreux à regarder le débat qui suivait après 23 heures.

de nous considérer comme des as-

siégés et reprenons l'offensive sur les

PRESSE : Roger Lancry, ancien responsable du Syndicat du Livre CGT et porte-parole des salariés de Paris Boum-Boum, seul titre du groupe VSD à ne pas avoir déposé son bilan, dénonce, dans une lettre publique à l'administrateur judiclaire, le risque de « voir se constituer des hégémonies dans notre pays, relevant de groupes puissants de l'étranger. Cette situation se traduira à terme par des concentrations et, dans un premier temps, des restructurations ou des fusions entrainant des pertes d'emplois ».

Un nouveau groupe naît en Grande-Bretagne

La fusion entre United Press & Media et MAI aboutit à la construction d'un conglomérat qui unit la presse et l'audiovisuel

de notre correspondant

La fusion du groupe de presse United News & Media et de MAIcompagnie qui contrôle deux sociétés commerciales de télévision, a surpris le monde britannique des médias et de la finance. La naissance de ce conglomérat - d'un poids de 3 milliards de livres (24 milliards de francs), mais qui ne s'est pas encore donné de nom - indique que la Grande-Bretagne est entrée, jeudi 8 février, dans une nouvelle révolution médiatique axée sur la synergie presse écrite-télévision. Le récent projet de loi du gouvernement conservateur assouplissant la réglementation télévisuelle semble avoir accéléré le mouvement.

United News & Media, dirigé par Lord Stevens, contrôle le quotidien conservateur Daily Express, le Sunday Express et United Provincial Press, troisième groupe de presse régionale britannique, ainsi que la société d'expositions Miller Priedman. MAI, dirigé par Lord Hollick, contrôle les télévisions régionales Meridian et Anglia (dépendant de ITV), une part de la future chaîne Channel 5, et des compagnies fi-

nancières et de courtage. Au terme de l'accord, le nouveau groupe, septlème en Grande-Bretagne, sera présidé par Lord Stevens, qui contrôlera 50,7 % des parts, Lord Hollick en aura 49,3 %, mais n'a pas caché qu'il entendait avoir la responsabilité de la gestion. Les actions des deux sociétés seront regroupées dans deux filiales de United appartenant en

interdisant aux groupes de presse de posséder plus de 20 % d'une télévision.

Rien ne semblait pouvoir unir les deux « Lords des médias », Lord Clive Hollick of Notting Hill et Lord Stevens of Ludgate. Le premier, sémillant quinquagénaire, est J'un des rares pairs et personnalités de la City membres du Labour: c'est grâce à son amitié avec Neil Kinnock qu'il fut anobli, en 1991. pour son association avec l'Institute of Public Policy Research (un « think-tank » de gauche) ; il serajt proche du nouveau chef du Labour, Tony Blair. Le second, ancien banquier anobli par M= Thatcher en 1987 et propriétaire du groupe Express depuis 1985, ne cache pas sa sympathie pour les conserva-

CONCENTRATION Ambitieux et durs en affaires (« après une négociation avec Clive, il faut compter ses doigts avant de s'en aller », dit un ex-partenaire de Lord Hollick), tous deux désiraient cependant faire survivre leur groupe et l'adapter à la concurrence multimédia. Le tirage du Daily Express chute depuis trente ans (4,3 millions d'exemplaires en 1960. 1.2 million en décembre 1995), comme le Sunday Express. Les deux titres continuent à gagner de l'argent et Lord Stevens vient d'y investir des fonds et de donner au Daily Express un logo en lettres gothiques inspiré du Monde; mais le Daily Mail est très concurrencé

partie à son courtier, la banque au sein des classes moyennes. MAI suisse UBS, la législation actuelle était menacé par un gronne téléétait menacé par un groupe télé-visuel rival, Carlton. Mais il n'est pas exchi que Carlton empêche ce mariage de convenance. Ni que la personnalité des deux lords ne fasse achooper up accord presque

Les deux groupes sont complémentaires, leur nouvelle taille leur permettra des économies et favorisera les investissements. MAI compte sur les journaux du groupe Express pour promouvoir ses programmes de télévision, et Lord Hollick pense imposer sa vision au nouveau conglomérat. United News & Media aura accès à la télévision et s'appuiera sur les sociétés financières de Lord Hollick. Et, sans renier ses convictions conservatrices, Lord Stevens aura ses entrées chez les travaillistes, bien placés pour remporter les élections de

Mais les deux lords risquent aussi d'être le détonateur d'une concentration déjà amorcée. L'Américain Rupert Murdoch, fortement implanté dans la presse et la télévision, a vu ses bénéfices augmenter de 50 % au second semestre de 1995 ; Cariton a les dents longues; Granada vient de conquérir le groupe hôtelier Forte pour près de 4 milliards de livres (32 milliards de francs), et plusieurs des quatorze télévisions privées régionales vont être mises en vente. C'est sans doute ce que souhaitait le gouvernement de John

Patrice de Beer

MCM lance une chaîne entièrement consacrée à la musique classique et au jazz

II. Y A UN AN, Prédéric Vinzia, président de la chaîne musicale MCM et directeur général d'Ellipse câble, faisait le pari de lancer un programme entièrement dédié à la musique classique et au jazz (Le Monde du 21 juin 1995). Le pari est réussi pulsque Muzzik, chaîne câblée classique et jazz, démarre lundi 19 fiévrier. « Muzzik, c'est la rencontre du numérique avec les œuvres du répertoire revisitées par les grandes stars d'aujourd'hui », dit Prédéric Vinzia. La chaîne doit miser sur sa programmation et sur la qualité de la diffusion numérique: « Dans le domaine de la musique, la technologie a toujours servi à mettre en valeur le répertoire. Lors de la commercialisation du disque compact (CD), les premiers à s'équiper ont été les amateurs de classique et de jazz. En 1983-84, la part du classique représentait 35 % des

Les promoteurs de la chaîne aimeraient profiter d'un engouement semblable. Toutefois, Frédéric Vinzla souhaite éviter le « danger du ghetto » : la chaîne doit donc s'adresser au plus grand nombre, sans mécontenter le spéclaiiste, en valorisant le « plaisir et l'émotion ». Muzzik n'a pas d'équivalent, le seul projet concurrent, celui du groupe allemand Leo Kirch (« Mozart TV »), est encore dans les carrons.

La chaîne veut proposer « une iisibilité maximale », avec trois carrefours horaires de programmation -15 heures, 18 heures et 21 heures et « un rendez-vous quotidien » dédié à un thème. Toutes les pre-

mières diffusions seront proposées en prime time. Trois cents heures de productions autonomes - filmées en TVHD au format 16/9sont prêtes, mais la chaîne doit aussi diffuser des films comme

A.

 $\sup_{n \in \mathbb{N}} a_n = \sum_{n \in \mathbb{N}} a_n$

No.

Make 1 m

g 35 -

Dalling.

E1 -

de .

46.00

100

18 . 25 ...

dia.

1:12

dess.

Min.

1828 Carr.

17.10

2000

40.

MAR Agencia

Ex * .

Anjour.

BOOMERAN:

(1992, I₁) = :

Under the second

de e

LE DROTT DE LE . C. ;

Les soirées

câble et

Pour Frédéric Vinzia, le lancement d'une chaîne dévokue au classique et an jazz ne doit rien au hasard: «Il existe une homogénétié européenne»; 10 % des Scandinaves. Britanniques, Allemands. Italiens, Français on Espagnols « achètent et écoutent du classique ». Pour être rentable, Muzzik. comme tous les programmes de la seconde génération qui seront lancés au sein des bouquets de programmes numériques, veut être présente sur le marché européen ou séduire un public multinational. Muzzik sera d'abord diffusée sur le câble à Paris avant d'être reprise

par l'ensemble des réseaux câblés et sera commercialisée en option (environ 25 F mensuels). En mars, elle sera aussi retransmise via le satellite Astra dans les programmes de Canalsatellite. Elle souhaite orloritairement être reprise par tous les réseaux cablés européens qui vont se mettre aux nonnes du numérique, et d'abord ceux des Pays-Bas. Avec 50 millions de francs de budget, hors production, la chaîne, qui vise 10 % des fovers équipés en câble et satellite de l'Hexagone, doit susciter des abonnements et des réabonnements grâce à «une logique de satisfaction ».

Radio

20.00 Le Rythme

21.30 Fiction.

22.40 Accès direct. Francis Solet.

France-Culture

et la Raison.
En français dans le teste. 1.
Les mos et les actes.
20.30 L'Historire en direct.

**Transport de la contract de

0.05 Du Jour au jendemein. Jacques Roubaud (Poésie etc). 0.50 Coda. Rogel transcripteur (1). 1.00 Les Nuits de Prance-Custure (rediff.).

France-Musique

TF 1

13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour.

14.30 Dalias, Résurrection 15.25 Rick Hunter

inspecteur choc. 16.15 Une famille en or, jeu .45 Chib Dorothée 17.30 La Philo ion Philippe.

18.00 Les Années fac Lutte fratricide, Série

18.30 Le Miracle de l'amour. 19.00 Agence tous risques.

20.50

22.30

COMME

UN LUNDI

COLUMBO

Une vielle amitié. Série. 20.00 Journal. La Minute hippique,

Les frères McVeigh possèdent un prestigieux haras. L'aine le

dirige tandis que son frère Teddy, flambeur, s'est endetté

quares de la matia Bientiti.

Magazine présenté par Christophe Dechavanne. Le sport peut-il reste propre ? (105 min). 0.15 24 heures sur glace

0.50 Patinage de vitesse.

Gaudin : Débat sur les

2.25 et 3.05, 3.40, 4.20 TF I mit. 2.35 Mésaventures. 3.13 L'Aventure des plantes. 3.50 et 5.05 Histoires nam-relles. 4.30 Intrigues. 4.50 Musique.

1.25 Journal, Météo. 1.35 7 sur 7.

(\$0 min).

France 2

12.55 et 13.40 Météo. 13.45 INC. Magazine. 13.50 Derrick, Série. 14.55 L'Enquèteur, Série 15.50 et 5.10 La Chance

aux chansons. 16-35 Des chiffres 17.10 Quoi de neuf, docteur? 1735 La Peter à la maison. Le cousin bien-aimé.

18.05 et 3.30 Les Bous Génies. 19.15 Bonne mult, les petits Des cadeaux pour les

19.20 et 1.20 Studio Gabriel. Invités : Hugues Aufray,

19.59 Journal, Météo.

LES ONZIÈMES

DE LA MUSIQUE

Présenté par Michel Drucker et Anhur en direct du Palais des

Armur en direct du Palas des Congrès. Les nominations, Arbai Interprète masculin : Johnay Hallyday, Maxime Le Forestier, Michel Sardou. Artiste interprèti féminine : Liane Foly, Véronique

Janson, Zazie. Le groupe : les fimocents, Native, Suprême NTM. L'humoriste : Jean-Marie Bigard, Danyboon, les Inconnus. La chante

Danyboon, les Incomus. La chartio de l'année. Le compositeur de la musique de film. La révélation masculine et féminine. Le spectacle musical. L'artiste Interprise proupe francophone. Le concert. L'album de musique de variétés instrumentale. La révélation jazz L'album de musique traditionmonel.

23.50 Journal, Météo.

(75 min).

0.05 Le Cercle de mimuit.

Le débat économique

1.50 Hartley cours à vif. 2.35 Arati-tyope, 3.00 D'un solell à l'autre (re-diff.), 4.00 24 heures d'infos, 5.50 Des-

VICTOIRES

20.55

France 3

12.35 Journal. 13.10 Tout en musique, leu. 13.40 Les Enquêtes de Remington Steele. 14.30 Brigade criminelle.

15.00 Magnum. [1/2 et 2/2] Les demoissies de Los Angeles. Série. 16.40 Les Minikeums. 17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un

18.50 Un livre, un jour. Cabatage dans l'archiesi, de Mare Triffard. 18.55 Le 19-20 de

19.08. lournal régional 20.05 Pa si la chanter. Jou. 20.35 Tout le sport.

20.50

LA ROUTE

DES INDES

23.35 Journal, Météo.

EDWIGE

FEUILLÈRE

EN SCÈNE

ique de David Lean (1984,

Poster. Ce beau film au charme exotique, à la mise en scène classique, est très bien interprété.

Mise en scène de Jean-Luc Tardieu avec Edwige Feuillère, Guy Tréjean, Laurence Badie, Alain Azemt, Textes

Laurence Badie, Alain Azeria, Teides
d'Apolinaire, Marcel Aymé,
Alexandre Dumas fils, Robert Gamzo,
Robert Kamp, Arthur Kopit, Jean-Paul
Sartre, Jules Supervielle, Jean de
Mirmont, Edwige Reuillère, Paul
Claudel, Jean Cocheau, Jean
Graudoux (75 min).
4847088

1.20 Libre court. Court métrage, Lone-lytinde ou one légère éclairce, d'Etic Cultado, avec Jean-Claude Deryfus, Serge Rabouldine. 135 Dynastie. La réhabilitation. Femilieton. 2.20 Misque Graffit. Jazz: Remutful Love, A ciel ouver, par le Tijo à boum (20 min).

Film of Albert Dieudonne

LUNDI 12 FÉVRIER La Cinquième

19.00 C'est pas normal. 13.30 Attention samé. 14.05 Gribouille ■ Film français de Marc Allégre

(1997, N., 95 min). 15.45 Fenêtre sur court. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00. > Ecrivains et aventuriers. Jean-François Deniau 18.15 L'Œuf de Colomb.

19.00 et 2.20 Collection Hollywood 1950. Série. [9/28] Le Paysage bieu, de Francis D. Lyon (1954, 30 min). Dès 1931, Peter Lorre fascine le public avec sa composition d'un meuritrier d'enfants sa composition d'un meurorer a engant dans M le Maudit de Fritz Lang. Ce soir, il

tient le rôle d'un insoecteur expert en

19.30 7 1/2 (30 min). 20.00 La Légende du sport, Documentaire. L'histoire du ski alpin [2/2] (30 min). 20.30 8 1/2 Journal.

LA BELLE NOISEUSE 🖷 🖿

Depuis dix ans, un peintre est incapable de terminer une tolle. Une mèse en scène rigoureuse organise un suspense haletant sur la genèse d'une cuvre. L'ibrement adapté d'une nouvelle de Balzoc, Le Chef-d'osuvre inconnu.

Film français de Jacques Rivette (1991, 235 min).

COURT-CIRCUIT.

1.05 Steamboat Bill Junior

(Cadet d'eau douce)

mélange de gags et de poésie.

(1928, N., muet, 71 min).

Court métrage. Dimanche et les fantilisses, de Laurent Achard.

Un enfant de huit ans vit seul ovec sa mère. Le on eight de nut ans int seu avec sa mere, Le jour de la fête des mères, ils quittent leur HLM pour aller déjeuner au bord de la rivière. Un court métrage primé aux festivals de Clermont-Ferrand, Cannes et Pantin en 1994.

Film américain de Charles Reisner, avec Buste

Ce film amer et burlesque à la fols comporte des éléments autobiographiques. La séquence du cyclone est un superbe

RTL9

TMC

0.35

M 6

12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série. 13.25 Passeport pour la peur. Teléfém de Lou Antonio

Forcés par deux un yoyage en Turquie, une touriste est arrêtée à

la frontière pour contrebande. 15.20 Deux files à Miami. 16.30 Hit Machine. Variette. 17.05 Une famille pour deux. 18.05 Raven, Série.

19.00 Code Quantum. [1/2] La famille avant tout. 19.54 Six minutes 20.00 Notre belle famille. 20.35 Clpé 6.

FLAG Film français de Jacques Santi avec Richard Bohringer, Piesse Arditi (1987, 101 min). Un inspecteur de la brigade de

réoression du bandité

braqueurs liés avec son omi 22.35

cherche à coincer une équipe de

TERREUR

SUR NEW YORK (1987, 89 min). Un agent du FBI aux prises avec un trio de dynamiteurs. 0.10 Culture pub (rediff.),

Magazine présenté par Philippe Adler. Zoomtoo Orchestra. Concert donné au Parc floral rie Vincennes pendant l'été 1.40 Best of français. 5.45 Fréquenstar. Magazine. 4.55 E=346. Magazine.

Canai 🕂

► En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Familie. 13.45 Folle de moi.

(92 min). 845838 75.15 Télés dimanche (rediff.). 16.10 Mister Jones III. Film américain de Mile

The Mark

En clair jusqu'à 20.35
18.40 Nolle part affetts. Belrendourck : Jarois Cocker 20.30 Le lournai du cinéma.

LE MEILLEUR

AMI DE L'HOMME II

Une journaliste libère d'un

laboratoire un gros chien qui semble inoffensif...

21.55 Flash d'information.

Une femme, quitale par l'homme qu'elle aime follement.

a une liaison avec un autre, qu'elle n'aime pas, et séduit le copain de sa meilleure amie.

23.40 Amor ex-machina.

0.00 Le journal du hard.

1.35 Le Petit Garçon 🛤

Stagliano (1992, 89 min).

Film français de Pierre Granier-Deferre (1994,

0.05 Face Dance

OUBLIE-MOI 南

(1994, 92 min).

20.00 Cornert.
Done le 1º septembre 1994 à
Ottone, par The ristiand
Ensemble : Carres
de De Laster : Faire offer
Donine (lecture 1);
Credo quad redemptor
(répons): Tacelet assimem (réports; ; imates
main (lecture 2); Qui
Lazirum resociasti (répons);
Fromo natus de mufiere
(lecture 3); Pelli méae (lecture
4); Domine, sectiment actur
meum (répons); Quare de
vulva eduzisti me (lecture 9);
Libera me, Domine, de mors
seterna (répons) (extraits de
Lectiones secree nevent);
Requiem.

22.00 Soliste, Pierre Fournier.

22.30 Musique pinniel.

22.30 Musique pluriei. Chives de filrosiste, Huber. 23.07 Ainsi la muit. Sonate pour pieno nº 1 op. 99, de Ousse : Quasur a carde nº 1 op.2, de Kodaly, per la Quatuor Kodaly.

0.00 La Rose des vents, Tromper de Centrafrique: Banda Unda, Florida Uwera, 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées Les Soinées
de Radio-Classique.
Le violoniste et cher
d'ordrestre josef Suit. Sonate
pour violon et plano re 3
op. 108, de Brahms, juitus
kanchen, plano ; Concerto
pour violon op. 53, de Dvoreit,
par Porchestre
philiamonique urbeque, dir.
Karel Ancer ; Serenade pour
cordes op. 6, de Suit, par
Porchestre de chambre Suit.
Tho op. 15, de Smetana, par le
Trio Suit.

22.30 Les Soinées.... (Suite), Le violoniste et chef d'orchestre Jose Suk. Centres de Bach, R. Schumatn, Mozart, Martinu. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une selection du câble sont publiés chaque semuine dans ➤ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimedia ».

notre supplément daté Signification des symboles :

On peut voir. ■ Ne pas manquer. E E Chef-d'œuvre ou

classique.

• Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les soirées câble et satellite

2600812

TV 5

19.30 Journal (TSR), 20.00 Thalassa, (France 3) is 9//96), 21.00 Enjeux - Le Point, 22.00 Journal (France 2), 22.30 Les 11° Victoires de la Musique (France 2), 1.00 Journal (RTSF, Rome)

Planète

20.33 Femmes d'Idam. [1/5] Le voile et la République. 21.30 La vérité ment à Rostock. 22.30 Mazu, décase de la mer. Réalité d'une lécase de la mer. Réalité d'une lécase. [5/27] Epaves du passé. 0.00 Les Grandes Merveilles de l'Amérique. [5/9] Les parcs nationaux de Mont Rainier et Olympk. 110 Première Guerre mondiale. [4/12] L'obstination britamique (50 min).

Paris Première

10.00 NO In Plant Première 21.00 Pépé le Moko # # # Flim de Julien Duvivier (1996, M 95 min) 3950537 22.35 Concert : Kent au Café de la danse. Europistré en 1994 (25 min).

23.00 Les Enfants de la Blank. De Marc Dufaud. 8.05 Paris demière. 1.00 Patricia Raas. D'Emmanuel Pampari et Pablen Raymond. Potrait. 1.25 Premières loges (25 min).

Ciné Cinéfil 19,00 Famtôme radiophonique Film de Sidney Lanfield (1937, N., v.o., 90 min). 4424909 ou une vie sans joie

4843270

21.55 Gastight II II Plan de Thorold Dickinson (1940, N., 90 min). 4037580 23.25 Le diable s'en mêle Film de Sam Wood (1941, N., v.o., 90 min). 7381201 0.55 > The Moon and Six pence 2 2 Film d'Albert Lewin (1942, N.,

Ciné Cinémas 18.05 Smoking **B II** Film & Alain Restais (1993,

145 min). 148281 20.30 Le Cavaleur III Film de Philippe de Broca (1978, 100 mkn). 8858454 22.10 Doubles masques et ro, 100 min). 71811783

23.50 Laws of Gravity
Film de Nick Comez (1993,

Série Club

20.20 Ma mère à moteur. Tout ce qui brille. 20.45 (et 23.45) La Loi selon Mac Clain. Pilote. 22.20 Le Chui: 22.30 Alfred Hitchcock présente. L'homme dans le vide. L15 L'Or et le Papier (45 min).

Canal Jimmy

20.00 M.A.S.H. L'amour vache, 20.30 Souvenir: BB en chansons. De Jean-Louis Remäleur et Rohan Cou-tes. 21.45 New York Police Blues. Spisode nº 35, 22.35 Chronique de la combate.

22.40 Bagdad Café **E B** Film de Percy Adion (1987, 90 min). S9719693 90 min). 5971968. 0.10 Concert : John Lennon, Sweet Toronto. Enregistré, en 1969, lors du Toronto Peace Festival (60 min). 38885936

Eurosport 1:10 Road Test. 1:30 Les Envahls-

17.00 Natation. Coupe du monde 18.00 Athlétisme. En direct.
Meeting Indoor sur Invitation
de Tampere (Finlande, 90 min).

20.00 Marc et Sophie. Le robot Robert. 20.25 Drôles d'histoires. 20.35 Le Monde seion Garp. Film de George Roy HB (1992, 135 min), avec Robin Williams. Drame. 22.50 Gloria. Film de John Cassavetes (1980, 115 min), avec Gepre Rowlands. Polície: 0.45 Secret bancaire. Un héritage magique (60 min).

20.30 Rozzame. Film de Fred Scheplel (1987, 715 min), avec Stevé Martin. Comédie. 22.25 Leader. 22.30 Faut pas en faire un drame. Film de Howard Zieff (1984, 100 min), avec Dudley Moore. Comédie. 6.10 Téléachat. 0.25 On Fappelle Catastrophe, Film de Richard Baldusci (1983, 30 min), avec Michel Lech. Comédie.

36 15 LEMONDE

Le surréalisme comme apologie de la liberté

La soirée d'Arte redonne toute son actualité au mouvement iconoclaste. L'art de la subversion, décliné par André Breton et illustré par « L'Age d'or », de Bunuel

DANS « André Breton, l'or du temps », un ensemble proposé par Michel Parnart et Dominique Rabourdin (réalisateurs des documentaires), ce n'est pas du « pape du surréalisme », du « tyran » coupeur de têtes, sur lequel on a tant glose depuis sa mort en septembre 1966, qu'il s'agit. Mais de Breton chantre de la liberté; vouant l'esprit de son mouvement à l'immortalité, résolument indifférent à toute forme de bilan, consécration et autres tentatives d'ensevelissement. Belle idée d'être allé chercher Philippe Sollers pour commenter cette soirée (partiellement diffusée le 28 octobre 1993), qui s'ouvre avec « André Breton par André Breton », un portrait composé de documents d'archives et d'extraits de films sur un déroule d'entretiens radiophoniques avec André Parinaud.

D'emblée, contre les embaumeurs de l'histoire et la mode de commémorer tout et n'importe quoi hors contexte ~ façon habile d'occulter la nature des œuvres-, Soilers éclaire le parcours de Breton par ces dates: 1914-1918. Boucherie innommable que, jeune médecin. Breton avait auscultée au plus près. Massacre radical auquel des jeunes gens déjà pris dans les rets du désespoir, mais refusant de s'y soumettre, répondront en proclamant une nouvelle réalité: l'existence en état de poésie, hors de toute emprise morale et sociale. Au sortir des décombres, nulle pensée, nui modèle à suivre. « Il n'y avait rien là, rappelle Breton, qui s'elevat au-dessus du niveau d'ex-



pression d'une presse mercenaire, qui fut susceptible de me faire prendre ma condition même en patience. » Apollinaire, le « voyant considérable », inventeur du terme a surréaliste », disparaissait avec son génie d'enfance.

Pour Breton, comme pour Aragon, Reverdy, Soupault, Man Ray, Duchamp ou Vacher (« le seul qui eût été capable d'élaborer la cuirasse de cristal » face à l'horreur des temps), l'ère des scandales commence avec le déploiement des pompes aux funérailles d'Anatole France. Leurs plumes exuitent déjà - « C'est un peu de la servilité humaine qui s'en va »-, tandis

ESIN qu'Aragon assassine: « Certains jours, j'ai rêvé d'une gomme à effacer l'immondice humaine. » Ils en feront bien d'autres et de plus belles encore (voir L'Age d'or, de

Bunuel, et Souvenirs de L'Age d'or,

le passionnant documentaire qui

UN COMBAT CONTRE L'EMILIE

retrace l'histoire du film).

La révolution s'étend, qui déborde l'activité esthétique, menée comme un combat contre l'ennui et les impasses sociales, coutre les lieux communs et les académismes, contre les récupérations et la pensée unique. Notia de tares et de fiéaux que notre modernité répète avec voracité et qui rend on ne peut plus actuel le message surréaliste repris par Sollers : « Etre dans l'état de la plus grande disponibilité possible pour que quelque chose vous appelle à sortir de votre sommeil, de votre connerie, de vos prejugés. »

Les rêves et l'errance comme terrains d'expérience (relire Le Paysan de Paris, d'Aragon), avec ce mot d'ordre imparable : « L'étreinte poétique comme l'étreinte de chair, tant qu'elle dure, défend toute échappée sur la misère du monde. » Images et paroles émouvantes sur Artand: « Peut-être était-il en beaucoup plus grand conflit que nous tous avec la vie. » La suite est connue, sinon à retrouver dans les livres: déclarations d'insubordination, adresses aux sommités militaires et religieuses, manifeste de l'amour fou; brouilles et embrouilles, disciples et exclus... « Où ma liberté est mesurée, je ne suis guère. Et ma tentation est de passer très vite », se défend Breton.

En 1964, dans sa retraite de Saint-Cirq-Lapopie, il s'accorde un constat bien enviable : « J'ai le sentiment de ne pas avoir démérité des aspirations de ma jeunesse ; et c'est déjà beaucoup à mes yeux. Ma vie aura été vouée à ce que je tenais pour beau et pour juste. Tout compte fait, j'ai vécu jusqu'à ce jour comme j'avais révé de vivre. »

Valérie Cadet

★« André Breton, l'or du temps : Arte, mardi 13 février de 21 h 40, à

Cruautés

par Agathe Logeart

LES GUIGNOLS out la deut dure, ce n'est pas une nouveauté. Leur florilège hebdomadaire, diffusé le dimanche, est un joyeux concentré de cruanté, en même temps qu'une séance de rattrapage pour ceux qui auraient manqué quelques épisodes du venimeux femilieton au long de la semaine. On se gondole en famille sur le canapé du salon sans penser à mal. On retrouve avec bonheur les têtes de Turcs, les tics de langage, et le seul PPD que la télévision ait bien voulu nous laisser. Après une semaine d'ascèse télévisuelle, on s'en lèche les babines par avance comme l'on pense aux gâteaux d'après la messe en écoutant le sermon du curé. Pourtant - est-ce parce que le vitriol y est plus concentré ? -, il arrive que le rire grince, que cela coince. Valery Giscard d'Estaing, « has

been » prétentieux obsédé de luimême (on parle bien sûr de sa marionnette), avait ainsi cette semaine décidé d'organiser lui-même par avance la cérémonie de ses obsèques, tant il avait été impressionné par le talent, en semblable circonstance, de son successeur. Cela donna une séquence pénible où, de batteries de Caméscope défectuenses en laius ronflants, l'Ex ne parvenait qu'à se couvrir de ridicuie. On sourit, sans doute, mais d'un somire un peu jaune, vaguement embarrassé, en se disant que la frontière du rigolo et du déplaisant est térme, et après tout bien subjective. L'iurévérence est si rare lorsqu'on parie des hommes politiques à la télévision, et les journalistes si déférents lorsqu'ils les interrogent, qu'après tout une pinte de bon sang, fut-il factice, peut avoir des vertus revigorantes. En revanche, on s'étonna du ton

du reportage consacré à Valéry Giscard d'Estaing (le même, mais en vrai) dans l'émission de Christine Ockrent, « Dimanche soir », alors qu'une bataille de titans (Madelin-Léotard, le match!) se livre à l'UDF pour le partage de la dépouille de l'ancien président du parti et de la République. Grâce au travail d'une équipe qui le suivit, nous dit-on, pendant une semaine de Clermont-Ferrand (Auvergne) à Boston (Etats-Unis), on y apprit quelques petites choses sûrement indispensables à l'analyse du paysage politique français. Ainsi, dans la neige, Giscard (il n'est, dans cette émission, jamais appelé autrement) met-il des « trucs en cooutchouc » sous ses chaussures. En Amérique, lorsqu'il cherche la tombe d'un obsour chevalier français, il n'est pas fichu de trouver la bonne église avant l'heure de la fermeture. Les étudiants devant qui il planche trouvent qu'il est « intelligent », mais pensent que l'UDF est sans doute « la compagnie [sic] des gaz ». Il sait, enfin, blaguer dans un anglais très Maurice Chevalier et raconter une histoire incompréhensible (même avec les sous-titres) de perroquet affiiblé du titre de président (?). Bref, une vraie pantalon-

Par dégance ou lassitude, VGE, traité comme une vieillerie folkiorique, ne réagit pas sous la gifle. On crut seulement percevoir une hæur d'agacement dans ses yeux devemus churs. Les Guignois avaient dé-

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.

21.52 Grand Angle (radiff.). Neu-communes mortes pour la France. 22.40 Nuits magnétiques. Au part roman de Grande. T.

0.05 Du jour an lendemain. Acuaine de la poésie. 0.50 Coda. Regel transcripteur (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

22.00 Soliste. Plerre Pournier.

En français dans le texte. 2. L'autre côté de l'Aslantique

TF 1

13.00 Journal, Météo. 13.40 Les Feux de l'amour.

14.30 Dallas. Le mirade, feu 15.25 Rick Hunter, inspecteur choc. Point critique. Série. 16.10 Dingue de toi. Série.

16.40 Une famille en or. Jeu. 17.10 Football. En direct. Dami-finale de la Coupe de la ligue : Guingamp-Metz; 17,15, Coup d'envoi ; 18.00, Mi-temps ; 18.15, 2* période

(110 min). 19.00 Agence tous risques. Le point de non-retour. 20.00 Journal, Tiercé,

Météo.

BOOMERANG Film américain de Reginald Hudlin avec Eddie Murphy, Robin Givens (1992, 106 min)

20.50

Un directeur de marketing est aux prises avec son nauveau chef de service : une femme.

TV 5

LE DROIT DE SAVOIR Magazine présenté par Charles Villeneuve. Brigade des Stups, de Jean-Pierre Van Geirt et Jean-Cla Fontan : Autonoie de la Jean-Cla Fontan ; Autopsie d'une overdose, de Jérôme Fritel de Stéphan Villeneuve

de l'entreprise. Desmarest (Total). 0.30 L'Hôtel des passions. Deux escrocs en vacances.

1.25 journal, Météo. 1.40 Reportages (rediff.). 2.05 et 2.40, 3.40, 4.20 TF I mit. 2.15 Intrigues. 2.50 La Pirogna. 3.50 L'Aventure des plantes. 4.30 Mésavestures. 4.55 Ma-alque. 5.05 Histoires naturelles.

France 2

12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.45 Derrick, L'alibi, Série. 14.50 L'Enquêteur. Série. 15.45 et 5.25 La Chance

aux chansons. Cordy la chance. 16.35 Des chiffres et des lettres. Jeu.

17.05 Quoi de neuf, docteur? 17.35 La Fête à la maison Poisson d'avril. Série. 18.05 et 3.35 Les Bons Génies.

Jeu. 18.45 Qui est qui? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. Pimprenelle hypnotiseuse. 19.20 et 2.00 Studio Gabriel.

19.59 Journal, Météo.

20.55 20.50

LA MORT **VOUS VA SI BIEN** Une chanteuse sur le déclin

rapport à une ancienne rivale, écrivain à succès. Une esthéticienne lui propose un 22.55

CA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc
Delarue. Les excent (90 min). 0.25 Journal, Météo. 0.40 Le Cercle de minuit. Avec Pierre Henne et

Philippe Conticini, pâtissiers ; Claude Fischler, sociologue au CNRS; Hervé This, rédacteur en chef de 2.30 Taratata (rediff.). 3.40 Septibne Continent. 4.05 24 heures d'infos. 4.20 Pyramide (rediff.). 5.20 Dessin arimé.

France 3

12.35 Journal, Keno. 13.10 Tout en musique. Jeu. 13.40 Les Enquêtes de

Remington Steele. 14.48 Le Magazine du Sénat. 15.00 Questions au MINETTAMINENT

16.05 Brigade criminelle. 16.30 Popeye. Dessin animé. 16.40 Les Minikeums. 17.45 le passe à la télé. 18.20 Questions pour un

champion. jeu. 18.50 Un livre, un jour. Esseis et écrits de combat, tome II, de Georges Bernanos. 18.55 Le 19-20 de l'information,

19.08, Journal régional. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport.

3º CIRQUE **ARLETTE GRÜSS** Enregistré en décembre dernier à Paris. Avec les chevaux en

liberté de Gilbert Grúss, les acrobates du cirque de Pékin, des trapézistes mongols, etc. 22.25 Journal, Météo.

COULEUR PAYS Programme des treize télévisions régionales

237990 0.250 Sega-Citts: Ados at mar (rediff.)

0.55 Sidamag (rediff.). Magazine. 1.30
Dynastie. Romance. Ferdileton. 1.55
Musique Graffiti. Concerts pour deur
pianas, de Poulenc, par l'Orchestre
national français, soi. François-René
Duchable, Jean-Philippe Colland, dis.
Liament Peninghi (16) nahi).

MARDI 13 FÉVRIER La Cinquième

13.00 L'CEİİ et la Main. J'ai rêvê d'être Miss France. 13.30 Attention santé. Déclenchement de Paccouchement, 14.05 Teva. Les Kwegus, 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Forêts du monde. Des attres de vie. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 phabets de l'image. Bernard Giraudeau. 18.15 Cinq sur cinq.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série. (10/28) Bourbon Street, de Roy Kellino, avec Dick Powell, Severly Garland

19.30 7 1/2 (30 min). 4042 20.00 Archimède. Magazine de Philippe Bou Jean-Jacques Henry, Pierre Oscar Lévy et Hervé This. Impact ; un animal a glissé ; la trace primordiale ; coopération ; la chasse aux quarks ;

20.45 SIBÉRIE, TERRE SAUVAGE

bliographie (30 min).

Documentaire. [3^(q)] La dernière chann, de Jureix Sladkowski (55 mln). En Sibérie, on vit, malgré le froid, malgré le poids de l'histoire et de la géographie. Ce soir, la dernière chasse à l'ours d'un Yakoute de 86 ans. Nostalgie d'un village qui s'étaint. La ville

SOIRÉE THÉMATIQUE : ANDRÉ

BRETON, L'OR DU TEMPS. Présentée par Philippe Sollers.

Ure co-serves 21.45 André Breton par André Breton.

22.45 L'Age d'or ■ ■ ■

Film français de Luis Bunuél avec Lya Lys, Gaston Modot (1990, N., 66 min). 2837819 23.45 Souvenirs de l'Age d'or. Documentaire. (35 min). 0.20 Marcel Marien. Docum 0.30 Grow Plan : Salvador Dali. Deput

Pierre Cardinal (30 min). 5929503 1.00 Le Juge et l'Adolescente. Téléffim de Rainer Bolds (rediff., 90 min). 2029913 2.30 John Cleese. (rediff.). Série (2/3).

M 6

13.25 La Rage d'aimer. 10.55 Folle de mol Téléfilm de Francis Mankiewicz, avec Kate 13.45 Oublie-mai = quitte le domicile

conjugal en compagnie de ses deux plus jeunes enfants. Son mari, riche notable, ne l'entend pas 15.35 Deur (lics & Mhami. 16.30 Hit Machine. Variétés. 17.05 Une famille pour deux. 17.35 L'Etalon nois sèrie.

17.55 Surprises. 18.00 Le Dessin animé. 19.00 Code Quantum. Série.

[2/2] La famille avant tout. 19.54 Six minertes d'information 20.35 E = M 6 inmior. La conquête de l'espace.

BENJI Film américain de Joe Carrip avec Nancy Francis, Ben Vauglin

(1987, 85 min). 20741 Un petit chien perdu dans la forti profonde protège quatre jeunes couguars d'un loup et d'un épernier.

20.50

22.30

COURSE-POURSUITE Telefilm of Albert Magnoll, avec Richard Grieco, Joe Cortese (92 min). Un champion de courses de voitures clandestines (Richard

Grieco dans Booker) contrarie par ses victoires les projets d'un truond notoire. 0.05 Capital (rediff.). 1757500 1.50 Best of Teléphone,

3.35 La Saga de la Chanson française. Yves Montand. Documentaire. 4.30 Culture pub. Magazine.

Jean-Louis Ambert.

Louis Bertignac

Canal +

Téléfèm de Pierre Joassin (92 min). 784 ➤ En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. Film français de Noémi

6251418 15.25 L'CEII du cyclone.

15.50 Geropimo E Hill (1993, 115 min).9021400

The Mask.

En clair jusqu'à 20.30
18.40 Nulle part ailleurs. Invité : François Cluzet.

20.00 Corpoert. Downé le 27 janvier M. Conservatoire d'art chematique, 4 Paris, par chematique, 4 Paris, par chematique, 4 Paris, par chematique, 9 Jamo : Pilicus pour piano op. 3, de leadmantinev | Sonsiae pour violoncelle et plano op. 119, de Protofier ; Sonsiae pour violoncelle et plano op. 19, de Rachmantinov. 22 60 Solitate oftens Bustoles.

FOOTBALL En direct: Lyon-Cannes, Demi-finale de la Coupe de la Ligue (120 min).

22.30 Musique piuriel. Cerves de Cementi, Moss. Lyon, toujours difficile à 28.07 Ainsi la muit. CEuvres de Boëly, R. Schuttaum, de Saint-Sains. manazuvrer à domicile, reçoit Cannes qui semble avoir 0.00 La Guitare dans tous ses états. 1.00 Les Nulis de France-Musique. retrouver une partie de son football.

22.15 Flash d'information. 22.35

ETHAN FROME Film américain de John Madde (1993, 102 min). Adaptation un peu terne d'un roman d'Edith Wharton.

0.20 Les Insertes . de feu 🜃 Film américain de Jeannot Swarc (1975, 95 min),

1.55 Ketende, le dernier fils d'Engal. Documentaire d'Alain-Marle Thomas (59 min). 7038951 Les Masais filmés comme il y a 50 ans. Esthétisme 7039956 2.55 Surprises (5 min).

Radio-Classique 20.40 Les Soirées de Radio-Classique.

de Radio-Classique.
Entre baroque et romamisme.
Clavres de C.P.E. Bach.
Symbonie Wq 183 m² 2, par
Porchestre baroque
of Anstendam, dir. Ton
Kaopman; Sonate en trio
Sanguineus et Meisanchoflous,
par le Quabuor Purcell;
Symphonie nº 6, de J.C. Bach,
par The Academy of Ancient
Music, dir. Stamdage; Deux
Lieder, de Benda; Quatuor
nº 1, de Haydn, par le Quatuor
Weller; Ote Annesitanesin, de
J.C. Plach, par Das Kleine
Konzert, dir. Max, Barbara
Schific; Sonate K 306, de
Mozart; Symphonie en la
mineur, de Vanhal, par Umea
Sinfonietta, dir. Saraste.

Les Sotrées... (Spite). Concert

Sinfonietta, dir. Saraste.

22.30 Les Sotrées... (Suite). Concert erregistré le 17 novembre 1995, au Théâtre de la Ville, par Natalia. Likhapol, violon, Kavier Phillips, violoncelle, Fredrik Fors, ctarinette, Marietta Petdeva, piano: L'Historie du soldet, de Stravinsky; Tho nº 2, de Bacri; Quattuor pour la fin du temps, de Messlaen. 4.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées da Marselle W M Film de Maurice Tourneur (1934, N., 95 min). 98580384 20.45 (et 23.45) Jack Cutter, Les bérus se meurens jamais, 21.30 Le Chib. 11.40 (er 2.00) Jim Bergerac, Les filtes du chir de lune. 22.30 Alfred Hirchcock présente. Question de pointure. 1.35 L'Or et le Papier est moist 20.35 Jason et les Argonames. Filia de Don Chaffry (1963, 100 min), avec Todd Arrastrong, Aventures. 22.15 Sud. 25.50 Panique aus Caralbea. Anagramme. Out Secret bancaire. Un alibi compromettant (50 min). LES PUBLICATIONS câble et satellite 23.55 Les Surprises DU Monde de la radio Film de Marcel Aboulier (1940, N., 80 min). 9507995 Paris Première 19.30 Journal (TSR). 20.00 Envoyé spécial. (France 2 du 8/2/96). 21.30 Perfecto. 22.00 Journal (France 2). 22.35 Bas les masques (France 2 du 7/2/96). 23.50 Viva. 0.30 Soir 3 (France 3). 1.00 Journal (RTBF, 30 rain). 1.15 Fantôme radiophonique Film de Sidney Lasfield (1937 N., v.o., 85 mln). 2744284 Eurosport Canal Jimmy

23.50 Totalement cinéma. 0.20 Concert: Charles Aznavour à l'Olympia. Enrojistré en 1978. 1.20 Musiques en soènes (25 min). Planète

20.05 Himalaya. [2/13] Tibet, un monde à part. 20.35 Voi au-dessus des mers. [9/11] Hornet, l'avion multi-missions. 21.25 Sordères, loups garous, vampires: créatures des l'enèves. 22.15 La Demière Carte 23.15 Femmes d'islam. [1/3] Le voite et la République. 0.15 (a vérité ment à Republique. 0.15 (a vérité ment à Republique. 0.15 (a vérité ment

20.00 20 h Paris Première. 21.20 jean-Edern's Club. 21.55 Premières loges.
22.25 Sauve qui peut (la vie) III III Film de Jean-Luc Godard (1980, 85 min) 53786298

Ciné Cinéfil 18.55 The Moon and Six pence M M Film d'Albert Lewin (1942, N., v.o., 95 min). 55314058 20.30 Le Septième Clei W W Film de Raymond Bernam

(1958, N., 110 mlp). 5605685

Ciné Cinémas 19.15 Le Jour

22.20 Justin

du désespoir III III
Film de Maroel de Obveira
(1992, v.a., 75 min.), 60382315
20.30 II grande cocomero III
Film de Francesca Archibugi
(1993, 100 min.) (1993, 100 min). 8752226 22.10 Hier, aujourd'hal et pour toujours... Film de Mark Rydell (1991, v.o., 140 min). 75411348 **0.30** L'Anti-gang **III** Film de Burt Reynolds (1981, 120 min). 1984578

Série Club

2.00 Les monstres nouvenin sont anivés. Une intégréé monstre, 21.25 Le Deruier Rébelle. Les grads espaces, 22.25 Chrouique balélité. 22.30 Augela, quisse ans. Un garron impatient, 22.20 Tour de France auguste 2.20 Tour de France auguste 2.20 Tour de France auguste 2.20 Tour de France auguste 30 St. 0.15 Father Ted. Entertaining father Stone. 0.40 Country box. 1.10 Le Freion vert. Que le meilleur pende (30 min).

RTL 9 20:30 Le Lagon blen. Film de Randoll Ideiser (1900, 170 min), avec Brooke Shleidis. Aventures. 22.20 Leaders. 22.25 Top santé. 23.30 TGÉ-actes. 23.45 L'Armoire voiante. Film de Carlo Rim (1948, N., 95 min), avec Fernandel. Contdite. 1.20 Compil RTL 9. Clips. (25 min).

TMC

11.25 Ski, En direct, Championnats du monde, Super G méssieurs, En Sierra Nevada (Espagne, 95 min). 32800058

95 min). 32800058
21.00 Boxe.
Commonweakt.
Polds super-coq : Neil Smain (Galles) - Nathan Sting (Am) : Polds super-moyens ; for Calzaghe (F-8) - Napoleon Pix (F-0) : Combat polds moutre : Harmy Woods (G-8) - Seendan Bryce (G-8) : Combat polds (Spers : Gareth Jordan (Calles) - Barmera Discress (G-8) : Combat polds (Spers : Gareth Jordan (Calles) - Barmera Discress (G-8) : Combat polds (Spers : Gareth Jordan (Calles) - Barmera Discress (G-8) : Combat polds (Grant (Gareth)) - Barmera (Galles) - Barmera (G

23.00 Ski. 0.00 Spoole

Un ancien numéro vous manque?

(Commande et envoi à domicile)

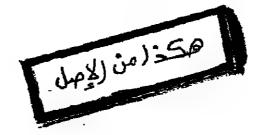
3615 LEMONDE

Las programmes complets et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi, Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde Télévision-RadioMusica-Adio-

■ Ne pas manquer. ■ Ne Chef d'œuvre ou dassique.

• Sous-titrage spédal pour les sourds et les

■ On peut voir.



Le Monde

L'Académie Céfran

par Pierre Georges

C'EST UN PARLER étrange, tiche, évolutif. Plein de variantes et de trouvailles, de mots codés et déformés, inventés, inversés, triturés, enrichis, vivants en

Il fallait être un peu mongol ou ouf, maboui, guedin, chouté et même chtarbé pour se lancer dans cette grave galère, ils étaient un peu plus que cela, ces deux professeurs de français du collège Jean-Jaurès de Pantin qui se sont lancés dans un livrechronique de la langue des cités. Avant que de sortir leur livre chez Calmann-Lévy, Les Céfrans parlent aux Français, Boris Séguin et Frédéric Teillard ont falt donner la garde : quatre-vingts élèves, quatre classes de sixlème. lancés dans la nature avec leurs filets à mots quotidiens et fleuris. Quatre-vingts gamins, gamines, pas larlarateaux les bougres, pas graves les têtes, pas golmons les géants.

Une course au trésor en somme. Et un beau trésor à l'arrivée, un dictionnaire de langue vivante carrément fatal. C'est-àdire formidable. Le livre raconte cette quête, formidable. Sûr qu'ils ont bien goleri, rigolé, les chercheurs de mots. Et il fournit en annexe quatre cents de ces fameux mots qui permettent de ne pas mourir ignorant, de ne pas se « paner de l'estrade » face aux morts de rire.

L'académie Cétran de Pantin offre ainsi un recuell de secours aux nases que nous sommes tous, faute de décodeur, devant cette langue des rues et des cités, née autant du verian, des dialectes que de l'imaginaire. Pour ne pas rester idiot, ou « face de cul de mammouth » ce qui revient au même, pour ne pas demeurer définitivement « nase », pour être un intellectuel des rues, un « dico » justement. Il

Tokyo Nikkei 20934,80 -0,87 +5,36 Honk Kong index 11310,30 -0,19 +13,12

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

Cours relevés le lundi 12 février, à 12 h 30 (Paris)

BOURSE

faut suivre le guide. Les deux professeurs avaient leurs rabatteurs de mots. Et même leurs interprètes, des experts en tchatche, pour faire autorité. A partir de là, ils pouvaient travailler à leurs ceuvres bilingues, ce ouvrage franco-céfran de contrôleurs, de « leurs », des mots.

Le résultat est étopmant. Pre nons le mot niquer qui, contrairement à une idée reçue, signifie à Pantin frapper. Et prenons ses synonymes. Une légion de choses pour dire pareil: bombarder, casser, déchiqueter, déchirer, dégommer, dépouiller, destroiller, éclater, exploser, marave, massacrer, péta. Prenons le mot passeport. En Céfran, il s'agit, jolie intuition, d'un préservatif. Prenons navache. En fait, le verbe partir, plutôt sur le mode impératif, arrache-toi, barre ta gueule, barre-toi, bouge de là, casse-toi, dégage. Autrement dit: « Allez, tu m'prends la tête, navache! »

Mots de la rue, mots de banlieue. Jean-Marie Le Pen et Viadimir Jirinovski, en leurs épousailles, des « photocopies », qui « Scuzmi », je vous demande pardon. Pachave, dormir. Se pamer, se moquer. Péclo, cloper, firmer. Pefly, flipper, avoir peur. Relou, lourd, qui prend la tête. Reume, reupe, mère et père. Saquaoufé, le ça va antillais. Stok, un balaise. Girafe, perche, ou même giraphe, un grand. Patate, un gros. Poulemouillé, un lâche Une rache, une meuf, une fille. Un racket, un mec, un garçon. Un raphai, un morfai. Un gremait, un maigre. « Hier ça s'fait pas j'ai vu des Ethiopiens, ils étalent tout gremaits, »

Et alnsi de suite. Dans la vie de baniseue, il convient de se débroullier, « kisdémerdasse ». On s'y emploie désormais.

Paris CAC 40 1960,65 +0,23 +4,74 Londres FT 100 3692,90 -0,42 +0,09

Eurich 1547,97 ... +1,18 Milan MIB 30 999 -6,89 +7,30 Prancfort Dax 30 2405,18 -1,03 +6,71

Cours au Var. en % Var. en %

06/02 fin 95

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

La Poste veut réorganiser ses bureaux en s'adaptant au marché

La direction affirme qu'aucun des 17 000 sites ne sera fermé

LA DIRECTION et les syndicats de La Poste doivent discuter, jeudi 15 février, de l'avenir du réseau de distribution au cours d'une importante réunion. Sans attendre ce rendez-vous, la CGT et SUD sont montés au créneau, dénoncant « le comportement de banque » qu'implique à leurs yeux l'avantprojet remis par la direction. En fait, celui-cl confirme explicitement une orientation prise dès 1993 : l'entreprise « a décidé de ne fermer aucun bureau de poste et de ne pas tranformer d'établissement actuel en guichet-annexe ou en agence postale. Ce faisant, elle joue pleinement son rôle d'entreprise publique et notamment lorsqu'elle maintient une présence forte dans un tissu social dégradé. » Démentant les informations données par certains syndicats, la direction affirme donc qu'il n'y aura pas de réforme du statut des 14 000 bureaux de poste et des 3 000 agences postales maigré une « densité exceptionnelle en mileu rural » où il y aurait désonnals davantage de bureaux de poste que

Néanmoins, le document remis par la direction reconnaît que la situation actuelle n'est pas satisfaisante : le trafic courrier déposé dans les bureaux de poste diminue depuis 1990 au profit des centres de tris. Ce texte indique également que « le surcoût de la présence postale en milieu rural est estimé à 3 milliards de francs et n'est compensé qu'à hauteur de 1,3 milliard de francs par l'abattement de

la taxe professionnelles. Après avoir établi ces différents paramètres, la direction de La Poste préconise de ne plus organiser le réseau en fonction des métiers (courrier et services financiers) mais en fonction des différents types de clientèle. La nouvelle organisation sera fondée sur une logique de marché. Les entreprises et les grands comptes seraient pris en charge par des équipes commerciales spécialisées et « le bureau de poste sera entièrement dédié à l'accueil de la clientèle grand public de La Poste qu'il s'agisse de ses produtts courrier ou de ses services financiers, les entreprises étant gérées par un réseau commercial spécialisé ».

De même, les petits bureaux se verront déchargés dans les dixhuit mois de certaines tâches administratives qui seront centralisées. Dans ces bureaux où moins de quatre personnes sont affectées au guichet, il n'y aura aucune diminution « d'emploi-contact ». Dans les bureaux plus importants, « les fonctions d'accueil au guichet et de production du courrier seront

des responsables spécifiques ». Par ailleurs, « de nouveaux points de contact seront crées dans les zones urbaines et les banlieues, y compris les plus difficiles, afin d'accompaener l'évolution démographique de ces zones en forte densité ». 11 est vrai qu'il existe un bureau de poste pour 990 habitants en Lozère et un bureau pour 15 000 en

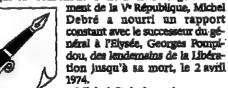
Seine-saint-Denis. Les bureaux de Poste seront réorganisés en trois catégories: les bureaux de proximité, les bureux de contact et les bureaux de secteur. Alors que le syndicat Sud graint que le nombre de bureaux possedant leurs propres facteurs passent de 6 000 à 2 000, la direction affirme qu'il n'en est rien. feudi, elle devrait proposer aux syndicats un suivi mensuel de l'évolution de ce réseau qui, selon lle, devrait être effective fin 1997.

Alors que les syndicats raignent que la distinction effectuée entre les bureaux rentables et les autres n'entraîne à terme la disparition de ces demiers, la direction affirme que ces craintes sont infondées mais que la nouvelle organisation lui permettra de négocier dans de meilleures conditions avec l'Etat le maintien

Prédéric Lemaître

Les entretiens secrets de M. Debré avec Georges Pompidou

COMME D'AUTRES, ils se sont commus pendant trente ens. Ils ne furent pas toujours des amis bien que tous deux admirèrent le général de Gaulle. Leurs relations personnelles s'améliorèrent quand leur divorce politique fut consommé. Premier chef du gouvernement de la V. République, Michel



Michel Debré en donne une auxiographie large idée en publiant, aujourd'hul, un livre d'entretiens et de correspondances avec le second président de la République gaullienne. Tout y est d'une brûlante actualité. Des rapports en politique à la maladie des chefs d'État, en passant par les conflits entre un premier ministre et sa majorité. « Nos relations ne furent pas toujours faciles. Nous divergions dans l'analyse politique à court terme, dans la tactique à adopter, par rapport aux centristes notamment: Nous n'accordions pas la même attention aux problèmes économiques. » Voilà ce qu'écrit Michel Debré dans la conclusion de ce qui peut être lu comme des Mémoires partagés. « Ce n'est pas pour régler des comptes », précise l'auteur, en ajoutant : « La vieillesse et la maladie sont causes de souffrances au quotidien, mais source de

La maladie et la souffrance, l'auteur en parie en évoquant celles qui frappèrent le chef de l'Etat. « Mon père, le professeur Robert Debré, écrit-Il, diagnostique, dès 1969, le mai dont souffre Georges Pompidou : la maladie de Waldenström, une forme de leucêmie au caractère inéluctable mais au processus beaucoup plus lent.

Personne n'en parle à ce moment-là, et le principal intéressé n'est probablement pas lui-même au courant. » Le parallèle avec le cancer de François Mitterrand ne peut évidemment échapper. D'autant que Michel De-bré assure que « la maladie que Georges Pompidou affrontalt avec un rare courage ne pouvait être seulement une affaire privée. Touchant le président de la Répunation ». Cette révélation montre que le temps peut être indulgent avec le secret médical per procuration.

RELATIONS CONFLICTUELLES

Dans cette mine de détails sur les grandes et petites coulisses de la République, on découvre les grandes et petites faiblesses des acteurs du jeu politique. Ainsi la proximité proclamée peut-elle, parfois, cacher des combats sans merci. Michel Debré en sait quelque chose, lui à qui Pomoidon fit offrir, en vain, la présidence du Conseil constitutionnel pour faire taire ses critiques incessantes.

Conflictuelles, les relations de Michel Debré avec Pompidou le furent. Refusant de le choisir comme premier ministre après sa victoire présidentielle de 1969. Il ne put éviter de le prendre dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. Très vite, il critique l'équipe dont il est membre car, selon hil, on ne s'attaque pas « aux vraies sources de faiblesse de notre système économique et financier : l'aide à certaines entreprises nutionaies, la Sécurité sociale, l'éducation nationale, le Crédit agricole ». C'était en 1969. Toute ressemblance...

* Entretiens avec Georges Pompidou (1971-1974), Albin Michel, 227 p., 98 F.

La station Radio Eiffel en quête de repreneurs

EIFFEL 95,2, station FM part-sienne, cherche un partenaire pour sortir du marasme. Cette radio dont le slogan est « Tout Paris à portée d'oreille », est confrontée à un double handicap : une audience qui ne parvient pas à décoller (moins de 0,5 %) et une subvention de la municipalité parisienne en diminution. Certes, Jean-Pierre Labro, conseiller spécial auprès du maire de Paris chargé de la communication, affirme « qu'il n'est pas question de vendre ou d'arrêter la radio », mais cela n'empêche pas les trente salariés de se sentir abandonnés et désabusés. Dans les couloirs de la station, ils se plaignent notamment d'être souvent critiqués par la ville qui n'a pas accordé à Eiffel 95,2 de campagne publicitaire depuis cinq

Créée en 1981, à l'initiative de Denis Baudoin, conseiller en communication de Jacques Chirac, pour offitr une tribune au maire de Paris qui estimait alors être boudé par les médias nationaux, Radio Tour Eiffel fut longtemps entièrement financée par la mairie. La radio qui fut dirigée par des professionnels comme Jérôme Bellay - lequel fonds ensuite France-Info – a toujours eu à son actif des équipes de bons journalistes mais n'a jamais atteint ses objectifs.

De plus, depuis le départ de Jacques Chirac de la mairie de Paris, elle a perdu son soutien principal. Per fidélité au président de la République, Jean Tiberi, son successeur, a continué à aider la radio mais sans grande conviction. Et Effel 95,2 semble aujourd'hui avoir plus d'ennemis que d'amis. acques Dominati, premier adau maire, Roger Romani questeur du Conseil de Paris et ministre des relations avec le Parlement, Camille Cabana, nouvel adjoint chargé des finances, comme Alain Juppé, premier ministre, ne sont pas partisans de donner suite à leur soutien finan-

On prête autourd'hui à la Générale des eaux la volonté de devenir le partenaire de la ville pour alléger la charge financière de la station, qui compte comme principaux actionnaires la société d'exploitation de la Tour Eiffel, la Sagi et la régie immobilière de la Ville de Paris. Pour un éventuel repreneur. Eiffel 95.2 a des atonts : un programme de services inégalé sur l'Ile-de-France - elle livre tous les quarts d'heure un point sur la circulation -, ainsi qu'une information dense. Elle possède surtout un émetteur puissant, placé au sommet de la Tour Eiffel.

V. Ca.

1 7 120 · · ·

खा का _{प्र}ा

Replie ---

grande: , ..

Sence ...

Or palici.

tratent

Mais 31; . . .

beimas kurtu kan k

cognile; .- ;..

topens in ...

Medical States

Hésitation à la Bourse de Paris

LA TENDANCE était hésitante, lundi 12 février, à la Bourse de Paris. En repli de 0,32 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 gagnait à la mi-Journée 0,15 % pour s'établir à 1963,55 points.

La Bourse de Tokyo est restée fermée, lundi, la journée étant fétiée au Japon. Vendredi, Wall Street avait terminé la séance en très légère hausse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes avait progressé de 0,04 %.

Sur le marché des changes, le dollar était orienté à la baisse, lundi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Le billet vert s'échangeait à 1,4735 mark, 106,70 yens et 5,0660 francs. Le franc cédait du terrain face au mark. Il s'inscrivait à 3,4380 franca pour 1 deutschemark.

Du côté des taux d'intérêt, le contrat notionnel du Matif se re-

prenait au fil des transactions. Après quelques minutes de transactions, l'échéance de mars cédait 4 centièmes, à 121,76 points, mais reprenait 6 centièmes à la mi-journée, gagnant 4 centièmes, à 121,86. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,55 %, soit un écart de 0,43 % par rapport à celui du titre

d'Etat allemand de même échéance. Les taux d'intérêt à court terme étaient stables. Les échéances à trois mois s'établissaient à 4,30 %. La Banque de France a laissé inchangé, hindi matin, à 4,19 %, le taux de l'argent au jour le jour.

L'événement de la semaine, sur les marchés financiers internationaux, sera la réunion du conseil de la Bundesbank, ieudi 15 février, Certains analystes espèrent une baisse des taux directeurs de la banque centrale allemande à cette occa-

Tirage du Monde daté dimanche 11-lundi 12 février 1996 : 533 403 exemplaires · 3

Pour vous aider à réussir Préparations semestrielles & stages 1996

• SESAME, VISA : Stages d'Hiver & de Páques. SCIENCES PO.: du 26/02 au 21/06 ± 5 semaines d'été, • DROTT/SCIENCES ÉCO, ; 10 semaines à partir du 19 Février dont 1 semaine intensive à Pâques. ADMISSIONS DIRECTES bae +2, +3; Grandes Écoles de Commerce et Sciences Po II annec : Paques.

La confiance - La performance Enseignément Supérieur Privé DEPUIS 1954 Tel. 4224 1072+ Minitel 3615 ISTRES

Dix candidats américains courtisent l'Etat-symbole de l'Iowa DES MOINES (TOWA) que l'on mette fin à cette « honte de notre envoyé spécial

Le rituel des débuts de campagne électorale présidentielle américaine dans l'Etat de l'Iowa est quasi immuable: le candidat conduit son épouse sous les projecteurs et présente à l'assistance « la prochaine First Lady des Etats-Unis ». L'intéressée, qui essale d'avoir l'air aussi « présidentielle » que possible, fait des sourires sous les applaudissements puis s'efface derrière son mari, lequel se livre à une harangue répétée cent fois, entrecoupée de blagues faciles. Samedi soir 10 février, dans une église de la banlieue de Des Moines, M. Alan Keyes et ses enfants, Mee Pat Buchanan et

pliés à ce cérémonial Leur hôte se situant dans la mouvance de la Christian Coalition. cette droite religieuse à qui on prête une grande influence parmi l'électorat républicain, chacun y est allé de son couplet résolument conservateur. Phil Gramm, qui bénéficiait pour l'occasion du parrainage de l'acteur Chariton Heston, a estimé qu'il était temps que « l'on saisisse les criminels à la garge » et

ses enfants, enfin Mª Phil Gramm

et les siens, se sont successivement

nationale de 1,5 million d'avorte-

ments chaque année ». Orateur passionné, le Noir Allan Keyes n'a pas mâché ses mots pour appeler l'assistance à dénoncer l'avortement, «symbole d'un concept corrompu de la liberté », et Pat Buchanan a utilisé les registres de son éloquence populiste pour demander une « guerre culturelle pour l'âme de l'Amérique ».

« HOMMETETÉ INTÉRETÉ » Un peu plus tôt, le miliardaire Steve Forbes avait lui aussi présenté la discrète Mª Forbes et ses cinq filles expliquant pourquoi « Sabina > ferait une merveilleuse « First Lady ». Cette rencontre avait lieu dans un grand hôtel où les électeurs invités se sont retrouvés en minorité par rapport aux journalistes... De son débit clair et saccadé, M. Forbes dénonça ses adversaires, coupables d'avoir organisé une vaste machination de démarchage téléphonique destinée à détourner de hii les électeurs de l'Io-. wa, puis « la corruption politique de Washington ». Cette attaque vise Robert Dole, lequel vient de mettre messe. Il n'y a pas rencontré les miau point une nouvelle série de mes- litants de la Christian Coalition, qui ment. - (AFR)

rait peu à sa place dans le « bureau oval », contrairement au chef de la majorité sénatoriale.

D'une voix que le froid rendait encore plus cavemeuse que d'habitude, Robert Dole a déclaré : « C'est du leadership, de l'expérience et des valeurs dont il s'agit. Je suis le leader républicain le plus ancien, j'ai l'honnêteté, l'intégrité. » Précédé par une escouade de jeunes militants, il était venu parler des problèmes agricoles et plus spécialement du récent vote, par le Sénat, de la réforme de l'agriculture, Les habitants de l'Iowa, cet Etat de profonde tradition agricole, ne savent pas très bien si la loi de M. Dole. qui a notamment pour effet de supprimer graduellement la plupart des subventions, va leur être favo-

Bill Clinton, qui a lui aussi passé son week-end à Des Moines, évoque un tel sujet avec des pin-`cettes. Dimanche matin, comme la phipart des neuf caudidats républicains, le président est allé à la

sages télévisés pour souligner à distribuent un « guide de l'élecquel point M. Forbes, qui n'a exercé teur » aux paroissiens pour les aucune responsabilité publique, se- «éclairer » aux paroissiens pour les chaque candidat sur l'avortement. M. Clinton a ensuite tenu l'un de ces rassemblements électoraux qu'il affectionne avec ballons, orchestre et serpentins. Prenant un visible plaisir à un long bain de foule, le président faisait campagne pour lutter contre l'absentéisme de l'électorat démocrate. Les querelles républicaines ne le concernent guère : selon un sondage publié par Phebdomadaire US News & World Report, il l'emporterait en cas de duel avec M. Dole (53 %-36 %) ou avec M. Forbes (51 %-33 %).

Laurent Zecchini

ESPACE: le HYFLEX, précurseur de la future navette spatiale japonaise, a fait naufrage, lundi 12 février, à 1 000 kilomètres au sud-est de Tokyo. au terme 🚜 d'un voi d'une quinzaine de minutes. Largué à 110 kilomètres d'altitude par la nouvelle fusée J-1, le HYFLEX a amerri à l'endroit prévu, mais a sombré immédiate-

Les syndics d'immeubles veulent corriger leur image page IV



Guy Métais, ancien DRH d'Alcatel CIT page III

Se Monde INTIATIVES



DANS initiatives EMPLO Les passerelles de la formation

de la page V à la page X



L'entreprise s'offre un expert en environnement

Ils se partagent entre gestion des risques, sécurité, sensibilisation du personnel, communication et marketing

direction générale », témoigne Jean-Philippe Caruette, directeur

de l'environnement de Total. D'après une enquête réalisée par la Lettre Entreprises et Environnement au début des aunées 90 auprès de 136 grands groupes industriels français, le champ d'action du directeur de l'environnement se partage, cière de Renault, avant de devepour l'essentiel, entre la gestion nir directeur des affaires interna-des risques, la sécurité, la sensi-tionales de la Régie puis

Pour exercer un métier nouveau, le directeur de l'environnement n'en est pas moins homme d'expérience : il connaît « la maison » où il a accompli une bonne partie de sa carrière. Ainsi Jean-Marc Lepeu, diplômé d'une grande école de commerce, est-il entré en 1973 à la direction finan-

Une plate-forme pétrolière « écolo »

Il aura failu huit ans de négociations avec les Pays-Bas pour qu'Elf Aquitaine obtienne, en 1987, l'autorisation d'exploiter un important risement de gaz dans la mer intérieure de Waddenzee. Motif d'un délai aussi inhabituel : l'endroit est une véritable « nursery » pour les phoques de la mer du Nord, qui viennent s'y reproduire. Les Hollandais ne badinent pas avec l'environnement, et pour préserver la tranquilité des chers pinnipèdes, El' Aquitaine s'est engagé à construire une plate-forme de forage et d'exploitation « propre », d'où un surcoût environnemental de 17 %.

Aujourd'hui encore, Phélicoptère est proscrit; l'accès à la plateforme, inhabitée et dépourvue d'éclairage, se fait uniquement par bateau. Récupérés dans des conteneurs, tous les effluents sont traités à terre afin que rien ne soit rejeté à la mer. Le succès est tel, à en croire la direction de l'environnement d'Elf Aquitaine, que les oiseaux viennent nicher sur la terrasse supérieure de la plate-forme !

chimistes, grands noms de l'agroalimentaire...: tous les la planète s'y sont mis i Afficher d'emblée Claude Landais, resdans son organigramme un poste de directeur de l'environnement est devenu un must. Une vraie révolution pour qui se souvient l'emprunte à nos enfants », renqu'il y a seulement dix ans les chérit Jean-Marc Lepeu, son hograndes entreprises se mon-mologue de Renault, avant de traient fort discrètes sur la présence en leur sein d'équipes chargées de prévenir les risques si important qu'il est en passe de de pollution dans leurs usines, devenir un sujet de concurrence mais aussi de réduire les atteintes sur le milieu naturel.

23年17年27年31日

4-1-1

concilier les bonnes grâces de d- de responsable d'environnement toyens consommateurs de plus dans les grandes entreprises.

a u t o mob i les exigences de l'environnement? Tous les professionnels arguent évidemment de la sincérité de ieur démarche : « Je me considère comme le médecin généraliste de «poliueurs» de l'environnement», annonce ponsable de la question chez Nestlé France. « On n'hérite pas de la terre de nos ancêtres mais on poursuivre, un ton au-dessus: «L'environnement est un dossier entre constructeurs automobiles. »

C'est au tournant des an-Effet de mode destiné à se nées 90 que fleurissent les postes

en plus sensibilisés à l'écologie Ainsi une direction du même directeur de l'environnement de ou prise en compte réelle des aom n'est-elle officiellement exigences de l'environnement? créée qu'en 1991 chez Pechiney, 1992 chez Total (où elle remplace la « coordination environnement » née dix ans plus tôt) et 1993 chez Nestlé.

MULTIPLES PACETTES

Pionniers, Rhône-Poulenc s'est doté d'une direction de l'environnement dès la fin des années 70 et Elf Aquitaine en 1983. Métier nouveau, responsable de l'environnement est aussi une fonction à multiples facettes. « De par mon travail, je touche à tout : biologie, chimie, mécanique, électricité... », affirme Claude Landais. Sans compter que les attributions quotidiennes varient beaucoup seion le secteur d'activité. Quoi de commun, en effet,

entre la tâche très technique du

Total qui veille aux conditions d'exploitation des plates-formes pétrolières et la mission de son confrère de la SNCF qui étudie l'impact de la construction d'une ligne de chemin de fer nouvelle sur le paysage? Etroitement rattaché à la di-

rection générale, le directeur de l'environnement définit, à partir des moyens qui lui sont alloués, la politique de la société en la matière, en informe le personnel et veille à sa bonne application. Intermédiaire entre le siège social et les ingénieurs, il lui faut parfois développer des trésors d'ingéniosité pour entraîner les troupes : « Lorsqu'il s'agit d'amé-liorer la qualité de l'eau rejetée sur une plate-forme, il est souvent plus difficile de convaincre le directeur de la plate-forme que la d'Elf Aquitaine.

bilisation du personnel, les rela- directeur des relations extétions avec les élus locaux, la rieures et de l'environnement. communication externe et le « Pour conseiller les directeurs

butions: « L'environnement est un Claude Landais, ingénieur diplôdossier multidisciplinaire par es- mé des Arts et Métiers, qui afsence. Il importe donc de maîtriser fiche vingt-cinq ans d'ancienneté un maximum de compétences », chez Nestlé. reconnaît Bernard Tramier, directeur environnement-sécurité

d'usine, il faut soi-même avoir C'est dire l'étendue de ses attri- l'expérience de l'atelier », résume

> Philippe Baverel tire la suite page III

General Electric **Medical Systems** vous propose des opportunités de carrière en rubrique "Sciences et Santé".



GE Medical Systems



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA The Link Between Continents Since 1980

Doctorate of Business Administration in International Management

- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco + thèse.
- Admission: MBA ou équivalent avec expérience

MBA Master of Basiness Administration in International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Filière 3° cycle avec expérience professionnelle ou stages validés.

BBA Backetor of Business Administration in International Management

■ « Undergraduate Program » de 18 mois à San Francisco.

Sélection : BAC+2. Bourses, stages en Californie, et programme en option à Hong Kong,

Main European Information Conter:

17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris Tél.; (1) 40-70-10-00 Fax: (1) 40-70-10-10 San Francisco Admissions Office: Tél.: U.S.A. (415) 397-2006 - Fax: (415) 397-2052

E-MARE : IUA @ IUA, EDU



Quatre-vingts entreprises s'unissent pour intégrer des jeunes sans qualification

Sous l'impulsion de Renault, un CAP inter-branches a été créé pour faciliter le passage d'un emploi industriel à l'autre

OILÀ trois ans que pourtant elle n'a pas encore de nom. Sur le terrain, il a été question d'« Opération Renault », d'« Opération Cent leunes pour l'industrie ». d'« Opération Nouvelles Compétences »; mais les appellations n'ont jamais cessé de changer... On peut aussi parler de « l'Accord », car tout a démarré, en février 1992, par un accord-cadre signé entre Renault et le ministère du travail. Mais Michel Aberlen, chargé de mission à la délégation à la formation professionnelle, et Franklin Claude, responsable de la politique jeunes chez Renault, qui sont depuis le départ chargés de son application au plan national, tiennent manifestement à ne pas s'enfermer dans une formule, dans un système qui rigidifieralt ce qui est encore en pleine évolution.

La démarche est d'autant plus difficile à résumer sous un titre qu'elle comporte des facettes multiples: il s'agit d'insertion et de professionnalisation de jeunes

mentale du travail et de l'emploi, ANPE, collectivités locales, souspréfet...), de services sociaux (missions locales, PAIO...) et d'organismes de formation publics et privés. On assiste ainsi à la mise en synergie - pour la réussite de la démarche - de l'expérience accumulée depuis quinze ou vingt ans par tous ceux qui tentent d'agir dans le domaine de l'insertion des jeunes montre sa vraie dimension -, c'est comme une alliance qui se nouerait pour recréer une capacité d'intégrer les jeunes de faible niveau dans les entreprises. Miraculeuse floraison à l'heure où tous les efforts nationaux d'intégration de ces ieunes échouent.

MORREMATION

Et cette dimension-là p'apparaît pas par hasard : elle est le fruit de la mobilisation demandée par l'Etat à Renault en faveur des écunes non qualifiés et qui a donné lleu à l'accord de février 1992. Cette mobilisation s'est d'autant mieux réalisée que l'entreprise a

Un tandem sur chaque site

La démarche d'insertion professionnelle de jeunes en milieu industriel née de l'Accord Renault-ministère du travail du 17 février 1992, a emprunté à l'entreprise privée une organisation en groupes de projet. Au niveau national, on trouve deux chefs de projet dotés d'un rôle d'animation: Michel Aberlen pour l'Etat et Franklin Claude pour Renault. Sur chaque site, on retrouve un tandem équivalent : deux chefs de projet qui animent un Comité d'avancement des travaux, structure légère présidée par un personnage à l'autorité Indiscutée (en général, le sous-préfet, ou éventuellement un étu) et où se retrouvent les acteurs principaux (entreprises impliquées dans l'accuell des jeunes, directeur départemental du travail, Mission locale, chefs de projets nationaux : on y gère les problèmes au fur et à mesure qu'ils se trouvent. On y prend des initiatives. Il n'y a pas de

constitution de « plates-formes inbassin d'emploi, plusieurs usines décident d'agir de manière concertée : et elles se lancent ensemble auprès de ces jeunes - dans un parcours intégré, allant de la re-socialisation au CAP en passant par des contrats de qualification. C'est également une démarche originale de formation axée sur les formes nouvelles du travail en ateliers et s'appuvant sur ce qui en fait l'intérêt maieur en matière d'emploi : le fait qu'elle présente de moins en moins de différences, d'une branche à l'autre, parce qu'on y trouve un peu partout le même type d'installations automatisées. Un CAP interbranches d'« exploitant d'installations industrielles » a même été mis au point en liaison avec l'éducation nationale.

Il s'agit encore de la mobilisation, autour des entreprises impliquées, d'un véritable réseau d'institutions (direction départe-

sans qualification et menacés de compris assez vite que cet effort marginalisation. Il s'agit aussi de la hil était bénéfique : il his apportait une masse d'expériences préter-entreprises »: sur un même cleuses pour un nouveau fonctionnement interne qu'eile était en train de mettre en place, notamment quant à la facon de bien v préparer les jeunes. A telle enseigne ou aujourd'hui les responsables du personnel d'usines comme celles de Flins et Douai sont volontaires pour pérenniser cet effort d'insertion. Mais force est de constater que, s'il n'v avait pas eu au départ la volonté de faire un effort important et désintéressé au bénéfice des jeumes en difficulté, cette voie prometteuse d'insertion qualifiante n'aurait pas pu se dégager. Et l'on ne saurait pas qu'une entreprise quelle qu'elle soit, si elle le décide et si elle est accompagnée de manière adéquate, est à même d'intégrer et de former ce type de jeunes.

Le projet ne serait pas si prometteur par ailleurs s'il n'avait trouvé en Michel Aberlen et Franklin Claude deux * porteurs * si

de ce qu'on attendait d'eux. Si vaincants également ou'ils ont Aujourd'hui, la démarche implique, dans dix bassins d'empioi, quatre-vingts entreprises, et elle a

> au point, elle arrive à un taux de succès élevé si l'on considère que les jeunes en préqualification vont presque tous jusqu'au bout du parcours, qui dure deux bonnes années. Quant à l'accès à l'emploi - qui ne fait l'obiet d'aucun engagement au départ, l'objectif principal du processus étant la formation -, il se sibre aux alentours de 70 %, soit vingt points de plus que les autres parcours destinés à ce type de ieunes. Mais ce chiffre B'a qu'une valeur assez floue. L'important réside dans le sérieux avec lequel les entreprises qui s'engagent le font, l'intention quasi générale (mis à part le cas particulier de Renault) de recruter ces jeunes si la conjoncture ne s'y oppose pas, la qualité de l'effort de formation et sa transversalité.

de freins, Allied Signal, a constitué une plate-forme avec de petites

Des étudiants défrichent les projets d'entreprise

L'Ecole des mines de Nancy veut contribuer au développement en Lorraine

OUCIEUSES de diversifier les débouchés de leurs diplômés, les grandes cherchent de plus en plus à tisser des liens avec les PME-PMI. Les grandes emreprises out, elles aussi, besoin que leurs futurs cadres connaissent la logique de ces petites et moyennes structures. L'ère du tout-centralisé étant révolue, elles tendent en effet à devenir des fédérations » d'entités autonomes. En outre, les contraintes liées à la qualité les poussent désormais à développer une collaboration étroite avec leurs sous-tral-

Cette communauté d'intérêts a conduit, au printemps 1995, l'Ecole nationale supérieure des mines de Nancy (ENSM) à créer le CERA, Centre d'études et recherche-action. Cette association a pour vocation de conjuguer les ressources des grandes entreprises et grandes écoles présentes sur un même territoire afin de favoriser le développement des PME régionales. Formule - originale, le CERA fonctionne sur le mode d'un club. d'un réseau de compétences. Il rémit l'ensemble des écoles d'ingénieurs - elles-mêmes regroupées au sein de l'institut national polytechnique de Lorraine-, l'Institut commercial de Nancy (ICN), les groupes Eff Atochem, EDF, France Télécom, Charbonnages de France, mais encore des organismes tels que le Monvement français pour la qualité en Lorraine et la direction régionale de l'industrie et de la recherche (DRIR). ...

Il s'agit d'offrir, à des PME compues des grandes entreprises ou de la DRIR, des compétences technologiques et managériales pour les aider à développer de nouveaux produits ou marchés, à mettre en place une démarche qualité ou encore à améliorer leur organisation. «L'idée est d'introduire un tiers dans la relation directeur de PENSM et de FICN grandes entreprises-PME. L'étudiant, peut-être mieux au'un cadre confirmé, peut jouer ce rôle de mé-diateur », explique Pierre Durbet, délégué général du Centre.

Le CERA détache ainsi des élèves

dans les entreprises sélectionnées. Chargés de défricher le projet retenu et de proposer des plans d'action, ces médiateurs sont étroitement encadrés par un professeur. « Il s'agit de les piloter dans leurs méthodes de travail. Dialoguer avec une PME n'est pas facile, explique Jérôme Tarbes, professeur associé de l'Ecole des mines. Nous jouons auprès d'eux un rôle de coach. » Au moment-clé de la construction du projet, le CERA peut également intervenir en puisant dans son pool de compétences : enseignantschercheurs des écoles, mais aussi cadres des grands groupes.

ಪರ್ಷ

OT SEA

The F.

MRS "

) - 1.

1.4

The state of

302 (2007)

MOTE.

974, 175

par. ...

7256 T 1

而合成:

mele:

4- 8-5

18/81/17

\$10.95 Me

Lepour .

Chair Mich

A SHOW LEE.

de retraite :

Red a subsection

blee toesno

decate

Qu Z .

HARRY LT

tache de 🏤

LENCE LANGE LANGE

Métau 👸 👢

fan de det en

tептаць. - ; . .

CER POST

Put.

dien, sy

comic un :....

for hon the ...

a se faire approprie

திரும்பி பி

L'house

partie de

n, y bas culbo i.i.

difference (C) COMPANY IN THE SECOND

THE WAS COME.

diagendo 👉 .

Ces « médiateurs » sont chargés de proposer des plans d'action

Bernard Anquetil, patron autodidacte de ATMN, entreprise de 50 salariés spécialisée dans le nettoyage industriel, s'est montré sceptique au départ sur la présence d'élèves de grandes écoles. « Finalement, jamais avec les interiocuteurs d'EDF, un de nos importants donneurs d'ordres, nous n'avions eu une relation aussi ouverte qu'avec les deux étudiants qui nous ont accompagnés », reconnaît-il aujourd'bui. ATMN a pu ainsi diversifler son activité avec, à la clé, trois mbanches.

Cette démarche participe de l'évolution pédagogique vers la-quelle souhaitent aujourd'huitendre toutes les écoles. Mais elle est aussi pour ces dernières un moyen de s'affirmer comme acteur local. « Nous ne pouvons plus désormais ignorer notre environnement. ne cachent pas Claude Cremet et Jacques Thevenou, respectivement nous nous devons de mettre notre potentiel au service de l'économie dans son ensemble et rion plus seulement des grandes entreprises ».

Laetitia Van Eeckhout

■ ÉCOLES D'INGÉNIEURS. Pour la 11º année consécutive, se tiendra les 6 et 7 mars sur le campus de la Doua à Villeurbanne, le Forum Rhône-Aipes des grandes écoles d'ingénieurs. Sur ce salon seront organisés des tables rondes sur les métiers, des espaces-conseils et des petits déjeuners-rencontres. En plus des stands tenus par les grandes. entreprises, ce forum comportera un pôle PME-PMI. Contact: Christophe Herrmann, Forum Organisation, INSA de Lyon-

Rdc Båt. C, 20, av. Albert-Einstein, 69621 Villeurbanne Cedez. Tél: (16) 78-94-29-30.Faz: (16) 78-89-69-75.

■ EMPLOIS FAMILIAUX. La Fédération nationale des groupements de particuliers employeurs a négocié l'instauration d'une obligation légale de financer des temps de formation professionnelle pour le personnel employé de maison. L'objectif est de favoriser une professionnalisation de ces métiers.

L'opération initiée par Renault **Es** intéresse 10 bassins d'emploi convaincus de l'utilité de leur traentreprises des environs, la trans-

versalité commence à fonctionne

et les jeunes sont formés ensemble

sur deux suiets distincts : la méca-

nique et l'agroalimentaire, Jean-

Claude Grosjean, le DRH d'Allied

Signal, compte bien que l'on aille

plus loin dans un prochain groupe.

A Sablé, dans la Sarthe, une plate-

forme interentreprises a commen-

cé par regrouper trois entreprises

de l'agroalimentaire; pour la

constitution d'un deuxième

groupe de jeunes, elle prévoit de

rassembler des entreprises du mé-

tal, du plastique et du carton. Jean-

Claude George, le directeur des

ressources humaines de la froma-

gerie Bel, souligne l'effet d'entraf-

nement qu'a le groupe : des entre-

prises qui n'avaient jamais

pratiqué l'alternance s'y lancent -

« d'autant que la démarche est sou-

tenue par l'ensemble des institu-

tions... », ce qui réduit les mauvais choix et les abandons.

Mais le plus efficace en la ma-

tière est l'assistance d'un tutorat

multiforme : il v a le tuteur de l'en-

treprise (soigneusement formé).

celui de la mission locale, le son-

tien de la municipalité de Sablé,

celui du DRH même. Chacun

semble avoir compris qu'on ne re-

met pas sur les rails de la vie des

épauler à tous les niveaux. Résul-

jeunes aussi meurtris sans les

tat, les chefs d'entreprise sont

unanimes : la quasi-totalité de ces

jeunes sont « très bien ». Pour-

tant, fait remarquer Yves Le Goff.

le coordonnateur emploi-forma-

tion qui suit l'opération de Sablé.

« aucune n'aurait accenté de

prendre l'un d'entre eux s'il avait

sonné à sa porte dans un autre

C'est Franklin Claude qui le sou-

ligne : le groupe d'entreprises joue

un rôle équivalent à celui d'une

entreprise d'insertion. Il remet à

flot et apprend à travailler. L'éton-

nant dans cette histoire est que les

sociétés petites et grandes qui s'v

contexts ».

su mobiliser dans les divers bassins d'emploi des acteurs locaux qui v ont investi eux aussi une énergie considérable : coordonnateurs emploi-formation (chefs de projets locaux relevant de la DOTE), sonspréfets (chargés de jouer un rôle de médiation entre les différents acteurs), responsables formation des usines Renault... et, depuis quelque temps, élus locaux et ré-

vail ou'ils sont allés bien au-delà

formé (ou forme) quelque 850 jeunes. Maintenant ou'elle est bien

Les bassins d'emplot concernés se sont d'abord limités aux sites Renault. Mais depuis quelque temps des regroupements se constituent ailleurs : dans les hassins d'emploi de Seine-Maritime. de Sarthe, du Calvados. Le mouvement prend son autonomie tout en gardant les méthodes mises au point dans la première étape, les sous-préfets, les coordonnateurs emploi-formation, les responsables formation Renault faisant le lien. Ainsi, à Condé-sur-Noireau, dans le Calvados, où un fabricant

risquent semblent s'en trouver

Marie-Claude Betheder

Les manipulateurs de gènes au service de l'industrie

Les grands groupes se mettent à l'école de la biogénétique. L'agroalimentaire en tête

ONGTEMPS limitée au seul domaine des laboratoires de recherche, la manipulation de gènes gagne peu à peu le monde de la production industrielle. Les biologistes de grands groupes industriels (chimie, agroalimentaire) trouvent ainsi une prolongation de leurs compétences dans la pratique de la recombinaison génétique. Leurs noms? « biogénéticiens » ou « biotechnologistes ». Selon. Mais avec des perspectives communes : introduire progressivement dans le domaine industriel toutes les applications possibles des biotechnologies.

Les enjeux ? Disposer de variétés maiadies ou au stress; éviter la contamination d'agents pathoespèces propres à optimiser la cad'animanx d'élevage ou de l'agriculture. Pratiquées dans ces sectems, les biotechnologies ont trou-

grands groupes pratiquent aujourd'hui la recombinaison des

La technique des « marqueurs génétiques » permet, par exemple, de dépister des maladies chez les animaux. Elle contribue également à organiser une sélection afin d'augmenter leur résistance. Utilisée aujourd'hui par les organismes de selection - coopératives, etc. cette technique a de beaux jours devant elle. Côté médicaments, le «transfert de gènes» permet de faire fabriquer par des animaux certaines protéines utilisées dans

l'industric pharmaceutique. Enfin, d'autres techniques autorisent la fabrication de plantes aux qualités multiples, simplement en leur transmettant des propriétés génétiques. Des plantes qui résistent à certains climats, certaines bactéries, certains herbicides: telles sout les applications les plus courantes dans la production de végétaux dits « engéniques » pratiquée chez Li-

magrain ou Rhône-Poulenc. « Grace à ces manipulations de gènes, on peut aujourd'hui agir sur la résistance des especes, précise Louis-Marie Houdebine, directeur

animales on végétales résistant aux Des applications encore balbutiantes

Nous n'en sommes encore qu'aux balbatiements des applications de la gènes ou toxiques ; sélectionner des recherche en génie génétique. Les chercheurs sont anjourd'hui capables, par exemple, de réduire de façon significative le temps de croissance de pacité et la qualité de la production certaines espèces autmaies : une truite peut, grâce à certaines hormones, grossir trois fois plus en trois fois moins de temps; des ammanx « modèles » sont également produits pour la recherche médicale, comme ces lapins hypersensibles au cholestérol ou au virus du sida ; des tomates qui vé depuis quelques années une ne pourdissent jamais ont déjà été produites par des laboratoires amérimultitude de nouvelles applica- cains. Autant dire que le jour où toutes ces possibilités passeront dans le tions. Grâce aux avancées du génie domaine de la production à grande échelle, le biogénéticien sera tout génétique, les laboratoires de aussi indispensable que l'est, aujound'hui, l'ingénieur de production.

de l'Unité de différenciation cellulaire de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) de Jouy-en-Josas. Si la plupart de ces résultais restent aujourd'hui contonnés aux laboratoires de recherche, ils commencent à gagner le monde de la production à grande échelle.» Exemple: Rhône-Mérieux, filiale de Rhône-Poulenc, travaille pour le compte de la filière de production d'animaux. « La conception de vaccins a trouvé dans la recombinaison génétique de nouvelles perspectives », souligne Philippe Desmettre, directeur scientifique de Rhône-Mérieux.

Biologistes de formation, ils doivent donc faire leurs armes dans la pratique et, surtout, respecter les contraintes de sécurité qui entourent la manipulation génétique. « Ce travail en laboratoire génère de nouveaux métiers en même temps qu'il impose des règles strictes de stcurité, note Louis-Marie Houdebine. Nos biogénéticiens travaillent donc en enceintes fermées, détruisent eux-mêmes leurs déchets, etc. »

Olivier Piot

SEMINAIRE DE FORMATION

COMMENT CREER VOTRE GUIDE DU PERSONNEL **OUTIL STRATEGIQUE DE LA** COMMUNICATION INTERNE

Destinataires: TECHNICIENS ET CADRES DES FONCTIONS PERSONNEL ET

Durée:

COMMUNICATION INTERNE

1 journée, 61, rue de Turenne, 75003 PARIS limité à 10 personnes

MATIN:

LA PHASE PREPARATOIRE

 Raisons et circonstances de sa création Destinataires et besoins des salariés

 Typologies existantes Regles à observer et pièges à éviter
Maître d'oeuvre et équipe ad hoc

APRES-MIDI: LA REALISATION

· Durée de vie et forme technique Quel ton? Quel style?

 Adaptation and filiales et établis · Le sommaire type

· Les 3 phases de sa rédaction Le pré-test du projet finalisé
La réalisation technique

 Fourchettes budgétaires Sessions: 22/2/% - 29/2/% - 7/3/% - 14/3/%

Programme détaillé, renseignements et inscriptions : CONSENSUS Christine LEROUX 61, rue de Turenne - 75003 PARIS Tél (1) 44.78.38.00 Fax (1) 42.77.46.81

Ancien directeur des ressources humaines d'Alcatel-CIT

Guy Métais n'a cessé de bousculer les organisations

carrière, Guy Métais regrette de n'avoir pas fait les choses dans le bon sens: « Si c'était à réfaire, je commence-rais d'abord par Alcatel-CTT pour découvrir le monde de l'entreprise, j'enchainerais ensuite avec l'AFPA pour comprendre les enjeux de la formation, puis je terminerais avec l'ANPE. » Au regard du parcours, le propos fait figure de coquetterie. D'autant plus que l'étape finale ne constitue pas la moindre de ses réussites : à cinquante-deux ans, ce directeur général de l'AFPA n'a pas hésité, après trente années passées dans le secteur public, à accepter la direction des ressources humaines d'une entreprise comme Alcatel-CIT, société de haute technologie confrontée à une concurrence internationale féroce et, de fait, à des réductions d'effectifs massives. Non seulement il y est resté diz ans, mais il a aussi réussi, en dépit de son profil hors normes, à se faire totalement adopter par l'équipe de direction alors en place: « Dans cette entreprise technologiste, avec une culture d'ingénieurs très marquée et des dirigeants bardés de diplômes, cela n'était pas forcément évident », commente l'un de ses collaborateurs de l'époque.

Amateur de bricolage - à ses heures de loisirs -, Guy Métais aime à penser qu'il a construit sa vie comme « un escalier à la sarrasine, vous savez, ces escaliers de plâtre ou de brique pour lesquels on. s'assure avoir bien consolidé la première marche avant de construire la seconde, et ainsi de suite... ». Indéniablement cet ancien inspecteur des Postes, aux origines modestes, a su gravir les marches une à une jusqu'à atteindre les échelons les plus honorables. «L'époque permettait de le faire. C'était plus facile qu'aujourd'hui », lance-t-il, modeste, lorsqu'on l'interroge sur sa singulière ascension sociale. L'époque, certes, mais aussi quelques atouts: de première impor-

A solzante-deux ans, ce DRH à la retraite depuis le début de l'année a conservé, avec son regard bieu toujours sur le qui-vive, des allures de gamin rieur et futé. « Il o quelque chose d'un peu roublard aui se voit sur son visage », résume François Laroche qui a été son at-taché de presse à l'AFPA. C'est l'une des clés de sa réussite : Guy Métais est un malin. Il ne s'en laisse pas conter et maîtrise aussi l'art de dominer les gens sur son terrain. « Il est très convolncant, c'est parfois difficile de lui résister. Et puis, c'est aussi un excellent comédien, quelqu'un qui aime jouer », confie un syndicaliste. Autre point fort non négligeable : une capacité à se faire apprécier pour ce qu'il est

1000000

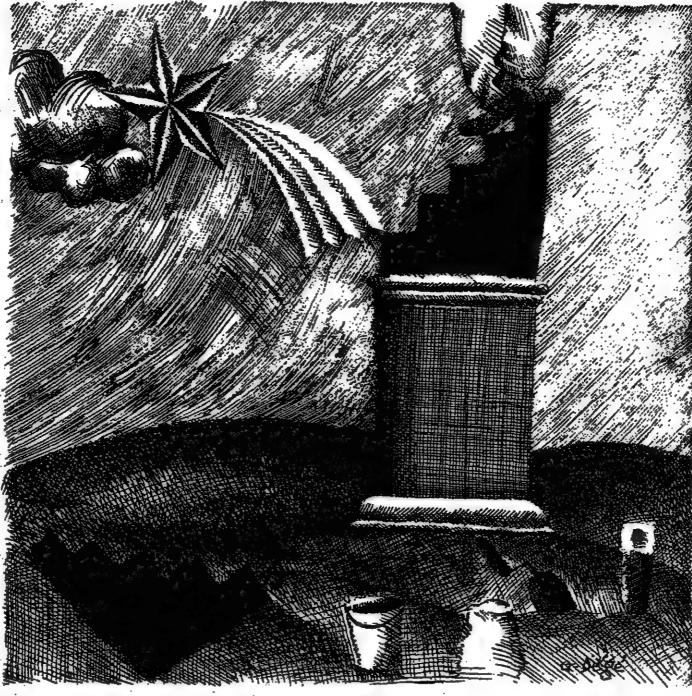
1800

[1,120 x 1,40 mm = 1

A. 343 5

Shippy Live of

et ce qu'il apporte. L'homme, en effet, ne fait pas partie du sérail. Contraint de rejoindre les PTT - comme on disait alors - après une licence de droit, faute de pouvoir financer des études plus longues, Guy Métais n'a pas emprunté la voie royale des grandes écoles. Mais il ne vit pas sa différence comme un handicap. Au contraire, il la revendique, portant sur * les élites » un regard d'ethno-



«Le problème, avec ceux qui nous dirigent, c'est qu'ils sont persuadés de détenir la vérité, alors que, la piupart du temps, ils perçoivent les situations à travers des a priori ou des réalités administratives. Résultat : ils conçoivent des mesures très rationnelles aiors que la vie n'a rien de rationaliste. » Ni fasciné ni impressionné par les hauts responsables politiques ou administratifs, Guy Métais a tout au long de sa vie professionnelle d'abord misé sur ses propres compétences, soucieux de mener sa barque au gré de ses envies. Son intérêt pour la formation à une époque où celle-ci n'avait guère le vent en poupe hit a, sans aucun doute, permis de consolider les premières marches de sa carrière. Il a alors délaissé le ministère des PTT pour le Commissariat au Plan, puis pour le cabinet du pre-

mier ministre de l'époque, Jacques

Chaban-Delmas, intégrant ainsi

l'équipe sociale animée par

Jacques Delors. Une rencontre qui,

manifestement, a beaucoup

logue mi-amusé, mi-critique, ne ré-

sistant pas, au détour d'une

phrase, à épingier certains travers :

« Le problème avec ceux qui nous dirigent, c'est qu'ils sont persuadés détenir la vérité, alors que la plupart du temps ce ne sont que des a priori »

compté : « Le premier contact a été difficile. C'est un homme plutôt distant, alors que je viens d'un univers où l'on se lie facilement. Mais après deux jours de travail ensemble. c'était scellé. Je suis resté huit ans auprès de hui. » Huit ans durant lesquels Guy Métais a planché sur les dossiers concernant l'éducation, les universités, l'apprentissage. etc., et préparé les premières lois sur la formation professionnelle. Depuis, sa carrière atteste que son goût pour le sujet ne s'est jamais démenti : il est à l'origine de l'ADEP (Agence pour le développement de l'éducation permanente). Il a aussi développé au sein de l'ANPE les premières forma-

d'emploi. Et sans parier de ses sent années à la tête de l'AFPA, il a, à Alcatel-CIT, misé sur la formation pour accentuer la mobilité des sa-

Enfin, ce professionnel de la formation et de la gestion des hommes possède une troisième corde à son arc : il aime faire bouger, voir évoluer les situations. « Il est capable de développer une vision d'avenir et aussi de la faire passer dans les faits. Vous connaisses le proverbe arabe: " Pour que ton sillon soit droit, accroche-le à une étoile "? En bien, Guy Métais l'applique à la lettre : il voit loin, mais c'est aussi un laboureur », temarque François Laroche. Que ce soft à l'ANPE, à l'AFPA ou à Alca-

tel, il a à chaque fois réussi à bousculer les organisations : deux cent solxante-dix-buit agences nouvelles ouvertes en trois ans et demi à l'ANPE, rénovation complète de l'appareil de formation à l'AFPA, restructurations et promotion de la politique contractuelle à Alcatel-CIT. Partout son passage a laissé des traces. Bonnes et moins bonnes, seion les points de vue. «Pour l'AFPA, il reste l'homme de la modernisation », note Prançois Laroche. « Pour nous, même s'il a été l'exécutant d'une décision qui ne relevait pas de hai, il est celui qui, en dix ans, a accompagné la suppression de dix mille emplois », constate un délégné CGT d'Alcatel-CTT. En dix ans, la société est effectivement passée de vingt mille à dix mille salariés. Des plans sociaux que Guy Métais assume sans culpabilité, persuadé qu'il s'agissait de l'unique solution pour que l'entreprise sur-

Le DRH, désormais à la retraite, ne croit guère au partage du temps de travail. Son credo se résume en une phrase: tout ce qui rend l'entreprise moins efficace tue l'em-

entreprise saine contribue à animer l'économie, et donc à créer des emplois. « Les entreprises sont condamnées à être plus productives et - sauf si leurs marchés se développent de façon importante - elles sont condamnées aussi à réduire leurs effectifs. Mais le système marche si, parallèlement, de nouvelles activités se développent. Le problème aujourd'hui est moins de freiner l'évolution nécessaire des entreprises que de susciter la création de nouveaux services, de nouveaux

De cet itinéraire professionnel qui vient de s'achever. Guy Métais dit encore qu'il n'avait rien de prémédité et qu'il n'est finalement qu'une suite d'accidents successifs. Puis, spontanément, il ajoute que s'il avait un conseil à donner à un jeune, ce serait celui de choisir son premier emploi, non en fonction de l'intérêt du poste ou du secteur, mais en fonction du patron : « C'est lui qui imprime un mode de foncune façon de voir les choses que l'on conserve ensuite pour la vle... » Un conseil en forme d'hommage à son patron des débuts : Jacques Delors.

Nathalie Miekuz

Parcours 4 8 1

 Guy Métais est né le 10 août 1933 à Azay-le-Rideau, en Indre-et-Loire. Diplômé de l'Ecole normale supérieure des PTT (ENS-PTT), il démarre sa carrière en 1954 comme inspecteur des PTT avant de rejoindre, en 1963, la Direction du personnel du Devenu, en 1965, chargé de mission au Commissariat général au Plan, il a participé à la préparation des lois sur la formation professionnelle de 1966 et 1968. Il a également contribué aux ordonnances de 1967 créant technique au cabinet du premier ministre, il a assuré le suivi du dossier formation au sein de l'équipe sociale animée par ● En 1973, il a fondé et dirigé l'ADEP (Agence pour le développement de l'éducation permanente), avant de prendre, deux ans plus tard, la direction générale de l'ANPE, puis enfin celle de l'AFPA, en 1979. ● En 1985, remplacé à la tête de PAFPA, Guy Métais rejoint, en tant que DRH, Alcatel-CIT, le pôle télécommunications du groupe



1 |

Alcatel-Alsthom.

Experts en environnement

Suite de la page !

« Avoir ses racines dans la maison, en connaître le jargon est indispensable », renchérit Bernard Tramier, entré chez Elf-Aquitaine il y a vingt-cinq ans. Plus atypique est le parcours d'Alain Perroy, directeur . exemple : « On n'embauche pas hygiène-sécurité-environnement de Rhône-Poulenc : polytechnicien, il a commencé sa vie professionnelle au ministère de l'industrie, au service de l'environnement notamment, puis à l'agence pour l'énergie

MBRE ECOLOGIQUE

L'analyse du parcours de quelques grands noms du métier corrobore en tout cas les résultats de l'enquête de La Lettre entreprises et environnement: 46 % des responsables d'environnement sont ingé-nieurs et 26 % ont plus de cin-

quante-cioq ans. «Il n'y a pas de place pour les débutants dans cette profession », affirme tout de go Patrick Nollet, délégué général d'Entreprises pour l'environnement, association qui regroupe 45 sociétés. Et de dénoncer dans le même élan « la prolifération des formations universitaires pour l'environnement, alors que les entreprises ne recrutent pas de tels profils ». En fait, le meilleur sésame est encore un diplôme d'ingénieur, en chimie par d'ingénieurs environnementalistes. Pour être un bon patron de l'environnement, il faut d'abord être un bon chimiste et ensuite, avoir la fibre de l'écologie », confirme Alain Per-

Les places sont d'autant plus chères que la plupart des directions de l'environnement toument à effectifs très limités : d'après l'étude de La Lettre entreprises et environnement, 64 % de ces services fonctionnent avec moins de quatre salariés (trois par exemple chez Total, Nestlé ou à la SNCF, contre une dizaine chez Rhône-Poulenc et dix-

sept chez Elf-Aquitaine). Small is beautiful? Pervents partisans de la décentralisation, beau nombre de directeurs de l'environnement optent pour une petite structure centrale pour mieux déléguer l'ap-plication des mesures au niveau réeional mais aussi pour impliquer davantage les salariés. « A une direction de l'environnement pléthorique, nous avons préféré la décentralisation afin de ne pas dessaisir les différents niveaux d'exécution de cette préoccupation », indique Philippe Muhlstein, à la mission environnement de la SNCF.

tions en techniques de recherche

Dans le même esprit, la direction de l'environnement d'Elf-Aquitaine travaille avec un réseau d'un millier de collaborateurs disséminés de par le monde. Même schéma chez Nestlé : « Dans chaque usine, j'ai un correspondant qui m'envoie chaque mois un tableau de bord mentionnant notamment la qualité des eaux rejetées, la quantité de déchets produits et leur mode de recyclage », signale Claude Landais qui évalue à 90 millions de francs par an le budget de fonctionnement alloué par

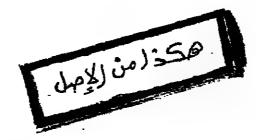
Nestlé-France à la préservation du milieu naturel (dont 20 millions pour le traitement des déchets). Chez Renault, Jean-Marc Lepeu estime « impossible de déterminer le nombre de personnes qui interviennent sur ces questions. Cela concerne tous les corps de métiers, iusau'à l'ouvrier auf suggère une idée pour économiser un disième de l'huile utilisée pour la fraiseuse ».

Quant à la finalité globale du service environmement d'une multinationale, c'est peut-être Bernard Tramier, d'Elf-Aquitaine, qui en chons pas à développer les métiers de l'environnement à tout prix mais plutôt à introduire une dimension environnementale dans l'ensemble de nos activités, qu'il s'agisse de la production, du forage ou de la distribution. Alors seulement, nous aurons gagné la partie.»

Philippe Baverel

* « Les Métiers de l'environnement ». Véronique Boisdon. La

Portes Ouvertes le samedi 30 mars MASTÈRES SPÉCIALISÉS ESCP Management des Hommes et des Organisations Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former au management des ressources humaines et aux choix organisationnels de l'entreprise. Selection ouverte aux ingénieurs, DEA, DESS, Grandes Ecoles de Gestion ou équivalent. Informations et inscriptions: Nathalie Chigaeli au (1) 49 23 21 43 Groupe Esolé Supérieure de Commerce de Paris Masteres Spécialisés 79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11



IV/LE MONDE/MARDI 13 FÉVRIER 1996

La diminution des échelons hiérarchiques n'a pas produit les effets escomptés

Le « credo » de l'organigramme horizontal a beaucoup séduit. Mais experts et chercheurs soulignent les limites de ces expériences

ans que le discours sur la nécessaire diminution des échelons hiérarchiques a envahi le monde de l'entreprise. Face à un univers économique qui se complexifiait, l'idée d'augmenter la flexibilité et la réactivité des salariés avait alors prévalu. L'information allait descendre plus vite en étant moins déformée. Credo des consultants de l'époque, l'organigramme horizontal séduisait aussi pour deux raisons supplémentaires: la diminution des coûts salariaux – un chef vaut plus cher dans une convention collective qu'un opérateur de base - et, cerise sur le gâteau, le confort humain d'une initlative qui encensait l'autonomie et ia responsabilisation, vouant aux gémonies les petits chefs et leurs

Aujourd'hui, c'est presque une banalité de l'évoquer. L'écrasement de la hiérarchie confine à la pensée unique dans le management. La réalité est visiblement autre. A l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail

Ly a maintenant plus de dix ciaux de l'entreprise, ouvrage écrit à ans que le discours sur la plusieurs mains (Editions Descléede-Brouwer, octobre 1995), Renaud Sainsaulieu, au terme d'une enquête réalisée pendant cinq ans dans plus de quatre-vingts établissements de cinquante à cinq cents salariés, estime, à partir de cet échantillon représentatif, que « les organisations se répartissent à peu près à parts égales entre celles où l'on compte un nombre élevé de niveaux hiérarchiques (cinq et plus) et celles dont les lignes hiérarchiques sont

LE POIDS DES MOTS

Sans confirmer cette statistique Anne-Marie Létondal, chargée de mission au sein du département travail-emploi-qualification de l'ANACT, soutient la thèse « d'une endance forte », surtout dans les industries construites autour d'un processus lourd, comme la sidérurgie, alors que les industries manufacturières où le travail à la chaîne domine encore (agro-alimentaire, automobile...) restent en principe davantage hiérarchisées.

Cing nouveaux types de structures

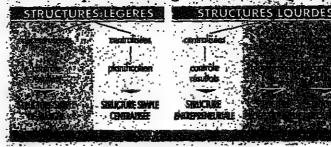
L'enquête menée par Renaud Sainsaulieu conduit à distinguer les établissements selon cinq modèles d'évolution. La structure simple de marché, qui repose sur une ligne hiérarchique extrêmement courte et dont le fonctionnement se fonde sur une participation assez large des différents acteurs. La structure simple centralisée, où une hiérarchie courte est aillée à une forte centralisation des décisions. La structure professionnelle associe, elle, une hiérarchie formelle assez construite à une certaine autonomie des échelons inférieurs. La structure mécaniste: forte hiérarchie, centralisation et contrôle, plus la plantification des activités. Enfin, la structure entrepreneuriale, révélattice des évolutions en cours. Elle appartient à la structure mécaniste, tout en orientant son contrôle vers la formalisation des résultats.

(ANACT), on estime que les entreprises vivent encore à ce sujet « une phase d'expérimentation ». Renaud Sainsaulieu, sociologue et professeur à l'Institut d'études politiques trême prudence des experts et des

Difficile de préciser d'abord

Au-delà des chiffres, ce chercheur demande à ce que l'on prenne aussi garde aux mots. « Supprimer des niveaux hiérarchiques ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'encadrement », inde transition », confirmant l'ex- dans certaines entreprises la mutation de contremaîtres ou de chefs tionnels où, transformés en personnes-ressources, ils réfléchissent sauté le pas. Dans les Mondes so- à l'amélioration de l'organisation

Les cinq structures d'organisation de l'entreprise



La hierarchie est allésée et on voit apparaître un sy

du travell. « Mais aussitöt qu'un problème concret se fait jour dans l'usine, raconte-t-elle, ils reprennent leur ancienne casquette et vont autour de la machine discuter du dysfonctionnement avec les ouvriers. »

Essayer de juger de l'ampleur du

phénomène implique de renoncer au discours manichéen qui l'accompagne, souvent illustré par l'idée que l'allègement des structures conduit fatalement à une meilleure organisation. « C'est imaginer que la hlérarchie ne fait que commander, ce qui est inexact, explique Michel Berthet, chargé de mission à l'ANACT. Elle assume d'autres tâches : le conseil, la régulation, la confrontation du savoir avec les opérateurs. » Les espoirs fondés en un organigramme aplati restent finalement incertains, compte tenu des effets pervers qui apparaissent. Y a-t-il ainsi une réelle libération des énergles ? La réponse n'est pas évidente et ce, que l'on s'intéresse aux opérateurs ou à l'encadrement. C'est pour chacun la question de la quête d'une identité nouvelle qui

Dans le cadre d'un travail parcellisé, les opérateurs disposent d'éléments objectifs (la cadence, les plèces zéro défaut....) qui leur perproximité le leur demande. « Appeler à davantage d'Initiatives, explique Michel Berthet, revient à déreconnaissance. » Le jugement

d'utilité réservé à la hiérarchie est moins régulier car le chef plus éloigné. Les pairs, prêts à souligner les compétences des uns et des autres, le font désormais sur des critères davantage subjectifs. « La hiérarchie n'est plus là pour servir de référant », confirme Vincent de Gaulejac, sociologue, responsable du laboratoire de changement social à Paris-VIII. « Les opérateurs ne savent plus s'ils font bien ou s'ils font mai. » Il faut alouter à cela les angoisses liées à un plan de carrière devenu flou puisque motas lié à une progression

d'échelon en échelon. Le paysage n'est pas plus simple du côté des encadrants de proximité qui, eux aussi, doivent définir leur propre collectif. La population les rejette, du moins pour le moment, alors qu'on leur demande de faire preuve de qualités similaires, qui doivent les amener à superviser et à animer une équipe, et non plus à la commander. Face à l'ensemble de ces incertitudes, les entreprises consecrent surtout leurs efforts de formation aux opérateurs, moins aux encadrants.

Déficit qu'a constaté à plusieurs reprises Anne-Marie Létondal. Mais de l'avis des chercheurs, un pas véritable serait franchi si, lors d'une retravail comme l'encadrement de prises comprenaient blen l'engrenage complexe dans lequel elles se lancent. Afin d'essayer de

Marie-Béatrice Bandet

Marie-Béatrice Baudet. Le jeune loup apprivoisé

'EST l'histoire d'un jeune loup (J.L.). Grand, mince, le poil bien lustré, deux incisives qui dépassent légèrement de la babine supérieure et la bionse bianche, celle des bons élèves. Aux croix d'honneur du primaire succèdent les félicitations du secondaire, puis l'école de commerce tout schuss. Un poste dans un grand groupe pétrolier pendant deux ans - ça suffit - et, consécration des consécrations, un MBA, le vrai, ceiul « made in » qui peut s'inscrire sur une carte de visite. Trois, peut-être quaire, copains de promotion et de chambrée, futurs décideurs de l'an 2000

Trois ans plus tard,

le poil aussi brillant,

encore un peu, mais:

le cœur manque

à l'ouvrage

les incisives pointent

il n'a plus

avec qui J.L. aime traquer l'ennemi, cas d'entreprise par cas d'entreprise. Jusque tard dans ia muit, chacun à ienr bureau, la Jeune meute lutte ainsi contre des stocks mal gérés, des placements financiers surréalistes, des hommes en trop, des marchés en moins et des erreurs stratégiques à faire pâlls Jacques-Marcel Dupont, expert marketing auprès de Béret SA. La sanction, elle, tombe dès le lendemain matin quand les maîtres qui tiennent le haut du pavé du management international notent d'un A+ ou d'un

B- les copies. « La théorie », « la théorie », leur disent-lis. Livres. sché-

mas, rationalité... Le triptyque idéal. J.L., trois ans plus tard, n'a plus le poll aussi brillant, les incisives pointent encore un peu mais le cœur manque à l'ouvrage. Il n'ose pas trop l'avouer bien sûr. D'ailleurs, il prend des fortifiants, va à la gym, fréquente les bars à jeunes biches. Rien n'y fait. J.L. craque et il le sent. Il dort mal. Hier il est même resté au lit toute la journée, terré dans sa tanière, prétextant un excès de fièvre. La première fois en trois ans. J.L. connaît l'ennemi désonnais. Il l'affronte même quotidiennement dans son nouveau boulot au sein de cette multinationale à laquelle il osait à peine rêver et qui l'a embauché parce que, justement, il lui fallait un MBA de plus. L'ennemi, il le sait maintenant, c'est la réalité. Chef de projet dans une opération lourde de reengineering (reconfiguration), Jeune loup découvre le poids des choses et le choc du relationnel. Annoncer à trente moutons entre deux âges que, dans un an, leur poste n'existera plus, explique ses insomnées. La sacro-sainte rationalité prêchée en trois langues - c'est un minimum - par ses professeurs, s'écroule petit à petit. Les gens au travail lui en veulent, se montrent agressifs, résistent, souffrent. Au début, histoire de compenser, il a fait monter les enchères financières : un bonus en or, une augmentation de rêve, bref de quoi acheter sa conscience perturbée, Mais J.L. n'en sort pas. Le brouillard l'enveloppe. A qui faire allégeance? A l'organisation, répond son ange gardien théoricien. Aux hommes, rétorque l'autre, le réaliste. l'atigné, J.L. va même jusqu'à penser à ses vacances d'été, ini qui riait au nez de ceux qui osaient en parier devant kul. Vacances ? Pour quoi faire ? It le boulot alors ?

Ce qui l'ennuie le plus, c'est de n'avoir personne dans l'entreprise à i ventablement son su eneur n'est mente t réunion où il a di annoncer, en solo, les coupes budgétaires à plusieurs chefs de département. J.L. est seul. La demière fois qu'il a assisté à une réunion d'anciens de sa promo, il a bien regardé les yeux de ses copains, mais tous semblaient encore si sûrs d'eux. Alors, en buvant un peu plus que d'habitude, fi n'a même pas osé aborder le sujet, presque honteux d'avoir songé un instant à le faire.

Les administrateurs de biens veulent corriger leur image

Accusés de recevoir des dessous-de-table, les syndics plaident pour une plus grande transparence et une revalorisation de leurs honoraires

n'est pas bonne. Personne, d'ailleurs, ne se hasarde à prêcher le contraire. « Dans une soirée, je me présente toujours comme étant administrateur de biens. Si l'on me demande des précisions, je sais qu'en prononçant le terme de syndic je m'expose aux sourires en coin et parfois même aux quolibets », raconte Gérard Forcheron, PDG de Tadary, un cabinet d'administration de biens situé à Lyon. Il est vrai que les presse, révélant les pots-de-vin versés par les fournisseurs à certains syndics de copropriétés, n'ont rien arrangé : la liste des syndics concernés ne cesse de s'étoffer et, de fait, le procureur général de la cour d'appel de Paris a été contraint de répartir le dossier entre plusieurs

INDÉLICATESSES

La montée en puissance de l'Association des responsables de copropriétés (ARC) qui, il y a chiq ans, a mis sur pied une coopérative afin d'aider ses adhérents à négocier au mieux les prix des travaux et des fournitures et qui, en janvier 1995, a publié un petit recueil recensant les « prutiques financières indelicates » de certains syndics, avait déjà causé beaucoup de tort. Et, comme pour enfoncer davantage le ciou, les responsables de l'association out profité de la couverture médiatique des « affaires » pour faire savoir que, selon eux, « près des deux tiers des syndics ont pratiqué ou pratiquent

professionnels de la copropriété ré-

futent farouchement. En attendant des jours meilleurs, certains répètent que toute profession comporte ses brebis galeuses et qu'il serait dommage de faire des pratiques de quelques-uns un axiome de base. D'autres rappellent que le syndic est avant tout un percepteur, celui qui tous les trois mols réclame le paiement des charges de copropriété, celui qui peut, en cas d'impayé, mettre en place un contentieux, et que de tout temps la sympathie. D'aucuns, enfin, fout valoir que si, globalement, la profession n'a pas bonne presse, les syndics pris un par un sont nettement moins dénigrés. Le faible turn over dans la gestion des coproptiétés en témoigne : « Alors que les contrats sont renauvelables tous les trois ans, parfois même tous les ans, certains syndics sont réélus au sein de la même copropriété depuis quinze ou vingt ans, ce qui signifie tout de même qu'une majorité de propriétaires sont satisfaits », note Gilbert Aubert, gérant du cabinet AGC Aubert, à Marseille. Tous, en tout cas, s'accordent à reconnaître que la transparence s'avère de rigueur pour donner envie aux jeunes de s'engager dans cette profession qui, si elle comporte des servitudes, possède également un grand nombre d'intérêts. Chargé de la gestion des parties communes, le syndic apparait comme l'un des piliers principaux de la copropriété. « C'est une fonction très diversifiée où l'on s'occupe à la fois de problèmes techniques, juridiques, comptables, humains », assure Gérard Forcheron. Une estimation que, bien sûr, les « C'est vraiment un travail de terrain, on rencontre des gens très différents temps, les droits de sucession ont Comme le nombre de logements à prendre leur syndic pour leur vollet »,

et on apprend tous les jours », complète Paul Thérond, qui a créé, Il y a deux ans, le cabinet Barond.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la multiplication des syndics à accompagné le développement de la copropriété. Dans la profession depuis 1950, lacques Laporte, président de la FNAIM (Fédération nationale des agents écartelé ces immeubles entre plusleurs personnes. L'informatisation a augmenté la rapidité des temps de gestion. Les propriétaires sont devenus pius exigeants et les relations

plus complexes. Selon les chiffres fournis par la CNAB, huit mille personnes sont aujourd'hui titulaires d'une carte professionnelle, renouvelable tous

Le stress de l'assemblée générale

Pour les syndics, les assemblées générales, qui, une fois par an, réunissent l'ensemble des copropriétaires d'un immeuble, sont rarement de tout repos. Les horaires les obligent à travailler en soirée, et la réunion s'éternise parfols jusqu'à des heures indues. De plus, tous les témoignages concordent : dans ces assemblées, le passionnel occuite bien souvent le rationnel.

Conséquence : le syndic est amené à gérer dans la majorité des cas des situations totalement imprévisibles. Alors qu'il est persuadé que PAG devralt passer comme une lettre à la poste, il se fait descendre en flammes. Et inversement : alors qu'un gros dépassement du coût des travaux lui donne des insomnies, l'affaire sera votée en deux minutes, mais les propriétaires passeront, en revanche, une heure sur les dix serpillières achetées par le concierge... De fait, le Centre de formation professionnelle des administrateurs de biens propose des formations du style : « Maîtriser des situations difficiles en AG » ou Renforcer son charisme par l'expression orale ».

«ил пеи cow-bov» de ses débuts. La loi du 10 juillet 1965 et le décret du 17 mars 1967 ont depuis fixé, de façon durable, les règles du jeu. Jean-Pierre Lambert, président de la CNAB (Confédération nationale des administrateurs de biens), qui exerce depuis vingt-huit ans, GESTION LOCATIVE évoque, lui, l'époque où l'on rédigeait les quittances à la main et où

immobiliers), se souvient du côté les ans, leur permettant d'exercer une activité de gestion immobilière. Cette carte, délivrée par la préfecture de police, s'obtient après une maîtrise de droit ou un nombre d'années d'expérience, variable se-

lon la fonction exercée.

Ces huit mille administrateurs de biens assurent la gestion de cinq les propriétaires possédaient un im- millions de logements en copromeuble dans sa totalité. Au fil du priété et un million de gérances.

élevé que ceux qui relèvent de la gestion locative et que la copropriété, avec l'arrivée sur le marché de logements neufs, représente la principale possibilité d'expansion pour un cabinet, rares sont les administrateurs de biens qui peuvent se consacrer totalement à la gestion de biens privés. A leur grand dam ! Car tous vous le diront : la gestion locative est bien plus agréable et plus rentable que la copropriété. Alors que pour cette dernière les honoraires varient entre 500 et 1000 francs annuellement par lot, les revenus liés à la gestion locative représentent 7% à 8% des loyers encaissés, ce qui, dans le cas de locaux commerciaux, peut parfois représenter des sommes non négligeables. D'autre part, en matière de gestion, la relation se none directement avec le propriétaire : celui-ci confie ses biens et il apprécie ou non le service rendu. En outre, l'administrateur de biens joue souvent aussi, dans ces cas-là, un rôle de conseil en matière de gestion patrimoniale, de fiscalité... C'est à la fois valorisant et facile à vivre. En matière de copropriété, la multiplicité des interlocuteurs rend tout de suite les choses plus compliquées. Les préoccupations particulières rejoignent rarement l'intérêt général. La dynamique de groupe ne prend pas toujours. Et, au quotidien, la tache se révèle beaucoup plus ingrate : « Dès qu'il y a un problème dans l'immeuble, c'est au syndic de le résoudre, même s'il n'a aucune compétence pour ça », s'indigne Jean-Pierre Lambert. «Les proprié-

taires ont de plus en plus tendance à

gérer en copropriété est bien plus

renchérit Gérard Forcheron. « Sur le plan des relations humaines, les choses se sont beaucoup dégradées. Autrefois, après une assemblée générale, on buvait l'apéro tous ensemble, on se dormait des nouvelles des uns et des autres. Aujourd'hui, on nous 🖨 presse de toutes parts », ajoute encore Gilbert Aubert, qui n'a pas hesité, au cours de sa carrière, à se débarrasser d'immeubles jugés ingérables, comme ce bâtiment situé dans le nord de Marseille où, six mois après la réfection des escaliers et des ascenseurs, tout était à re-

commencer. Bref, si les administrateurs de biens en avaient les moyens, ils se passeraient volontiers de ces propriétaires « éternellement mécontents et généralement incapables de s'entendre entre eux »... D'autant plus que, comme le mentionne Gilbert Aubert, alors que ces propriétaires, mieux informés, se montrent de plus en plus exigeants et que l'informatique a fortement contribué à améliorer le service rendu, les bonoraires, en francs constants, n'ont quasiment pas bougé depuis vingt ans. « Nos turifs sont complètement sous-évalués. Nous n'avons pas les moyens de visiter les immeubles, de passer du temps à négocier avec les fournisseurs, de répondre à tous les problèmes des copropriétaires », remarque Gérard Forcheron, tout en soulignant qu'un vrai service passe aussi par une remunération correcte. Là se joue sans donte l'évolut; tion des années à venir. Des syndics plus transparents, plus efficaces... face à des propriétaires plus géné-

Nathalie Mlekuz

Ingénieur de Projet

dam le dice de la rec_{herce}.

SECTEURS DE POINTE

RÉACTIVITE ET RIGUEUR aussi bien que **CURIOSITÉ ET IMAGINATION**

Groupe industriel international de près de 7000 personnes, nous sommes aux premiers rangs mondiaux de notre secteur (conception et l'abrication de composants pour les industries de pointe). Nos 30 implantations dans le monde (C.A. d'environ 5 milliards de Francs en 1995) consacrent à la Recherche / Développement d'importants investissements, cruciaux pour répondre aux exigences de notre clientèle et pour assurer nos stratégies d'avenir. Notre croissance nous amène à reaforcer notre équipe Brevets et nous souhaitons confier à un

INGENIEUR BREVETS SENIOR

Industries de l'électronique et de la mécanique

la responsabilité d'une grande zone géographique (Europe, Pacifique, USA).

En relation avec les correspondants Brevets aussi bien qu'avec les dirigeants de nos unités dans les pays où nous sommes implantés, vous assurez la coordination des dépôts de brevets, marques et modèles, l'étude et la validation des nouveaux dossiers, le suivi des brevets existants et des Cabinets de Conseil locaux ou internationaux...

Vous jouez aussi un rôle important dans la promotion, au niveau des unités opérationnelles, d'une politique volontariste en matière de nouveaux brevets (produits et procédés à protéger, analyse de la concurrence, veille technologique...).

Ingénieur diplômé en électronique, mécanique ou électro-mécanique, vous avez impérativement acquis une spécialisation dans le domaine des Brevets (CEIPI).

Avec au moins 5 ans d'expérience dans un groupe international du secteur de l'électronique, vous maîtrisez les règlementations, les procédures et les pratiques en matière de brevets. Vous connaissez les enjeux mondiaux qui y sont liés et vous possédez les qualités personnelles, notamment de communication, nécessaires aux fonctions et aux responsabilités que nous souhaitons vous confier. L'anglais est impératif.

Votre dossier de candidature sem étudié en toute confidentialiné. Merci de nous l'adresser. en notant sur l'enveloppe la réf. PM/6007 et en indiquant les sociétés anxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis, par l'intermédiaire de notre agence.

AD'COM 32, rue Pierret - 92200 Neuilly-sur-Seine

Organisme international basé à Paris recherche son

RESPONSABLE INTERNATIONAL DE PROJETS INFORMATIQUES

Vous interviendrez en tant qu'expert et manager de projets auprès de grandes villes francophones réparties dans le monde.

Dans le cadre d'une large autonomie d'action, vos missions consisteront notamment à prendre en charge la conception et la mise en oeuvre de systèmes de gestion informatisés performants et adaptés aux besoins des collectivités locales. Responsable du pilotage de projets variés, vous jouerez un rôle stratégique dès l'étude d'opportunité jusqu'au suivi du plan de formation des utilisateurs.

Diplômé de l'enseignement supérieur, avec une expérience significative et réussie dans la responsabilité de projets informatiques, vous êtes également sensibilisé aux environnements complexes et multi-culturels. cegos

Vous présentez des qualités personnelles qui vous permettront d'optimiser la direction de l'ensemble des opérations. Votre «savoirfaire» relationnel et votre aptitude à entretenir des contacts de haut niveau favoriseront votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7001/LDM à CEGOS/DFC 204, Rond-point du pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cedex.

RESPONSABLE

DEVELOPPEMENT

MOYEKS

EXPERIMENTALIX







ETPM INTERNATIONAL, Important Groupe François de trovous;

énieur Énieur Ingémeur de Projet pour la parfie Topsides des auvrages

Analyse technique des appels d'offres : vous prendrez en charge:

- SUPERVISION D'INGENIERIE SOUS TRAITEE
- spécifications et réquisitions mérrés de marériel er de quantité d'auvre
- SUIVI DES COUTS DE L'INGENTERIE ASSISTANCE TECHNIQUE A UNE EQUIPE DE PROJET

57.

Agen.

2 g . . .

3000

A 35/45 ons environ, vous possédez au moins 10 ons d'expérience dans les équipements pétrollers et la ruyauterie pétrollère. Vous avez également des connaissances sur les aspects technologiques de l'élecricité er de l'instrumentation. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Merci d'adresser vorre condidature sous réf. ING à Pierre DAB - Direction Ressources Humaines ETPM INTERNATIONAL, 57, ovenue Jules Quentin, 92000 NANTERRE



Développez de nouvelles techniques dans le domaine de la combustion

Hetre centre d'étades et de recherches sur les interseus et bichatiques appliquées de la direction de la recherche de Caz de France recrute pour su division Construction et Piles à Constructibles sus responsable du développement des mayons expé-

Au sein d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous serez chargé du dévelop-pement des méthodes de mesure dans les flammes. Vous veillez au maintien des compétences acquises, développez de nouvelles techniques et coordonnez les actions de développement en interne ainsi qu'avec les parte-

ires externes. Ingénieur généraliste, vous avez complété voire formation par une thèse ou un DEA dans le domaine expérimental de la méca-nique des fluides réactifs, ou bien une expérience professionnelle vous a permis d'acquérir des connaissances dans ce domaine.

Votre goût pour la recherche et votre esprit d'équipe associés à vos qualités pédagogiques vous permettront de mener à bien votre mission et, à tenne, d'évoluer dans notre groupe. Ce poste est basé à La-Plaine-St-Denis (93).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV. photo et prétentions), sous référence RME/LM, au département du recrutement, EDR-GDF, à l'attention de Gilles Allard, 16, rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.



LEADER MONDIAL DANS LES TRANSPORTS FERROVIAIRES: TGV. EUROSTAR, METRO. TRAMWAY, SIGNALISATION

CA 2,1 mrds d'ECU - 18 000 personnes - 20 établissements dans le monde dont 9 en France recrute à VILLEURBANNE ;

2 INGENIEURS R&D Assemblage de composants de forte puissance

Relevant du Chef du Service de Recherche technologies hybrides de puissance (systèmes intégrés d'alimentation des moteurs de traction), vous bénéficierez d'une large AUTONOMIE, notamment pour :

 études de faisabilité, conception générale et détaillée des produits, participation à l'industrialisation, essais de qualification;

recherche et développement des nouveaux composants, technologies et procédés de fabrication en relation suivie avec des fournisseurs et des laboratoires.

Courts déplacements à l'étranger. PERSPECTIVES CERTAINES D'EVOLUTION DANS CE GROUPE

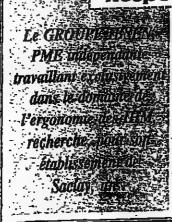
27 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience de recherche et développement d'assemblage de composants de forte puissance incluant les aspects climato-mécaniques et/ou matériaux (avionique, armement, automobile, instrumentation, transmissions, etc.) et une connaissance parlée et écrite de l'anglais.

Merci d'écrire sous réf. GEC. V./R&D/69M n indiquant votre salaire actuel à notre conseil Richard Bénatouil

GROUPE BBC -1 bis place de Valois - 75001 Paris. Discrétion absolue et réponse assurées.



Responsable de l'activité ERCONOMIE



Jouissant d'une notoriété reconnue par la profession, le candidat devra justifier d'une expérience d'une dizaine d'années dans l'ergonomie ou dans un secteur connexe (Fiabilité, ...). Chargé, en coordination avec la Direction, de la prospection commerciale, du plan de charge de son équipe (11 ingénieurs) et de la gestion des affaires, il (elle) devra maîtriser les méthodologies associées au métier. La bonne connaissance des donneurs d'ordres du secteur IHM et des capacités d'animation solides sont des conditions essentielles

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre de motivation manuscrite, photo, prétentions et disponibilités) à -GROUPE IBSEN - Laure Maupertois 27, rue Garnier - 92200 NEUILLY SUR SEINE aucun renseignament ne sera communiqué par téléphone.

Organisme Aubois spécialisé dans les domaines de la distribution publique d'électricité et d'éclairage public, recrute un

INGENIEUR MAITRE D'ŒUVRE

Chargé de la conception des projets et du suivi technique, administratif et financier des travaux, vous êtes également coordonateur (loi 93-1418 du 31.12.1993) pour la sécurité des chantiers. Diplômé ENPC, ENGREF, INPG ou équivalent, une expérience en réseaux de distribution publique

d'électricité et en Installations d'éclairage public sera vivement appréciée. Pour ce poste motivant basé à Troyes (Aube), nous vous offrons un statut cadre A de la collectivité territoriale (îngénieur subdivisionnaire), une volture de service et une formation permanente.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel ou prétentions, sous référence IS27/LM, à notre Conseil C.D.L. Ressources Humaines - Grande Rue 10190 Prugny. Discrétion assurée.

BESSOURCES HUMAINES

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs,

votre carrière a un fil conducteur : l'Europe

Les solutions de traitement numérique du signal de Texas Instruments sont au cœur de nombreux produits nouveaux tels que la téléphonie cellulaire, les autoroutes de l'information, le multimédia... Avec près de 60 000 personnes et un volume d'affaires de l'ordre de 13 mds de dollars, Texas Instruments est sujourd'hui le leader mondial du DSP. Notre centre européen des produits à applications spécifiques, situé à Villeneuve-Loubet, compte plus de 300 professionnels de plus de 20 nationalités différentes.
Ces ingénieurs ont la responsabilité de la conception, du développement des applications et du nariceting de ces produits sur le marché européen, dans les secteurs des télécommuni-

cations, de l'automobile et du compu

Afin de poursuivre notre croissance (+ 33 %), nous déstrons renfercer nos équipes d'ingénieurs hustement spécialisés.

Ingénieurs support CAO

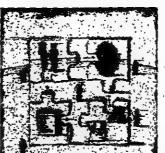
Quicksim/Mentor/Cadence/ Synopsys/VHDL

Vous assureres le support des équipes de concepton ASIC
et des ingénieurs d'application en Europe, sur
les logiciels de CAO et sur les bibliothèques ASIC.

Vous développerez des bibliothèques de CAO pour



les logiciels de CAO et sur les hibliothèques ASIC. Vous développerez des bibliothèques de CAO pour des clients straitégiques et assurerez la formation de nos ingénieurs d'opplication (FAE) en Europe. Ingénieurs en micro-diéctronique, votre expédies



de 2 à 3 ans de designer ou support GAO vous a permis de matriser les outils concernés. Réf. ISCAO/LM Ingénieurs d'application ASIC

Vous développerez des solutions logiciels et matériels en environnement cAEM pour des applications de produits télécommunication et grand public. Lors de visites en clientèle, vous assurerez les développements techniques concernant les spécifications des produits, les techniques ASIC et la CAD. Vous participens par ailleurs aux différentes étapes du développement, de la définition des produits à la formation de nos clients.

ou d'ingénieur applications ASIC dans le douaine des microcontrôleurs ou des ASIC, de préférence dans un environnement - Embedded cores » Réf. IANCAM

Pour ces postes, basés sur notre site de Villeneuve Loubet (06), vous pratiquez l'auglais et souhaitez aujourd'hai évoluer dans un environnement international hautement performant.





Le Groupe BOEHRINGER INGELHEIM
réalise 18 milliards de francs de CA
dans le monde, essentiellement dans le
domaine pharmaceutique. En France, avec
1200 personnes et 4 sites industriels, le CA
s'élève à plus de 1,4 milliard de francs. Nous
recherchons pour notre Division des Achats un

RESPONSABLE ACHATS TECHNIQUES HUF

En érroite collaboration avec les Services Techniques, vous assurez les achats des biens d'équipement, des matériels et des investissements.

Vous avez entre 32 et 37 ans, une formation d'ingénieur ou de pharmacien avec une expérience dans un environnement industriel (3 à 5 ans) qui vous a permis, après une formation Achais (MAI, ESAP...), d'acquérir un réel savoir-faire dans le domaine des Achais industriels.

Vous êtes organisé et autonome. Vous appréciez le travail en équipe et possèdez de réelles qualités de négociateur mais aussi d'animateur.

La maturise de l'anglais est indispensable, l'allemand est un plus.

Ce poste est basé à Reims (51).

Si cette opportunité de cartière est de nature à vous intéresser, merci de faire part de vos motivations en adressant un dossier complet (lettre + CV + photo + prétentions) en précisent la référence cal/sjo à BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE - Direction des Ressources Humaines - 6, rue Léo Delibes 75116 Paris.

Par passion

Par passion du succès, de la qualité et de la sécurité, Renault, pour la quatrième fois consécutive, a conquis le titre de champion du monde de formule 1.

Par pacsion de l'automobile, Renault adapte et développe la gamme la plus jeune et la plus innovante d'Europe.

Par passion du travail en équipe, des ingénieurs, des commerciaux, des techniciens s'engagent ensemble. Leurs compétences sont reconnues, enrichies, développées. Renault réunit ceux qui ont la passion des grands projets.

Jeunes Ingénieurs grandes écoles

Jeunes ingénieurs, démarrez par un parcours spécifique de deux ans en usine. La fonction produit/process exigeant une bonne connaissance des métiers de la fabrication, vous occuperez un poste opérationnel qui vous permettra d'aborder tous les aspects techniques et humains de la fabrication et, à terme, d'intégrer une fonction d'ingénieur méthodes.

Autonomie, adaptabilité et rigueur sont les qualités indispensables pour réussir. Vous êtes mobile géographiquement dans toute la France, et mairrisez l'angials.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous référence AENI/SL à Media System, 6, impasse des Deux-Cousins, 75849 Paris Cedex 17.



La technologie de pointe au service des salles de marchés

INGÉNIEURS PRODUIT

Vous prenez en charge plusieurs applications front-end destinées aux opérateurs des salles de marchés.

Responsable, en avant-vente, de la promotion de ces applications, vous participes à leur mise en ceuvre en phase d'installation et génez leurs évolutions.

Diplômé d'une grande école d'ingénieus ou d'un troisième cycle option finance, vous evez 1 à 3 ans d'expérience dans la réalisation et la mise en œuvre d'applications financières.

Votre attrait pour les manchés financiers et les contacts avec les utilisateurs, votre envie de valoriser vos acquis techniques et votre maîtrise indispensable de l'angials sont vos meilleurs atouts pour réussir dans ces postes à large champ d'action dans un environnement particulièrement attractif.

Mertine Tulmann, Directour des Ressources Humaines vous remercie d'adresser votre candidature (lettre, CV et rémunération actuelle) à AXIME INTÉGRATION DE SYSTEMES, 137 boulevard Voltaire, 75011

AXIME INTEGRATION

DE SYSTEMES

Avec 2 500 personnes, plus de 2 sellitards de france de CA, Axime, quarième Sali française, tonde ses ambitions sur la synergie de ses trois méties comptémentaines à traitement, ingénierie et latégration de systèmes, communication directe. Concevoir, installer, maintenir des solutions informatiques intégrant des composantes logicielles et estatrialies font elle est l'experties, telle est la vocation d'Axime

a l'expertise, telle est la vocation d'Arime intégration de Systèmes, muse d'Arime, et ca dama quatre domaines 1 les salles de marchés, la monétique, la banque, la gestion des flux (middievers).



2

LES INGENIEURS DE L'INNOVATION



Leader en Ingénierie et Conseil Technologique (plus de 1800 consultants), les compétences d'ALTRAN vont des études techniques au conseil en passant par la conduite de projets, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, l'audit et l'expertise technique. Dans le cadre de notre croissance, nous recherchons des:

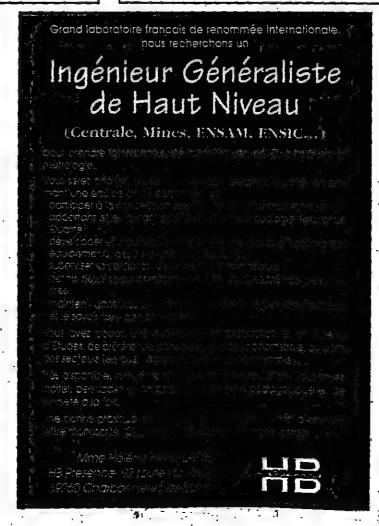
Ingénieurs Grandes Écoles

 $2\,\lambda\,6$ ans d'experience

PARIS - TOULOUSE - RENNES - NANTES - BREST - LYON - YALENCE - TOULON - AIX

LONDRES - BRUXELLES - MADRID

Telecommunications, Energie (nucléaire, pétrole, Transport (ferroviaire, automobile...) Aéronautique, Espace, Défensi Banque, Assurance, Finance numérique, ASIC. Traitement du signal. Radiotéléphonie mobile. ISM: DECT.... commutation gestion des réseaux. iconstique, Vibintions Themisjae Automatique, Fiabilité, CAO, CFAO.... Production. Process Logiciel temps réele Génie logiciel... Systèmes d'information Qualité, Sécurité Merci d'adreser votre C.V n rappelant la référence LMDE 054 a Jean-Michel MARTIN ALFRAN - 58, Bd Comion St-Cyr 5858 PARIS Cedex 17



Nationalie Miekliz

July lower

SCIENCES ET SANTÉ

General Electric (60 milliards de \$ de C.A., 220 000 salariés, dont 45 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux, aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie, de la technologie et des services. Sa division GE Medical Systems est le leader mondial de l'imagerie médicale et de la radiothérapie. GE Medical Systems Europe (4 000 salariés, plus d'un milliard de \$ de CA) recherche pour son Département Applications à Buc (Yvelines) :

2 Spécialistes d'Application : Radiothérapie (réf. SAR) et Rayons-X (réf. SRX)

Vos missions consisteront à coordonner la formation utilisateurs d'un site clinique dans le but d'optimiser en toute sécurité la qualité des traitements et l'exploitation de nos équipements pour le poste de Radiothérapie, ou la qualité image et l'exploitation de nos équipements pour le poste Rayons-X.

Vous serez l'interface privilégié entre le client et nos Départements Service & Ventes sur l'identification des problèmes rencontrés lors de visites régulières. Vous contribuerez également à l'évaluation de nos équipements par rapport au marché et à la promotion de nos nouvelles prestations en terme d'application

Titulaire d'un diplôme de manipulateur en Radiologie, vous possédez impérativement une expérience minimum de 5 ans de la praisque clinique en Radiothérapie (accélérateurs, systèmes de planification des traitements pour le poste réf. SAR) ou en Rayons-X (radiologie conventionnelle et cardio-vasculaire pour le

Possédant de réelles capacités de communication, vous avez surtout un grand sens du service Clients. Ces deux postes sont basés à Buc et nécessitent de nombreux déplacements en Europe.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Une troisième langue européenne serait un atout.

Leader d'Application Mammographie

(réf. SRX)

Votre mission consistera à mettre en place des centres de formation pour les utilisateurs sur les sites cliniques afin qu'ils puissent effectivement utiliser en toute sécurité les équipements installés tout en optimisant la qualité d'image et les résultats par rapport aux patients. Vous développerez et réaliserez des programmes de formation pour les Spécialistes Application et pour les clients utilisateurs. Vous vous assurerez que tous les engagements pris au niveau européen pour les applications en --mammographie soient respectés en coordonnant et développant les ressources existantes. De phis, vous apporterez votre soutien et votre expertise aux équipes des différents pays en situations

Titulaire d'un diplôme de Radiologie, vous avez un minimum de 6 ans d'expérience en mammographie et devez savoir faire preuve d'initiatives, de qualités de leader et d'esprit d'équipe. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Adressez votre CV et votre lettre de motivation en précisant la référence choisie à Sheila ALIBAY, GE Medical Systems Europe, 283 rue de la Minière, BP 34, 78533 Buc Cedex.



GE Medical Systems

Société de Fabrication de Produits Chimiques. filiale d'un grand Groupe International recherche dans le Sud Ouest un

ayant quelques années d'expérience réussie en production

Il sera chargé d'animer, organiser et mettre aux normes BPF, un atelier de fabrication d'excipients liquides et solides.

Ce poste s'adresse à un candidat jeune (30 ans minimum) à fort potentiel, et disponible pour quelques déplacements en France.

Mobile, il pourra évoluer au sein du groupe qui est fortement impliqué dans l'Hygiène et la Santé. Maîtrise de l'anglais appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photo s/réf SS12815 précisée sur l'enveloppe à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 Boulogne cedex

responsable de service psychiatrie

VALLEE DU RHONE

pour épileptiques. Il se caractérise par sa convivialité et sa grande compétence (400 agents - 520 lits). Il compte de nombreux ateliers de prise de contact et de réentrainement au

Pour la partie épilepale, vous serez le garant du projet médical. Responsable d'un service d'une taille humaine de 60 lits en quaire petites unités, vous animerez une véritable équipe de spécialistes (infirmiers, éducateurs spécialisés...). D'autre part, vous serez également chargé d'une unité de psychlatrie (50 lits et consultations externes). Vous serez assisté de deux médecins. Vous entretiendrez les relations nécessaires avec les médecins libéraux, les familles des

Le secteur épileptique a accès à un plateau technique composé de médecins, neurologues, assistantes sociales, psychologues, kinésithérapeutes. Yous êtes médecin psychiatre, votre expérience

hospitalière vous a permis d'encadrer un service de psychiatrie. La connaissance de l'épilepsie sera un atout

Le poste est basé dans une région agréable et chaleureuse, à moins d'une heure de Lyon, dans la vallée du Rhône. Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous la référence MP 35 à notre Conseil qui vous garantit la stricte confidentialité de votre candidature.

8, rue Duquesne - 69006 LYON 2, rue Louis David - 75116 PARIS



important laboratoire pharmaceutique intérnationa recherche pour sa division Export

DIRECTEUR DE FILIALE RUSSIE

Nous recherchons pour ce poste un véritable professionnel de l'industrie pharmaceutique ayant une formation scientifique (médecin, pharmacien) et une expérience solide dans le marketing et la promotion du médicament en France et/ou à l'International. Véritable meneur d'hommes, excellent gestionnaire, vous recherchez à vous impliquer dans une mission exigeante et passionnante. La culture et la mentalité slaves vous attirent.

L'importance que nous donnons à ce poste est en accord avec l valeur stratégique que constitue le marché russe. L'anglais est indispensable, le russe souhaitable. Notre groupe assure une formation initiale qui vous permettra de bien comprendre la structure



L'Entreprise mode d'emplois.

d'assurer et d'optimiser la gestion de la Clinique. A ce titre, vous prendrez en charge la coordination et le suivi de la comptabilité générale et analytique, de la gestion financière et de la trésorerie.

₩Vous assurerez la gestion du personnel et serez l'interface de la Direction avec les médecins ainsi qu'avec nos partenaires extérieurs (conseils, banques, experts, organismes sociaux, etc...).

Vous justifiez d'un parcours professionnel performant en gestion d'entreprise et vous possédez des qualités de rigueur et d'organisation, associées à d'excellentes qualités relationnelles et créatrices.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions

SECTEURS DE POINTE

ASSISTER LE DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

(H/F)

Génie civil - Innovation marquante des deux dernières décennies dans le domaine du génie civil, le procédé Terre Armée a été utilisé dans la construction de dizaines de milliers d'ouvrages dans le monde entier. Organisation internationale, le groupe Terre Armée est capable de proposer à ses clients une gamme complète de services couvrant la conception et le dimensionnement des ouvrages, la fourniture et le contrôle des matériaux ainsi que l'assistance technique à la réalisation des ouvrages. Chargé d'exploiter la richesse de ce réseau international en assurant la promotion inter-pays de nouveaux produits, le responsable du développement définit le plan marketing à 5 ans et assure le bon transfert des connaissances et compétences. Pour

l'assister dans ses multiples missions, il recherche un jeune ingénieur apte à mener des études économiques et marketing, à participer à la mise en forme des documents ainsi qu'à organiser des séminaires internationaux et des bibliographies techniques. Ingénieur de formation (spécialisation en génie civil, en chimie minérale ou en plasturgie matériaux), il a déjà acquis une expérience dans la valorisation marketing de technologies. La communication doit constituer un des points forts du candidat. Curieux d'esprit et pédagogue, il est impérativement bilingue anglais. Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence R/3115M - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

Groupe TAI



PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Honeywell

Leader mondiel dans le domaine de la mesure et de la régulation industrielle, recherche pour le bureau d'étude de son centre européen basé à Amiens - Somme :

UN CHEF DE PROJET LOGICIEL/ELECTRONIQUE

Mission : Coordonner le développement de nos nouvelles gammes de produits de mesure et contrôle.

Expérience professionnelle : 5 à 10 ans dans une position similaire. Le poste requiert de le motivation, de l'autonomie, de la rigueur, de l'esprit d'équipe et des capacités d'encadrement.

La maîtrise de la langue anglaise est impérative.

UN INGENIEUR EXPERT EN ELECTRONIQUE

Mission : Participer au développement de nos nouvelles gammes de produits de mesure et contrôle.

Expérience professionnelle : 4 à 10 ans dans une position similaire. Le poste fait appel à la motivation, l'autonomie, la rigueur et l'esprit d'équipe du candidat. Maîtrise de la langue angleise requise.

Nos produits sont basés sur les technologies suivantes :

Les alimentations à découpage, les systèmes de conversion A/D, les microcontroleurs de la famille MOTOROLA (68HC05, 68HC11...68331), le langage de programmation 'C', les noyaux temps réels. La conneissance des contraintes liées à la CEM et au marquage "CE" serait un atout supplémentaire.

Envoyer un CV accompagné d'une lettre manuscrite à notre Chef du Personnel à : Honeywell S.A. 80084 AMIENS Cedex 2.

Paris / Est de la France



Nous sommes : SOUTHCO FRANCE, filiale française d'un groupe américain, leader depuis 1945 dans le domaine de la conception et de la fabrication de systèmes

Nous recherchons : deux ingénieurs commerciaux, diplômés d'une école d'ingénieurs en mécanique, justifiant d'une expérience d'environ cinq ans dans la vente de produits industriets. Leur rôle est de prospeccinq are clars la vente de produits inclustress. Leur role est de prospec-ter les entreprises et les bursaux d'études pour proposer les produits du catalogue et développer un courant d'affaires evec nos futurs et actuels grands comptes (équipementiers automobiles, fabricants d'informatique et d'anaublement industriel, électronique...). Il faut être créatif pour trouver des idées nouvelles d'application chez nos clients. Pouvoir communiquer en anglais est obligatoire.

Nous offrens: une situation stable dans une entreprise solide, implan-tée depuis quatre ans en France, disposant d'excellents produits et offrant un programme de développement personnalisé.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 960035/LM (à mentionner sur la lettre et sur l'enveloppe) à Bernard Krief Recrutement, 115 rue du Bac, 75007 Paris.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT la departament de Boroard Kriet Consulttou Grand

Groupe international leader sur ses marchés

Assistant au Directeur Recherche et Développement Groupe **PARIS**

pour assurer la gestion administrative de la R&D au plan

Ses responsabilités consisteront également à organiser la relation du Groupe avec les communautés scientifiques internationales et à superviser les systèmes de veille active.

De formation supérieure, école scientifique spécialisation biologique ou physico-chimique, le candidat justifiera d'une expérience réussie de 4 à 6 ans dans une fonction de développement d'un grand groupe international.

Une expérience en marketing et en administration de la Recherche sera appréciée.

Anglais impératif

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) s/référence SC1226LM à Stéphane CHABERT NICHOLSON INTERNATIONAL - Search & Selection ultanta - 14. rue Pergolès

75116 PARIS. Td. 44.17.81.81 Fax: 45 00 03 20.

 m_l Nicholson internation INTERNATIONAL

Allemagno - Anstralie - Antriche - Belgique - Botell - Chim - Bopagne - Hompric Hong Kong - Indo - Ivraïl - Italie - Pays-Bas - Pologne - Portayal République Tebèque - Roumanie - Royaume-Uni - Russia -Turquie

Ingénieurs méthodes Qualité et parametrage rádio GSM

Groupe industriel

recherche un

Directeur Général

pour sa société de Maçonnerie - Génie civil (70 personnes) - Vaucluse

l'orientation stratégique et le développement commercial,
 l'animation et la motivation du personnel,
 la supervision de la gestion administrative.

A terme, vous aurez la responsabilité comptète de la société.

Agé de 35/45 ans, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, vous possèdez un bon réseau relationnel dans la région PACA; vous avez l'expérience de la gestion d'un centre de projet industriel et vos compétences sont à la fois commerciales et techniques.

IDEC The same Intéressé ? Adresser votre dossier (lettre manus, de motivation, CV, photo et prétentions) sous référence Ph.L/PO à notre conseil IDEC - 2 avenue Marceau - 75008 PARIS.

La forte croissance de notre cabinet nous amène à déménager dans de plus grands locaux. Nous renforçons nos divisions de recrutement existantes (finance et comptabilité, juridique et fiscal, banque et assurance) et développons de nouvelles activités dans le recrutement informatique et multimédia.

Nos nouvelles coordonnées sont les suivantes :

39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS Tél. (1) 47.23.37.00, Fax (1) 47.23.38.00



CARRIÈRES INTERNATIONALES

Nous sommes la filiale d'un important groupe français de services aux collectivités

Responsable bureau d'études

et aux industriels. Nous recherchous notre

A la tête d'une équipe biculturelle de 10 collaborateurs, commerciale pour la défense d'olires qu'en phase vous prendrez en charge le pilotage des études projets et les études d'exécution liées à la conception on la A 30/35 ans, homme de communication et de projet,

BASE EN TURQUIE

et les études d'execution uses a la conception de saix parfaitement dés eaux parfaitement d'installations de traitement des eaux parfaitement d'installation d'installations de traitement des eaux parfaitement d'installation 5 ans, et si possible rotables et rosées.



MacNeal-Schwendler France,

filiale du groupe Américain MacNeal-Schwendler Corp. leader mondial du calcul de structures, recherche, dans le cadre du développement important de ses activités et services en France:

INCENIEURS & CONSULTANTS en calcul Scientifique et Technique

1 Ingénieur Application (Réf. MSC / IA)

Chargé d'effectuer le support avant-vente (promotion, présentations techniques, démonstrations) et après-vente (support technique, installations, formation des utilisateurs). Connaissance impérative de MSC/NASTRAN, MSC/PATRAN ou produits similaires.

■ 1 Ingénieur Consultant en dynamique non-linéaire

Chargé de donner une nouveile dimension à cette activité en France (promotion, support, études spécifiques,...) centrée sur le produit MSC/DYTRAN.

Bonne connaissance des produits "dynamique rapide" du marché, et de leurs applications industrielles (crash, emboutissage, forgeage, couplage fluide-structure,...).

■ 2 Ingénieurs Développement (Réf. MSC/ID)

Chargés du développement, de la mise en place et du suivi d'applications spécifiques pour les clients de MacNeal-Schwendler en France.

Connaissance approfondie de MSC/NASTRAN, MSC/PATRAN (ou similaires) et si possible de leurs macro-langages de programmation (DMAP, PCL).

Tous ces postes requièrent le profil suivant :

- Environ 28 35 ans, de formation ingénieur grande école ou équivalent.
- Expérience 4 5 ans mini, acquise en B.E., dans une SSII, ou chez un développeur de logiciels
- de calcul par éléments finis.
- Anglais courant.
- Expertise technique alliée à un sens du service au client, ouverture d'esprit et disponibilité. - Postes basés à Evry (91)
- Déplacements fréquents sur toute la France. Quelques missions en Europe et aux Etats-Unis. - Evolution possible dans un environnement international motivant.

Envoyer CV, lettre de motivation, photo et prétentions en rappelant la référence au cabinet Paul Gandy Consultants - 317, square des Champs Elysées - 91026 EVRY Cedex.



RESPONSABLE QUALITE

Développer un système assurance qualité Négocier, convaincre ...

RESPONSABLE D'UN SECTEUR DE PRODUCTION

Un profil très opérationnel

pour une carrière dans le management des hommes

posant d'une première expérience d'au moins 5 ans, acquise dans l'entadrement er duction. Yous valoriserez vos qualités de dynamisme, d'ouverture et de charisme en prenam

INGENIEUR PROCESS

faire progresser une usine très bien équipée



75016 Paris

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS



Conseil Général

Ingénieur Territorial ou Attaché Territorial

RESPONSABLE G.E.D. BUREAUTIQUE ET COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Au sein du Service Informatique, vous serez chargé de définir, organiser, mettre en œuvre les moyens permettant d'améliorer la production, la communication, le suivi et le classement du document électronique au sens large (voix, image, donnée) pour les services du Conseil Général.

Vous aurez par ailleurs à promouvoir les outils de «Workflow» et d'une manière générale les outils d'aide à l'organisation utiles à l'amélioration de l'efficacité individuelle et collective. Vous êtes un homme ou une femme de dialogue, titulaire de la fonction publique territoriale ou d'Etat, organisateur informaticien connaissant bien le monde des postes de travail individuels en réseau, disponible, curieux des développements technologiques, vous souhaitez gérer une petite équipe, vous avez le volonté de mettre votre savoir faire au service d'une collectivité territoriale...

Rejoignez une équipe motivée et dynamique

Merci d'adresser votre candidature et CV détaillé jusqu'au 4 mars 1996 à Monsieur le Président du Conseil Général de l'Isère, D.A.G., Service du Recrutement et de la Formation, BP 1096, 38022 Grenoble cedex 1. Renseignements tél.: 76,60.38.38, poste 3583.

MULTIMEDIA-TELECOM

Vous souhaitez valoriser vos compétences d'entrepreneurs dans un secteur d'avenir, nous pouvons vous offrir cette opportunité. Groupe de dimension internationale, leader

dans le secteur des télécom recherche dans le cadre de sa croissance

Ingénieurs

Diplômés de grandes écoles ou universitaires vous avez de 0 à 5 ans d'expérience professionnelle. Votre rôle consiste à assurer des missions dans les domaines de conception, coordination et réalisation de projets informatique et réseaux. (réf. ING 96)

Ingénieurs d'affaires

Forts de 2 à 3 ans d'expérience commerciale, vous prenez en charge le développement de nos activités dans le secteur multimédia (réf. IAS96)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à NC Communication, 108, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Centre informatique de la Mutualité Sociale Agricole (65 pers.) nous assurons une double mission d'exploitation centralisée et d'assistance aux caisses départementales. Afin de préparer la succession de notre Directeur prévue en 1997, nous recrutons :

DIRECTEUR ADJOINT Futur Responsable de Centre

Dans un contexte national de mise en place d'un nouveau schéma directeur informatique ayant pour conséquences d'accroître sensiblement le nombre de caisses rattachées (passage de 15 à 22) et l'étendue de nos champs d'intervention, vous aurez pour premières missions :

- · de piloter l'adaptation de notre organisation et de notre fonctionnement à ce nouveau contexte,
- d'assurer la bonne intégration des nouvelles calsses
- de promouvoir le centre dans la mise en oeuvre de la politique informatique nationale.

Ingénieur généraliste avec spécialisation informatique ou de formation Bac + 4 ou Bac + 5 en informatique, vous avez dirigé pendant plus de cinq ans une structure intégrant une informatique de production gros système. Cette opportunité vous permettra d'accéder à une fonction

stratégique orientée client.

Poste basé à la périphérie de LYON. Merci d'écrire sous réf. 2137/LM en précisant votre rémunération actuelle à CEGOS Recrutement - Le Forum - 29, rue Maurice Flandin - 69444 LYON Cedex 03.



VII

BOX.

1. -2 35.

100

min".

15 · · ·

BRE

72-

77≥

100

3 Fee

M

INFORMATIQUE / RÉSEAUX / TÉLÉCOMMUNICATIONS

Avec SOCS et Continuum... client/ serveur appliquée au secteur de l'assurance thèques d'objets-métiers rejoint The Continuon ... l'oriente-objet prend une nouvelle dimension

Responsable outils (315 BM)

Dans le cadre de noire diversification, vous êtes responsable du développement des untils existants et foams. Directement rathaché au directeur général adjoint, vous animez une équipe de 15 à 20 informaticiens développemt le produir Océanic sur lequel repose noire stratégie. Grâce à vos qualités de manager et votre maîtrise technique, vous renforcez la motivation de chacun et assurez un niveau de compétence technique très pointase. A 30 ans environ, ingénieur Grandes Ecoles (X, Centrale, Normale Sup...), votre expérience d'au minimum 5 ans dans la gestion de projets notamment R & D, vous a permis de maîtriser parfaitement la technologie orientée objet. Ce poste s'adresse à un candidat à fort potentiel capable d'anticiper les technologies émergentes et parlant couramment l'anglais.

Ingénieurs d'affaires

· Grands comptes/Pays de l'Est (318 A/F) • Belgique/Luxembourg/Suisse (318 18/7)

Directement restaché au directeur de la division internationale, vous intervennez de la prospection jusqu'à la négociation et la vente de nos solutions logicielles et cherchez également à noner des partenarios. Cette mission, que vous développez dans une approche « métier » et « services », vous amène à collaborer avec la direction de marketing. A 30/35 aus, de formation ingénieur (bac + 5 au minimum), vous êtes entrepreneur et avez une bonne culture informatique (architecture réseaux, base de dounées...) grâce à votre expérience réussie de 5 à 10 aus dans la vente de services d'ingénierie ou de solutions à forte valeur ajoutée. La connaissance du monde de l'assurance serait un plus.

Pour ces postes basés à Paris, de très nombreux déplacements en Europe sont à prévoir, une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire et la partique de l'allemand sonhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre



Nous parions sur Internet, et vous ?

Notre jeune société est devenue le premier fournisseur d'accès à Internet en France, à destination des entreprises et du grand public. Nos perspectives sont particulièrement bonnes. Cette belle réussite est due à noire professionnalisme, notre sens du client, la qualité de nos produits... Nous créons un poste de

Editeur Multimédia On line

Vous serez chargé d'encadrer au départ une équipe de 7 à 8 personnes (support clientèle, hot-line, communication). Vous vous assurerez de la cohérence de l'ensemble de notre offre, analyserez les besoins du marché, définirez de nouveaux produits ergonomiques et conviviaux, proposerez de faire évoluer les fonctionnalités de nos logiciels, rédigerez certaines parties des

De formation supérieure, grande école de commerce/Sciences Po, vous possédez une première expérience dans le multimédia on line à des responsabilités éditoriales. Vous maîtrisez parfaitement l'outil micro-informatique et savez rédiger.

Comme nous, vous êtes enthousiaste et avez bien "les pieds sur terre"... En outre, vous êtes à même de prendre rapidement de plus larges responsabilités. Vous avez une solide culture générale. Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence B/1146 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR - 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.



Un groupe français de dimension internationale dont les produits de grande notoriété sont distribués en GMS, recherche son

RESPONSABLE Systèmes d'Information

Paris Ouest

Sa mission sera de proposer et de mettre en oeuvre les stratégies permettant au groupe et à ses filiales de renforcer leur position concorrentielle.

Il animera les politiques relatives à la définition des applications, aux choix techniques, aux moyens de reporting et d'aide à la décision, à la conduite du changement, aux achats de matériels et logiciels, à la formation et à la sécurité.

Il conseillers les filisles pour les aider à établir et faire vivre leurs plans informatiques, suivra leurs budgets et leurs investissements.

Ce poste convient à un ingénieur Grande École, de 40 ans environ, à l'aise dans un environnement décentralisé et expérimenté dans les réseaux.

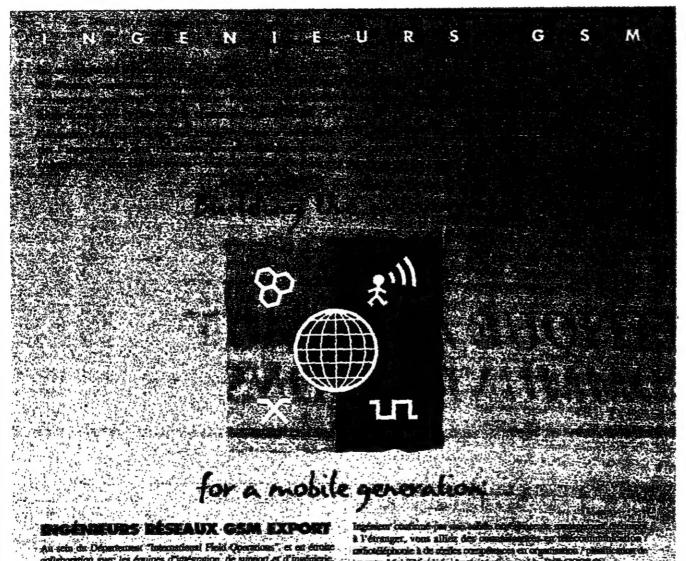
La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous la réf. W15728 à EUROMESSAGES - B.P. 80 - 92105 Boulogne Cedex

Deux Initiatives par semaine, c'est bien le minimum que l'on puisse faire pour l'emploi.

Cahiers initiatives.

Le Monde



collaboration avec les équipes d'intégration, de support et d'installete, vous assurez, après une formation à nos produits en plate-forme ion, is préparation des "tests site". Vota effectuez lospectivement la mise en service et les tests de recette des logiciels des socs-systèmes radio et de computation sur les sites de nos cherd

le poste sons système radio nice expérience de 3 à 5 ans dans les tion integration/validation de systèmes, Réf. 1804/45.

INGÉNIEUR COORDINATEUR SITE

Vous êtes responsable de la coordination du déploiement de réseau GSM (BSS, NSS) sur site à l'étranger, pour les phases d'installation et de mise en service. Dans ce contexte, vous assurez : « la planification . de l'ensemble du chamier (ressources techniques et humaines) « la coordination sur site et l'animation des équipes d'intervenants, la logistique, les relations avec les différents responsables de services intéressés, au Siège. Vous ètes bien sûr gurant du respect des délais. des coûts et de la qualité tout au long de cette phase d'installation.

tovatu. Mobilité estigée Angles (métric and

INGÉNIEUR MÉTHODES installation esm

En relation avec les équipes R&D, vous partitipes à l'élaboration de nouveaux produits en vue d'optim (installabilité, restabilité). En collaboration avec les différe ses de la société : NPE RAD, Engineering, Product Validation vous définissez pais validez les méthos service des produits ainsi que les àtalis et moyen de test sur site.

Afin de permettre l'application des méthodes d'installation et de miss en service sur les contrats, vous transférez aux équipes opérationnelles locales (Market regions de NORTEL, équipes d'intervention de NMC) la comusissance des process.

Insémeur de formation, votre expérience de 2 à 5 aus en 'Méthodes' ou "ingénierie" dans ou environnement "intervention terrain" vous

signal, hyperfréquences, industrialisation. Ouve une rigueur d'analyse et de méthode, ce poste implique un bo sens de la formalisation, une réelle aisance rédactionnelle ainsi qu des qualités de négociation. Anglait nécessaire. Réf. IMI/M2

Pour rejaindre nos équipes, merci d'adresser voire condidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à Norte Matra Cellular - DRH - Armelle Commelin - 1 place des Frères Montgollier - 78042 Guyanosurt.

NØRTEL MATRA

Bâtir les réseaux de la génération mobile

CELLULAR